



HAL
open science

Le Marché de Butare, Rwanda

Jean-François Gotanègre

► **To cite this version:**

Jean-François Gotanègre. Le Marché de Butare, Rwanda. Géographie. Université Paul Valéry - Montpellier, 1977. Français. NNT: . tel-01075720

HAL Id: tel-01075720

<https://theses.hal.science/tel-01075720>

Submitted on 20 Oct 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

70069

MAG. T 69

BIBLIOTHÈQUE
MAGHRESINE
E.R.A. 706

Jean-François GOTANEGRE

Le Marché de Butare · Rwanda ·

Thèse de doctorat de 3e cycle en Géographie

Université Paul Valéry de Montpellier

Directeur de thèse : Monsieur le professeur François DOUMENGE
Recteur des Antilles-Guyane

1977

MSH-TOURS



D 355 005206 1

MSH - TOURS

05 JUIL. 2006

Centre de Documentation

Jean-François GOTANESSE

Le Marché de Butare - Rwanda -

Thèse de Doctorat en Sciences Économiques

Université de la Guyane

Directeur de thèse : M. le Professeur François DOUMENGE
Université de la Guyane

AVANT-PROPOS

L'occasion de connaître le Rwanda, pays des mille collines situé au centre de l'Afrique entre le Zaïre, l'Uganda, la Tanzanie et le Burundi, se présenta à nous en 1970. Messieurs les Recteurs Paulian et Doumenge, professeurs de zoologie et de géographie tropicale à l'Université Paul Valéry de Montpellier, nous firent part du besoin urgent d'un géographe à l'Université Nationale du Rwanda. C'est donc au titre de la coopération culturelle française que je m'envolais en septembre 1970 pour cette Afrique des Hautes Terres si différente, en bien des points, de l'Afrique occidentale où j'avais eu la chance de me rendre en 1968 grâce au Professeur Doumenge.

C'est durant ce premier séjour africain que j'avais eu l'occasion d'arpenter les gros marchés urbains de Côte-d'Ivoire et de m'initier à leur étude. Une journée passée sur le marché de M'Bahiakro en compagnie de M. Chevassu, chercheur à l'O.R.S.T.O.M. (1), me révéla toute la richesse et la complexité de ces études de marché. Ma première pensée en arrivant au Rwanda fut de faire de même.

Après avoir parcouru l'ensemble de ce petit pays continental de 26 000 km² mais immense par ses dénivellations topographiques et ses routes en courbes de niveau qui n'en finissent pas de tourner, je fus quelque peu surpris par l'absence de gros marchés permanents. Un incroyable semis de petits marchés ruraux (isokos) hebdomadaires ou bihebdomadaires peu approvisionnés et atones les remplaçaient. Ils sont à la fois la survivance des anciens marchés traditionnels ou "iguriro" et les témoins de la restructuration du négoce sous l'administration belge. Les transactions commerciales se font de plus en plus dans les boutiques encadrant la place du marché. Butare (2) a valeur d'exemple pour tous les petits chefs-lieux de préfecture rwandais et les hameaux ruraux où le marché se maintient à côté des alignements de magasins.

(1) Voir Ancey, Chevassu, Michotte n° 55

(2) Butare : prononcer "boutaré". Le "u" correspond phonétiquement à la voyelle composée "ou" du français et le "e" à "é".

Mais comme Butare est une "ville", la deuxième agglomération du Rwanda, la notion de marché doit être envisagée dans le sens des lieux et des types de transactions (main-d'oeuvre et produits) nécessaires à la vie d'une collectivité entraînant des échanges plus ou moins organisateurs de l'espace(3).

Cette étude d'un type de rapport ville-campagne est le fruit d'enquêtes personnelles. Elles furent réalisées aux "octrois", sur la place du marché et chez les boutiquiers de Butare de novembre 1971 à août 1972 et sur les lieux des marchés ruraux épisodiques de la préfecture de Butare en 1972 et en 1973. Le long travail d'exploitation des fiches d'enquêtes, la rareté et la fragmentation des documents statistiques ont retardé les résultats. Néanmoins, ce travail pionnier(4) au Rwanda est toujours valable grâce à des enquêtes successives d'actualisation effectuées jusqu'à la fin 1975 et grâce à la saisie d'un phénomène commercial emballé dès 1970 mais paraissant stagnant actuellement par suite de la précarité économique nationale et de son drainage de plus en plus fort par la capitale, Kigali.

Nous remercions, très spécialement, à travers son Comité de la Recherche et son laboratoire de cartographie, l'Université Nationale du Rwanda pour son aide financière et technique. Que les autorités préfectorales et communales rwandaises qui nous ont facilité la tâche, nos enquêteurs, surtout Jean-Léonard Munyankiko, nos collègues C. Prioul et P. Sirven, tous les salariés, commerçants et paysans du Rwanda méridional soient aussi félicités et remerciés pour leur dévouement, leurs conseils, leur gentillesse, car sans eux, cette étude, jamais pleinement abordée au Rwanda, n'aurait pas eu la même intensité.

Nous remercions tout spécialement Messieurs Doumenge, Battistini, Lasserre, Sautter, Vennetier qui, par leur connaissance juste et immédiate lors de leur visite dans ce merveilleux pays des Hautes Terres Africaines, nous ont éclairé sur certains points minimisés ou oubliés.

(3) cf. Paul Claval n° 9

(4) cf. les travaux effectués au Rwanda par des géographes français cités en référence n° 50 et n° 51, et par Ph. Leurquin de Louvain (Belgique) n° 34, 35 et 36.

INTRODUCTION - LA "VILLE" DE BUTARE

Au sud du Rwanda, à 2°40' de latitude sud et à 29°40' de longitude est, se situe Butare la deuxième "ville" du pays malgré ses 2 195 habitants permanents(1). Selon l'enquête de l'I.N.S.E.E. de 1970, Butare totaliserait 29 329 habitants.

C'est une "ville"(2) relativement récente puisque le poste du territoire de l'Akanyaru ne fut créé qu'en décembre 1923. Le secteur administratif de Butare-"ville" voit sa population gonfler neuf mois par an par un afflux de 2 200 scolaires et universitaires auxquels s'ajoutent, plus ou moins temporairement, les quelques 2 600 "expatriés" (assistants techniques, religieux, colonies asiatiques, zaïroise, barundaise). Les militaires et policiers (500 environ), un millier de malades résidant plus ou moins longtemps à l'hôpital universitaire et les prisonniers (2 500 au maximum) viennent s'y greffer. L'aspect, la vie et les densités des collines périphériques manifestent une continuation de la ville. L'administration nationale l'a si bien senti qu'elle a créé une communauté urbaine dite de Ngoma(3) peuplée de 17 521 Rwandais au 1.1.1976. Les sept secteurs ou unités territoriales administratives de cette commune urbaine sont Butare-"ville" (370 hab.), Matyazo (1 790 hab.), Ngoma (1 825 hab.), Sahera (2 211 hab.), Tumba (2 345 hab.), Nkubi (3 544 hab.), Cyarwa-Sumo et Cyarwa-Cyimana (5 436 hab.). Son découpage apparaît artificiel(4). Ce sont environ 63 000 habitants répartis sur quatre communes (123 km²) qui constituent a priori l'agglomération de Butare dont 15 % vivent dans le noyau urbain.

(1) cf. Butare dans l'Encyclopédie Larousse, 1968, Tome II

(2) Sous l'administration belge, selon le Service des Affaires Indigènes et de la Main-d'oeuvre du Gouvernement Général du Congo et du Ruanda-Urundi (S.A.I.M.O.), un volume de populations agglomérées atteignant 2 000 unités était déclaré "ville" quand il possédait un noyau résidentiel d'européens et des activités économiques prépondérantes non-agricoles, sinon c'était un centre mixte ou rural.

(3) cf. J. Kanyabashi, bourgmestre de la Commune Urbaine de Ngoma, n° 31.

(4) cf. P. Twagiramutara, n° 52

Notre agglomération urbaine de Butare englobe, au 1.1.1976, outre la commune de Ngoma, la commune de Huye avec ses 18 219 habitants répartis en sept secteurs :

Nyanza (4 116 hab.), Mpungwe (3 704 hab.), Sovu (3 014 hab.), Mpare (2 746 hab.), Kaburemera (2 098 hab.), Musange (1 537 hab.) et Rukira (1 004 hab.) ;

la moitié des secteurs de la commune de Mbazi :

Kabuga (3 344 hab.), Mbazi (3 249 hab.), Mwuire (2 746 hab.) et Gihindamuyaga (2 667 hab.) ;

cinq secteurs sur douze de la commune de Shyanda :

Kinteko (2 886 hab.), Bwinyambo (2 814 hab.), Kamudahunga (2 760 hab.), Burashi (2 754 hab.) et Gatoke (2 653 hab.).

Cette agglomération offre de multiples visages étalés sur un plateau disséqué en collines tabulaires situées entre 1 700 et 1 780 mètres d'altitude. Les cols les reliant sont moins nombreux que les larges vallées à fond plat. Ces incisions, relativement encaissées, aèrent le paysage et facilitent la division spatiale de la ville.

Le coeur de Butare étant une cité administrative, commerciale et universitaire, sa population passagère connaît des besoins importants et intermittants en matière de logement, de loisir et de ravitaillement. Elle s'éparpille sur cinq collines totalisant 1 225 hectares. La dispersion de ces collines rappelle celle d'une feuille composée-digitée. Chaque colline a une attribution bien précise.

Buye, au nord-est, est le quartier résidentiel. Les villas des hauts fonctionnaires rwandais, des étrangers européens, américains du nord et soviétiques sont bâties sur de vastes parcelles fleuries et boisées. Ces jardins estompent le découpage géométrique de l'espace. Les rues en terre battue sont bordées d'arbres aux couleurs chatoyantes. Le vert-soufre du podocarpus se mêle au rouge-orangé des tulipiers du Gabon et au bleu-tendre des Jacarandas. Ce mélange d'espèces bioclimatiques différentes témoigne d'une ambiance clémente de pays tempéré. Les instituts théologiques supérieurs, les deux petites écoles à programme européen et le centre de formation pédagogique (recyclage des instituteurs nationaux) s'intègrent bien dans ce milieu calme et reposant.

Goudronnée sur deux kilomètres et orientée nord-sud, la route qui relie Kigali et Bujumbura, les capitales du Rwanda et du Burundi, sert de colonne vertébrale à la ville et sépare Buye de Karubanda.

Karubanda fut le premier quartier résidentiel de Butare. Les vieilles maisons de style colonial belge, construites par la Minétain(5) dans les années quarante, entourent le "cercle" récréatif et sportif de la ville.

Les artères maîtresses de ces deux collines se rejoignent dans le quartier commercial européen le long d'un col. Cette rue active avec ses centres culturels belges et français, sa succursale de la Banque Commerciale du Rwanda, la librairie universitaire, ses hôtels-restaurants-bars du Faucon et de l'Ibis, ses quatre stations-services, son grand garage, ses commerces européens et la poste est le rendez-vous permanent de tout Butare. Cette artère éclate en trois collines particulières vers l'est et le sud, de part et d'autre du rond-point administratif et de l'Institut Pédagogique National (I.P.N.) lancé en 1967.

A l'Est, la colline ecclésiastique de Kabutare regroupe autour des cathédrales catholique et anglicane, les services des évêchés de Butare, les écoles primaires, secondaires et leurs complexes sportifs, des couvents et surtout le Groupe Scolaire fondé en 1929, premier témoin du passé scientifique de Butare. Les sections agricoles et vétérinaires du Groupe Scolaire ont fixé le plus ancien abattoir du Rwanda et la seule école agricole nationale. L'importance de la petite brique réfractaire dans les constructions évoque les plaines de la mer du Nord d'où sont venus les missionnaires à l'époque belge(6).

Au Sud-Sud-Est, Ruhande est le fief de l'Université Nationale fondée en 1963 par les Pères Dominicains du Québec. Elle rythme la vie de Butare et de la région. L'arboretum, une des plus importantes collections d'arbres exotiques d'Afrique prolonge le campus universitaire en plein développement.

Au Sud-Sud-Ouest, la colline de Mamba rassemble les factoreries grecques, pakistanaïses, arabes et de plus en plus rwandaises. La "fosse" du marché quotidien et la récente gare des taxis divisent en deux cette rue commerçante. L'enlèvement des immondices et le rafraîchissement des couleurs criardes de leurs barzas et façades sont déterminés par les fêtes nationales

(5) Minétain : ex-société minière belge qui se livrait à l'extraction de la cassitérite ou minerai d'étain. Elle fait actuellement partie de la société mixte Somirwa ou Société des Mines du Rwanda.

(6) cf. J.F. Gotanègre, n° 23

et les visites officielles. L'année 1977 décrétée "de l'habitat" au Rwanda provoque l'amélioration forcée des factoreries. La vie diurne de ce quartier, ses odeurs fortes et l'entassement d'une population cosmopolite (545 personnes dont 49 % de commerçants, 9 % d'étudiants mariés et de fonctionnaires et 42 % d'employés de magasins et de maisons) rattachent Butare aux vieux quartiers de négoce de l'Afrique de la traite. Cette population habite dans les arrières-cours des factoreries. On y accède par de petites venelles mitoyennes séparant toujours les bâtisses commerciales.

L'hôpital universitaire et les résidences des médecins chapeautent Mamba et apparaissent comme des miradors au-dessus de l'océan de verdure qu'est le parc de l'Institut National de Recherche Scientifique (I.N.R.S.) vers le Sud. Ce centre de recherche abrite le Musée National. Les extensions de l'Université (Droit, Agronomie, Ecole Supérieure d'Infirmierie et Laboratoire de Santé) relie Mamba à Ruhanda vers l'Est.

Seuls les sommets des collines et les pentes douces de ce coeur urbain sont bâtis. (figure n° 2)

Les habitations sont basses. Les "homes" d'étudiants et quatre grosses bâtisses du centre-ville ont un étage. Toutes les maisons s'éparpillent sur des collines où dominent le silence et la verdure. Butare a donc un site perché imposé par la salubrité et le modèle tropical montagnard. La "ville" est dominée par l'inselberg du Mont Huye, avant-poste des grands sommets quartzitiques des Hautes Terres de l'Ouest.

L'occupation de ces cinq collines est loin d'être totale comme en témoignent les densités moyennes générales : 421 hab/km² avec la population flottante et 28 hab/km² en ne prenant en considération que la population rwandaise permanente. Le paysage de Buye demeure le plus bucolique. Les familles des paysans exploitant Buye avant la création de Butare reviennent plus ou moins régulièrement cultiver des parcelles. Leur location est de 3 FRW (7) le mètre-carré. Les troupeaux des hautes collines de l'Ouest traversent toujours la "ville" et surtout Buye pour paître et boire dans les larges bas-fonds à l'Est de Butare. Les versants pentus des collines urbaines dominant des "rias" marécageuses sont plantés d'eucalyptus. Ces boisements sont des réserves appréciées de bois de chauffage. Chaque maison est dotée d'un chauffe-eau à bois et d'un foyer compte-tenu de l'amplitude thermique journalière assez forte (18°C) et de fréquentes ruptures d'électricité et de carburants

(7) 100 francs rwandais = ± 5 francs français

(pétrole, mazout). Ces boisements empêchent les anophèles de remonter les versants avec les brises. Ils entretiennent ainsi la salubrité du site urbain. Ils servent aussi de pacage sous forêt, de champ de manoeuvre militaire et de refuge aux petits voleurs à la tire. Cette couronne boisée délimite la "city" *village-courtois* de Butare et voile la vue vers la cité indigène de Ngoma à l'Est et les banlieues-bananières périphériques.

La 'ville' dite européenne est éloignée d'un kilomètre de la "cité indigène" ou banlieue-refuge de Butare car les gens importants méprisent et n'habitent pas ce "compound". La séparation est occupée par le poste policier, l'aérodrome, le couvent des dominicains transformé en camp-scout et en foyer pour handicapés physiques, par certaines nuisances (prison, entrepôts, menuiserie) et depuis peu, par un petit séminaire. *us^c d'allumettes (ZAP)*

Ngoma, au plan quadrillé, recueille dans des maisons basses et sordides, des petits fonctionnaires, des arabisés (swahili), des jeunes en rupture sociale et surtout des prostituées qui animaient les quatre bars-dancings. Les rues en pentes sont sales et ravinées. Le déchaussement des cases est fréquent. La mission, le stade et la centrale thermique de Butare surplombent la cité cernée de bois au Nord et de champs locatifs au Sud. Cet espace rural encore important fait que la densité moyenne générale de la colline n'est que de 730 hab/km². La densité du quartier atteint 74 hab/ha.

Cette dichotomie urbaine est typique des ex-villes coloniales d'obédiences nordiques (belges et anglaises).

La "ville" de Butare continue par ses tentacules de maisons serrées, le long des axes routiers vers les quatre points cardinaux.

Vers l'Ouest, la colline effilée de Matyazo (646 hab/km²) prolonge Ngoma. Si la route vers Kibeho (en préfecture de Gikongoro(8)) favorise l'implantation de boutiques et de bars, sur les flancs de la colline s'égaillent les maisons des champs (ingo) aux toits de tôles ou de tuiles romanes et aux murs de briques cuites ou sèches (adobe). Ces maisons familiales en dur, entourées de minuscules jardins à dominante bananière et presque jointives le long de petits layons frais convergeant vers un axe routier

(8) Gikongoro : les Rwandais prononcent "guikongoro". Le "u" se prononce "ou"; le "e" : "é"; le "s" : "ss"; le "c" : "tch"; le "g" : "gu".

aux locaux de loisir et de commerce très serrés, sont un critère de banlieue. Matyazo possède le terminal du faisceau hartzien.

D'autres noyaux banlieusards, à forte densité ruraine à la fin 1975, forment une auréole concentrique autour de la city en raison de l'étoilement des routes et des chemins. Les plus typiques sont Tumba (509 hab/km²) et les deux Cyarwa (874 hab/km²) vers le Sud, les secteurs de Save c'est-à-dire : Gatoke (655 hab/km²), Bwinyambo (632 hab/km²), Kinteko (704 hab/km²) et Kamudahunga (831 hab/km²) vers l'Est et Gihindamuyaga (450 hab/km²), Kabuga (580 hab/km²), Mbazi (619 hab/km²), Mwulire (710 hab/km²) et Nyanza (739 hab/km²) vers le Nord. Cette gangrénation de la campagne par la ville s'estompe ensuite progressivement. Les banlieues-bananières sont la traduction du besoin de logement des urbains dans un espace agricole densément peuplé où il est difficile d'exproprier. Ces banlieues-bananières s'arrêtent actuellement aux marchés du dimanche (Mutunda, Muyogoro, Tare, Karama, Rwanza, Muzenga, Buvumo, Irango de Nkubi, Busoro de Gishamvu, Kibilizi de Nyaruhengeri et de Mugusa, et depuis mai 1977, Ruhara de Nyaruhengeri. Actuellement, les deux marchés de Kibilizi ainsi que ceux de Buvumo et de Busoro ne se tiennent plus le dimanche.).

Ces denses couronnes ainsi que la cité de Ngoma ne sont pas considérées comme partie prenante de la "ville" de Butare par la population rwandaise. Le phénomène est trop récent (1969) et rapide pour qu'il soit assimilé par les mentalités rurales.

D'ailleurs, le terme "ville" n'existe pas en langue kinyarwanda. Les banyarwanda utilisent un mot swahili : "umugi" synonyme d'oeuf de pou ou lente. L'image fait penser au pullulement ou à la saleté de toute concentration humaine "sous les tropiques". Les termes purement rwandais : "ibereshi" (cité ou circonscription humaine) et "umudugudu" (agglomération d'habitations) sont rarement employés. Seule la "city" de Butare est considérée comme "ville". Des sondages recueillis auprès des travailleurs urbains et des commerçants des marchés épisodiques de la préfecture vérifient cette idée. Les 310 commerçants interviewés de janvier 1972 à juin 1973 ont répondu aimablement. Par contre, sur 1 288 salariés enquêtés au début 1973, seulement 1 065 ont répondu, soit 83 %.

Tableau n° 1

<u>TYPES DE REPONSES DES SALARIES DE</u>	<u>Nombre</u>	<u>%</u>
<u>BUTARE-VILLE</u>		
Bon endroit (paix, écoles, commerçants)	306	29
Aucune idée	295	27,5
Ville où le développement est rapide	137	13
Petite ville où la vie est chère et le banditisme important	87	8
Ville où beaucoup de monde cherche de quoi vivre	40	3,7
Capitale intellectuelle du pays. Elle fournit l'élite du pays et les gens y sont démocratiques et sociables	32	3
Ville de grand commerce	29	2,8
Ville prospère, mais Ngoma refuge de bandits et d'oisifs	22	2
Ville riche et importante	22	2
Grande ville utile et surpeuplée	18	1,7
Petite ville préfectorale sympathique (belles maisons)	15	1,4
Deuxième ville rwandaise	15	1,4
Ville dans laquelle Ngoma est une auberge	14	1,4
Lieu des gens évolués et civilisés	12	1,1
Résidence des blancs et des fonctionnaires	10	0,9
Une petite ville à la vie monotone	4	0,4
Résidence des non-cultivateurs	3	0,3
Présence de toute sorte de gens	2	0,2
Ville intellectuelle, peuplée et appréciée par des étrangers	2	0,2
	<hr/>	<hr/>
	1 065	100 %

Tableau n° 2

<u>TYPES DE REPONSES DES COMMERÇANTS</u>	<u>Nombre</u>	<u>%</u>
<u>DES MARCHES RURAUX</u>		
Un bel endroit	161	52
Un lieu en développement	55	18
Lieu de commerce	26	8
Le chef-lieu de préfecture	25	8
Présence d'un hôpital et d'écoles	20	6,5
Une grande ville	16	5
Lieu très habité	5	1,5
Présence de bandits	2	1
	310	100 %

L'attraction des facilités urbaines qui permettent des revenus substantiels recueille la majorité des suffrages : 70 % chez les commerçants ruraux et 42 % chez les salariés urbains. Les réponses sont donc plus variées chez les salariés. Faut-il y voir l'influence de leur contact quotidien avec la "ville" qui permet même à 36 d'entre eux de différencier Ngoma de Butare ? Les boutiquiers ruraux viennent rarement à Butare. Leurs réponses sont par suite moins diversifiées. Quant aux traductions donnant référence au banditisme, elles font sentir le climat social tendu qui précédait l'avènement de la deuxième république. Quoi qu'il en soit, ces sondages indiquent que Butare est considérée comme une "ville".

Butare concentre sur une petite superficie divers pôles d'attraction urbaine : le centre commercial, les missions et l'administration. Elle est donc dotée d'une capacité d'évolution propre et des éléments favorables au développement du marché. Ses fonctions seront une attraction certaine pour les collines rurales environnantes. Ces dernières vont progressivement faire évoluer leur système économique au contact de Butare-centre. Ce marché local de 63 000 habitants qu'il faut nourrir, distraire et héberger, comment peut-il être satisfait ?

La multiplication des points de vente dans chaque "noyau urbain", tels que le centre commercial de Butare-city, les marchés de Ngoma, de Matyazo, de Rwanza et de Kinteko, traduit-elle une extension du tissu urbain ou un phénomène rural indépendant jusqu'aux portes de la "city" ?

Les promenades en vagues de même sexe se croisant le long des rues, la bière "Primus"(9) qui coule à flot dans les bars, les rares prostituées et l'influence du stade dénoncent des loisirs de petite ville provinciale à peine affranchie de l'ambiance rurale. L'altitude, la fraîcheur de la nuit et l'absence de distractions expliquent l'atonie nocturne de Butare(10).

Le développement nécessaire des constructions mobilise de plus en plus de salariés depuis 1974. Mais leur fuite vespérale indique-t-elle un simple besoin monétaire des denses collines rurales environnantes ou un mouvement pendulaire urbain ?

La présence de deux modes de vie opposés, d'une part celui des expatriés fortunés et d'autre part celui des masses rwandaises miséreuses(11), peut-elle créer un espace économique ou, du moins, le faire évoluer ?

(9) Bière "Primus" : marque de bière mise en bouteille à Gisenyi (Rwanda) par une société aux capitaux européens. Cette société a d'autres usines au Burundi, au Zaïre et en Angola.

(10) Le terme "ville" ne sera accolé à Butare dans le texte que si la confusion avec Butare-préfecture risque de se présenter.




(11) Le Produit National Brut par habitant est très bas. Il est estimé à 410 FF/an ou 1 85/an, en 1976.

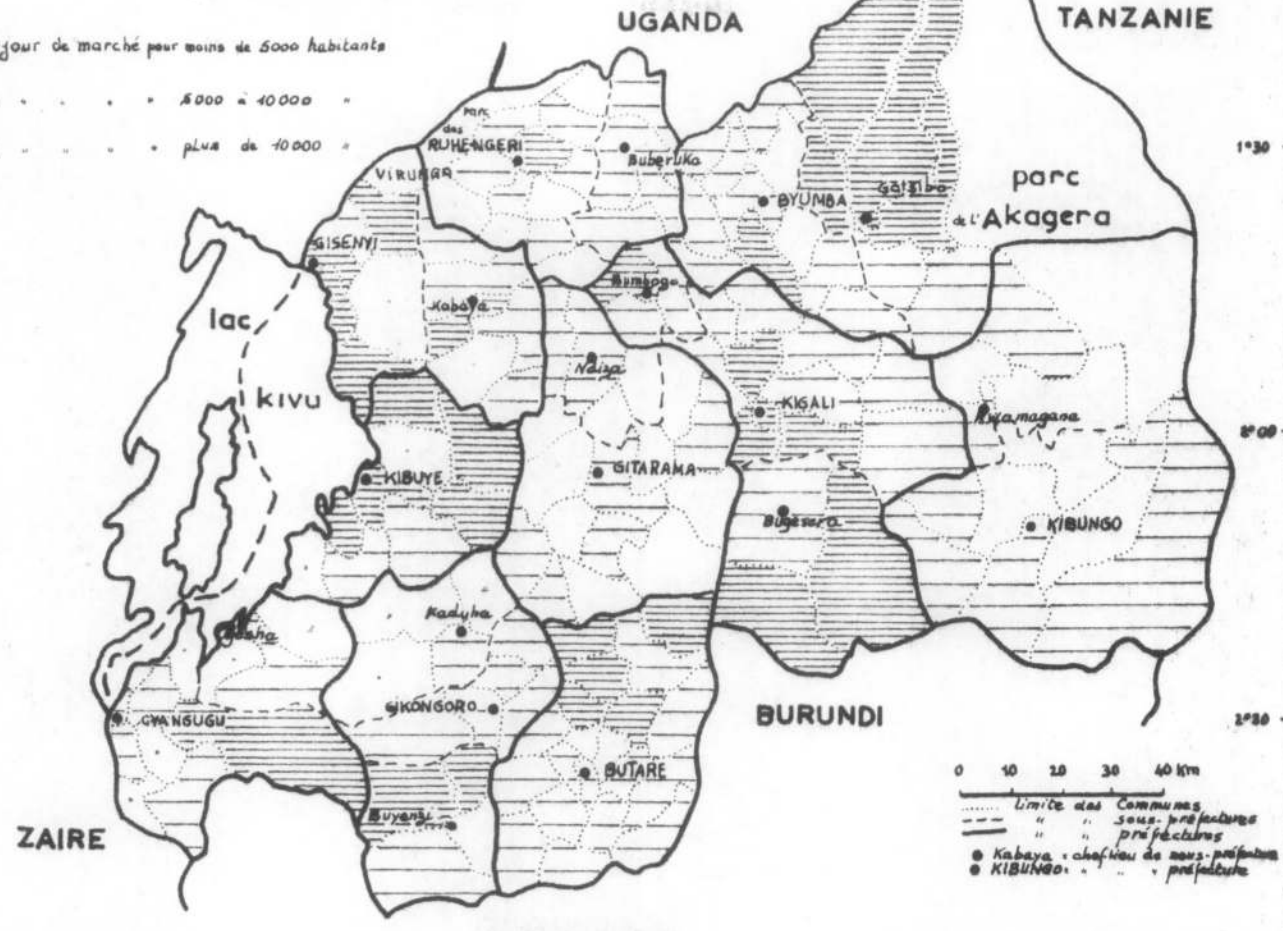
fig 3

rapport population - marchés au RWANDA au 31-12-1971

29°00

30°30

-  4 jour de marché pour moins de 5000 habitants
-  " " " " " 5000 à 10000 "
-  " " " " " plus de 10000 "


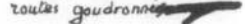


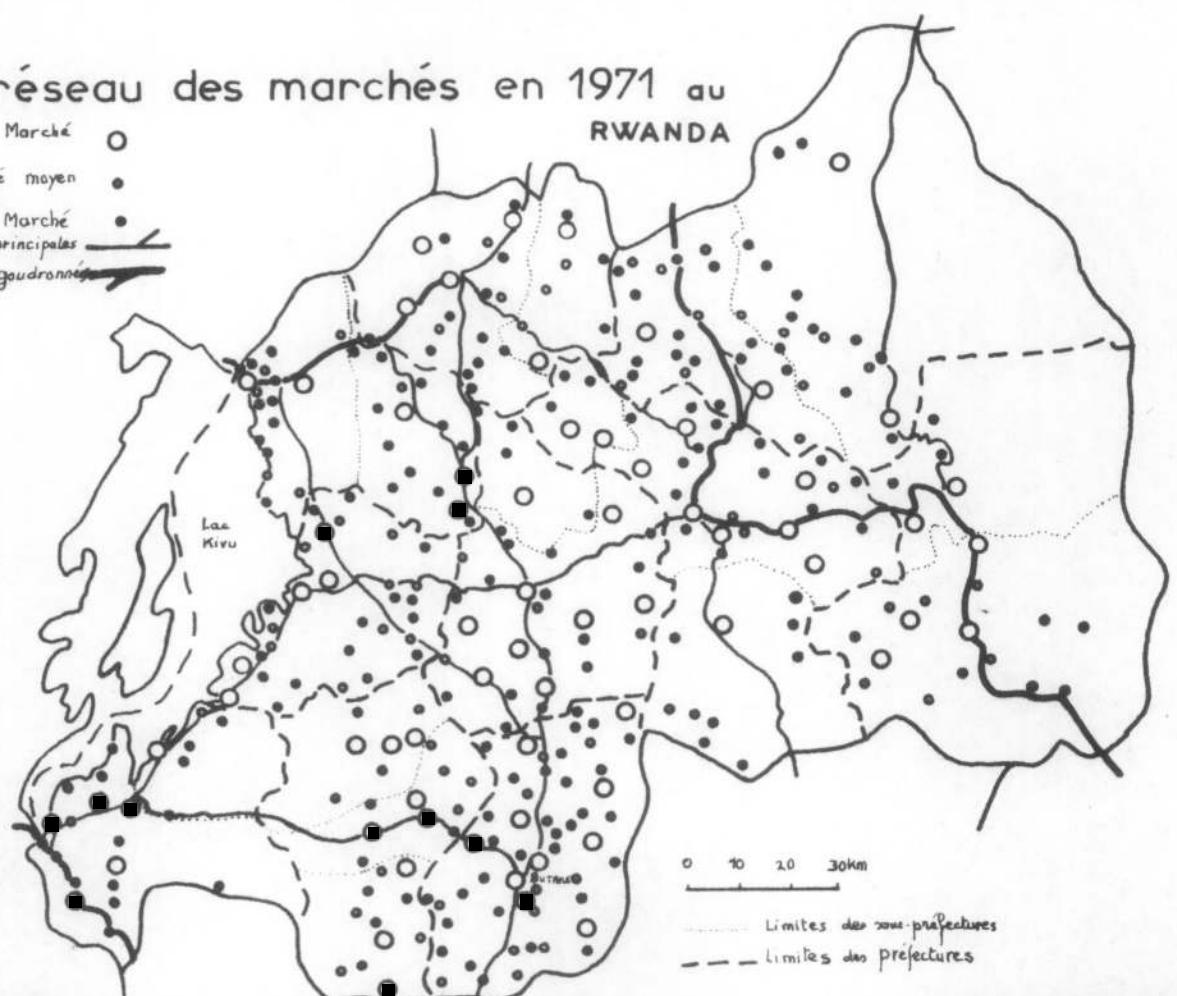
0 10 20 30 40 km

--- Limite des Communes
 - - - " " sous-préfectures
 - - - " " préfectorales
 ● Kabaya : chef-lieu de sous-préfecture
 ● KIBUNGO : " " préfectorale

fig 4

le réseau des marchés en 1971 au RWANDA

- Grand Marché ○
- Marché moyen ●
- petit Marché ●
- routes principales 
- routes goudronnées 



0 10 20 30 km

--- Limites des sous-préfectures
 - - - limites des préfectorales

PREMIERE PARTIE

UN
===
M A R C H E
=====
D E
===
C O L L I N E S
=====
D E N S E S
=====
A G G L O M E R E E S
=====
E N
===
V I L L E
=====

Un visiteur qui aborde pour la première fois Butare a l'impression d'arriver dans un "trou" semblable à quelque petit poste de brousse de l'Afrique.

Malgré la faible concentration de maisons modernes, l'importance des services offerts, la vie d'une colonie étoffée d'expatriés et la renommée dont Butare jouit auprès des masses rurales infirment très vite la première impression. Cette contradiction s'explique avant tout par l'absence de civilisation urbaine au Rwanda. Le taux d'urbanisation n'était que de 0,93 % en 1953 et de 3 % en 1970. En 1976, 8 % des Rwandais vivent dans les villes. Ces "villes" sont selon la définition rwandaise : la capitale, les chefs-lieux de préfecture et de sous-préfecture et les collines entourant ces centres. La faible concurrence engendrée par les quatre "postes" administratifs et commerciaux les plus proches de Butare rend compte aussi de cette contradiction. En effet, Nyanza, 10 000 habitants, à 35 km au Nord de Butare, n'a gardé de son passé de capitale royale que quelques fonctions judiciaires. Gikongoro, 7 000 habitants, à 29 km à l'Ouest de Butare, fut créé de toute pièce après la Révolution Hutu, autour du centre commercial de Nzega. Au Burundi, Kayanza et Ngozi(1) sont deux "postes" de 5 000 habitants sans grand rayonnement économique. Ils sont distants de 51 et 50 km de Butare.

Butare se présente donc comme la "grande ville" du Rwanda méridional et de la partie centrale des Hautes Terres du Rwanda - Burundi. Butare a en commun avec tous les petits centres nationaux mais d'une manière plus prononcée, l'étalement en nappe de banlieues rurales qui bénéficient quotidiennement de toutes les facilités de la vie urbaine. Butare se présente comme une agglomération polynucléaire de paysans. Ceci est typique des fortes populations entassées sur de petits espaces. Dans la commune urbaine de Ngoma, seulement 39 % de la population a une vie urbaine réelle ou forcée(2).

La circonscription administrative totale de Butare possède, au 1.1. 1976, 590 000 habitants répartis en 20 communes sur 1 874 km². La densité moyenne générale est de 315 hab/km². C'est la plus forte du Rwanda. La préfecture de Gikongoro, mouvance administrative montagnarde de Butare, a 380 000 habitants sur 2 031 km² soit 197 hab/km². Cette masse de gens n'est pas sans répercussion sur la vie d'une cité et réciproquement.

(1) cf. Van der Velpen n° 62

(2) cf. J. Kanyabashi n° 31

CHAPITRE PREMIER

=====

LES CONDITIONS FAVORABLES AU DEVELOPPEMENT DU MARCHÉ

=====

I. L'ATTRACTION DE BUTARE-"VILLE"

A. L'influence de la situation

1. Un point central régional

Le poste du territoire de l'Akanyaru fut le prélude à l'établissement de Butare comme capitale du Ruanda-Urundi. Butare fut baptisé Astrida (3) en 1928. Sa situation de point central entre Kigali, Usumbura (Bujumbura) et Costermanville (Bukavu) l'avait faite choisir pour cette noble fonction administrative. En effet, leur éloignement respectif est de 135 km, 148 km et 155 km.

Malheureusement, la deuxième guerre mondiale, l'influence de Bujumbura et la liaison plus rapide et fructueuse entre Bukavu, perle du Kivu et fief de la haute société belge au Congo, et Bujumbura, port industriel sur le lac Tanganyka, ruinèrent cet espoir. Astrida redevint Butare après l'Indépendance.

De sa fonction avortée de capitale, Butare garde, outre ses vieilles maisons coloniales et son passé scientifique, sa situation de carrefour routier international et son quartier commercial grec (société d'import-export

(3) Astrida : en l'honneur de la princesse Astrid (1905-1935), future reine des Belges et épouse du Prince Héritier de la Belgique, le futur roi Léopold III.

Héliopoulos Frères, boulangerie et épicerie Alexakis, factoreries Talianis, Metaxas, Giannelis, Stratish et Kontopos). L'implantation grecque suivait le pouvoir belge, comme les arabes et les swahili l'implantation allemande (4).

L'importance voulue de Butare fit qu'un réseau routier en étoile commença à se dessiner depuis ce point central dès 1930. Sept pistes carrossables rayonnent actuellement depuis la city. Elles servent non seulement de structure au commerce mais aussi de pénétrantes vers tous les recoins de la préfecture. Aucune colline, aucun marché ne sont très éloignés de Butare-ville. Le marché le plus excentré, Busoro, est à 68 km. La plupart des gros centres de négoce sont proches : 12 km pour Cyizi, 18 km pour Gikore et Musha, 23 km pour Mugombwa et Kinkanga, 31 km pour Ntyazo, 35 km pour Gakoma et 44 km pour Nyagisozi ou Iviro. Le ramassage des produits ruraux, surtout celui des paysannats du Mayaga, est donc rapide. De même, l'éclatement des produits importés vers les collines est favorisé par ce dispositif étoilé. (figure n° 5)

La topographie tourmentée à l'Ouest et plus douce à l'Est (fig 6), malgré la bonne tenue permanente des pistes de crête et de replat, milite en faveur de l'étoilement des routes. Le gain de temps y est appréciable. Les transversales et les rocadés sont plus lentes et moins bien entretenues que les rayonnantes malgré les efforts de l'Umuganda. C'est ainsi que la liaison Butare-Busoro s'effectue en 2h15' par Nyanza et Nyamiyaga, c'est-à-dire par les sommets résiduels, alors qu'il faut 3h30' par la piste en "montagnes russes" de Musha et Ntyazo.

Ce point central routier développe la fonction d'entrepôt. Mais le trafic est surtout important sur les axes internationaux : 40 000 tonnes/an en 1972 entre Kigali et Butare, 16 000 tonnes/an entre Butare et l'Akanyaru vers le Burundi et 10 000 tonnes/an entre Butare et Gikongoro.

Le faible éloignement des collines et leurs apports restreints entraînent une modeste fréquentation motorisée des pistes rurales. La bicyclette est un objet de luxe dans un pays où le niveau de vie est très bas (5). Le monopole des

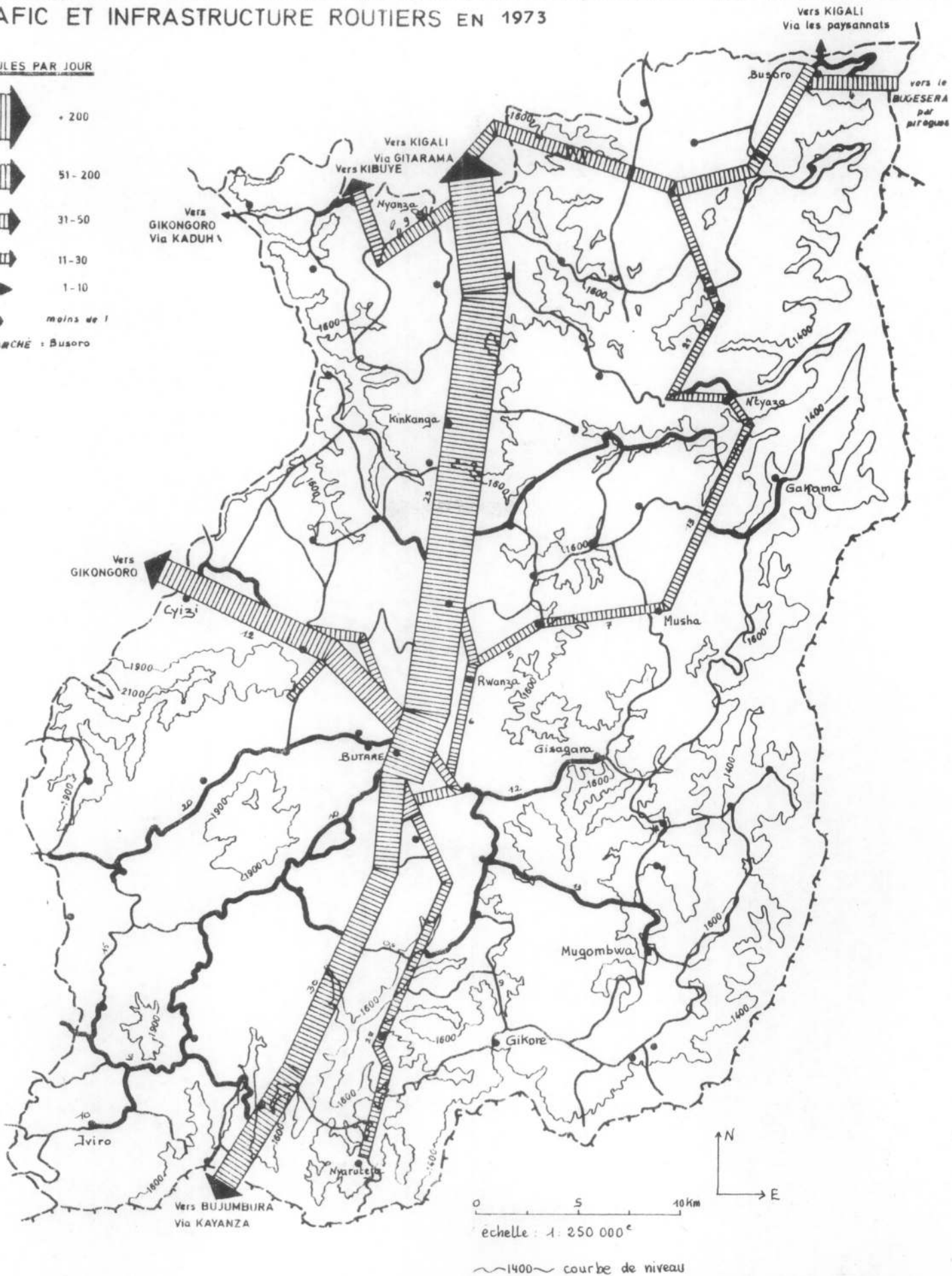
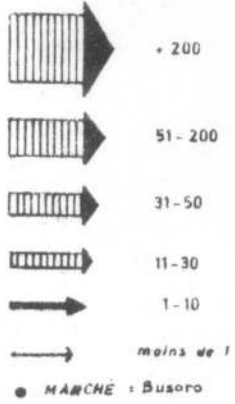
(4) 1901 : date d'implantation des premiers swahili au Ruanda comme commerçants ambulants.

(5) cf. page 13, n° 11

Figure n° 5

TRAFIC ET INFRASTRUCTURE ROUTIERS EN 1973

VEHICULES PAR JOUR



véhicules à moteur par Butare et Nyanza fait que les pistes secondaires ne sont fréquentées que les jours de marché. Sur les 900 véhicules utilitaires de la préfecture, 45 seulement appartiennent à des boutiquiers ruraux (29) et à des cabarettiers ruraux (16). Parmi les personnes interviewées sur les marchés de Butare, de Nkubi et de Ngoma, seuls 144 hommes étaient venus en bicyclette et 6 en taxi, soit 3 % du total.

Sur les grands axes vers Gikongoro, Kigali et le Burundi, ce sont les impératifs des commerçants qui déterminent l'intensité d'un trafic. Ainsi, une semaine d'enquêtes à deux carrefours en décembre 1971 montra l'importance des véhicules des commerçants et des fonctionnaires dans le trafic global. Sur 499 passages, de 6h à 18h, au carrefour de Karubanda qui oriente vers Gikongoro et Kigali, 49,5 % furent effectués par des commerçants, 29 % par des fonctionnaires, 9 % par des véhicules de missions, 5 % par des assistants techniques et 7,5 % par des véhicules de collectivités (Institut Scientifique Agronomique du Rwanda de Rubona ou I.S.A.R., Université Nationale ou U.N.R. et Assistance Internationale pour le Développement Rural ou A.I.D.R.).

Au carrefour de Tumba qui mène vers Cyarwa et les frontières avec le Burundi, sur 141 passages, 50 % furent réalisés par des commerçants, 23 % par des fonctionnaires, 7 % par des missionnaires, 1,5 % par des privés et 18,5 % par l'U.N.R. et l'A.I.D.R.

Sur le total général au deux carrefours, seulement 107 passages, soit 17 %, furent concrétisés par des voitures extérieures à Butare-centre.

2. Un cul-de-sac frontalier

Ce noeud routier peu fréquenté est actuellement oblitéré par des frontières issues de la décolonisation du Congo-belge(6) et par l'éclatement du Ruanda-Urundi en deux états dirigés par des ethnies antagonistes : les Bahutu au Rwanda et les Batutsi au Burundi.

(6) Indépendance du Congo-belge devenu le Zaïre : le 30 juin 1960
Indépendance du Rwanda et du Burundi : le 1 juillet 1962

Les vicissitudes politiques entre ces trois pays frères ont influencé la perméabilité des frontières.

Depuis la rupture de l'entente économique avec le Burundi en 1964, 15 % du commerce national rwandais transite par Butare vers Bujumbura, puis Kigoma et Dar-es-Salam(7).

La première route carrossable entre Butare et Bujumbura via Ngozi, construite en 1923, ne fut réouverte au trafic sur le secteur Nyaruteja-Busiga qu'en septembre 1976.

Le commerce interlope, toujours florissant en raison des prix et des ravitaillements quantitatifs différents selon les mois des deux côtés de la frontière, trouve des passages non-surveillés dans les communes méridionales de Gikongoro (Nshiri) et de Butare (Nyakizu, Kigembe, Kibayi). Il emprunte, soit des gués dans l'Akanyaru torrentiel peu large, soit des pistes de montagne sans obstacles. Les alcools, les conserves, la droguerie, l'huile de palme et les poissons séchés et fumés (ndagala ou limnothrissa miodon et stolothrissa tanganikae) moins chers à Bujumbura sont revendus avec profit au Rwanda. En revanche, les produits vivriers et le bétail partent vers le Burundi surtout lorsque les pénuries s'y font sentir.

Si le taux de change est à parité égale entre paysans et à la banque, les taux parallèles défavorisent le franc rwandais chez un commerçant. Donc, l'achat d'un produit venu du Burundi se paiera plus cher à Butare. Les commerçants occasionnels et établis de Butare spéculent sur cette situation. Ce système s'appelle "faire du commerce invisible (à la frontière) ou dans le firmament", traduction de l'expression rwandaise : "Gucuruliza mu Kirere".

Actuellement, la politique bancaire défavorise le commerce d'importation au Burundi (moins 50 % par rapport à 1976). Les produits manufacturés importés vont du Rwanda au Burundi : de Butare à Ngozi et Kayanza. La présence de "Sénégalais" à Bujumbura attire en fraude l'or de Nyungwe (40 kg par an). Les prix offerts par ces orfèvres étrangers sont supérieurs à ceux du gouvernement rwandais : 800 francs burundais le gramme contre 300 francs rwandais.

(7) Une zone franche portuaire belge existait à Dar-es-Salam et à Kigoma depuis 1921.

En juin 1977, le café de Kayanza valant 85 francs au Burundi était importé en fraude au Rwanda et vendu 120 FRW à Butare. Le cours du café était plus élevé à Butare. Le paysan burundais gagnait dans l'opération 15 francs burundais par kilogramme. Cette situation a provoqué vers le 15 juin le relèvement des prix au Burundi.

A l'Est de la préfecture, la largeur imposante de la vallée de l'Akanyaru occupée par des tourbières à papyrus, l'absence d'intérêt économique dans la province burundaise de Muhinga-Kirundo et la possibilité d'invasions revanchardes batutsi(8) rendaient impossible la construction d'un pont-frontière. Il a fallu l'établissement d'un consensus de paix et le développement du front pionnier agricole du Bugesera dominé par des gens de Butare et de Gikongoro, pour voir dès janvier 1977, le lancement d'un pont au souk de Busoro-Muyira. Il permettra de relier Butare à Kirundo par le poste frontière de Gasenyi au Bugesera. L'absence de commodités frontalières pour les véhicules à l'Est de Butare n'empêchait nullement un trafic interlope par pirogues.

Après leur indépendance, la tendance protectionniste des pays voisins diminua l'émigration de main-d'oeuvre vers les plantations ugandaises et tanzaniennes et vers les mines du Zaïre (Kivu et Shaba). La ville prit le relai de ces pays pour l'obtention de la monnaie en numéraire nécessaire aux paiements de l'impôt, de la dot et des achats de consommation démonstrative.

Si ce cul-de-sac frontalier qu'est la préfecture de Butare, dû à une inversion politique des grands courants d'échanges, profite surtout aux commerçants locaux, il se traduit aussi dans le retard pris dans l'amélioration du réseau routier international. L'axe Kigali-Butare n'est pas encore goudronné. Ce handicap est ressenti très fort par les expatriés et surtout par la vingtaine de taxis (minibus Volkswagen et Toyota) qui assurent deux ou quatre liaisons journalières entre Kigali et Butare. Cette route est le premier axe de rapport pour les taximen. La course Butare-Kigali coûte actuellement 300 FRW contre 150 FRW avant 1973. On estime à 100 000 personnes le trafic passager annuel sur cet axe. En six mois, une Toyota peut être amortie. Ces importants revenus sont à l'origine de taxes nouvelles : de 1 000 à 3 000 FRW par an selon le type de taxi.

(8) Les "Inyenzi" étaient des batutsi rwandais réfugiés au Burundi, en Uganda, en Tanzanie et au Zaïre qui firent plusieurs incursions armées au Rwanda entre 1962 et 1967.

L'élasticité des frontières est nécessaire. Un système douanier lâche et peu scrupuleux permet en effet à ce type de commerce "de débrouillardise" de faire circuler très rapidement argent et marchandises. C'est de l'autodéveloppement dans un pays enclavé quand trop de gens sont au seuil de la survie. Butare est la manifestation de ce phénomène au Sud du Rwanda. Les "villes" du Nord agissent de même. Les déclarations d'Amin Dada sur les fraudeurs rwandais en témoignent.

3. Un marché de contact (figure n° 7)

D'Ouest en Est, sur 53 km parcourus entre 2h30' et 3h30' selon l'état des pistes, s'étagent trois paliers montagneux tropicaux : les terres tropicales chaudes de 1350 à 1600 mètres d'altitude, le palier tropical tempéré de 1600 à 1900 mètres et les hautes terres tempérées fraîches dès 2000 mètres jusqu'aux restes de la forêt ombrophile de montagne de Nyungwe.

Ces trois paliers altitudinaux sont bien différenciés morphologiquement et bioclimatiquement.

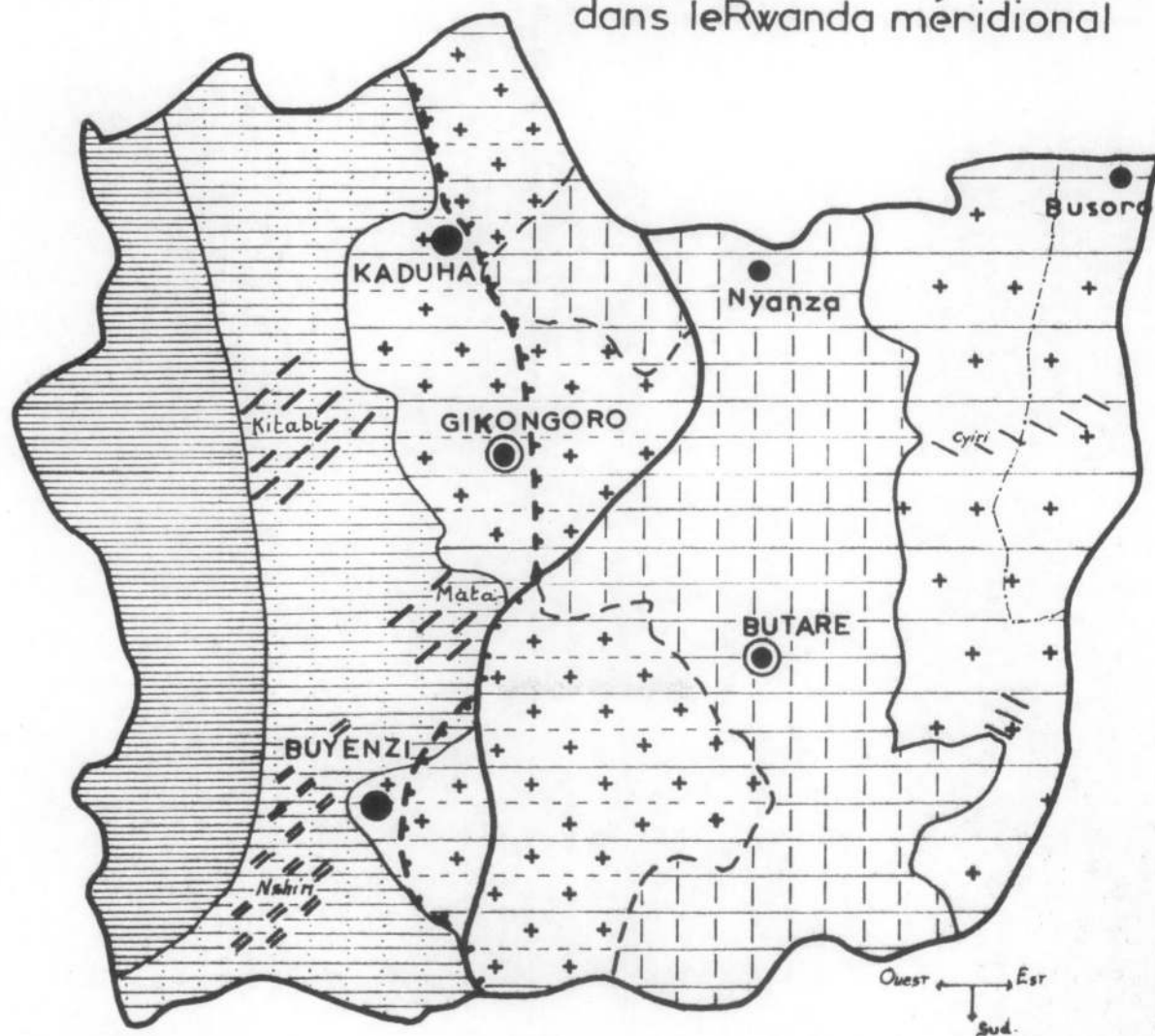
C'est le soulèvement permanent de la flexure de la rift-zone (9) depuis la fin du Crétacé qui est responsable du découpage altitudinal dans le sens Ouest-Est. Plus on monte, plus les vallées sont encaissées, les collines disséquées (petite calotte convexe sommitale, nombreux épaulements ou "Rugarama") et les inselbergs quartzitiques importants.

Les variations paléoclimatiques expliquent l'emboîtement des modelés. En période "humide", le modelé sous forêt (cirque de début de vallée, vallées larges à fond plat tourbeux, versants convexes) fut généralisé depuis le sommet de la Crête Congo-Nil jusqu'à l'Akanyaru. En période "sèche", l'érosion plus linéaire et plus concentrée exploita, plus ou moins profondément, les cassures du socle précambrien; les altérites décapées s'accumulèrent en glacis. La limite actuelle entre buttes entourées de grands glacis et collines convexes est l'isohypse 1600 mètres. Entre 1600 et 1750 mètres, les collines demeurent de vastes et longues tables à épaulement unique. Alors que plus haut, les collines sont multiples, plus pitons ou buttes, avec des versants en escalier.

(9) L'activité sismique, la vidange du Nyiragongo le 10 janvier 1977 et l'apparition de nouveaux appareils volcaniques de type strombolien, tel le Murara, dès le 23 décembre 1976, dans la plaine de lave de Goma (Zaïre) à 125 km en ligne droite du lieu de notre étude le prouvent.

Figure n° 7

ETAGEMENT DES REGIONS ET DES CULTURES dans le Rwanda méridional



Forêt ombrophile de la CRÊTE CONGO-NIL

Hautes Terres froides : association dominante =
Pois - céréales - tubercules

Plateau Central 1800-2000 m : tubercules -
haricots - bananes

Plateau Central 1600-1800 m : céréales -
bananes - haricots

Terres chaudes du Mayaga : tubercules -
haricots - bananes

Pomme de terre et thé ex : Nshiri

Plantations de thé ex : Kitabi

0 5 Km 10 Km 15 Km

Limite des préfectures de Butare et de Gikongoro

" de Plateau Central

" orientale du hiatus 1800-2000 m

" du Paysannat caféicole

" occidentale de café arabica

ville principale Nyanza

sous-préfecture KADUHA

Préfecture BUTARE

Rizières ex : Cyiri

La conséquence est une possibilité d'occupation différente du sol selon les divisions du relief.

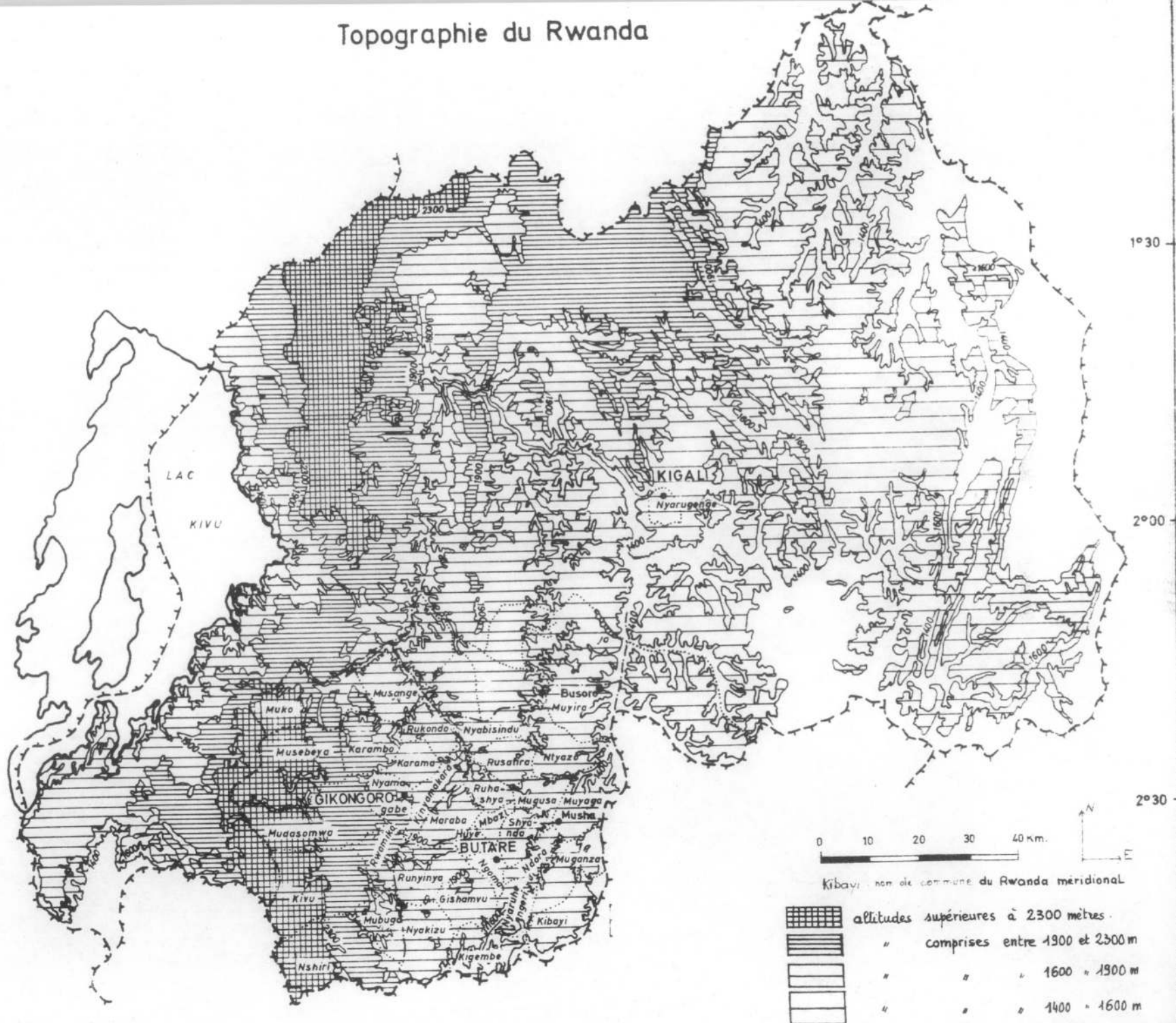
En-dessous de 1600 mètres, les colluvions sont cultivées. Les champs remontent jusqu'au contact du lithosol dévolué aux pâturages et aux boisements d'eucalyptus. Entre 1600 et 1900 mètres, les surfaces planes dominent. La concentration des champs y est favorisée. Seules les basses pentes convexes sont laissées aux pâturages ou aux boisements. Dès 1900 mètres, les fortes pentes aux sols peu épais l'emportent. Leur vocation pastorale sert de séparation entre les replats, seuls bons réduits agricoles. Les cultures généralisées n'existent en haute altitude que sur les terres défrichées au détriment de la forêt ombrophile de montagne, en attendant que les pasteurs arrivent. Les terres pastorales ont permis, dès l'époque du mandat belge, le développement des plantations familiales de café arabica en-dessous de 1900 mètres et de théiers au-dessus de 1900 mètres, dès 1970.

La température moyenne diminue de l'Est vers l'Ouest à mesure que l'on s'élève. De 21°C à 1500 mètres, on passe à 19°C à Butare et à 15°C vers 2300 mètres. Les amplitudes thermiques journalières s'affaiblissent dans le même sens. Elles sont toujours plus fortes dans les vallées que sur les replats et les sommets. La destruction de la forêt ombrophile a accentué ce phénomène. Il a fallu la forte pression démographique pour voir l'occupation des bas-fonds s'accroître. Les irrégularités thermiques et pluviométriques des vallées encaissées, l'évapotranspiration plus intense qui y règne à cause des brises et la maigreur des sols des versants pentus font des vallées, des refuges à tubercules (manioc et patate douce).

Les hauteurs orientées perpendiculairement aux vents humides de l'Est sont à l'origine de l'augmentation pluviométrique vers la Crête Congo-Nil. C'est ainsi que la terre chaude a une pluviosité de 800 à 1000 mm et très irrégulière. La zone d'altitude moyenne reçoit entre 1000 et 1250 mm et les hautes altitudes, de 1250 à 1500 mm par an.

La combinaison des éléments météorologiques et topographiques crée des climats tranchés et des pédogenèses diverses aux différentes productions. (figures n° 8 et n° 9)

Topographie du Rwanda



Kibayi: nom de commune du Rwanda méridional

- altitudes supérieures à 2300 mètres
- " comprises entre 1900 et 2300 m
- " " " 1600 " 1900 m
- " " " 1400 " 1600 m

Carte climatique du Rwanda

I.S.G.F. N° 4951-4960

- Limites des préfectures
- Durée de la saison sèche
- Isohyète
- ① +1500 ou +1600 mm
- ② +1300 - 1500 ou -1600 mm
- ③ 1200 - 1300 mm
- ④ 1100 - 1200 mm
- ⑤ 1000 - 1100 mm
- ⑥ 900 à 1000 mm
- ⑦ - 900 mm

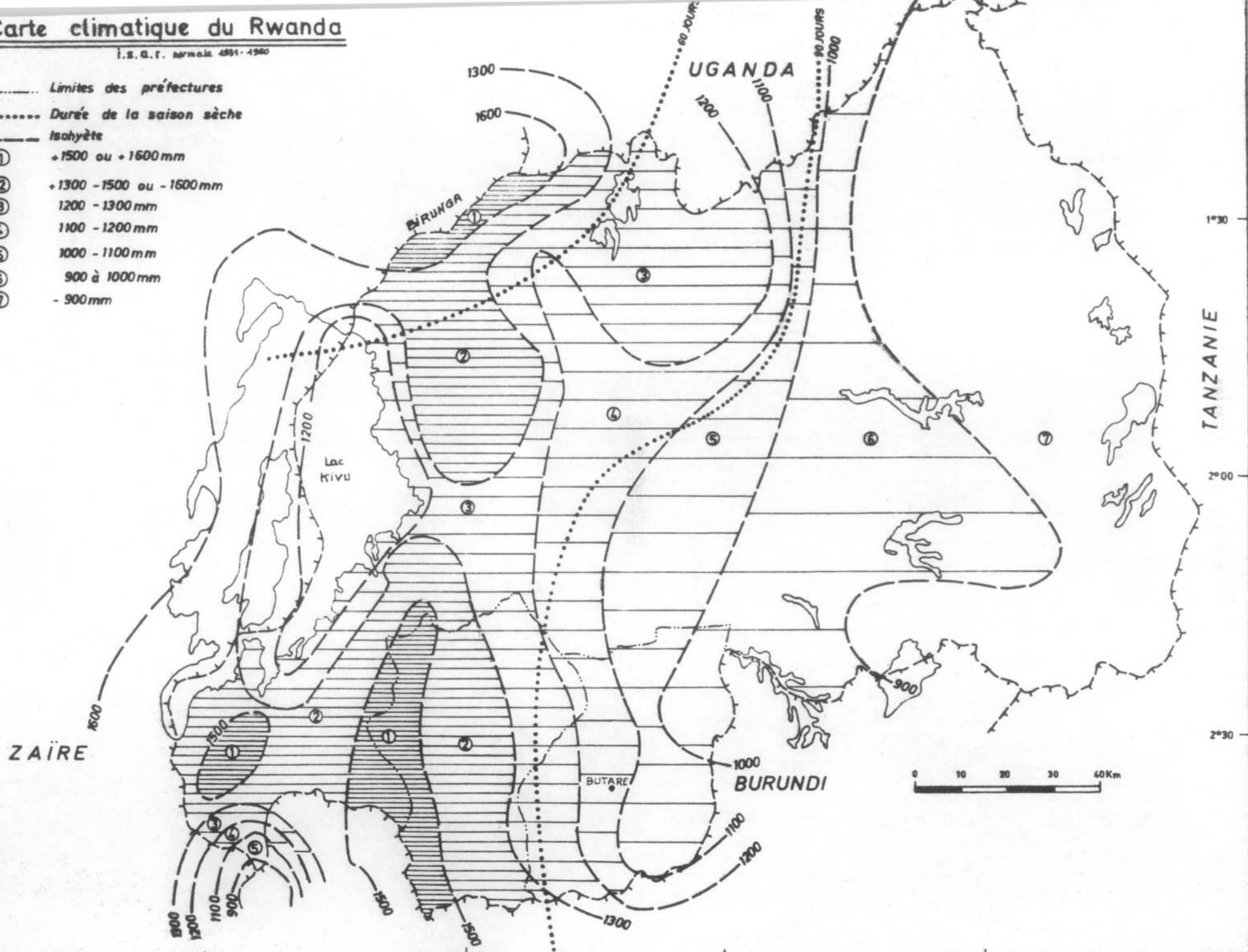


Figure n° 9

Le riz dans les marécages, le café arabica(10), l'arachide, le manioc, la patate douce, le sorgho, le maïs, les haricots et les bananes viennent bien sur les colluvions et les sols ferrugineux du Mayaga Centre et Sud, terre chaude de la préfecture.

Le cortège traditionnel des plantes alimentaires rwandaises, les fruits et les légumes récemment vulgarisés et le café arabica poussent à merveille dans le Plateau Central. Le Bwanamukari de Butare y est plus riche que le Nduga de Nyanza. Issus de l'altération des granites, les sols blancs du Nduga sont graveleux et perméables. Ils favorisent plus l'élevage que les cultures. Les sols rouges ferrallitiques dérivés de l'altération des schistes et des roches basiques dans le Bwanamukari supportent les plus fortes densités humaines du Rwanda méridional et du pays avec certaines communes des laves du Nord.

Les deux bandes bioclimatiques que sont le palier chaud et le Plateau Central tempéré représentent les bonnes régions de la préfecture de Butare par leurs deux récoltes annuelles sur une même parcelle.

Le Bufundu-Buyenzi ou haute terre tempérée fraîche est le domaine de l'élevage, du maïs, de la pomme de terre, du manioc, du petit-pois, de la patate douce, du thé et de la forêt (bambousaie de Nshiri). Le froid atténue les rendements. La lente pédogenèse oblige à la jachère. Les pâturages et la culture extensive sur les feux de brousse multiplient la lande à éragrostis reconquise par les plantations de thé-villageois(11).

De ces trois zones, la plus basse dont la conquête agricole est récente (1953 : création du paysannat de Gakoma) livrera ses surplus en raison d'une densité moindre et de bons

-
- (10) Avec la création de l'O.C.I.R.U. ou Organisme des Cultures Industrielles du Ruanda-Urundi en 1945, chaque chef de ferme ou rugo devait posséder 50 pieds de caféiers. Cette généralisation fut précédée d'impacts sporadiques dus aux activités des missions (1901), des Rwandais de retour des plantations d'Afrique de l'Est et de l'Ineac ou Institut National pour l'Etude Agronomique du Congo-belge(1921).
- (11) Le thé-villageois ou paysannat théicole ou COOP-Thé est une réunion de parcelles individuelles de 25 ares autour d'une usine de thé. Le gros oeuvre et l'usine sont faits avec l'aide du F.E.D. (Fonds Européens de Développement).

rendements initiaux. La bande centrale ignorera le marché tant que sa survie par bons rendements sera assurée. Les hautes altitudes étant trop loin de Butare seront court-circuitées par des marchés-relais. Seule, la difficile zone de transition(12) entre 1800 et 2000 mètres dépendra réellement du marché de Butare. Depuis 1962, son exploitation agricole est soumise à des périodes de disettes dues aux fortes pentes, aux sols minces, aux irrégularités pluviométriques et aux allongements du cycle végétatif.

Cette juxtaposition d'une zone d'approvisionnement à l'Est, de disette à l'Ouest et d'équilibre instable autour de Butare fut matérialisée dans le découpage administratif durant la présence belge.

Les territoires d'Astrida et de Nyanza se subdivisaient en chefferies des hautes altitudes (Bunyambilili, Bufundu, la moitié occidentale du Nyarugenge et du Buyenzi), en chefferies de la zone charnière critique (Bashumba-Nyakare, Nyagahuru oriental, Busanza-Sud, Kabagari), en chefferies des altitudes moyennes (Mwejuru, Busanza-Nord, Nduga-Sud) et en chefferies des terres chaudes (Mayaga, Buhanga-Ndara)(13).

Cette présence de grands terroirs et finages complémentaires engendra de tout temps un va-et-vient saisonnier rythmé par les calendriers agricoles décalés et par les disettes localisées.

Ainsi des colonnes de femmes et d'enfants venus du Bwanamukari échangeaient dans le Buyenzi deux paniers ou deux corbeilles de sorgho contre un panier ou une corbeille de petits-pois. Réciproquement, celles du Buyenzi venaient dans le Bwanamukari troquer deux corbeilles ou deux paniers de pommes de terre contre une corbeille ou un panier de patates douces. On n'échangeait jamais de petits-pois contre des haricots.

Jusqu'en 1959 ces trocs se sont maintenus entre la chefferie du Nyakare-Bashumba et le Buyenzi de Nshiri. Un igitebo de sorgho valait un igitebo de petits-pois du 15 juin au 15 juillet, un demi-igitebo du 15 juillet au 15 août et un, de nouveau, au mois de septembre.

(12) cf. G. Delepierre n° 16

(13) cf. P. Gourou n° 26 et figure n° 56 page 214

Entre le Nduga et les Bakiga du Buyenzi-Bufundu, les équivalences de produits étaient constantes au long de l'année. Une corbeille de haricots s'échangeait contre un panier et demi de petits-pois; une corbeille de sorgho contre deux paniers de petits-pois ou de maïs.

Les échanges avec le Mayaga sont plus récents. Ils datent de la fin de la deuxième guerre mondiale. Actuellement, la majorité des paysans du palier central préfèrent se rendre dans ces terres chaudes que vers les hautes altitudes. Le trajet est plus court, les vivres, plus abondantes et le travail salarial, plus rentable et plus sûr. En 1974, le salarié agricole recevait 25 ou 30 FRW pour un travail durant de 7h à 12h et 40 à 50 FRW s'il travaillait de 7h à 17h30'. A ce salaire s'ajoutaient 2 kg de haricots en janvier ou une corbeille de 16 kg de patates douces, de manioc ou de colocase ou un régime de bananes les autres mois. Ce paiement en nature pouvait être parfois un kilogramme de pommes de terre ou d'arachides ou 500 grammes d'igname. Cette nourriture coûtait à l'employeur de 15 à 35 FRW par jour.

Le système du troc par étalon-mesure existe aussi à l'intérieur de chaque terroir. Ainsi dans le Bwanamukari, en novembre, lors de la plantation des haricots les paysans s'échangent un panier de haricots contre deux de sorgho. En janvier, lors des récoltes de haricots, deux paniers équivalent à un de sorgho. En avril, lorsque le sorgho a été sarclé pour la première fois, on troque en différé deux paniers de sorgho contre un de haricots. Une cruche ou inhete de bière de sorgho peut s'échanger contre une remplie de graines de sorgho. Actuellement, on ne troque jamais officiellement des bananes contre des haricots ou ceux-ci contre des patates douces car cette pratique est mal vue. Ces produits sont plutôt négociés sur le carreau du marché afin d'être convertis en argent.

Au contact du Mayaga-Sud et du Mwejuru, un système de troc existait à Muganza. Quinze paniers-rations, c'est-à-dire une capacité (incuro) ou une mesure (ingero) qui servait à nourrir quotidiennement quinze ménages de trois enfants au maximum, valaient une houe (isuka⁽¹⁴⁾). Cinq kilogrammes de sel étaient troqués contre un chevreau, une houe ou douze peaux de chèvres; un petit canari (ikibindi) pour puiser l'eau, contre deux paniers de vivres; un taurillon de deux ans (200 à 300 kg), contre quinze "inhete" de sorgho; une génisse de deux ans (400 à 500 kg), contre 8 chèvres ou 25 "inhete" de sorgho ou 27 houes neuves; une chèvre, contre 3 à 4 houes.

(14) cf. La revue hebdomadaire de La Relève du 31 janvier 1974 et B. Lugan n° 37

La fin de la féodalité tutsi, la reprise des cultures d'exportation après 1962 et le développement des moyens de communications dès 1969 font que les camionnettes, basées surtout à Butare, remplacent ces mouvements pendulaires séculaires. Butare, au centre de ce dispositif complémentaire, s'en trouve renforcée.

B. La multiplicité des besoins à satisfaire

1. Le ravitaillement des urbains

La population étrangère essaie de maintenir ses habitudes alimentaires diversifiées malgré l'enclavement du pays et l'éloignement de l'aéroport international de Kigali, ce qui renchérit les prix au détail et entraîne de fréquentes ruptures de stocks. Dans quelle mesure la population rwandaise change-t-elle ses habitudes culinaires au contact des occidentaux ? Ce contact influera sur l'importance de l'approvisionnement du marché et sur les structures agraires régionales.

En milieu traditionnel, l'alimentation est surtout végétarienne. 93 % de la ration alimentaire moyenne journalière reposent sur quatre groupes de produits : les tubercules, les légumineuses, les légumes et les boissons. Les céréales, la viande, les oeufs et les fruits y tiennent peu de place. La plupart des gens ne font qu'un repas par jour, le soir. En revanche, ils boivent dès qu'ils en ont la possibilité. Le matin, ils mangent les reliefs du soir. De plus en plus, sous l'influence urbaine, on mange à midi.

Dans les banlieues-bananières de Butare, les petits salariés font un repas dont le plat unique est déterminé par l'aliment saisonnier dominant. En janvier, le repas est un aggloméré de haricots et de légumes (choux, imboga ou plantes végétales indigènes, feuilles de manioc ou sakasaka). En février et mars, c'est l'abondance. Le repas comprend soit des haricots mélangés à des patates douces ou des pommes de terre, soit des haricots et des bananes, soit des petits-pois amalgamés à des patates douces ou à des "imboga". En avril, mai et juin, les patates douces et les légumes sont de règle car les haricots et les petits-pois sont chers sur le marché. De juillet à septembre, les Rwandais associent le manioc et les légumineuses. En octobre et novembre, la pénurie alimentaire se fait sentir. On apprête des légumes avec des haricots et des pommes de terre si les revenus le permettent. En décembre, le repas comprend des courges et des haricots-grains. Ces repas lourds et dans lesquels l'assaisonnement n'intervient pas expliquent la forte consommation de "bières indigènes" ou "inzoga" : cidre de banane et bière de sorgho. La viande n'est généralement consommée que le dimanche et les jours de fête.

La ration alimentaire est très déséquilibrée surtout en période de soudure (août-novembre). Les carences protéino-caloriques et lipidiques sont à l'origine de certaines déficiences physiques.

En "ville", les revenus supérieurs et l'illusion d'appartenir à un monde plus civilisé favorisent l'amélioration de la ration culinaire. La diversité des produits employés crée un marché nouveau.

En effet, le "civilisé" (umusilimu) ou "l'évolué" (imvuruwe) sont les personnes qui s'habillent bien, qui possèdent un bel habitat et qui se nourrissent copieusement. Ils mangent les mêmes produits qu'un muturage ou paysan ou "non-civilisé" mais ils emploient des sauces à base d'huile de palme, de sel, de pili-pili, d'oignons, de tomates ou de saindoux. La consommation de viande de vache est plus importante et plus fréquente que chez le paysan moyen. Les végétaux sont nettoyés et épluchés. Cette amélioration est un luxe ostentatoire comme le respect tiré de ses beaux atours et de sa décontraction lorsqu'il se pavane dans les rues de la ville. Ce luxe est proportionnel au "compte en banque" ou au diplôme universitaire.

Les produits utilisés en 1972 pour quelques collectivités de Butare-"ville" rendent compte de cette influence urbaine sur la diversification alimentaire. (Figure n° 10)

Les scolaires et les universitaires sont aussi privilégiés que les militaires et les couvents. La ration alimentaire par personne est plus équilibrée, constante et diversifiée en "ville" que dans le milieu rural traditionnellement considéré comme pays de disette(15). La vie urbaine est recherchée comme le paradis.

Butare consomma, en 1972, 70 % de la bière "Primus"(16) vendues dans la préfecture. Cette dernière, avec 15 % de la consommation nationale de bière "Primus" soit 26 264 hectolitres, est la deuxième cliente de la brasserie de Gisenyi. Les fonctionnaires, à midi, s'attablent dans les trois bars-restaurants cotés et font leur repas de boulettes de viande et de bière "Primus". Les personnes entrant dans le système urbain ont donc très souvent de grandes difficultés à se réadapter au milieu rural. Cette caste de nouveaux riches urbanisés est toujours prête à se rebeller si le niveau de vie de sa nouvelle vie urbaine est diminué.

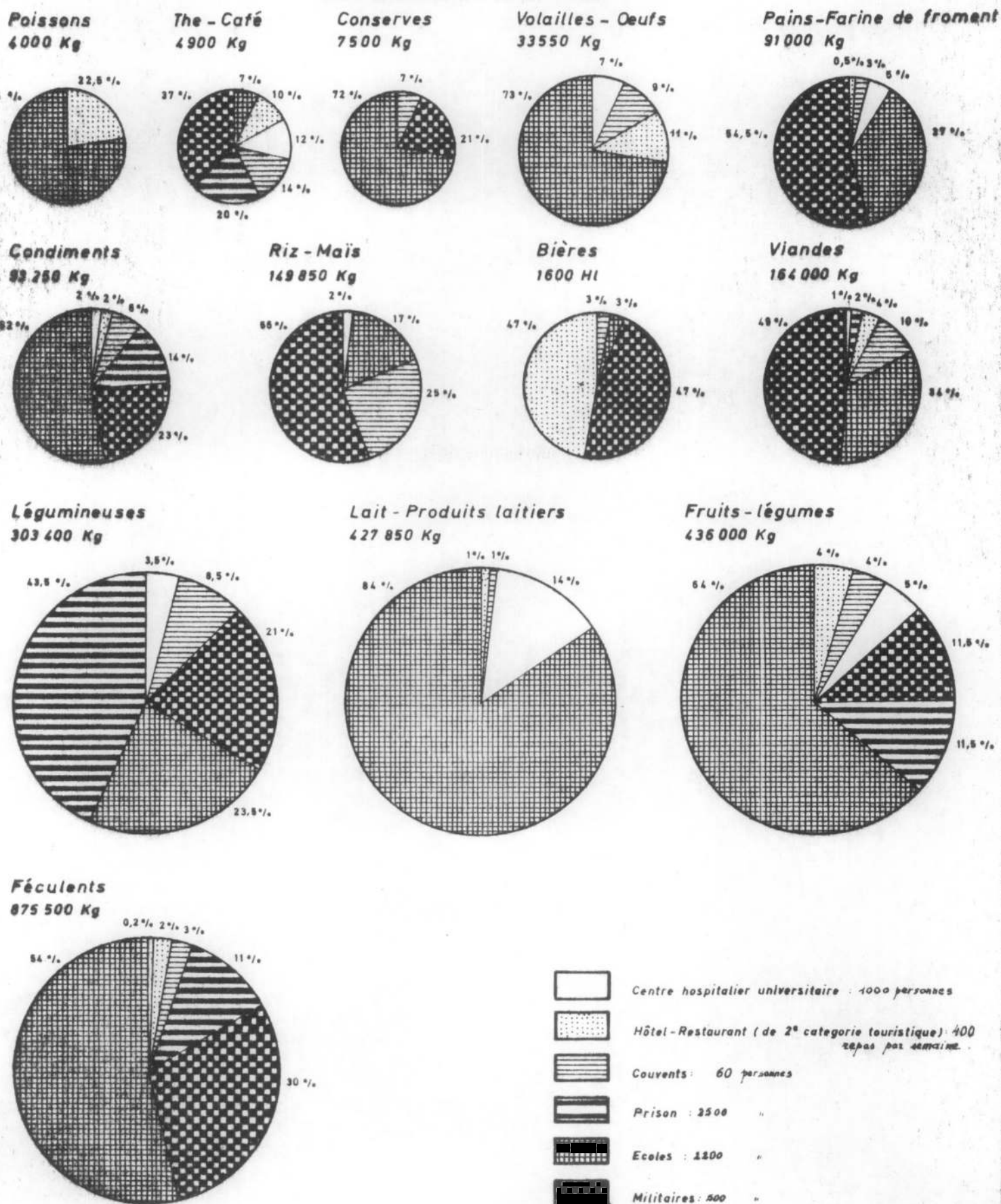
Etre prisonnier est de moins en moins considéré comme une opprobre. C'est parfois le refuge contre la disette.

(15) cf. Vis, Yourassowsky, Van Der Borgh, N° 54

(16) cf. n° 9, page 13

Figure n° 10

Besoins alimentaires, en 1972, de la population flottante de BUTARE "VILLE"



L'hôpital universitaire est le seul du pays à fournir des repas aux malades moyennant paiement (40 FRW en 1973 pour le régime de prescription, 60 FRW pour le régime particulier). Le repas comprend une bouillie de sorgho à 10 heures et à 12 heures : une assiettée contenant un mélange de légumes, d'huile et de farine de blé ou de maïs ou de porridge, 250 grammes de pain, des bananes, du thé et du lait. Parfois le riz et les pommes de terre remplacent la bouillie. La viande n'est comprise que dans le repas particulier.

Ces besoins alimentaires urbains vont favoriser un commerce de ravitaillement compte tenu de la faiblesse des fournitures dans Butare-"ville".

Celles-ci sont fournies par les jardins particuliers que toute concession possède, la ferme d'agriculture du Groupe Scolaire, les champs entourant la prison, le petit séminaire de Karubanda et le centre de formation scouté ainsi que par un petit élevage nourri de restes dans les collectivités. L'engraissement de la majeure partie des porcins consommés à Butare-"ville" provient de cette alimentation. Les collectivités religieuses et l'école sociale de Karubanda retirent la moitié de leur consommation en fruits et légumes de leurs potagers. La moitié des oeufs consommés par les Européens est constituée par le surplus de l'école d'agriculture du Groupe Scolaire. En 1974, cette dernière vendit pour 160 000 FRW de produits laitiers aux expatriés et fonctionnaires. Elle livra aussi 5 877 kg de légumes.

Ces apports urbains ajoutés aux dons du secours catholique (farine, lait en poudre) ne suffisent pas au ravitaillement des urbains. Le "bourgmestre" de la commune urbaine de Ngoma estimait pour sa part, qu'en 1976, la population de sa commune avait dû importer 85 % des pommes de terre, 50 % des haricots, 30 % des patates douces et du manioc ainsi que 100 % de la viande de bovin consommés. Une marge bénéficiaire est offerte ainsi aux commerçants. Les factoreries et les commerces spécialisés (boulangerie, épicerie, boucherie), les vendeurs qui font du porte à porte, et les paysans qui viennent écouler leurs produits y trouvent leur compte. Le développement de la masse salariale et l'habitude des Nord-Américains (Canadiens) de donner congé de 12 heures à 14 heures au personnel domestique multiplient les cabarets-restaurants et les vendeurs de beignets ou samouza.

2. Le fonctionnement des activités urbaines

Par rapport au milieu campagnard, Butare, par ses fonctions de préfecture, de capitale universitaire, de résidence d'étrangers et d'entrepôt commercial fait

figure de lieu privilégié dans le Sud du Rwanda pour la multiplication d'emplois rémunérés. Les emplois offerts sont exclusivement tertiaire (administration, emplois de maison, artisanats de service et de production).

Les bureaux et les services nationaux ou mixtes utilisent 547 personnes selon le Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement (M.R.N.D.), soit 19 % des actifs répartis dans différents services : la Régideso devenue Electrogaz, l'I.S.A.R.-arboretum, la succursale de la Banque Commerciale du Rwanda et les services judiciaires, des impôts, de la douane, des postes et télécommunications. Ces services deviennent les piliers d'une mentalité urbaine permanente.

L'évêché, à l'aide de son économat général qui doit subvenir aux missions éparpillées dans Butare, Gikongoro et le Sud de Gitarama, emploie en permanence 101 salariés.

250 personnes travaillent à plein temps dans les services de l'Université Nationale. Pour ses travaux d'agrandissement en cours, l'U.N.R. utilise 600 ouvriers et, au début de juin 1977, ce chiffre était porté à 900. Il est de 1070 au début du mois de juillet 1977. Grâce à ses activités induites, l'Université Nationale fait vivre plus de salariés que d'étudiants (655). C'est un phénomène rare démontrant l'absence d'entreprise nationale importante et la primauté de l'agriculture, du commerce et de l'administration dans la vie rwandaise.

L'activité commerciale diversifiée de Butare-"ville" multiplie les emplois de serveurs(45), de commis-vendeurs(255) et de chauffeurs(22). L'artisanat de services (cinq garages, quatre stations-services, deux photographes, sept coiffeurs en plein air, 63 patrons-tailleurs, des chefs-bricoleurs dans la réparation de montres (5), de cycles (17) et de chaussures (8) fractionnent presque à l'infini l'embauche (260 apprentis) tout comme les expatriés, les Rwandais fortunés et les collectivités autour desquels gravitent 545 employés de maisons soit 19 % des actifs "urbains". Un reste de mentalité coloniale et une entente tacite entre gens de maison expliquent la foule entretenue : cuisinier, lavadaire, jardinier, sentinelle ou zamu, gardienne d'enfants. Le naturel diplomatique des Rwandais qui ne tiennent souvent pas compte des arrêtés officiels, permet le foisonnement de micro-commerces de survie qui, ajoutés les uns aux autres, entretiennent à peu de frais une vie luxueuse pour le fortuné et sont un gage de gagne-pain pour le débrouillard. Depuis 1975, l'installation de jeunes lavadaires à l'arrière des magasins-factoreries ou des cabarets-restaurants rend de menus services aux étudiants et aux fonctionnaires à des prix aussi élevés que dans un pressing français. Par exemple, une chemise ou un pantalon est nettoyé et repassé pour 150 FRW soit 7,50 FF.

La forte colonie de célibataires (étudiants et militaires) ne peut que développer la prostitution. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.), elle faisait vivre jusqu'à 300 prostituées logées surtout à Ngoma, Nyanza et Tumba.

3. L'approvisionnement des commerçants ruraux

Avec l'administration, le commerce a toujours été à l'origine des villes en économie pré-industrielle.

A côté du ravitaillement de population à niveau de vie plus élevé, le commerce urbain se doit, pour exprimer sa vitalité et son avenir, de dominer les commerces ruraux.

Les commerçants de Butare ont de nombreux marchés ruraux à approvisionner. La préfecture de Butare en a compté jusqu'à 69 en dehors des centres commerciaux de Nyanza et de Butare-"ville". 29 marchés se partagent la préfecture de Gikongoro en 1972. Tous ces marchés ont au moins un local commercial. Les places les plus importantes, appelées centres de négoce, ont plusieurs commerces entourant le foirail. Gikongoro-préfecture, en plus du centre commercial de Nzega, possède 7 centres de négoce. Butare-préfecture dispose de 19 centres de négoce (17) : Musha date de 1945, Gisagara et Mugombwa de 1946, Kinkanga de 1950, Rugogwe de 1952, Rugalika et Kibilizi de 1954, Cyarwa, Mubuga et Mulinja de 1957, Nyaruteja de 1958, Gakoma, Nyamiyaga et Cyizi de 1961. Entre l'Indépendance (1962) et 1976, six autres centres de négoce vinrent s'ajouter. Il s'agit des centres de négoce de Busoro de Gishamvu, de Karama, de Gikonko, de Maraba, d'Iviro et de Mutunda.

Les marchés épisodiques de Butare-préfecture regroupent 24 bars ou bari, 12 boulangeries et 168 boutiques (butiki, akadukuru, amagazini ou amaduka). Ces locaux commerciaux représentaient en 1974, 50 %, 80 % et 33 % du total préfectoral. D'une manière générale, ces commerces ne sont ouverts que les jours de marché.

Les marchés sont loin de centraliser l'ensemble des locaux commerciaux des secteurs administratifs. De nombreux cabarets (ikabari) s'égrènent le long des pistes tous les 2 ou 3 km, près des centres de services comme des écoles, des dispensaires, des bureaux communaux, des tribunaux de canton et des paroisses. Ces cabarets offrent, en plus des boissons locales et de quelques mets, des allumettes, des cigarettes et autres petits produits de consommation courante. C'est ainsi que sur les 1 521 cabarets ruraux

(17) cf. Gotanègre J.F., n° 24

(débits de boissons, cabarets-restaurants, cabarets-boutiques) établis en 1974 en préfecture de Butare, 1203, soit 79 %, s'éparpillent sur les collines en dehors des souks.

La plupart de ces commerces ruraux se montèrent après 1970. Ce fut le cas de 41 % des boulangeries, de 45,5 % des bars, de 59,5 % des cabarets-restaurants, de 61 % des boutiques, de 67 % des cabarets-boutiques et de 72 % des cabarets ou estaminets. Cette explosion du commerce est due au fait que ce métier vient d'acquérir ses premières lettres de noblesse dans la mentalité populaire. Ce n'est plus une activité de pauvres ou de sociaux réprouvés mais un moyen sûr et rapide de gagner de l'argent. L'argent remplace de plus en plus la dot. Le troc diminue. Les cadeaux se font en argent liquide ou amafaranga et de moins en moins en produits naturels. C'est surtout la suppression ou l'atténuation de certains freins de politique nationale qui explique ce phénomène.

Sous l'ancien régime, en plus des redevances au seigneur tutsi, le paysan devait engranger, selon l'importance de sa famille, dans les greniers collectifs des chefferies (43 dans Butare-préfecture) afin de faire face à d'éventuelles disettes. L'Indépendance a aboli cette pratique. Actuellement, ces stocks sont mangés par l'accroissement démographique ou versés dans le circuit commercial. (18)

Les missionnaires catholiques ont levé le préjugé défavorable envers le commerçant arabe. Les missions protestantes, surtout adventistes, développèrent la première génération de commerçants nationaux. C'est ce dernier phénomène qui explique la vitalité commerciale de Nyanza et de la vallée de la Mwogo.

L'enseignement généralisé diminue l'acculturation et fait considérer la crise internationale actuelle comme un moyen de spéculer et non plus comme une obligation de retourner au troc ou aux produits traditionnels comme ce fut le cas dans les années trente.

Les barrières administratives de l'époque belge furent supprimées. Pour lancer une affaire, un commerçant rwandais devait créer un bâtiment en dur, ne pas sous-louer à un étranger et ne pas être l'intermédiaire d'une firme étrangère. Les commerçants indigènes devaient être parqués dans des centres de négoce dépendant des arabisés et des asiatiques fixés dans les centres de commerce. Ces derniers ne circulaient qu'en cachette la nuit. Leurs relais situés aux carrefours des multiples pistes donnèrent naissance aux premiers cabarets.

(18) cf. Tableau n° 6, II° Partie, pages 125 - 126

Aujourd'hui le système de contrôle fiscal est très souple. Les taxes annuelles collectées par commune sont faibles. Elles varient entre 500 et 600 FRW pour un cabaret et entre 500 et 1200 FRW pour une boutique si la parcelle lotie appartient à la commune; dans le cas contraire, le commerçant n'a rien à payer.

Le développement du crédit, des moyens de communication, l'ouverture du pays sur l'étranger⁽¹⁹⁾, l'intéressement des dirigeants à l'import-export et la recherche du réinvestissement pour les salaires croissants de la part d'une classe de fonctionnaires de plus en plus étoffée accélèrent ce foisonnement commercial. Ces fonctionnaires essaient aussi par le commerce d'améliorer leur ordinaire constitué de payes peu élevées, correspondant au niveau de vie national. L'aide aux familles apparentées et amies les oblige indirectement à se livrer à ce travail "au noir" car il est défendu par la loi.

La multiplication des commerces est une chance pour les commerçants importants et entrepreneurs de Butare-"ville". Ils devront pourvoir les détaillants des "sokos" ou d'autres négociants des centres commerciaux. Ils agiront en demi-grossistes.

C'est ainsi qu'en 1972 et 1973, les commerçants de Butare ont ravitaillé, d'après leurs déclarations, 78 commerçants éloignés (28 de Ngoma, 6 de Tumba, 1 de Mbazi, 6 de Kigali, 9 de Nzega, 1 de Rukara-Runyinya, 6 de Nyanza-Nyabisindu, 6 de Cyangugu, 2 de Rwamangana, 1 de Ndago-Mubuga, 1 de Murambi-Nyamagabe, 1 de Giseke-Rwamiko, 3 de Rugalika, 2 de Mugombwa, 4 de Nyaruteja et 1 de Musha). 50 ont été livrés par la voiture du commerçant de Butare, 2 par vélo et 26 ont reçu leur ravitaillement à pied par un factotum. Quant aux cinq sociétés de cette époque (Cardinael, Hélio-poulos, Pharwanda, Socotal, Stratish), elles approvisionnaient toutes les missions et des commerçants de Butare et de Gikongoro. Elles étendaient leur influence jusqu'à Gitarama et Kigali. La société Hélio-poulos a le monopole de certains cycles (Yamaha, Rex) et de pneus (Good-Year, Dunlop) pour tout le Rwanda et représente les firmes japonaises Akaï et Sansui pour le Rwanda - Burundi.

Mais la plupart du temps ce sont les négociants qui viennent acheter leurs marchandises à Butare. Par exemple, sur 19 marchés ruraux étudiés en 1973⁽²⁰⁾, 115 commerçants sur 161 se déplacèrent à Butare. 53 utilisèrent une camionnette taxi ou parfois personnelle, 7 empruntèrent selon l'occasion une voiture ou leur vélo, 42 allèrent en vélo et 13, à pied.

(19) Kigali fut le siège de l'O.C.A.M. (Organisation Commune Africaine et Mauricienne) du 5 au 11 février 1977.

(20) Mututu, Nyamiyaga, Busoro de Muyira, Nyanza de Nyabisindu, Rugalika de Runyinya, Cyizi de Maraba, Muganza et Kirarambogo de Muganza, Kibilizi et Ntyazo de Ntyazo, Rwanza, Kinteko et Zivu de Shyanda, Gakoma et Musha de Muyaga, Gafumba et Mugusa, Nyaruteja de Kigembe, Mugombwa de Kibayi, Rugogwe de Ruhashya.

Le ravitaillement externe se fait dans le cadre de la traite. Les commerçants de Butare sillonnent la campagne pour collecter les produits vivriers et déposent, en échange, les produits de traite chez des commerçants-intermédiaires qui sont leurs sous-traitants salariés. Ainsi, la Soseco, association de sept commerçants rwandais établie à Nyanza et à Butare, a des collecteurs-entreponeurs dans douze marchés ruraux : Kinkanga, Sivu, Cyizi, Mugombwa, Nyaruteja, Gafumba ou Mugogwe, Nyarubuye de Mugusa, Musha, Ntyazo, Kibilizi de Ntyazo, Nyamiyaga et Busoro de Muyira. De plus, en 1972, sur les 147 commerçants qui ont fait l'objet d'une enquête dans Butare-"ville", 26, soit 18 %, avaient des succursales en propre dans les marchés ruraux : 5 à Rwanza, 5 à Gisagara, 4 à Musha, 2 à Nyanza, 1 à Kinkanga, 1 à Cyizi, 1 à Ndago, 1 à Nyaruteja, 1 à Rugalika, 1 à Gahabwa et 2 sur les collines de Cyarwa et de Ruhashya.

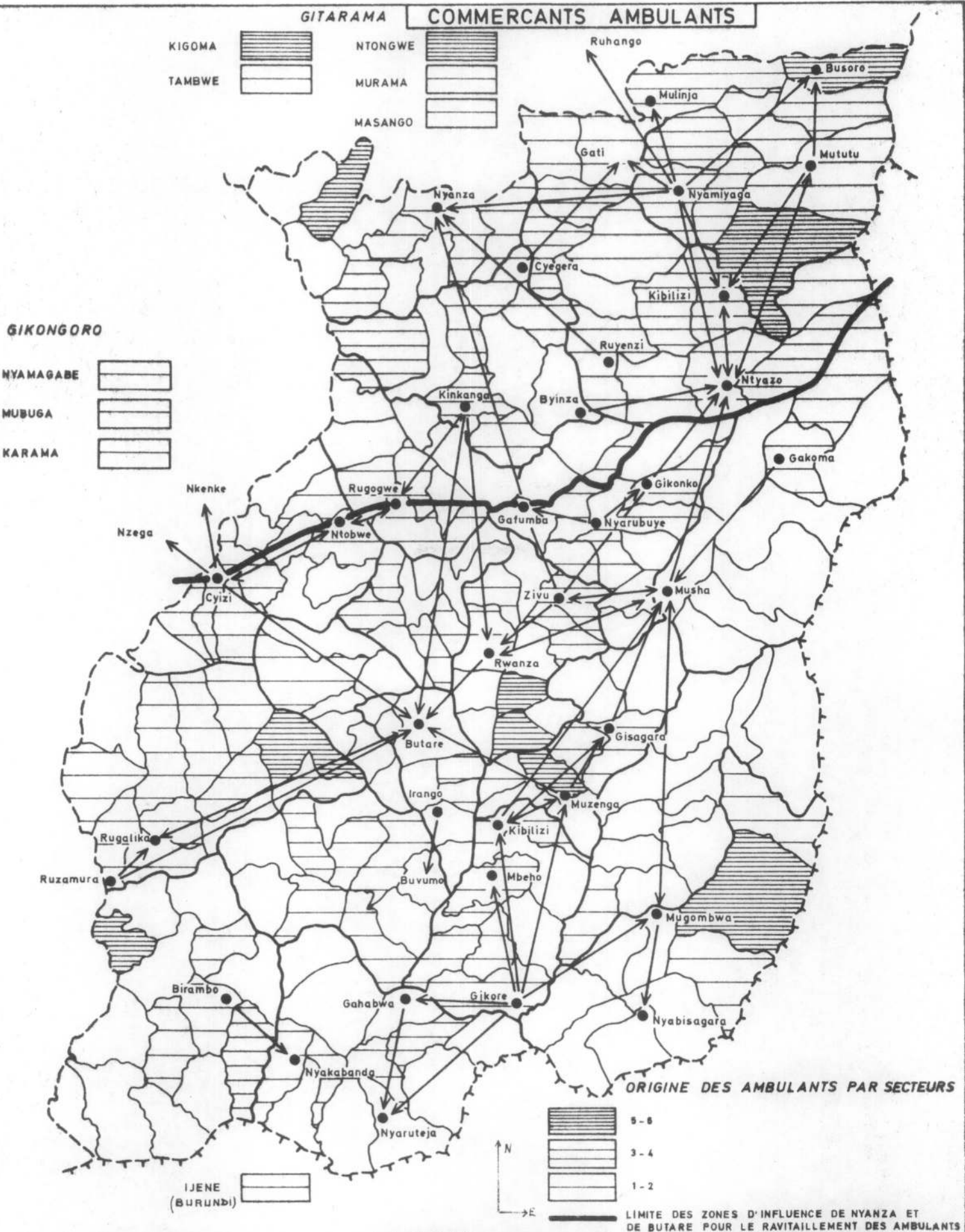
La politique commerciale étant devenue libérale, il est difficile de revenir en arrière, de refreiner le commerce. C'est ainsi qu'officiellement les ambulants sont interdits depuis 1975. Cette interdiction fut déjà lancée en 1923-24 puis en 1957, durant le Mandat et la Tutelle belge. Mais ces jeunes commerçants circulent toujours de marché en marché, le plus souvent en vélo, pour vendre leur pacotille (savons, cigarettes, allumettes, lames de rasoir, miroirs, peignes, cadenas, sel, friperie, etc. ...). Ils viennent se ravitailler dans les boutiques locales, et surtout à Nyanza et à Butare où les prix sont moins élevés. Ils vont vendre de préférence sur les petits marchés où les boutiques sont rares, car dans les centres de négoce, les boutiquiers les concurrencent en mettant à leurs côtés des employés qui vendent les mêmes articles à un prix inférieur. C'est une profession provisoire qui permet d'attendre de se marier, d'avoir la "somme" pour s'installer définitivement ou pour louer un magasin en faillite.

Ils sont taxés différemment selon les communes. Par jour de marché, ils doivent payer à l'inspecteur communal entre 20 et 50 FRW. Treize communes de Butare sur vingt demandent 40 FRW.

En 1973, 51 ambulants ou petits commerçants à étals ou tabliers étaient recensés sur le marché de Butare-"ville", 20 sur celui de Nyanza et 119 sur les marchés épisodiques de la préfecture. La majorité de ces éventaires ruraux, soit 75 ou 63 %, venait se ravitailler au centre de commerce de Butare. Seuls les 8 de Cyizi et les 6 de Rugogwe se pourvoyaient à Butare, à Nyanza, à Gikongoro-Nzega ou sur place. Nyanza et Butare se disputaient aussi les ventes pour les 5 de Mugogwe et de Nyarubuye. Les ambulants des communes nordiques (Rusatira, Ntyazo, Muyira) préféraient aller à Nyanza ou parfois à Ruhango et à Gitarama comme ceux de Busoro-Muyira (figure 11).

43 ambulants se déplacèrent en vélo pour leur ravitaillement, 17 en taxi (15 de Busoro-Muyira, 1 de Nyakabanda, 1 de Rugogwe) et le reste (59) s'en allait à pied.

Figure n° 11



C. La concentration des moyens commerciaux

1. Les types de commerces

a. Les commerces spécialisés

Butare accueille plusieurs commerces "nobles" dont la présence paraît surprenante au voyageur de passage. C'est ainsi qu'au "centre-ville" sont ouverts, depuis février 1964, les guichets de la succursale de la Banque Commerciale du Rwanda (B.C.R.), société anonyme à responsabilité limitée de droit suisse, filiale de la Société Financière d'Outre-Mer dont le siège administratif est à Paris et dont les partenaires sont la Banque Bruxelles-Lambert, la Banque Nationale de Paris et la Banca di America de Milan. La librairie universitaire qui est la mieux pourvue du Rwanda, du Burundi et de la région du Kivu zaïrois, un cinéma qui offre actuellement trois films différents par semaine, un magasin de souvenirs africains, deux quincailleries, une poissonnerie, une alimentation générale de type supermarché, une boucherie et un magasin de pièces détachées de voiture sont installés le long de la grande rue du coeur urbain. Cela représente l'équipement commercial minimal d'une ville.

Les quatre stations-services écoulent en moyenne 300 000 litres d'essence normale et super par mois et 200 000 litres de mazout pour véhicules diesel. FINA, la station la plus importante, alimente la pompe de Nyanza (30 000 litres par mois) et bientôt Gikongoro. Leur débit, important pour le Rwanda, s'explique par le ravitaillement des missions, des centrales thermiques, du parc motorisé croissant et par l'absence de stations vers Cyangugu et Kibuye. Les seules autres stations d'essence dans cette zone centrale des Hautes Terres du Rwanda - Burundi se trouvent à Gitarama, à Kayanza et à Ngozi. Les carburants viennent de Mombasa (Kenya) par route. En raison de l'augmentation périodique du transport et des problèmes ugandais, le ravitaillement est souvent interrompu.

Au côté de ces commerces spécialisés, peuvent s'ajouter trois hôtels-bars-restaurants de seconde catégorie selon le classement de l'Office du Tourisme, l'économat général de l'évêché catholique, la boulangerie-pâtisserie Alexakis, le magasin de chaussures Bata, deux ateliers de photographie, deux sociétés anonymes grecques de vente en

gros spécialisées, l'une dans les pneumatiques, les cycles et le matériel électronique et l'autre dans les tissus et la bière "Primus". Cette dernière assurait 61 % de la distribution nationale dont seulement 9 % directement.

Trois comptoirs commerciaux ayant pour but de pourvoir la masse paysanne en produits de consommation bon marché (21) se sont installés à Butare. Ces concurrents aux factoreries sont l'Office du Bugesera-Mayaga (O.B.M.), société mixte qui a ouvert un comptoir de vente en 1975 dans le quartier "grec" à la place d'un bar, la coopérative Trafipro (Travail - Fidélité - Progrès) située en face de l'O.B.M. et l'Office National pour le Développement et la Commercialisation des Produits Vivriers et Animaux (O.P.R.O.V.I.A.) installé dans le local commercial d'un commerçant pakistanais expulsé.

L'O.P.R.O.V.I.A., créé en juillet 1975 et fixé à Butare en 1976, est chargé de lutter contre les fluctuations des prix des produits de première nécessité (lait, farine, sucre, sel, ciment, pommes de terre) et de régulariser les stocks de produits vivriers locaux. Son installation dans la grande rue et son étalage rébarbatif font que la plupart des paysans ignorent cette boutique. Quant à Trafipro, coopérative fondée par les aides suisse et ecclésiastique, de direction rwandaise depuis janvier 1976, elle jouit d'une grande estime auprès des "baturage". La succursale Trafipro de Butare-"ville", montée en 1965 de pair avec un hôtel attenant, a fait 46,15 millions de francs rwandais de chiffre d'affaires en 1974 sur ses ventes de marchandises, soit 220 % de plus qu'en 1970. Cela la classe au 4^e rang des succursales Trafipro après Kigali et les deux frontalières : Kamembe (Cyangugu) et Gisenyi. Elle réalise trois fois le chiffre d'affaires de Trafipro-Nyanza. Quant à l'O.B.M., en plus du magasin de vente, il a ouvert en 1963 un hangar pour stocker les produits vivriers des paysannats du Mayaga. Il est concurrencé par ceux de Nyanza et de Kigali.

b. Les commerces classiques

Suite à la difficulté de l'administration à obliger les commerçants ou "abacuruzi" (22) à définir leurs activités et suivant les critères choisis au Rwanda pour déterminer un grossiste (capital important, comptabilité saine, être possesseur de l'immeuble, être importateur), le centre commercial de Butare ne possède que trois sociétés-grossistes :

(21) Le bénéfice n'est pas le but majeur. Il ne doit que permettre le fonctionnement limité de l'activité. Exemple : pour Trafipro en 1974, le bénéfice disponible était de 6,6 millions de FRW, soit 1,1 % du chiffre d'affaires.

(22) Le nombre des commerçants est issu d'une remise à jour faite en 1976 par Alexis Ndungutse, cf n° 40

une familiale (Héliopoulos Frères) et deux par association (Socotal et Pharwanda). Deux de ces sociétés à responsabilité limitée sont grecques. Un Rwandais importateur de pièces de vélo représente récemment le quatrième grossiste de la place.

Tous les autres boutiquiers ayant un local sont des détaillants. Les tissus, les cigarettes, le sel, le sucre, le pétrole en jerrycan ainsi que l'huile de palme y sont davantage vendus que la droguerie, la papeterie, les conserves et la quincaillerie. Mais ces produits de traite influencent moins leurs chiffres d'affaires que la spéculation sur les produits vivriers ou la vente de bière "Primus" (23).

Ce commerce de factorerie a ses ténors (1 Grec, 14 Arabes ou arabisés d'Oman et Mascate, de Tanzanie, du Burundi ou nés à Butare, 2 Pakistanais et 12 Rwandais) qui font office de demi-grossistes puisqu'ils sont les ravitailleurs des petits détaillants locaux et ruraux. Les deux Pakistanais et trois Rwandais sont spécialisés dans la revente de boissons (bière "Primus", Fanta, Coca-Cola, Soda), le Grec et six Rwandais dans l'habillement et les tissus, la colonie swahili et trois Rwandais dans l'alimentation, la droguerie et la quincaillerie. Ces commerces, soit de sociétés, soit individuels, sont indiqués par des panneaux nominatifs donnant aussi leur numéro de registre commercial. Les affichages des prix, récemment placardés à l'entrée du local remplacent les enseignes folkloriques et sont la manifestation d'un certain contrôle du commerce à l'heure actuelle. Les 28 autres commerçants rwandais sont plus ou moins en règle avec la loi commerciale. Ce sont tous de petits détaillants.

Les 51 petits commerçants ambulants et fripiers sont toujours présents sous les barzas ou sur la place du marché. Leurs marchandises sont présentées sur des éventaires à même le carreau ou sur un étal, petite table en bois que l'on rentre le soir dans les salles bordant à l'Ouest le "soko". En swahili, on les nomme "takataka".

Les revendeurs et revendeuses, fixés au marché ou vendant à la sauvette de maison en maison, représentent la forme mineure du commerce de détail. Ils s'intéressent avant tout aux produits locaux et secondairement aux objets dits d'art.

Le phénomène de vie communautaire et le développement du salariat ont permis l'installation de 9 restaurants, de 3 bars rwandais et de 6 buvettes de bières indigènes sur le marché.

(23) cf. note (9), page 13 de l'introduction

2. Les signes extérieurs de la concentration commerciale

a. Le regroupement des commerces de rapport

Les magasins sont un critère d'activité commerciale ouvert sur le pays et l'étranger, tandis que les cabarets témoignent des échanges en vase-clos. Butare-"ville" concentrait en 1974, 95 boutiquiers (sociétés, privés, petits détaillants) sur les 283 de la préfecture, soit 33,5 %.

Les hôtels-restaurants les plus importants de la préfecture sont à Butare-"ville". Les cinq coopératives de l'O.B.M. dans Butare-préfecture dépendent de celle de Butare-"ville" et à un moindre degré de Kigali, la capitale nationale. Trafipro n'a que cinq petits postes d'achat de café-parche (24) dans la préfecture : Cyahinda, Iviro, Busoro-Gishamvu, Nyaruteja, Cyizi auxquels s'ajoutent la coopérative de Nyanza.

Les activités de service (garages, stations-services) et de luxe (bars, cinéma, quincaillerie) sont inexistantes dans la préfecture en dehors de Nyanza et de Butare-"ville". La succursale de la Banque Commerciale du Rwanda à Butare est la plus importante de tout le pays après le siège social de Kigali. 886 comptes y sont actuellement en mouvement.

b. De vrais locaux commerciaux

L'aspect extérieur des magasins de Butare-"ville" tranche avec celui des collines. La petite brique cuite et la tôle ondulée rouge ou grise ou rouillée avec l'âge sont les matériaux de construction de tous les commerces butaréens. L'alignement des frontons multicolores reliés par des barzas encombrés de tailleurs, de revendeurs, de caisses et d'oisifs fait penser à une rue commerçante du "far-west" où la voiture et le vélo auraient remplacé le cheval. Les factoreries en dur sont rares dans les campagnes. Les 33 y existant essaient d'imiter celles de la "ville". 98 négoce ruraux sur 1 521, soit 6 %, sont en briques cuites recouverts de tuiles ou de tôles alors qu'à Butare-centre tout est construit en dur (figure n° 12).

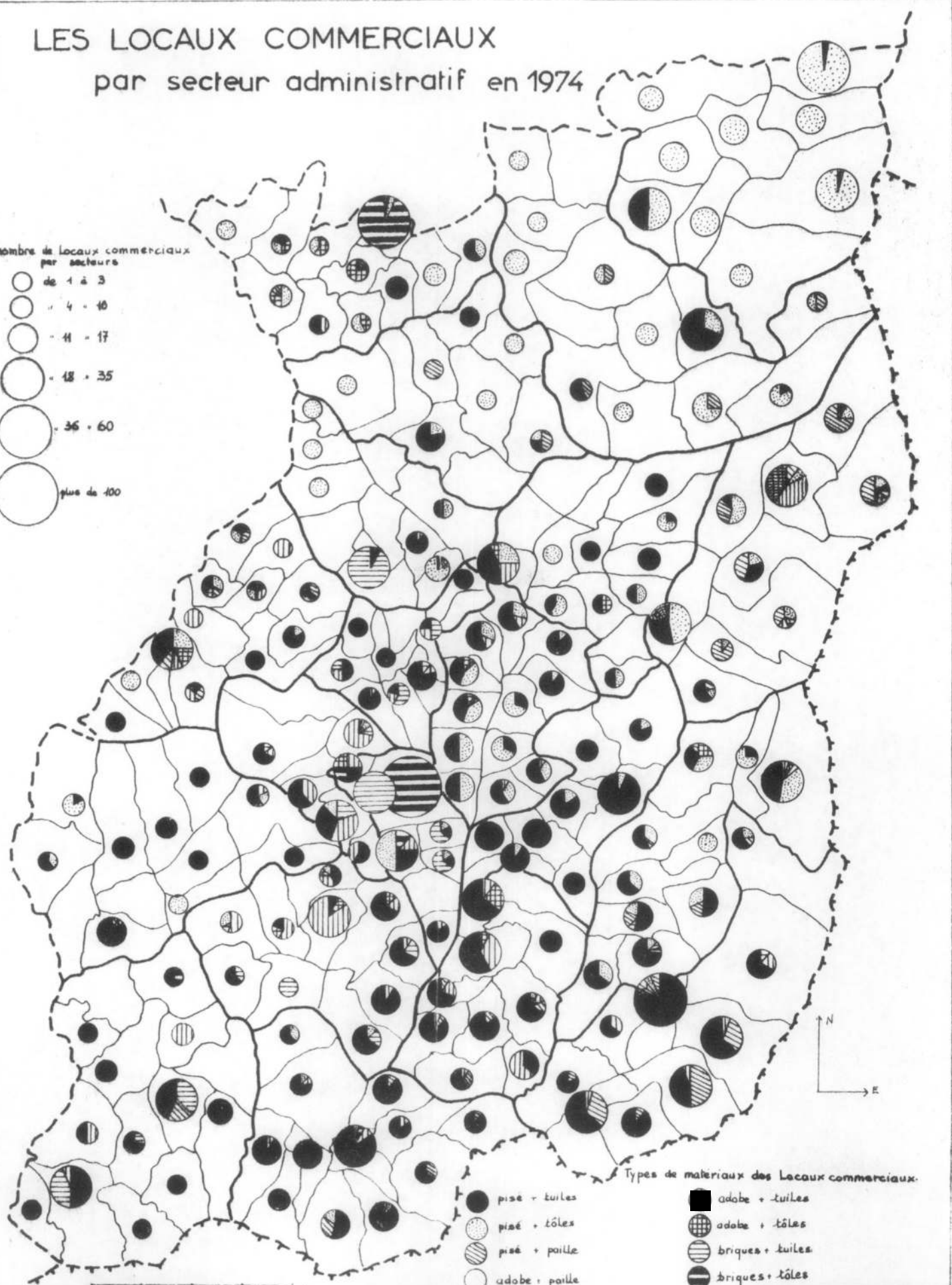
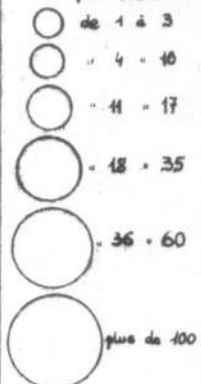
L'architecture des magasins urbains facilite le stockage rapide et durable des produits vivriers. Les salles sont plus vastes donc mieux climatisées. Les vols y sont moins à craindre que dans les échoppes rurales en pisé ou en briques non-cuites.

(24) Café-parche : grain de café séché issu du dépulpage. C'est le premier stade du traitement du café arabica.

Figure n° 12

LES LOCAUX COMMERCIAUX par secteur administratif en 1974

nombre de locaux commerciaux
par secteurs



Cependant, si les plus grands magasins ont des fenêtres grillagées, les petits commerces n'ont qu'une pièce mal éclairée entourée d'étagères qui croûlent sous les produits les plus divers. Mis à part l'alimentation générale grecque, les clients n'accèdent jamais aux marchandises. Cela favorise les emplois de serveurs et facilite la surveillance.

c. Le monopole des moyens commerciaux

Butare possède 80 % des camions de la préfecture et 50 % des camionnettes. Le total des véhicules dans Butare est de 1 100 en 1976.

Les commerçants des quartiers "asiatique" et "grec" de Butare-"ville" détiennent à eux seuls, 32 camionnettes Toyota, 12 camions la plupart de marque Volvo et 25 voitures particulières. La concentration des véhicules dans les centres commerciaux est ancienne mais elle fut accélérée par les crédits accordés, dès 1970, par le gouverneur japonais de la Banque Nationale. Les fonctionnaires qui touchaient plus de 7 000 FRW par mois et les commerçants furent favorisés. Cette politique de prêt étant toujours en vigueur, seuls les salaires urbains permettent d'y accéder.

Sur les 75 comptes ouverts à des commerçants à la B.C.R. de Butare, 68 sont possédés par ceux de Nyanza et de Butare-"ville". Les 7 autres comptes de commerçants en mouvement appartiennent à trois commerçants de Gikongoro et à quatre négociants établis aussi à Kigali et à Gisenyi.

Dans le Sud du pays, mis à part les garages, les stations-services et les grands hôtels, seuls 14 commerçants de Nyanza et 19 de Butare-"ville" ont le téléphone.

II. BUTARE STIMULE DE MARCHÉ

La présence d'une agglomération de services dans un pays dense ne peut que servir de point de départ aux activités commerciales et aux offres d'emplois. Celui-ci va aussi de pair avec l'insatisfaction croissante vis-à-vis du milieu coutumier, milieu monotone qui s'oppose à la vie individuelle. La "ville", par le commerce et le travail permet de se lancer et de déployer son habileté, aspect éminemment prisé de tout Africain moderne. Ceci constitue peut-être une manière de se dégager d'une masse dont l'augmentation constante est liée à la démographie galopante.

A. Un marché approvisionné

Bien qu'il soit difficile de connaître avec exactitude le nombre de produits proposés dans les boutiques et sur la place du marché pour des raisons bien évidentes (dissimulation, fluctuations saisonnières des ventes et des achats, comptage non-exhaustif), la fréquentation assidue des commerçants et nos enquêtes hebdomadaires sur le marché donnent une image assez vraisemblable des activités commerciales urbaines.

L'éventail des produits entassés sur les rayons montre l'importance des produits de première nécessité. Ils traduisent à la fois le degré de niveau de vie des masses rurales et les aspirations des citadins. Quant aux produits vivriers locaux, leur stockage plus ou moins secret trahit des activités rentables.

1. L'importance des produits de traite

a. Les produits manufacturés

Les produits manufacturés sont importés à l'exception d'un type de savon (Sulfo-Rwanda) et de couvertures (Rwantexo). S'il ne fut pas possible de connaître le détail du chiffre d'affaires de deux sociétés vouées, l'une à la vente de produits pharmaceutiques importés du Kenya et de

l'Uganda (Pharwanda) et l'autre à l'importation de liqueurs, de radios, de tissus et d'articles de ménage (Socotal), l'ensemble des commerçants de Butare-"ville" négocia en 1972, 74 % du matériel électronique importé au Rwanda ainsi que 24 % des produits d'alimentation, 21 % des cycles, 18 % de l'huile de palme, 15 % de l'habillement, de la literie et des tissus, 6 % des cigarettes et des allumettes et 5 % de la quincaillerie et des matériaux de construction entrés au Rwanda. Pour la droguerie, les articles ménagers, le matériel électrique et la papeterie, la part de Butare-"ville" dans la commercialisation de ces importations n'a pu être identifiée mais le volume global de ces affaires représentait 12 273 000 FRW soit 9 % de la valeur totale des marchandises étrangères écoulées à Butare-"ville".

Ces produits nécessaires à la vie de tous les jours servent de toile de fond à l'activité commerciale. Ils ne s'écoulent en grande quantité que durant la saison du café (de juin à septembre), les périodes de récoltes des haricots (décembre - janvier) et du sorgho (juin - début juillet). Une pointe de vente secondaire existe toutes les fins de mois au moment des payes.

Les achats sont donc rythmés par la traite. Tous les achats devant être payés en espèces, ils ne peuvent être importants que pendant les moments cités ci-dessus. En employant des critères de standing et de haute considération, le commerçant convainc l'acheteur d'investir la somme d'argent acquise d'une façon ou d'une autre dans les marchandises de son magasin. Les étudiants et les fonctionnaires sont plus sujets que les paysans à l'emprise de la "mode" et des biens de consommation de luxe. Le ravitaillement des collecteurs-entreponeurs vivriers des marchés ruraux dépendant de Butare-"ville" accapare aussi une partie des ventes de biens manufacturés.

b. Le café arabica

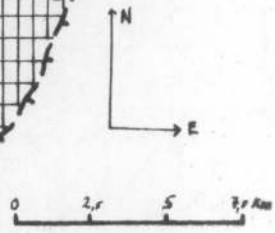
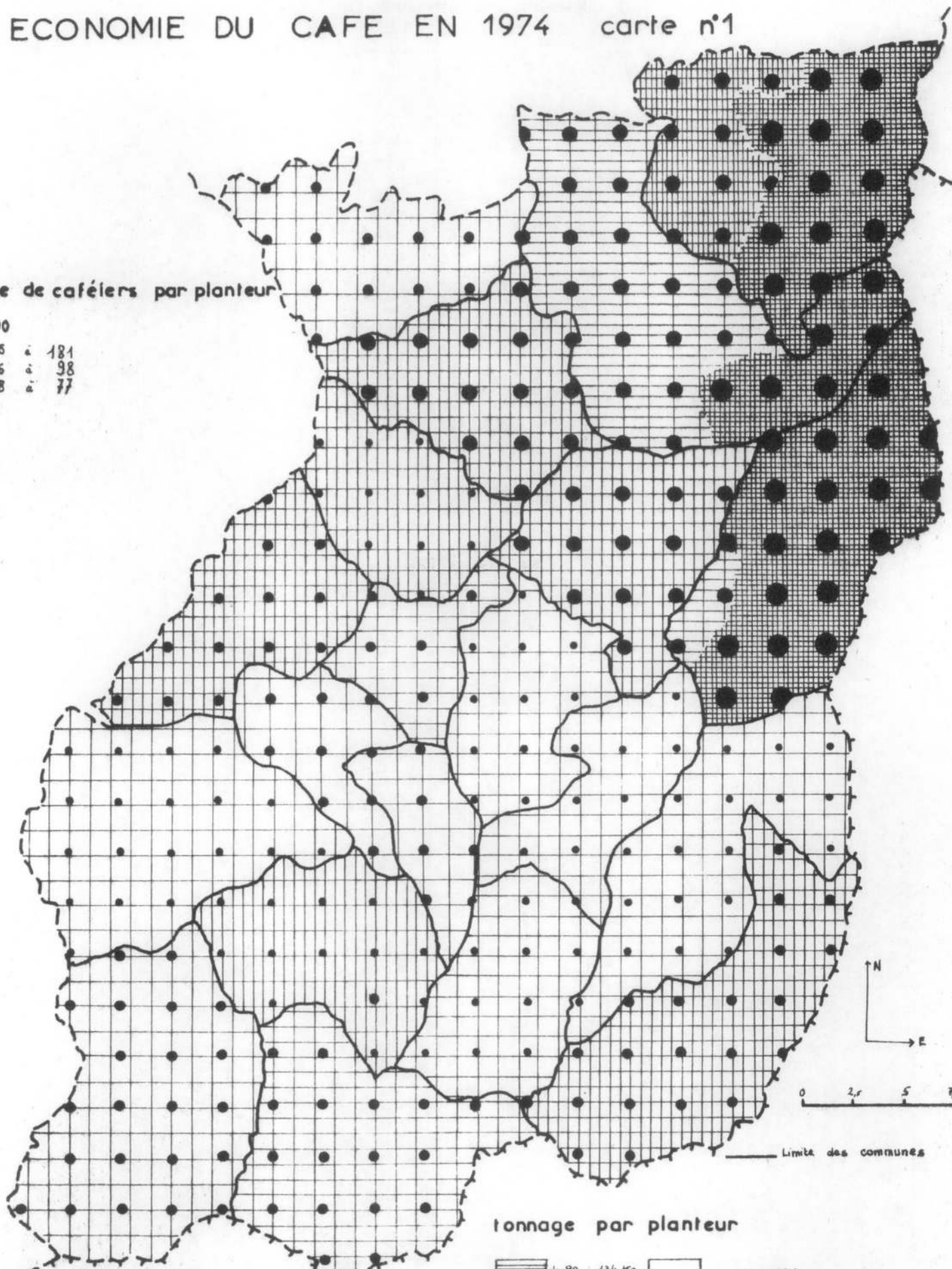
La préfecture commercialise en moyenne 2 000 tonnes de café-parche par an (1 721 tonnes en 1972 et 5 712 tonnes en 1974) (figure n° 13 et n° 14).

L'acheteur de café arabica est un commerçant de Butare-"ville" ou de la commune qui a payé une redevance de 600 FRW par bascule, qui possède une voiture et qui détient un certificat de bonne vie et moeurs (casier judiciaire vierge). Ces acheteurs patentés sont répartis dans les 23 centres d'achat de café de la préfecture. Les plus importants (21 en 1973 et 30 en 1974) transportent leurs achats en sacs de 50 kg vers Butare-"ville" au commerçant-stockeur désigné par l'agronome de préfecture. Ils transportent aussi les lots des petits acheteurs qui n'ont pas de véhicules.

L'ÉCONOMIE DU CAFE EN 1974 carte n°1

nombre de caféiers par planteur

- 300
- 105 à 181
- 86 à 98
- 58 à 77



----- Limite des communes

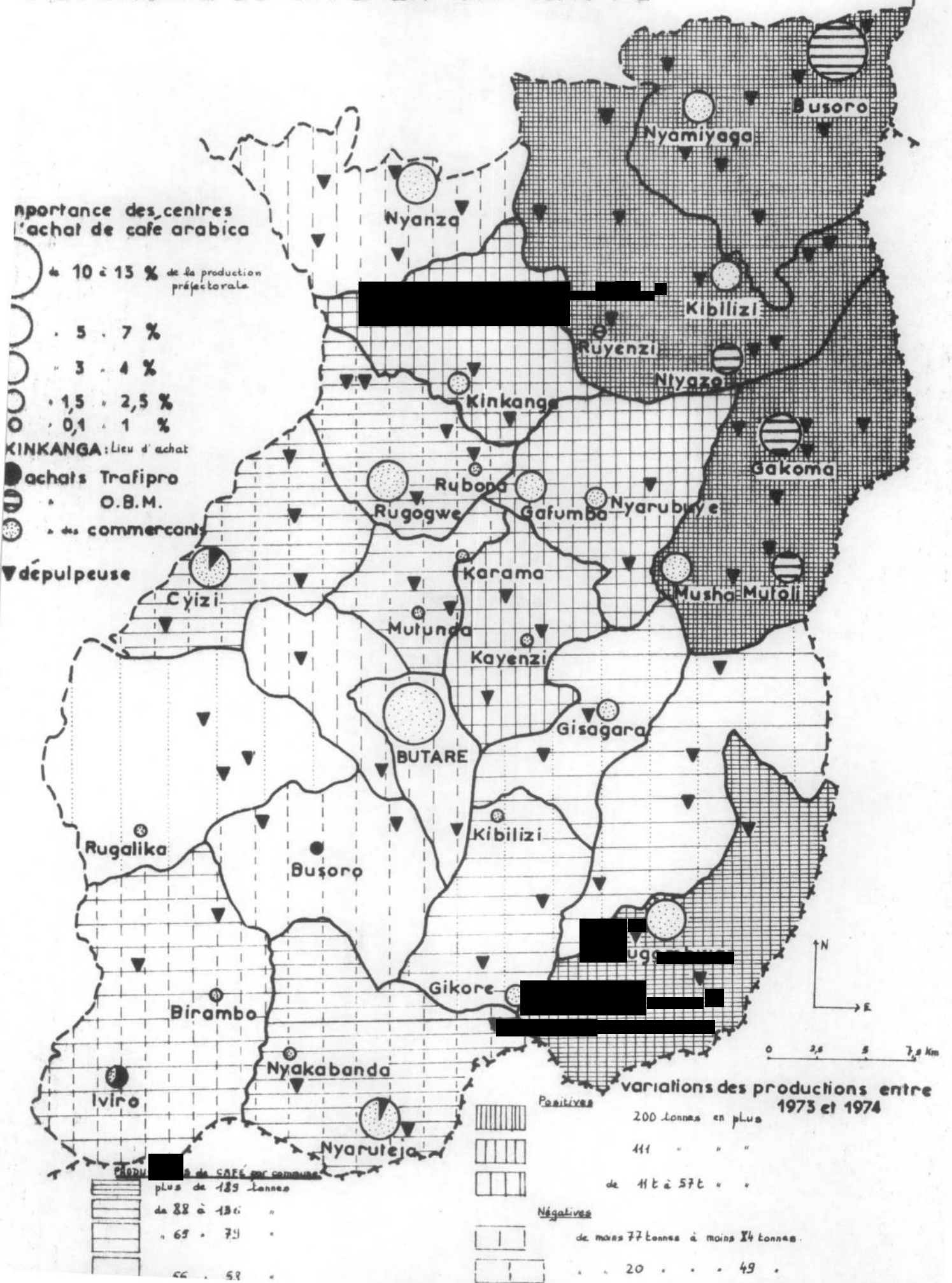
nombre de planteurs par commune

- 100% des familles
- de 48 à 60% des familles
- de 68 à 84% "
- " 25 - 29% "

tonnage par planteur

- de 90 à 134 Kg
- de 24 à 71 Kg
- de 17 à 39 Kg
- de 13 à 22 Kg
- de 7 à 12 Kg

L ECONOMIE DU CAFE EN 1974 carte n°2



Le commerçant-stockeur du "centre-ville" est toujours un Grec, par exemple : Hadji Lefteriou Stratis (de Mythilène) jusqu'en 1974 puis Talianis de Socotal. Il devait verser en 1975, avant de stocker, 1 000 FRW par balance, 1 500 FRW de licence, 3 400 FRW de taxes commerciales et 2 000 FRW d'aide aux pauvres de la préfecture ! Ne pouvant stocker le café plus de huit jours, il doit le livrer à un usinier.

C'est ce commerçant-collecteur qui est le moteur de la traite. Il avance de l'argent, prêté par l'Office des Cultures Industrielles du Rwanda (O.C.I.R.) ou les banques (B.C.R. et Banque de Kigali) en début de campagne, aux acheteurs patentés répartis dans la préfecture. Le montant équivaut à la valeur de 4 tonnes de café arabica (35 FRW/kg en 1973, 45 FRW/kg en 1974, 65 FRW/kg en 1976, 80 FRW en mai 1977 et 120 FRW/kg en juin 1977). Pour chaque tonne amenée, il distribue le montant équivalent. Ces prêts ne sont consentis qu'aux commerçants solvables. Souvent le remboursement du volant de départ et, parfois, d'une partie du tonnage apporté sont payés en nature, c'est-à-dire en produits manufacturés que le grossiste importe. Ces produits alimentent la vie de la boutique de l'acheteur patenté. La coopérative Trafipro agit de même mais réalise elle-même l'achat et le transport du café ainsi que la vente de biens de consommation. Ses postes d'achat de café ont collecté en 1972, 63,5 tonnes et 127 tonnes en 1973. Pour un ramassage de 3,5 % de la production préfectorale de café arabica en 1974, soit 6 363 000 FRW, Trafipro distribua pour 63 millions de francs rwandais de marchandises bon marché dont 73 % à Butare-"ville" et 27 % à Nyanza. En 1974, Trafipro acheta 1 606 tonnes de café arabica à travers tout le Rwanda soit 8,5 % de la production nationale.

c. Les produits vivriers

Ce système de la traite fonctionne aussi pour les produits vivriers de base. Les arabisés et les Rwandais en ont le monopole.

D'après les services agronomiques, 25 % des haricots et du sorgho récoltés dans la préfecture, soit 9 810 et 30 000 tonnes, furent commercialisés en 1974 ainsi que 50 % des arachides (950 tonnes). Les commerçants de Butare-"ville" monopolisèrent 40 % de ces transactions sans compter les ventes de sorgho importés, soit de la vallée de la Nyabarongo en préfecture de Gisenyi, soit des commerçants de Ruhengeri, et les ventes de pommes de terre de Ruhengeri et des communes de Nshiri, de Kivu (1 000 tonnes) en préfecture de Gikongoro.

Les commerçants des souks ruraux étant des collecteurs-entreponeurs pour ceux de Butare-"ville", ils reçoivent une ristourne sur les sacs engrangés (1 FRW par kg) et écoulent les produits manufacturés de leurs patrons. L'Organisme du Bugesera-Mayaga (O.B.M.) a vendu, en 1976, dans son hangar de Karubanda, 140 tonnes de haricots, 130 tonnes de sorgho, 50 tonnes d'arachides et autant de farine de manioc, provenant des coopératives du Mayaga-Sud (Gakoma, Mutoli, Ntyazo) et du Mayaga-centre (Busoro, Mututu). Dans son comptoir du centre commercial, l'O.B.M. a écoulé des biens de consommation dits d'économat pour 30 millions de francs rwandais (FRW).

Au temps de l'administration belge, le marché, quelle que soit sa localisation, ne devait connaître une activité que par ses boutiques qui collectaient les produits agricoles pour les agglomérations et les mines. En échange, les boutiques de tout réseau commercial devaient vendre des articles de consommation. L'argent distribué lors des achats le permettait. Le marché en plein air n'était toléré que pour permettre des transactions motivées par des besoins de soudure, de semence et pour varier quelque peu le régime alimentaire monotone.

2. Les produits de la place du marché

Sur les trois marchés urbains, ceux du "centre-ville" et de Ngoma sont ouverts tous les jours de 7h30' à 16h, sauf le dimanche, alors que Matyazo n'est actif que les matinées des dimanche, mardi et vendredi. A eux seuls, ces marchés proposent non seulement toute la gamme des produits offerts sur les marchés ruraux mais aussi des marchandises de consommation typiquement urbaine.

Seuls les vivres rares, de forte plus-value, dénotant un niveau de vie urbain, sont plus importants en tonnage à Butare-"ville" que sur l'ensemble des marchés ruraux de la préfecture.

Le sorgho écoulé représente 71 % du tonnage global commercialisé sur les souks ruraux soit 6 tonnes en moyenne par semaine. En plus de la revente en période de semailles (février - mars) ce sorgho est converti en "ikigage" ou bière dans une série d'estaminets-entrepôts délimitant à l'Ouest le marché du "centre-ville". Cette valorisation rapporte deux fois plus que sur les collines ou les souks car les fabricants de Butare-"ville" n'emploient que 160 grammes de grains de sorgho pour faire un litre de bière au lieu de 300 gr ordinairement.

En comparaison avec le cidre de banane ou "urwagwa" bu en grande quantité partout, les urbains et les paysans de passage consomment cinq fois moins d'ikigage à Butare-"ville" que sur l'ensemble des marchés ruraux. Les autres produits, plus importants en tonnage et en nombre à Butare-"ville" que sur les marchés ruraux, sont par exemple : le petits-pois (29 % de plus, soit 88 kg par semaine), les volailles, les légumes (deux fois plus, soit 100 kg par semaine), le pain (quatre fois et demi plus), les pommes de terre (cinq fois plus, soit 4 tonnes par semaine) et surtout le bois de chauffage (3 400 morceaux de 1,5 m de long en moyenne par semaine, soit près de 13 fois plus). A ces produits, il faut ajouter : la banane-plantain, les beignets ou samouza, le charbon de bois et les oeufs. Ces derniers produits représentent un tonnage moyen hebdomadaire respectivement de 2 225 kg, 360 kg, 1 040 kg et 960 unités, soit 63 %, 62 %, 84 % et 95 % des transactions sur les marchés ruraux, celui de Nyanza compris. Les condiments (pili-pili, safran ou kinzari) ne sont vendus qu'à Nyanza et à Butare (15 kg par semaine).

De nombreux articles ne se rencontrent qu'à Butare-"ville" comme les bouteilles vides, les boîtes de conserve vides, les sacs de jute. Ce commerce de rebuts est un moyen de gagner de l'argent. Ces rebuts serviront aux écoulements de bières indigènes, à la fabrication de lampes à huiles et autres articles ménagers et au transport du makala ou charbon de bois. La forte consommation urbaine de conserves et de boissons importées livre ces déchets dont la commercialisation initiale est due aux employés de maison.

1 545 têtes de bétail furent abattues en 1972 à l'abattoir de Kabutare (colline ecclésiastique) et à Matyazo, soit 42 % des abattages de la préfecture. La viande de vache ne représentait que 34,5 % des achats totaux. Comme c'est la viande la plus chère, les collectivités urbaines consomment surtout du porc et de la chèvre. 10 % du bétail tué à Kabutare s'écoule sur la boucherie en plein air du marché central ouverte le mardi, mercredi, vendredi et samedi (figure n° 15).

En-dehors des produits de consommation urbaine présentés ci-dessus, les autres vivres sont peu importants sur les marchés urbains. En effet, ces derniers ne vendent, par semaine, selon nos enquêtes, qu'1 kg de soja, 6 kg de canne à sucre, 8 kg d'igname, 31 kg d'arachides, 90 kg de poissons séchés ou frais, 120 kg de sel, 215 kg de maïs, 350 kg de farine de manioc, 460 kg de haricots, 500 kg de fruits, 570 kg de tabac en feuille, en cigares ou en poudre ("ubugoro" ou cannabis pour jeune fille), 860 kg de taro ou colocase, 3 470 kg de manioc et 6 700 kg de patates douces. Tout cela ne représente qu'entre 1 et 31 % du tonnage total écoulé sur les marchés ruraux épisodiques. Il est possible d'acheter la plupart

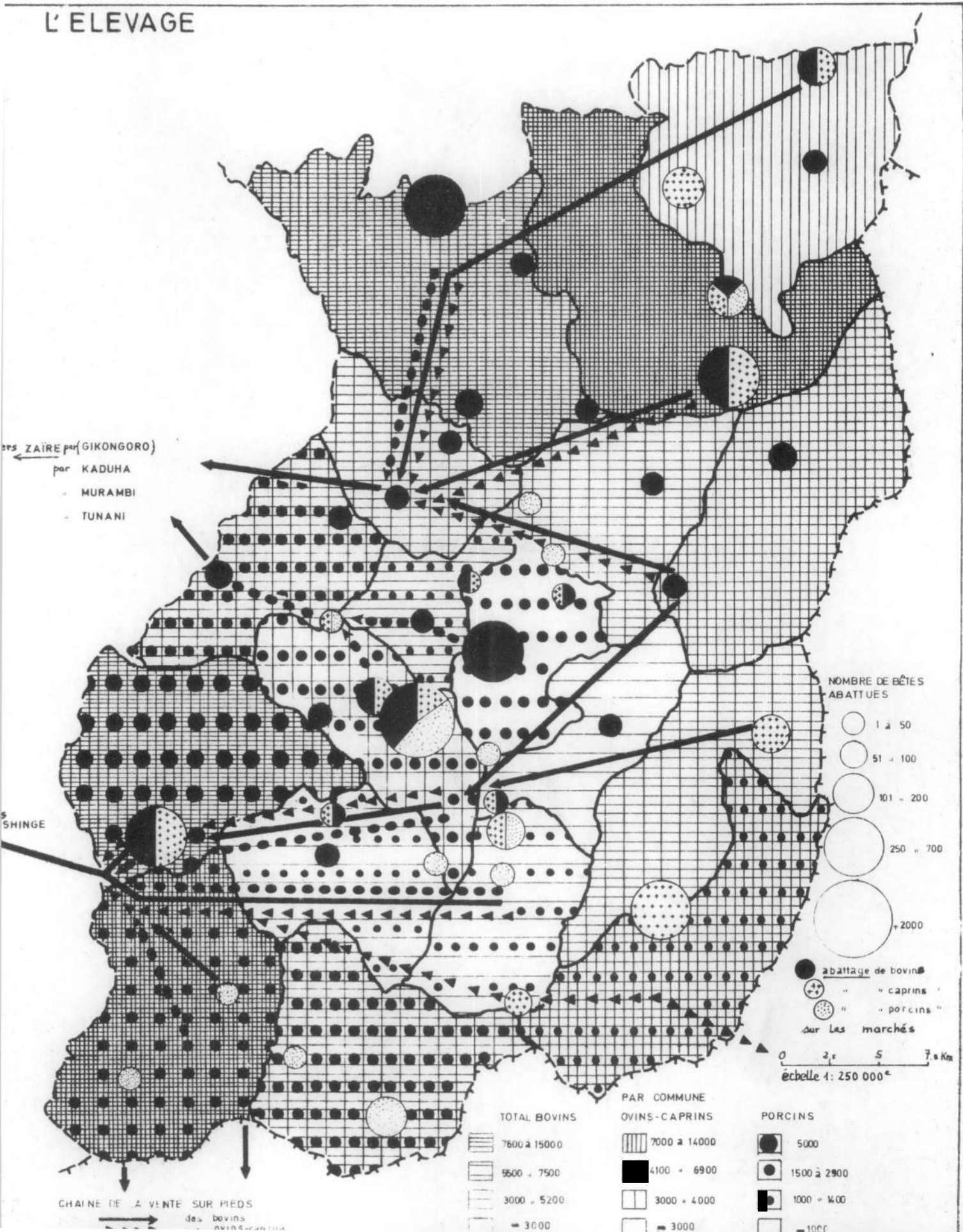
de ces vivres à meilleur marché dans les boutiques du centre commercial où leur conditionnement est aussi plus adéquat.

Les objets artisanaux (outils, pipes, instruments de musique, vannerie ...) sont nombreux sur le marché urbain mais ils ne totalisent que 20 % de ces biens de consommation présentés hebdomadairement dans la préfecture.

Si les trois marchés urbains ont un rôle indéniable dans le ravitaillement de Butare-"ville", ils sont moins indispensables que les boutiques. La place du marché de Butare-centre ne s'est pas agrandie depuis l'Indépendance. Les deux-tiers de sa superficie sont occupés par les étals des fripiers et des petits détaillants de pacotille, par les réparateurs de bicyclette et par les tailleurs. Les vivres ne sont plus proposés que sur deux rangées de 30 mètres de long. La vocation alimentaire du marché s'étiole, mais a-t-elle été importante un jour si on la compare à celle des marchés de l'Afrique de l'Ouest ? La faiblesse des apports dans une région densément peuplée en est la raison principale.

Figure n° 15

L' ELEVAGE



B. Une politique des prix légèrement favorable

1. Les prix des vivres sur le marché de Butare-centre

La recherche du gain maximal sur la vente de son produit est le mobile primordial du déplacement du paysan vers le marché. Les prix suivent la simple loi de l'offre et de la demande. La "ville" de Butare qui est le plus gros foyer de consommation de la préfecture va soutenir les prix à l'achat : les paysans auront donc intérêt à venir y vendre leurs produits.

Les prix moyens pratiqués au moment des récoltes (R) et des semis (S) sur quelques marchés de la préfecture communiqués par les services agronomiques le montrent bien pour les bananes, le sorgho, le maïs, le manioc et l'igname, légèrement pour les haricots, les arachides, les patates douces et les colocas mais nullement pour les pommes de terre et les pois. Ce ne seront que les commerçants pratiquant de gros achats à bas prix dans les zones productrices des hautes altitudes qui feront les bénéficiaires les plus importants sur ces deux derniers produits. Le kilogramme de pomme de terre ne varie que de 2 FRW à 6 FRW à Gikongoro et à Ruhengeri contre 10 à 14 FRW à Butare-centre.

Tableau n° 3 : VARIATIONS DES PRIX MOYENS DE VIVRES SUR QUELQUES MARCHES DE BUTARE
(source : service agronomique préfectoral)

PRODUITS VIVRIERS (prix au kg) EN 1974	BUTARE		NYANZA		RUGOGWE		NTYAZO		MUGOMBWA	
	R	S	R	S	R	S	R	S	R	S
Bananes	10	15	5	7	4	6	4	6	4	6
Sorgho	8	16	8	15	5	13	7	13	8	14
Maïs	5	10	5	10	4	6	3	5	4	6
Manioc	16	18	16	18	5	14	4	6	5	8
Igname	8	12	8	12	5	7	6	10	5	10
Haricots	30	40	30	40	25	35	30	40	30	40
Arachides	35	80	35	80	40	80	35	60	40	80

Tableau n° 3 : suite

PRODUITS VIVRIERS (prix au kg) EN 1974	BUTARE		NYANZA		RUGOGWE		NTYAZO		MUGOMBWA	
	R	S	R	S	R	S	R	S	R	S
Patates douces	4	5	4	5	2	4	4	5	4	6
Colocase	5	8	5	8	5	7	5	8	5	8
Pomme de terre	10	14	12	14	10	14	10	14	10	14
Pois	30	40	30	40	40	40	30	40	-	-

En 1972, lors d'enquêtes personnelles, les prix du marché de Butare-centre étaient assez semblables à ceux pratiqués par de nombreux marchés ruraux. Par exemple, en mai - juin, le prix d'un kilogramme de haricots était de 10 FRW à Butare comme à Ifubo (Ndora), Cyizi (Maraba), Rugalika (Runyinya), Busoro (Gishamvu), Iviro et Kibangu (Nyakizu) ainsi que les trois souks de Kigembe. Les petits marchés épisodiques des collines denses ou des zones dont les récoltes de haricots ont des rendements faibles ont des prix semblables à ceux de Butare-centre. Les marchés de Birambo (Nyakizu) et de Gikore (Nyaruhengeri), en zone déficitaire, affichaient 18 FRW le kg de haricots. Tous les autres le proposaient entre 4 et 8 FRW.

L'amplitude des prix des produits vivriers est légèrement inférieure à Butare-"ville" à celle des marchés ruraux. A l'achat, le paysan préfère encore le souk rural, ce qui handicape Butare. Mais les commerçants urbains se rattrapent en relivrant à leurs collecteurs-entreponeurs ruraux ces vivres. Le paysan, quand il le peut, a intérêt à venir vendre ses récoltes à Butare où les prix sont légèrement supérieurs. Mais les marges bénéficiaires ne sont pas un stimulant énergique pour faire déplacer les gens vers le marché de Butare. Les paysans n'ont pas souvent de grosses quantités à commercialiser. Les collecteurs-entreponeurs y trouvent une de leur chance de survie. Les vendeurs ou revendeurs qui fréquentent Butare-"ville" doivent, pour rentabiliser leur venue, faire varier les quantités selon les saisons tout en indiquant le même prix. La mesure de vente est le plus souvent le "tas" de 5 FRW. Une pesée et un relevé des prix de ces tas à trois moments différents de l'année montrent le phénomène. (Annexe 1)

2. L'inflation des prix des produits manufacturés et ses conséquences

Depuis 1973, la flambée des prix des biens de consommation importés ou montés sur place (radio Mera) est très importante au Rwanda, pays enclavé. Elle a freiné les achats pendant un certain temps, puis, l'augmentation des salaires privés, des prix de vente des produits vivriers et une plus grande circulation de l'argent ont permis un certain rattrapage de la consommation. L'inflation a eu pour conséquence d'augmenter la centralisation des ventes des produits manufacturés dans les grands centres car les prix y sont toujours meilleur marché que dans les boutiques rurales. Dans la mesure du possible, grâce aux taxis et aux distances réduites, le paysan préfère venir acheter en "ville". Ce phénomène diminue le chiffre d'affaires des commerçants ruraux et les oblige de devenir l'intermédiaire d'un commerçant urbain, parfois d'émigrer vers les centres urbains ou vers les gros centres ruraux échappant à la concurrence des "cities" ou des coopératives officielles (O.B.M., Trafipro).

Un relevé des augmentations de prix entre 1972 et 1975 chez les commerçants de Butare-"ville" traduit cette inflation galopante. Il est donné dans le tableau n° 4. L'association inflation - stagnation des salaires officiels pousse les fonctionnaires à se lancer dans le commerce. C'est un moyen de maintenir son niveau de vie voire de s'enrichir.

Tableau n° 4

TYPES DE PRODUITS DE CONSOMMATION DE PREMIERE NECESSITE	Total de l'augmentation en FRW de 1972 à 1975	Taux d' inflation en % 1972 - 1975
<u>PRODUITS ALIMENTAIRES</u>		
Primus (la bouteille)	+ 17 FRW	+ 48,5
Whisky (la bouteille)	+ 400	+ 57
Lait en poudre Nido (boîte d'une livre)	+ 90	+ 75
Pain de 200 gr	+ 15	+ 100
Sel de cuisine	+ 12 FRW/kg	+ 120
Farine de froment	+ 28 FRW/kg	+ 127
Huile de palme	+ 73 FRW/kg	+ 155
Sucre	+ 61 FRW/kg	+ 210
<u>HABILLEMENT</u>		
Paire de sandale en plastique	+ 20 FRW	+ 40
Paire de sandale en cuir safari	+ 720	+ 83
Couverture "zamu"	+ 130	+ 87
Soutien-gorge	+ 130	+ 87
Pagne en coton imprimé	+ 63 FRW/m	+ 94
<u>EQUIPEMENT MENAGER</u>		
Lampe de poche	+ 20 FRW	+ 25
Lampe de tempête	+ 240	+ 92
Savon local	+ 9	+ 100
Lame de rasoir "gilette"	+ 5	+ 100
Bassine en aluminium	+ 52	+ 108
Casserole en aluminium	+ 200	+ 200
Verre à bière	+ 20	+ 200
<u>AUTRES PRODUITS</u>		
Aspirine	0	0
Radio Méra	+ 600 FRW	+ 35
Ciment Portland (sac de 50 kg)	+ 450	+ 53
Pile de 1,5 volt (la pièce)	+ 12	+ 92
Mazout (1 litre)	+ 13	+ 93
Tôle ondulée (3m x 0,67m)	+ 140	+ 100
Cigarettes (1 paquet)	+ 15	+ 100
Vélo REX	+5500	+ 110
Pétrole lampant (1 litre)	+ 13	+ 118
Houe	+ 120	+ 140
Allumettes (1 boîte)	+ 3	+ 150
Machette	+ 90	+ 180
Chambre à air pour vélo	+ 150	+ 214
Nivaquine (tube de 40 comprimés)	+ 135	+ 540

C. Une source d'argent plus sûre

1. Butare-"ville", un des pôles au Rwanda d'attraction de la main-d'oeuvre salariale

L'origine des 2 046 salariés de Butare-"ville" montre la grande diversité des colines de départ.

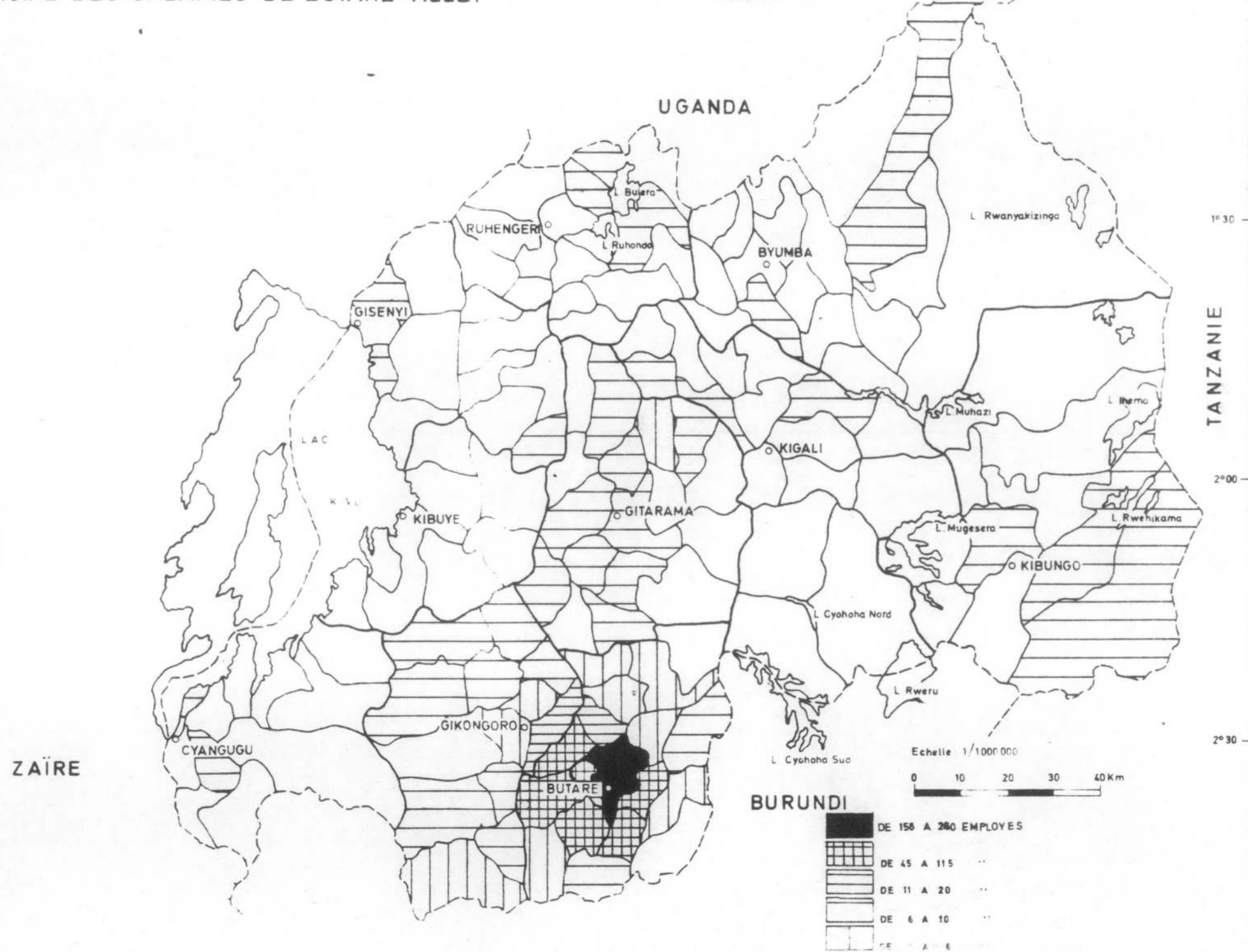
L'influence de Butare sur son territoire administratif est grande puisque 95 % des salariés en sont originaires. Sur les 5 % venus d'ailleurs, Gitarama avec 20 salariés et Gikongoro avec 65 employés sont les principales autres préfectures pourvoyeuses. La proximité de Gikongoro et l'ancienneté de la profonde influence technique et intellectuelle belge à Gitarama-Nyanza expliquent cette prédominance sur les autres préfectures attirées surtout par Kigali et par les "villes" frontalières (Cyangugu, Gisenyi et Ruhengeri). Un fonctionnariat développé et la présence de l'Université à Butare expliquent des besoins importants en personnel qui peut parfois venir d'assez loin. (figure n° 16)

Quant aux origines des salariés de la préfecture de Butare, elles traduisent la corrélation existante entre les fortes densités et le besoin urgent d'un salaire pour boucler les fins de mois difficiles.

Des communes denses du Plateau Central partent chaque jour 660 salariés, soit le tiers des salariés de Butare-"ville". Ils viennent des communes de Ngoma (276), de Shyanda (228) et de Mbazi (156) où les densités moyennes générales de 1975 étaient respectivement de 456, 580 et 561 habitants par km² planimétrique.

Les communes plus montagneuses mais aussi très peuplées de Huye (431 hab/km²), de Gishamvu (280 hab/km²) et de Runyinya (332 hab/km²), proches de Butare-centre, envoient 115, 101 et 95 salariés soit 15 % du total. Les communes de Ndora, Maraba et Nyaruhengeri avec 84, 54 et 45 employés, ferment l'auréole des envois importants de salariés. Les densités y sont fortes : 442, 393 et 461 hab/km². Au-delà, les apports de salariés vont en diminuant. L'éloignement, la tradition et la possibilité de trouver d'autres sources de travail atténuent l'influence de Butare.

Figure n° 16



175 employés à Butare-"ville" résident en permanence en "ville" (79) et à Ngoma-secteur (96). Ils sont logés par leurs employeurs à cause de leurs origines lointaines ou d'un manque de ruzi rural personnel.

Ce sont la densité des missions et l'appel diversifié de Butare-"ville" qui expliquent l'origine de ce contingent important de salariés habitant autour du centre-ville. En dehors de Nyabisindu, activée par Nyanza, les communes périphériques du Plateau Central butaréen n'ont de débouchés importants que les divers emplois de fonctionnaires. Ils représentent entre 38 % des débouchés communaux à Kigembe et 80 % à Kibayi. Butare engage divers types de corps de métiers ce qui multiplie les chances d'embauche pour son auréole dense où le fonctionariat ne totalise que de 16 % des emplois à Mbazi à 36 % à Ngoma-Huye, l'ex-Mukura, sauf à Nyaruhengeri (85 %) à cause de l'émigration traditionnelle des actifs des secteurs denses de l'Ouest de cette commune vers l'étranger.

De tout temps, Butare-"ville" a été un pôle attractif pour la main-d'oeuvre. Le rapport de la Tutelle belge de 1937 notait déjà que le "chef-lieu du territoire de l'Akanyaru, seul, devenu la circonscription urbaine la plus importante du Rwanda, donne de larges débouchés à la main-d'oeuvre disponible et il est devenu un grand centre de transactions pour les produits indigènes". Actuellement, Kigali a largement dépassé Butare, mais cette dernière demeure néanmoins le deuxième centre attractif pour le salariat au Rwanda. Par exemple, les cellules du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement (M.R.N.D.) des services nationaux et mixtes sont les plus fournies après celles de Kigali. Cette attraction de nécessité pour les arrivants se conjugue avec un phénomène naturel : un salaire plus important et assuré alors qu'en campagne l'embauche et les revenus sont plus faibles ou temporaires. Ainsi, l'Economat Général de Butare (25) employait en avril 1977, 320 ouvriers temporaires (maçons et aide-maçons) dans diverses constructions en dehors de Butare. 58 sont employés à bâtir une église et une salle de catéchuménat à Muganza, 66, un couvent à Kaduha (Gikongoro), 69, un atelier d'art pour jeunes filles et des maisons d'habitations pour le personnel de la paroisse de Kansi, 19, à agrandir le dispensaire de Rwamiko, 32, à agrandir celui de Simbi et à construire une nouvelle église, 41, à monter trois ateliers au Centre de Formation des travailleurs qualifiés (C.F.T.Q.) de Save et 26, à monter le centre de

(25) cf. Liboire Ndenganzi, n° 41

santé de Kibayi. 229 de ces salariés temporaires (aide-maçons) ou nomades (maçons) ont entre 18 et 30 ans. Ce sont avant tout des paysans qui gagnent un complément dans ces activités de construction fortuites. Avec leurs bas salaires momentanés, ils ne peuvent espérer améliorer grandement leur sort comme ceux qui ont un emploi durable à Butare-"ville". Ces salariés temporaires habitent soit Gikongoro (126), soit Butare-préfecture (194) dont à peine 51, dans l'ex-Mukura : Ngoma - Huye.

2. Des salaires plus élevés que sur la colline

La présence d'étrangers fortunés et surtout la vigilance partisane du bureau du travail font que les salaires des manoeuvres sont plus élevés à Butare que sur les collines.

Actuellement, les chantiers de l'Université Nationale (U.N.R.) leur procurent, en moyenne, 100 FRW par jour et les employeurs privés donnent 60 FRW par jour, alors qu'en campagne les indices du bulletin officiel sont peu respectés. On constate encore des salaires journaliers allant de 30 à 40 FRW et les gros travaux se font même gratuitement dans le cadre de l'Umuganda ou Service National Communautaire pour le Développement. (figure n° 17).

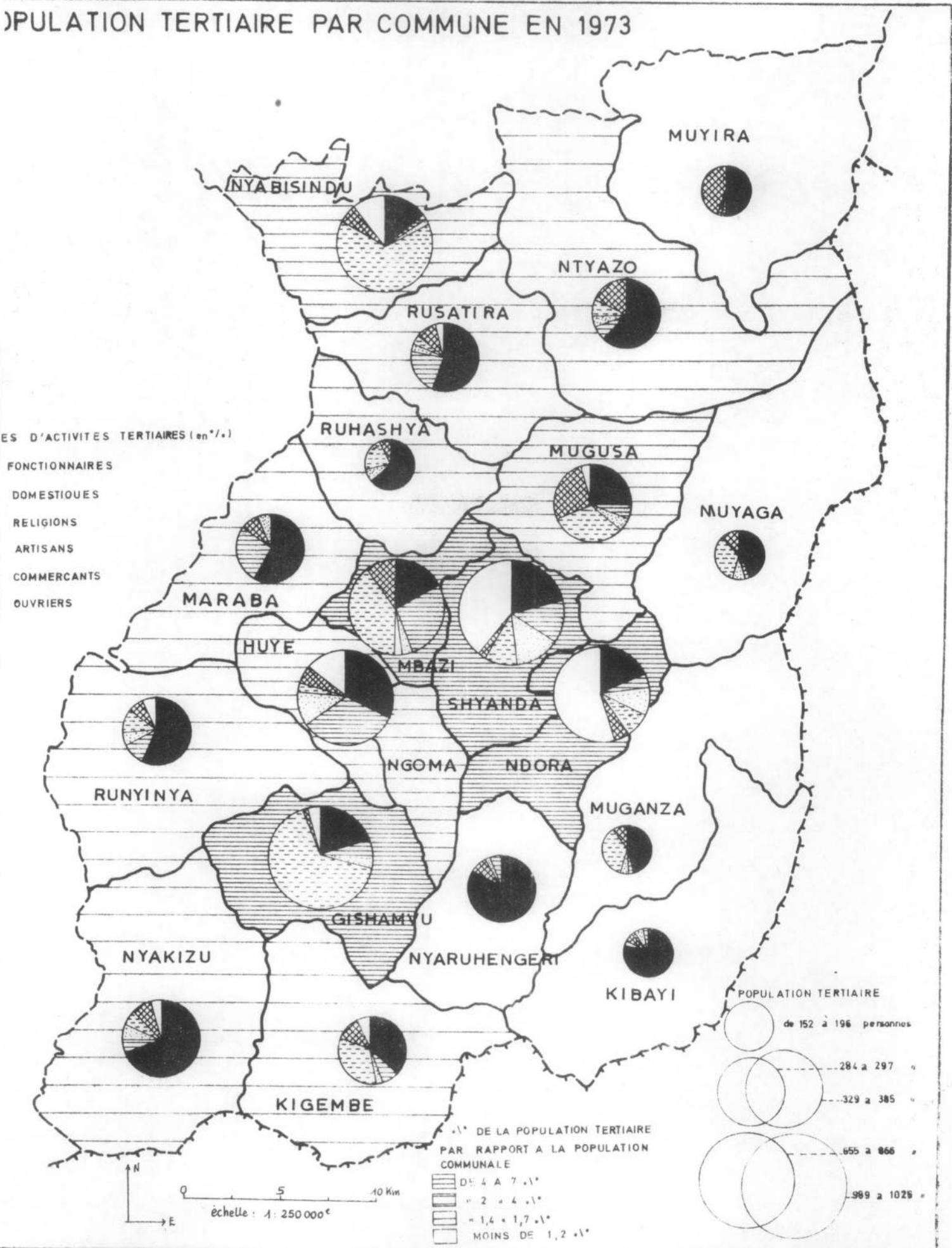
Les salaires des employés de maison et des artisans sont aussi supérieurs à Butare. L'artisanat d'art (vannerie, poterie, sculpture, tissage) se maintient sur les collines voisines. Les nombreux salaires distribués permettent des prix de vente modiques favorisant en écoulement rapide et intéressant de cet artisanat d'art. Des salaires et des prix de vente élevés ne correspondraient pas à la qualité des produits et tueraient cet artisanat touristique. Par contre, l'artisanat de service émigre en "ville" en raison de la demande soutenue et de la cherté de la qualification au Rwanda. Les ouvriers qualifiés sont rares et les employeurs essaient de les garder en leur donnant des salaires élevés. Un soudeur, un plombier, un tailleur, un électricien ou un maçon diplômé touche 8 000 FRW par mois.

La campagne n'indexe pas les salaires avec l'âge et l'ancienneté. Les femmes n'y trouvent pas d'emplois en dehors des foyers sociaux et des dispensaires ruraux.

En 1973, époque à laquelle le salaire journalier était de 35 FRW et 30 FRW si on n'apportait pas ses outils, il n'y avait que 17 % des actifs de Butare-centre qui n'atteignaient pas ce minimum : 1 électricien, 2 relieurs, 8 aide-maçons, 6 policiers communaux, 7 mécaniciens, 7 serveurs de bar, 6 aide-typographes, 5 mitrons, 10 menuisiers, 9 salariés agricoles, 4 boys-cuisiniers, 2 fontainiers, 5 vendeurs dans les magasins,

Figure n° 17

POPULATION TERTIAIRE PAR COMMUNE EN 1973



1 boy-chauffeur, 34 manoeuvres de chantier, 155 boys-maisons, 39 employées de maison, 8 bûcherons communaux, 24 boys-jardiniers, 9 boys-lavadaires, 1 veilleur de nuit, 3 aide-menuisiers, 1 aide-soudeur, 2 infirmières, 1 vacher, 1 planton et 6 cantonniers.

La plupart de ces bas salaires étaient le fait de jeunes apprentis, de ruraux intra-urbains embauchés par d'autres salariés sur les terres communales louées et de petits fonctionnaires communaux.

En colline, l'apprentissage d'un métier est impossible en-dehors de la mission. Il faut alors prouver son appartenance religieuse et avoir payé le denier du culte (30 FRW par an pour un jeune ou 3 journées de travail). En général, les places sont monopolisées par les premières familles implantées. Il ne reste que l'agriculture qui n'a jamais enrichi son homme sur les denses collines rwandaises. La recherche de la nourriture quotidienne et le poids du groupe social interdisent toute innovation rentable. Seuls de rares évolués ruraux, surtout autour des "villes", peuvent sortir du carcan traditionnel et s'enrichir par la culture des champs familiaux. Les emplois communaux restent la principale possibilité d'argent car la qualification, les cadeaux, voire le népotisme, handicapent cette quête souvent moins bien payée qu'en ville. La seule solution pour l'obtention d'un bon salaire c'est la "ville" et surtout l'Université Nationale où l'échelle des salaires est supérieure aux normes nationales.

59 % des salariés enquêtés dans Butare-"ville" avaient entre 10 et 29 ans.

Parmi les 83 % d'actifs touchant au minimum 1 050 FRW par mois, les fonctionnaires communaux recevaient entre 1 120 FRW (cantonnier) et 7 500 FRW (épurier), les fonctionnaires nationaux entre 1 500 FRW (infirmière) et 15 000 FRW (juge) et les employés de maison entre 1 050 et 3 000 FRW (exceptionnellement une employée de maison avait un traitement de 8 000 FRW par mois!). Quant aux artisans, la gamme des salaires est très variable selon les types d'activités. Les plombiers-soudeurs, forgerons-mécaniciens encaissaient mensuellement entre 2 000 et 14 985 FRW; les électriciens, entre 1 200 et 7 800 FRW; les employés du livre, entre 1 250 et 8 000 FRW; les peintres, de 1 500 à 4 000 FRW; les comptables, de 3 750 à 20 000 FRW; les secrétaires, de 1 200 à 8 775 FRW; les vendeurs, de 1 100 à 5 500 FRW; les chauffeurs, de 1 200 à 7 000 FRW; les tailleurs dépendant d'un commerçant, entre 1 100 et 2 500 FRW; les menuisiers-charpentiers, de 1 500 à 3 600 FRW; les manoeuvres, de 1 050 à 2 400 FRW et les maçons, de 1 500 à 3 200 FRW.

Ces revenus importants pour le Rwanda bien que bas quantitativement ne peuvent que favoriser les activités des commerçants. Le salaire sert aux achats du faire-valoir social (vêtements, alcools, conserves, articles de ménage importés) et à la construction d'une belle maison puisqu'aucun salarié n'oublie son rugo, base de la nourriture quotidienne.

3. La prostitution : un métier typiquement urbain

Sur 71 prostituées interviewées, 55 résident à Ngoma, 12 à Butare-centre et 4 à Nyanza. A Tumba et à Cyarwa, leur nombre est important à cause du dévergondage généralisé mais les jeunes filles et femmes ne veulent pas répondre tant qu'elles ne sont pas reconnues officiellement comme prostituées. A Tumba, 64 prostituées ont donné 37 naissances illégitimes sur un total de 137 naissances en 1975.

28 des 71 prostituées enquêtées travaillent comme barmaid; les autres restent chez elles. Le salaire de barmaid est de 500 à 800 FRW par mois sauf dans le bar "Chez Nous" où le travail de serveuse compense la gratuité des chambres. Selon les tarifs pratiqués, elles gagnent entre 14 000 et 17 000 FRW par mois. Bien entendu, des malins se débrouillent pour ne pas payer selon l'expression : "Kurebesha indege", c'est-à-dire "regarder le boeing qui passe".

La misère morale, la pauvreté des parents qu'il faut aider, le refus des travaux des champs et l'attrait de la liberté ou de l'argent facile sont les causes principales qui poussent 7 Zalroises, 25 bahutu et 39 batutsi rwandaises à faire ce métier considéré comme un moyen rapide et facile de survivre ou de faire fortune. La misère morale causée par la solitude après l'exil de la famille, par le rejet de la colline après un divorce ou une grossesse avant le mariage, par le veuvage et l'incapacité de trouver un mari explique 35 % des raisons de prostitution. 42 % le sont devenus par l'attrait de la liberté et de l'argent conditionné par la corruption ou la jalousie de leurs amies qui avaient terminé leurs études. Le refus de la vie rurale et l'aide aux parents pauvres ne semblent avoir motivé que 13 % et 10 % des cas.

Ce travail particulier traduit tout de même le fond commun présidant à toute recherche d'emploi : le désir d'améliorer la vie monotone et terne de la colline. La "ville" en était le seul moyen avant les essais de diversification des activités sur les collines pour éponger le surplus démographique et empêcher l'exode rural grâce au Mouvement Révolutionnaire pour le Développement National de la II^e République Rwandaise.

CHAPITRE DEUXIEME

=====

LES FREINS ET HANDICAPS AU DEVELOPPEMENT DU MARCHÉ

=====

I. DE FAIBLES FONCTIONS URBAINES

A. Une politique nationale puritaine

La prostitution est actuellement interdite. Les prostituées ou "imaraya" incapables de se réinsérer dans leur milieu social sont parquées au profit des militaires. Cette attitude subit l'influence moralisatrice des Eglises et obéit également à une politique de lutte contre tout ce qui peut troubler l'ordre social.

La polygamie, la pauvreté et la solitude des femmes après le départ du mari vers l'étranger ou vers d'autres régions rwandaises en quête de travail favorisent la prostitution. Ces femmes abandonnées sont prises en charge par les foyers sociaux et les coopératives de production en collines qui essaient d'améliorer leur sort(1). La fixation "heureuse" de la femme sur la colline ne peut que renforcer la tradition. Cette tradition peut avoir trois conséquences au Rwanda : les concentrations de jeunes gens dans les "villes", comme à Butare, contribuent toujours à dévergondier des jeunes filles sur les collines voisines, mais en catimini; les progrès de la syphilis le démontrent. Les bars ne connaissent plus une grosse activité à partir de minuit et les grappes d'hommes ne font plus qu'y boire et y palabrer. Deuxièmement, les emplois urbains sont réservés aux hommes qui continuent à boire ou gaspiller leur salaire sans s'occuper de leur famille. Par exemple, il faut cinq mois en moyenne aux salariés temporaires de l'U.N.R. pour se payer un sac de haricots de 100 kg (2 500 FRW). Cette attente est due à la forte dépense en boissons en fin de mois.

(1) cf. Léopold Munyakazi, n° 39

Le commerce profite de cette situation, mais le réinvestissement productif est négligé. La rareté de banques populaires (Mbazi, Ntyazo) dans la préfecture en est le témoin(2). Ces banques populaires ont pour but de collecter l'épargne rurale selon le modèle de l'Union Raifeisen suisse. Toutefois, il existe une coopérative pour la rentabilisation de l'épargne (C.R.E.) à Cyarwa montée par le comptable de la forge de l'Economat Général, un professeur rwandais de l'Institut Pédagogique National (I.P.N.) et des travailleurs de l'U.N.R. Elle a demandé sa transformation en banque populaire. La troisième conséquence probable issue de la peur de la "ville" et de ses maléfices sur l'idéal de vie rwandais résumé en trois mots : "contemplation, maîtrise de soi, vie rythmée sur la nature" est le retour à la terre et à ses activités artisanales induites dans la colline. Celle-ci redevient le lieu de développement et non la "ville". Est-ce une politique sage dans un pays dense et agricole, à l'habitat dispersé et sans grande "ville" ? Ne faut-il pas voir dans ce retour à la colline les marques de l'incapacité nationale à changer le style économique actuel et d'un barrage religio-sentimental opposé à tout changement troublant ? La "ville", et donc Butare, joue son avenir à l'heure actuelle en face de la survivance de l'esprit féodal renforcé par la morale chrétienne et l'absence de qualification professionnelle adéquate. La vitalité de fond bantoue et l'esprit secret des gens des hauts plateaux font au Rwanda un mélange bien particulier qui renforce l'attachement à la terre, à la colline-mère et qui entretient le mythe de la ville considérée comme lieu de richesses et du pouvoir.

(2) cf. Y. Pomerleau, n° 45

B. Des offres d'emplois limitées

1. Des chantiers momentanés

Les constructions dans le centre de Butare sont surtout dus à l'extension de l'Université et aussi aux activités de l'Economat Général de l'évêché et des privés. En sept ans (1970 - 1977), l'Université, grâce à l'Agence Canadienne de Développement International (A.C.D.I.) et aux sous-traitants locaux, a construit, en plus de la nouvelle infrastructure universitaire digne d'un campus nord-américain, vingt-deux maisons. Les commerçants ont ouvert quatre boutiques et un bar-relai à Butare-centre et deux bars à Ngoma. On doit aussi aux services publics une école, un stade, un bâtiment officiel (Electrogaz), dix-sept maisons et un centre de service civique de la jeunesse. Quant aux missions protestantes et catholiques, elles ont réalisé un stade, une salle de spectacle, deux écoles, dix maisons et un centre de formation scout. Les entrepreneurs privés rwandais ont construit trois maisons. Ce développement assez lent provoque tout de même la conquête des marais autour de Butare (Migina, Rwabuye) en vue de l'établissement de sablières, de fours à briques et à tuiles romanes. Ces activités sont épisodiques et concurrencent l'agriculture vivrière de marais.

Sur 1 307 personnes représentant la masse salariale dans le bâtiment, seulement 87 garderont leur emploi à l'Université pour entretenir les bâtiments construits, à l'Economat et dans les entreprises privées rwandaises. Les autres attendront patiemment la problématique création de nouveaux chantiers. L'agrandissement de l'hôpital à défaut d'un futur I.P.N. est en projet. De plus, comme le gouvernement rwandais ne loge plus ses fonctionnaires, ces derniers doivent construire dans les collines voisines où le problème foncier rend difficile cette opération. Ces constructions utiliseront une partie de la main-d'oeuvre pléthorique employée actuellement à l'Université. Un chantier rwandais exige un nombre important d'ouvriers car le rythme de travail, par suite d'une qualification élémentaire, de moyens techniques rudimentaires et d'une santé précaire(3),

(3) Il convient de rappeler l'importance des anémies causées par la malnutrition, l'ankylostomiase, les verminoses de tous genres et la malaria.

est plus lent que dans le monde tempéré. Les superficies disponibles pour une future extension de Butare sont limitées. La moitié de Buye et de Ngoma sont encore bâtissables. L'handicap physique implique que tout chantier important exigeant de vastes superficies devra s'implanter ailleurs⁽⁴⁾. La vitalité de Butare en sera défavorisée.

En dehors des cadres européens des entreprises de construction, aucun salarié du bâtiment n'habite Butare-"ville". Quand ils quittent leur chantier à 16h, le marché est terminé. Seules les boutiques sont encore ouvertes mais le temps du trajet de retour empêche une trop longue fréquentation de ces commerces. Le commerce urbain en est diminué au profit des commerces et marchés périphériques. C'est ce qui explique la création récente des centres de négoce ouverts le dimanche dans les collines à forte concentration de salariés autour de Butare-"ville". Il s'agit des souks de Mutunda (Mbazi), de Karama, de Rwanza et de Kinteko (Shyanda), de Gako ou Tare (Huye), de Matyazo (Ngoma), de Muzenga (Ndora) et de Nkubi (Ngoma).

2. L'absence d'industrie

Le marché du travail à Butare-"ville" se ressent de l'absence d'industrie peuplée.

Les deux usines à café (Karubanda et vallée de la Mukura) ont fermé leurs portes. Cette dernière traitait 700 à 800 tonnes de café arabica par an et transformait en café-marchand calibré, pour le compte de Rwandex de Kigali, 200 à 300 tonnes de café-parche⁽⁵⁾. Elle travaillait à façon pour les paysans des secteurs voisins (Mubumbano et Musange), les négociants arabes de Butare et la grosse entreprise locale de travaux publics. Ce travail à façon consistait à moudre du maïs (10 tonnes), des petits-pois (20 tonnes), du manioc (30 tonnes) et du sorgho (220 tonnes).

Les seules entreprises sont de petites activités de services. Les services étatiques (prison, menuiserie, garage) n'emploient que 128 personnes, ceux de l'I.S.A.R.-Arboretum, 34 personnes. La construction et la réparation mécanique de l'Aide Internationale pour le Développement Rural (A.I.D.R.) fait vivre 53 salariés. L'Economat Général de Butare, avec son garage, sa menuiserie, sa forge et son imprimerie, 101 personnes.

(4) Le Gouvernement projette de concentrer la population des collines dans des bourgs ruraux : c'est une réforme agraire qui se prépare.

(5) cf. note (24), page 45

Il vient en deuxième position après celui de Nyundo-Gisenyi (134 personnes) et avant ceux de Ruhengeri et de Kigali utilisant respectivement 95 et 60 ouvriers. L'Economat est le premier employeur de Butare en dehors des emplois momentanés sur les chantiers de l'Université. Ce rôle des missions s'explique par la nécessité d'entretenir les installations qu'elle a montées dans un pays enclavé où les services nationaux étaient inexistantes. Ce faisant, elle contribua à la formation de corps de métiers dont profite le développement artisanal et "industriel" national. Une dizaine de personnes font marcher la boulangerie qui livre 1,2 tonnes de pains par jour. Les cinq moulins à sorgho et à manioc de Matyazo, Ngoma, Tumba et Cyarwa n'emploient que de la main-d'oeuvre familiale. La centrale thermique de Ngoma utilisera-t-elle toujours ses 56 employés quand la ligne à haute tension construite fonctionnera définitivement ?

Il reste la coopérative Konfigi, petite entreprise artisanale qui valorise les récoltes de fruits locaux sous forme de jus de fruits, de pâtes de fruits et surtout de confitures. Sa dépendance de l'étranger pour les produits de base (emballage, produits chimiques) et la difficulté de conserver un comptable très longtemps en font une entreprise louable dont l'équilibre est fragile. En attendant, elle fournit, selon les années, entre 10 et 16 tonnes de produits alimentaires dont 34 % sont consommés à Butare-"ville", surtout pour les collectivités, et, 50 % à Kigali. Le reste de la production s'éparpille dans tout le pays. L'exportation vers le Burundi a été tentée. Les problèmes de l'emballage et du prix de revient par avion limitent l'exportation. Aussi, les activités de Konfigi sont-elles en train de se diversifier : briqueteries, boulangerie, artisanat, moulin à sorgho, mais elles se heurtent à une concurrence de plus en plus forte. Les idées et les possibilités extra-agricoles sont sensiblement uniformées en raison du faible revenu des consommateurs, de l'éventail restreint dans la qualification de la main-d'oeuvre et de l'enclavement du pays. De plus, sur les 18 salariés permanents de Konfigi, aucun n'habite Butare-centre. Les deux jeunes filles de Gitarama et de Gisenyi logent sur place. Les autres vivent dans les collines autour de Konfigi, c'est-à-dire 7 à Sovu, 2 à Mpungwe et 7 à Gihindamuyaga.

3. Le recours au tertiaire traditionnel

En dehors du service "noble" qu'est l'administration centrale, les commerces, les petits services et les transports restent la planche de salut pour les populations réfugiées (batutsi après 1959, barundais après 1963 et 1972, femmes rejetées), pour les jeunes en quête d'emploi,

pour les paysans dont les champs sont trop petits pour faire vivre leur nombreuse famille. Ce tertiaire traditionnel rassemble 2 222 personnes soit 52 % des emplois de Butare-"ville". Ce fort pourcentage est typique des villes de pays en voie de développement.

Cette fragmentation de l'emploi, nécessaire pour gagner la vie, atteint un seuil de saturation à Butare-centre. La "maffia" des veuves et des femmes swahili sur le marché et l'exiguïté de la place du marché réduisent la possibilité d'augmenter le nombre de vendeurs. Les arrêtés communaux et préfectoraux visent à éliminer les petits revendeurs à la sauvette. En face de la forte demande d'emplois non-satisfaite et l'étroitesse du marché du travail, les seules issues possibles sont l'agriculture de rapport et le banditisme. Les vols dans Butare-centre se développent malgré la surveillance de la police. Tous les procès et les arrestations ont lieu dans des secteurs denses où les ingo sont très petits. Par exemple, les secteurs de Nkubi et de Sahera sont tellement mal famés que lors des négociations de 1975 sur la création de la communauté urbaine de Butare, aucun bourgmestre n'en voulait dans sa circonscription administrative. On a dû les laisser sous la surveillance de la police urbaine de Butare plus étoffée et aguerrie que les polices communales rurales.

L'enquête démographique de l'I.N.S.E.E. de 1970 affirme qu'une personne par ménage dans les collines entourant le "noyau urbain" s'occupe de travaux agricoles à but mercantile : fabrication de bières, élevage de volailles, de lapins, de porcs, culture maraîchère et fruitière. Cet espace rural assujetti vit donc au rythme de la "ville". Ils sont estimés pour l'I.N.S.E.E. à 2 500 personnes autour de Butare-"ville". Ils sont aussi une proie facile pour les employeurs urbains. Par exemple, les boys de Ngoma gagnent tous entre 100 et 900 FRW par mois, soit moins que le tarif officiel journalier. Le logement et la nourriture compensent un peu. De même, les employés des commerçants de Butare-"ville" touchent de 150 FRW à 1 500 FRW par mois. Ces "salariés à la sauvette" ne sont jamais déclarés.

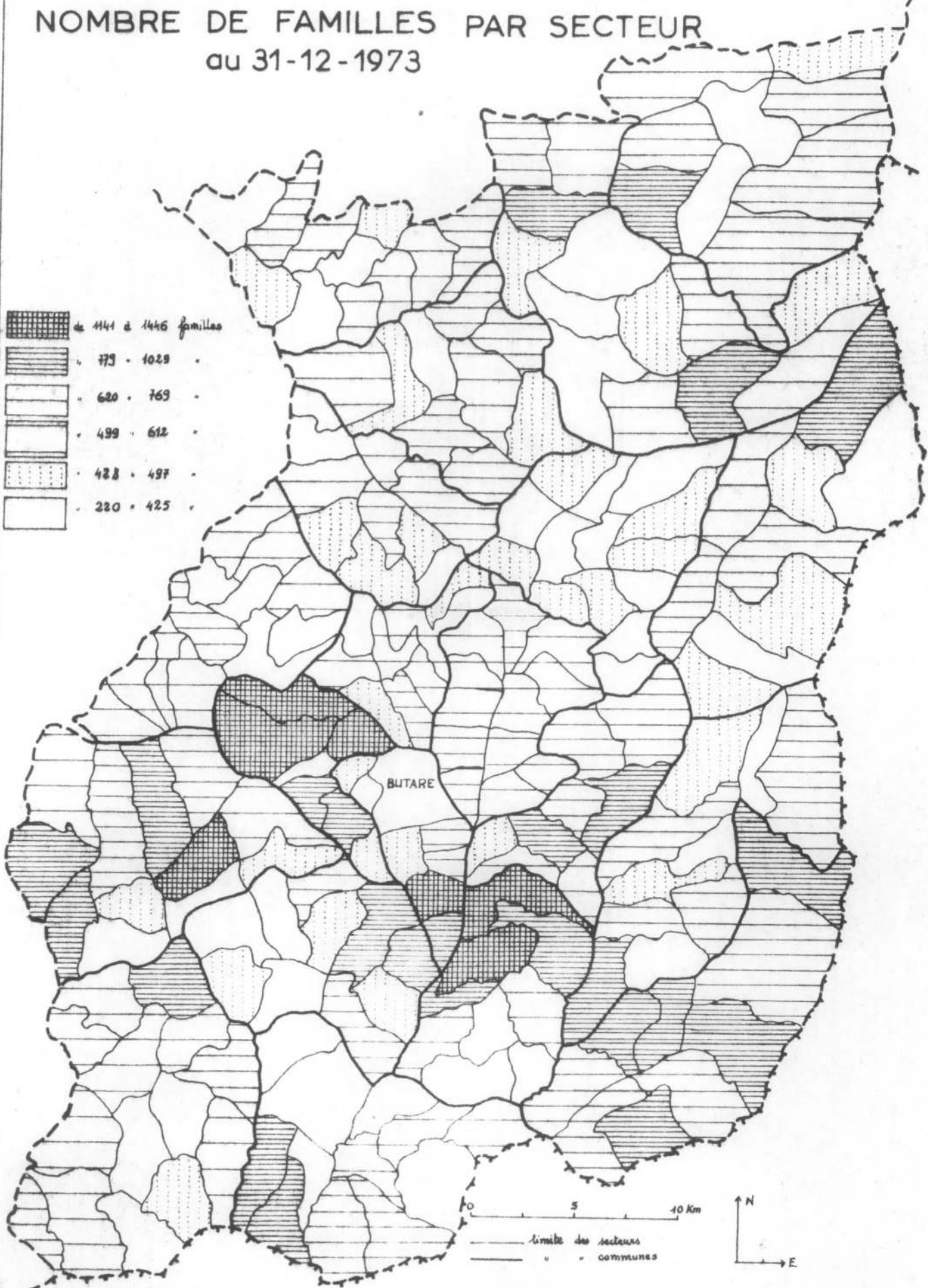
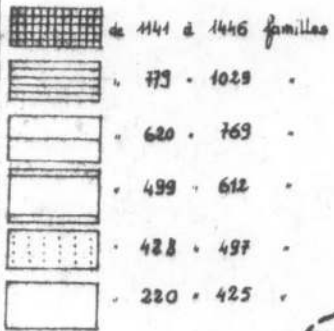
Butare-"ville" ne peut suffire, par ses activités, aux demandes d'emploi. Déjà avant l'Indépendance, Leurquin(6) notait : "En dehors du café, la grande ressource monétaire locale est le travail à Astrida, où se trouvent le territoire,

(6) cf. Ph. Leurquin, n° 35

les missions d'enseignement, quelques colons. C'est notoirement insuffisant pour assurer un emploi aux nombreux candidats travailleurs. Aussi beaucoup sont obligés d'émigrer en Uganda, chaque fois que la production de café ne leur procure pas le revenu jugé indispensable".

Dans la commune urbaine de Ngoma, pour 100 personnes employées quelque soit le secteur d'activité, il existe 140 demandes non-satisfaites. Dans la revue Dialogue n° 46, il est dit qu'au Rwanda, le nombre d'actifs par ménage moyen est estimé à 2,133. Sachant que 1,58 actif suffit à la consommation familiale, 0,533 doit produire pour l'épargne familiale. Or cette épargne ne se réalise qu'à son dixième. Cet écart énorme montre que la capacité d'épargne théorique butte sur le sous-emploi urbain et rural par manque de débouchés, par non-rentabilisation maximale des propriétés familiales et par une agriculture débloquent son surplus de bras partout au même moment. L'oisiveté remplace donc l'épargne. Les oisifs se réfugient souvent en "ville" et gênent le développement urbain en entretenant un malaise (banditisme et inflation).

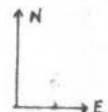
NOMBRE DE FAMILLES PAR SECTEUR au 31-12-1973



BUTARE

0 5 10 Km

— limite des secteurs
— " — communes



II. UN DEVELOPPEMENT REGIONAL RESTREINT

A. Structures agraires et productions du milieu rural

1. Une situation très complexe

a. La carte des ingo

Un travail de statistiques combinant les données des agronomes de secteurs (superficie cultivée par famille selon les saisons), les recensements démographiques communaux (figure n° 18) et la recherche personnelle des délimitations des secteurs administratifs de la préfecture (7) montre une régionalisation des dimensions moyennes des ingo (figure n° 19).

Les huit communes septentrionales de la préfecture sont parsemées d'ingo de 84 à 129 ares en milieu traditionnel, de 180 à 200 ares en paysannat si le sol est fertile et de 400 ares si les collines aménagées sont peu fertiles. Ces communes groupaient 40 % de la population en 1973 sur 45 % de la superficie préfectorale.

Les douze autres communes de la partie sud de la préfecture se composent d'ingo de 29 à 95 ares. Les ingo des communes périphériques méridionales : Nyakizu, Gishamvu sauf le secteur Buvumo et Kibayi sont plus vastes que ceux de la ceinture médiane autour de Butare-"ville". En effet, ils ont là, entre 83 ares à Nyakibanda de Gishamvu et 95 ares à Kigembe et ici, de 29 à 51 ares. Les ingo de conquête récente sur pâturage à éragrostis boehmii (ishinge) dans Runyinya, Muganza et Ndora-nord ont autour de 60 ares.

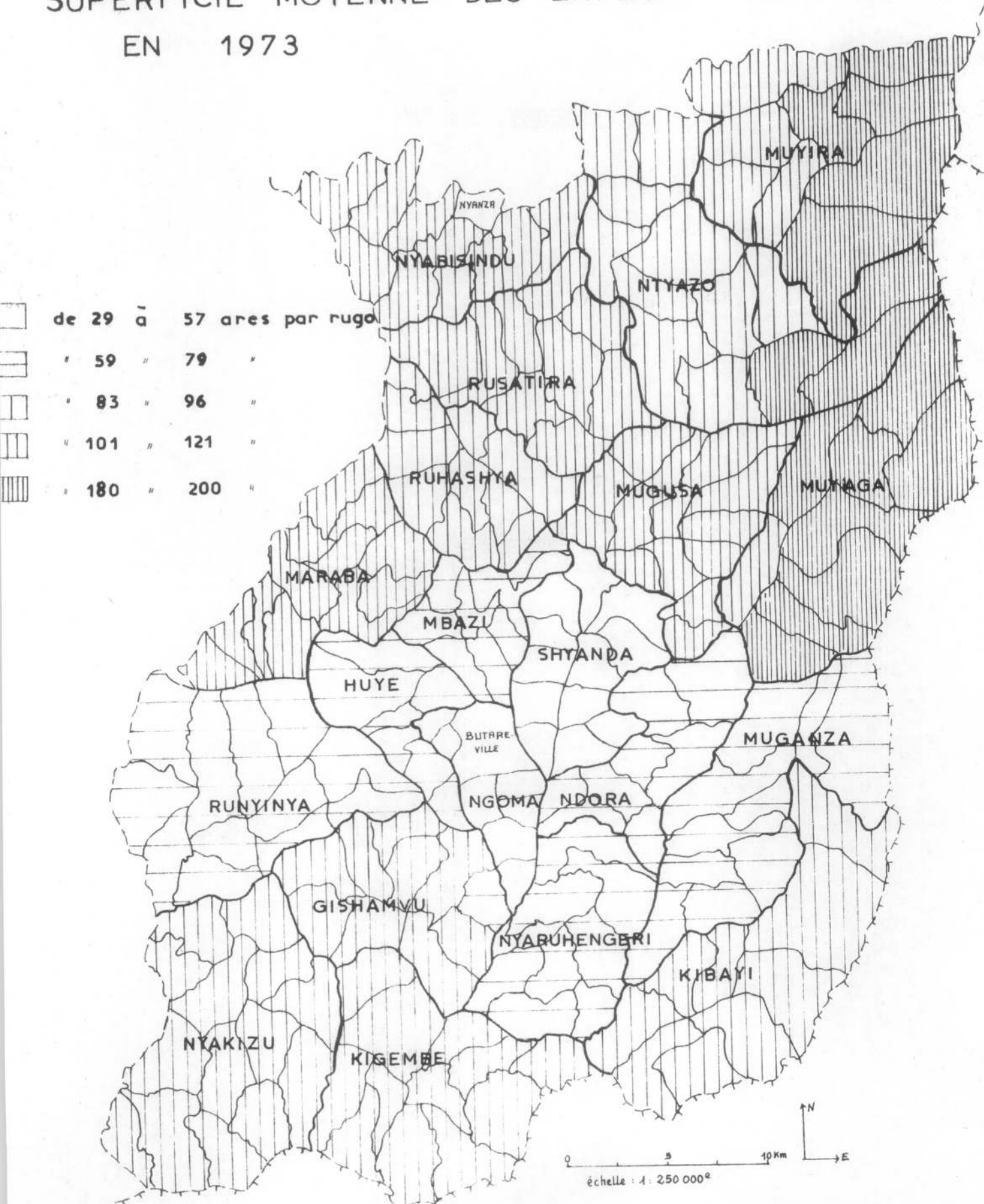
Malgré deux récoltes par an sur la même parcelle, la rareté des jachères et l'utilisation des marais, ce microfundium voué partout à la même polyculture arrive-t-il à dégager des excédents vivriers ? Pour vivre correctement et préserver le capital sol, les spécialistes estiment à 2 hectares la surface minimale pour une ferme ou ruge.

D'après nos calculs, pour les produits vivriers de base (sorgho, haricot, patate douce), les collines autour de

(7) La superficie planimétrique des secteurs a été calculée par Monsieur Delepierre et son service à l'I.S.A.R-Rubona.

Figure n° 19

SUPERFICIE MOYENNE DES EXPLOITATIONS RURALES EN 1973



Butare-centre(8) sont déficitaires ou à la limite des besoins de consommation.

b. Les récoltes de haricots
(figures n° 20 et n° 21)

Ainsi pour les haricots, véritables piliers de l'alimentation, les seules communes excédentaires sont Muyira, Ntyazo, Rusatira, Mugusa, Kibayi, Muyaga moins Musha, Maraba sauf le secteur Maraba. Les familles disposent, après consommation et réserve de semence(9), de 7 à 705 kg. Tous les ingo des autres communes ont des déficits de 6 à 349 kg. Le poids global de ces manques varient de 6 à 311 tonnes selon les secteurs. En dehors des trois secteurs purement urbains de Butare-"ville", de Ngoma et de Nyanza-Nyabisindu, les besoins les plus importants se localisent dans les communes où les collines ont de fortes pentes ou des sols dégradés. Elles sont situées sur la difficile charnière 1800 - 2000 mètres de Runyinya et de Nyakizu et dans la zone de contact entre le Plateau Central et le Mayaga, c'est-à-dire Muzanza, Ndora-nord et Nyaruhengeri sud-est. Les collines tabulaires, aux sols ferrallitiques profonds et fertiles, situées à l'Est de Butare, supportant les plus fortes densités de la préfecture, regroupées dans les communes de Shyanda, Ndora et Nyaruhengeri, ont aussi des déficits importants. Les faibles déficits en haricots sont sur les collines plus disséquées du Plateau Central indiquant l'amorce de la "charnière" comme Kigembe, Gishamvu et Huye, sur la retombée méridionale de la boutonnière granitique du Nduga-Buzanza (Nyabisindu, Rusatira) et autour de Butare-"ville" chez les fortes densités de Mbazi et de Ngoma. Ce schéma se retrouve moins prononcé dans les bilans du sorgho et des patates douces.

c. Les récoltes de sorgho
(figures n° 22 et n° 23)

Les communes sans surplus de sorgho à vendre aux commerçants sont Nyaruhengeri, Shyanda et Runyinya auxquelles s'ajoutent les secteurs Nkubi de Ngoma, Rukira et Kaburemera de Huye et Mbogo, Mutunda, Gihindamuyaga, Mwulire de Mbazi. Les déficits vont de 5 à 187 kg par famille. La balance production - consommation est nulle dans quatre secteurs de Mbazi : Kabuga, Mbazi, Karama et Muhororo. Les tonnages

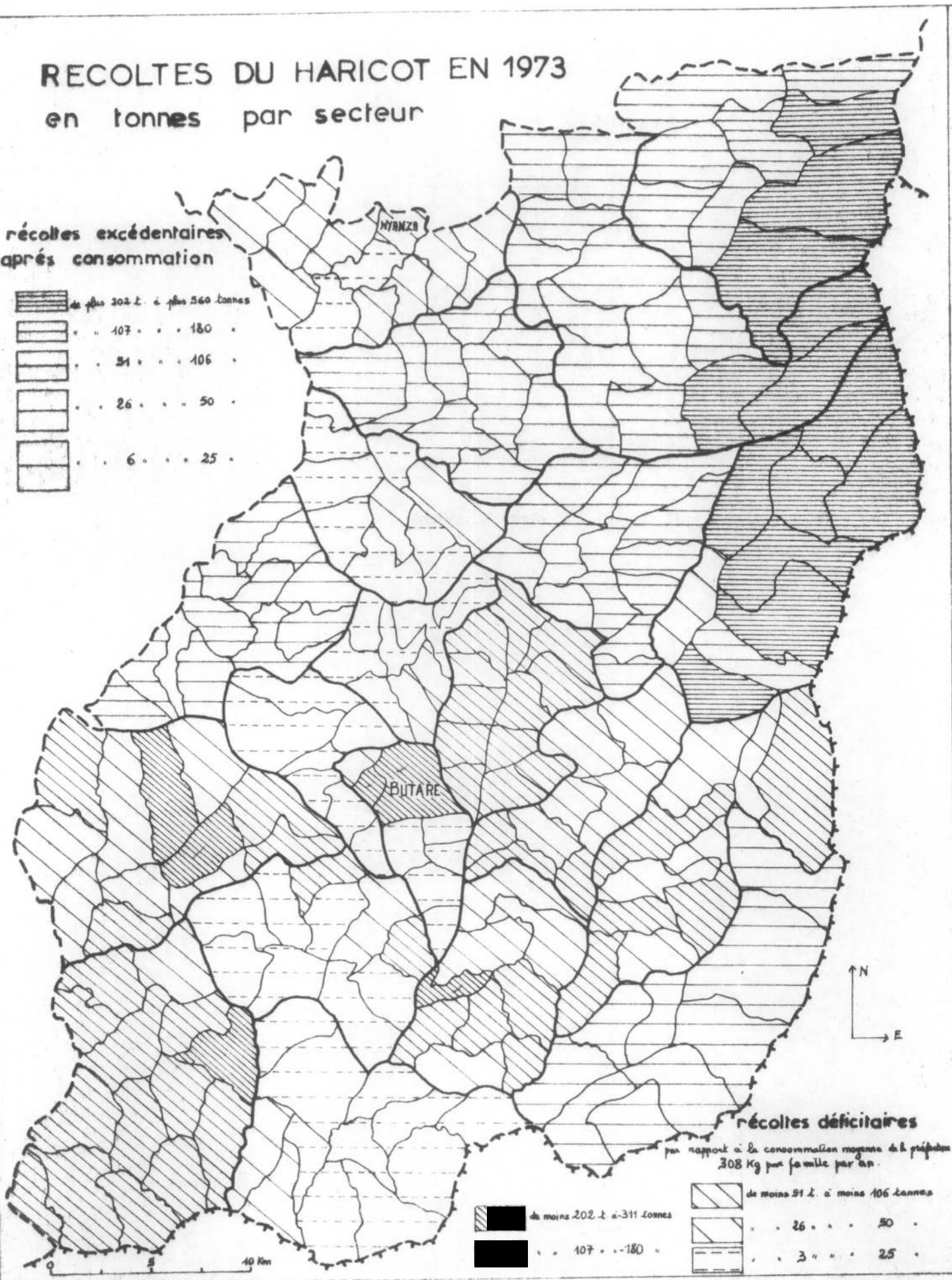
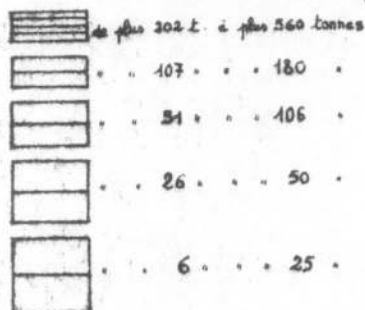
(8) Les résultats de Ngoma et Huye sont de 1975. Les chiffres de population de 1973 étaient gonflés pour les besoins électoraux de députés. Leur annulation en juillet 1973 par la II^e République permit une enquête démographique plus juste en 1975.

(9) cf. Vis, Yourassowsky, Van der Borghit, n° 54 et M. Lemerrier, n° 33

Figure n° 20

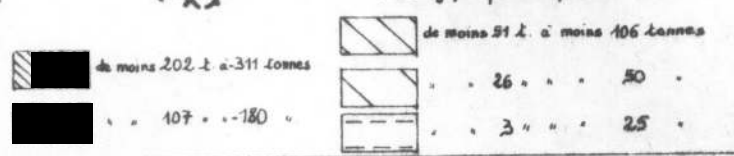
RECOLTES DU HARICOT EN 1973 en tonnes par secteur

récoltes excédentaires
après consommation



récoltes déficitaires

par rapport à la consommation moyenne de la population
308 Kg par famille par an.

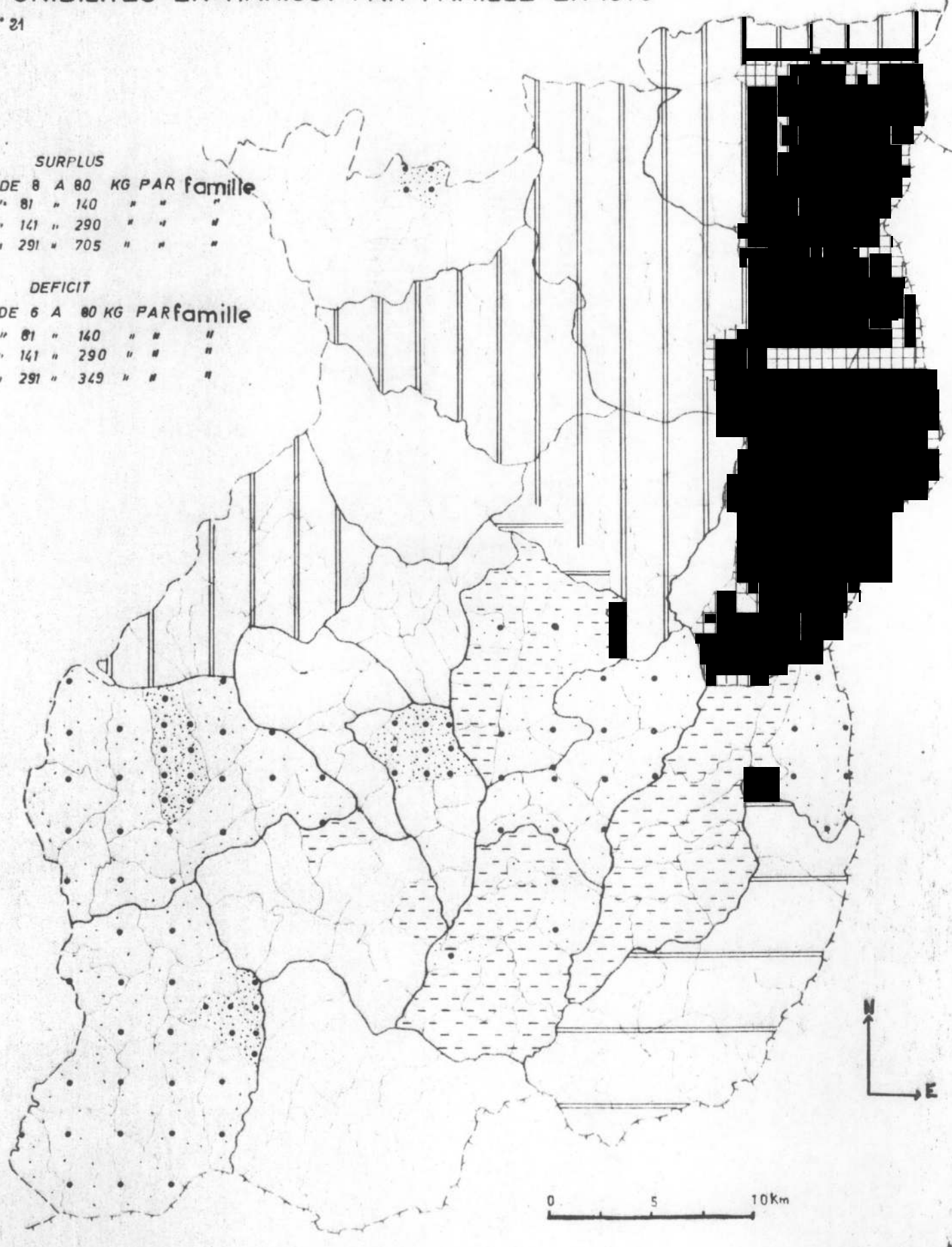


DISPONIBILITES EN HARICOT PAR FAMILLE EN 1973

fig. n° 21

SURPLUS
 DE 8 A 80 KG PAR famille
 " 81 " 140 " " "
 " 141 " 290 " " "
 " 291 " 705 " " "

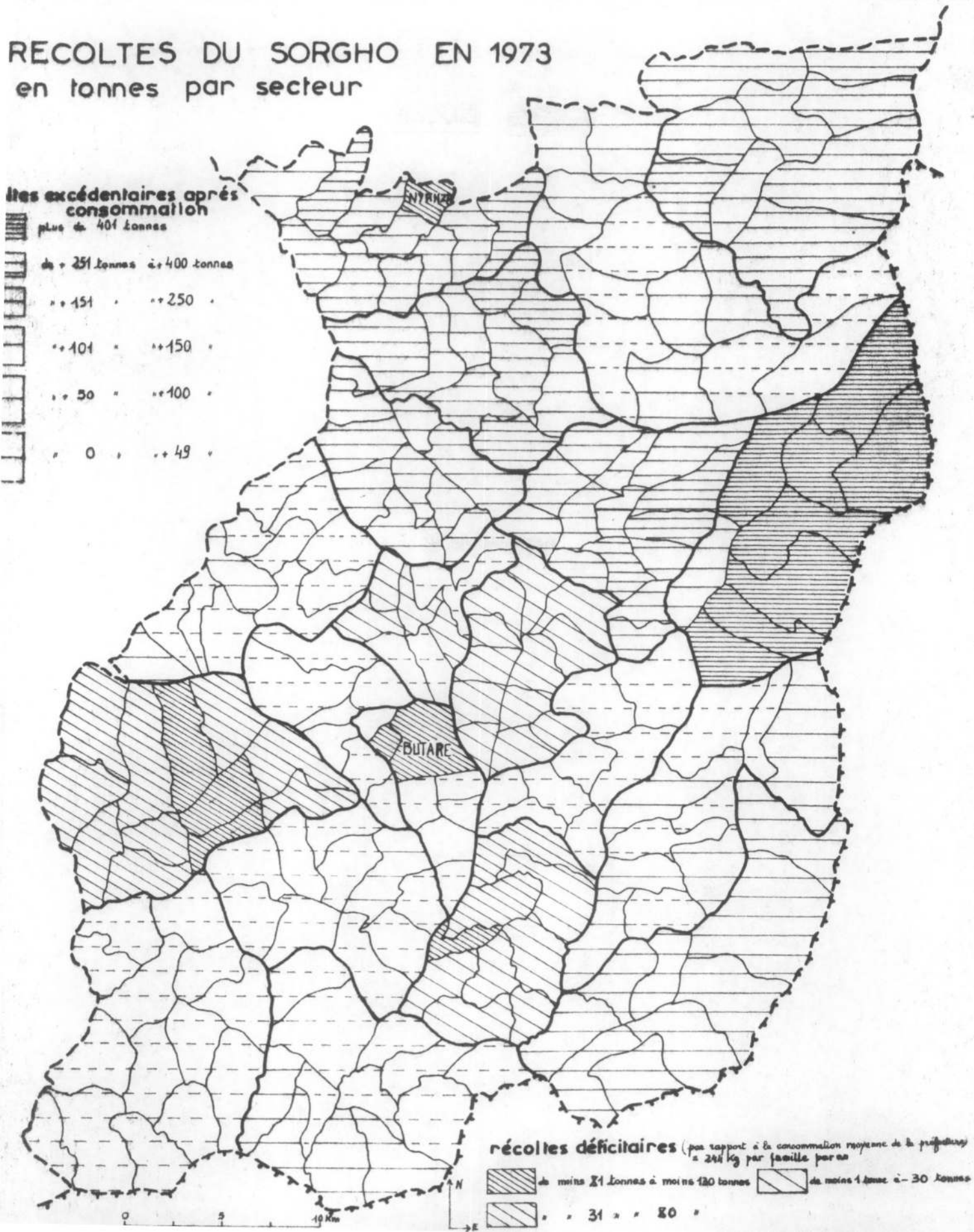
DEFICIT
 DE 6 A 80 KG PAR famille
 " 81 " 140 " " "
 " 141 " 290 " " "
 " 291 " 349 " " "



0 5 10km



Figure n° 22



DISPONIBILITES EN SORGHO PAR FAMILLE EN 1973

fig n° 23

déficit

De -45 Kg à -190 Kg par famille

De 0 à -40 Kg par famille

surplus

De +1Kg à +50 Kg par famille

De +51 Kg à +120 Kg par famille

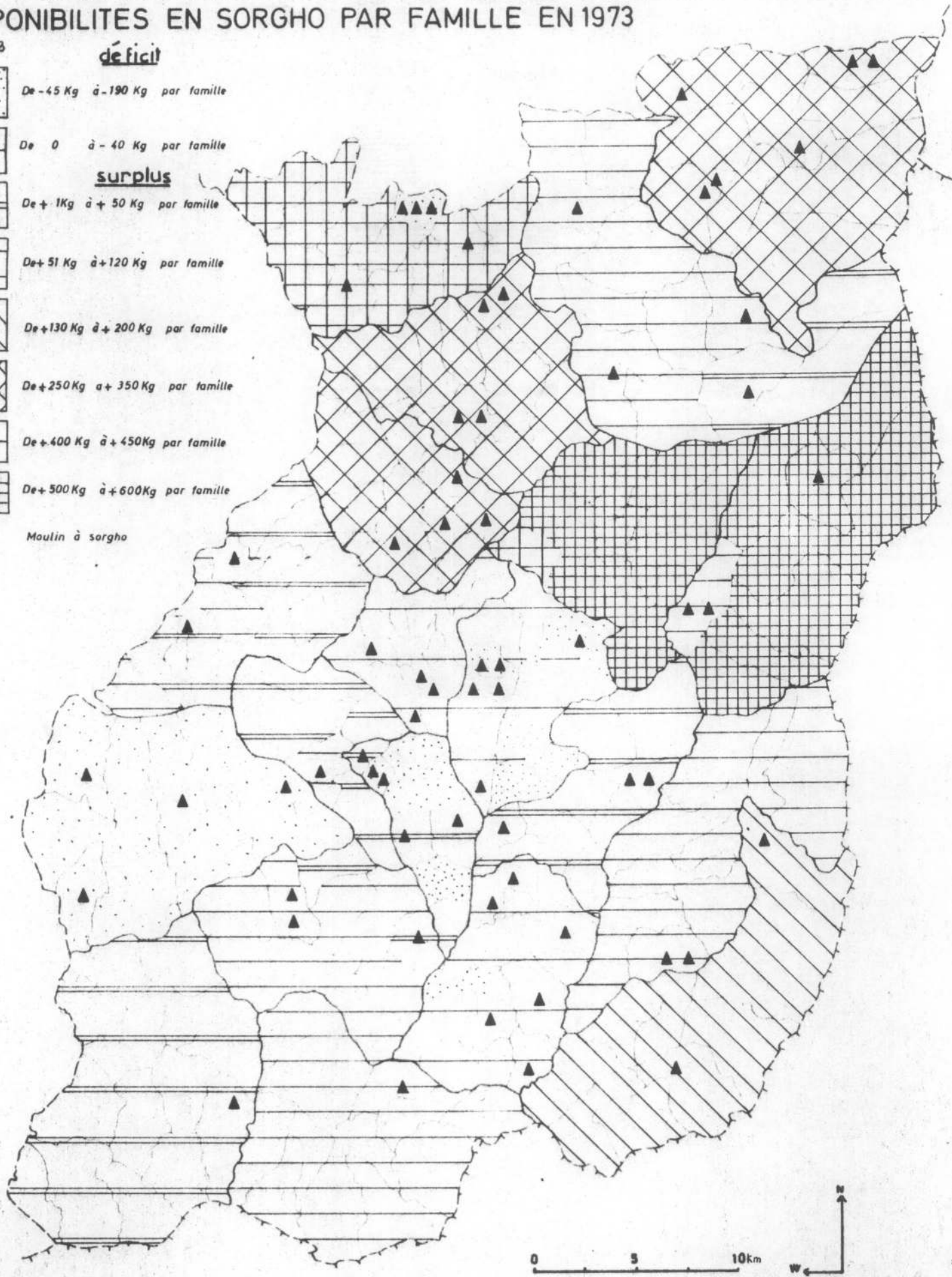
De +130 Kg à +200 Kg par famille

De +250 Kg à +350 Kg par famille

De +400 Kg à +450 Kg par famille

De +500 Kg à +600 Kg par famille

▲ Moulin à sorgho



DISPONIBILITES EN SORGHO PAR FAMILLE EN 1973

de déficit

De 0 à 45 Kg 0 - 100 Kg par famille

De 45 à 90 Kg 100 - 200 Kg par famille

surplus

De 90 à 135 Kg 200 - 300 Kg par famille

De 135 à 180 Kg 300 - 400 Kg par famille

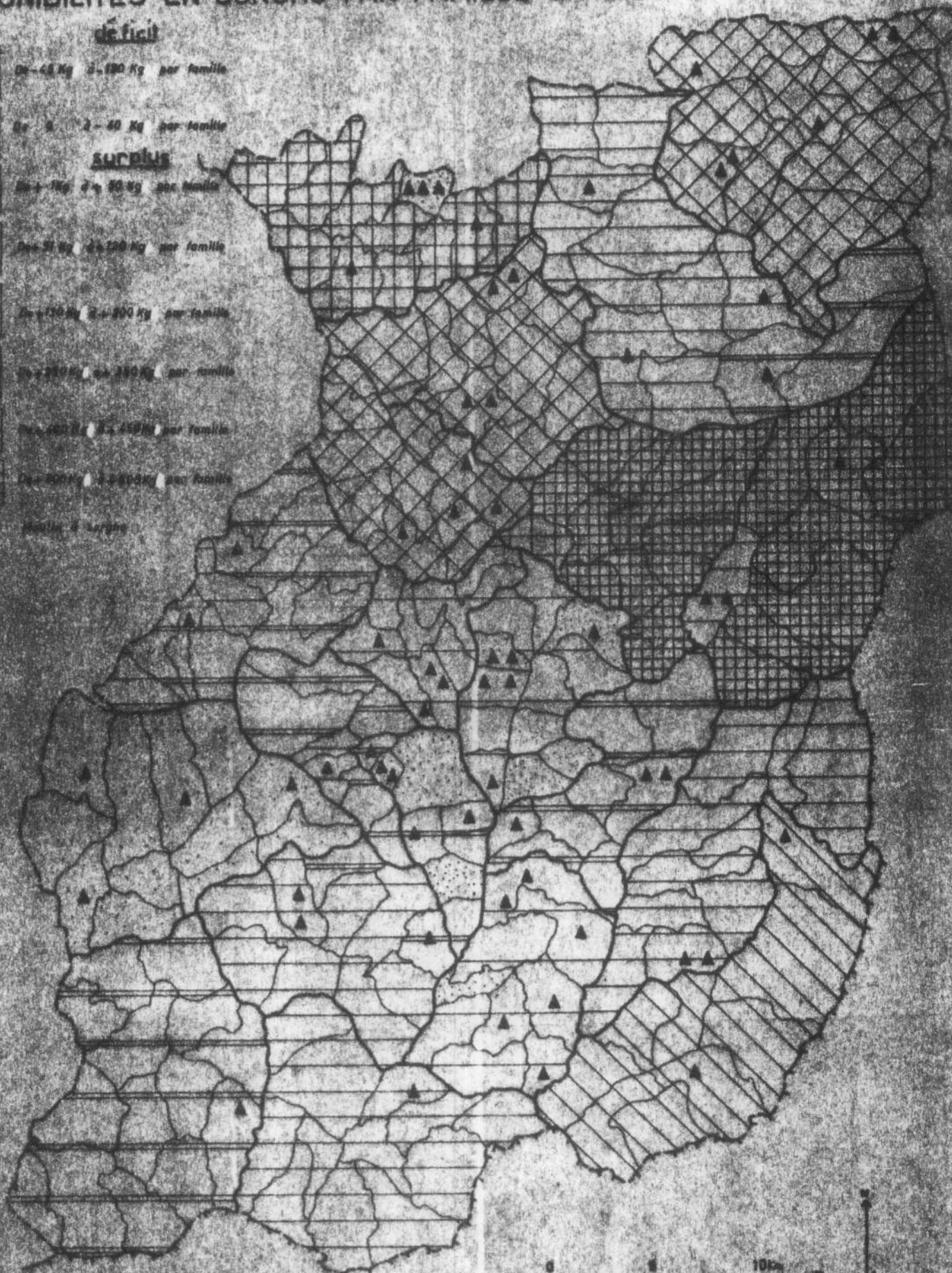
De 180 à 225 Kg 400 - 500 Kg par famille

De 225 à 270 Kg 500 - 600 Kg par famille

De 270 à 315 Kg 600 - 700 Kg par famille

De 315 à 360 Kg 700 - 800 Kg par famille

Moins de sorgho



1/100,000

nécessaires au rétablissement de l'équilibre vont de 1 à 130 tonnes par secteur administratif.

Toutes les autres communes sont excédentaires. Mais les plus faibles disponibilités, celles qui se situent entre 2 et 50 kg par famille, peuvent basculer dans le nombre des secteurs déficitaires à cause des aléas climatiques (sécheresse précoce due au raccourcissement de la grande saison des pluies ou trop grande humidité par extension de cette même saison). Elles sont situées dans les communes Nyakizu, Ndora, Ngoma, Huye et dans les secteurs Nyakibanda et Buvumo de Gishamvu.

d. Les récoltes de patates douces
(figures n° 24 et 25)

L'arc Ruhashya - Kigembe par Shyanda, Ndora et Nyaruhengeri est encore importateur de 14 à plus de 1 000 kg par famille. Les marais profonds et facilement ennoyés de Kigembe ainsi que les fortes pentes de ses collines de l'Ouest handicapent la production où les sommets et les replats des collines sont densément occupés comme à Nyaruhengeri et à Shyanda. Les fonds de vallées et de nombreux versants encore voués à l'élevage expliquent la faiblesse de la production à Ruhashya, Runyinya, Muganza, Ndora-nord.

A l'heure actuelle, les grands champs de patates douces sont établis sur les billons des bas-fonds et sur les ex-ibikingi ou pâturages officiels batutsi des fortes pentes convexes. Aussi, toutes les autres communes que celles citées ci-après sont surproductrices, même les secteurs entourant Butare dans Mbazi, Ngoma et Huye. La mise en valeur ancienne des marais, la forte demande des collectivités urbaines et les rendements importants quels que soient les sols, les pentes ou les types de temps favorisent d'importantes récoltes compensant les déficits en haricots.

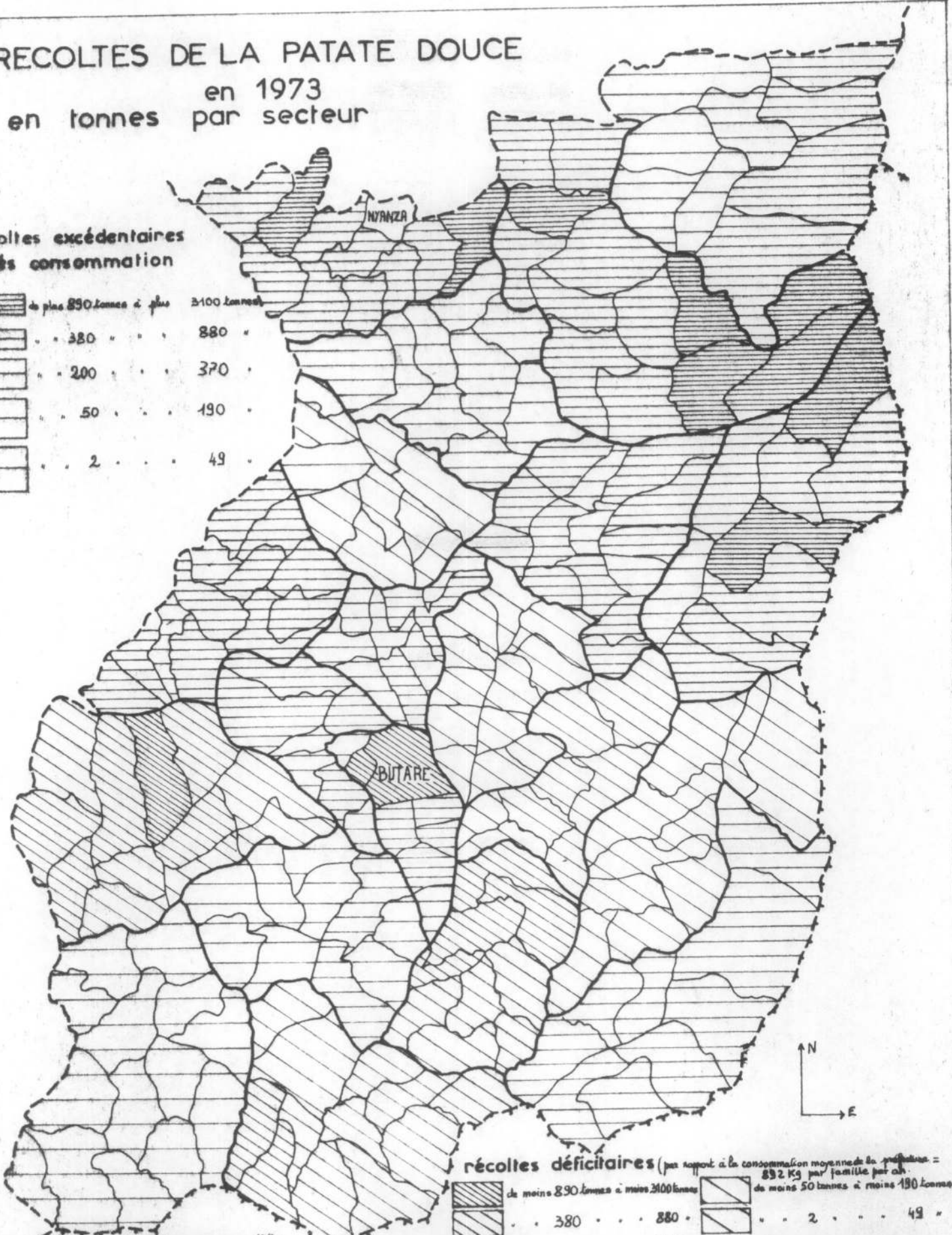
En gros, la moitié nord de la préfecture est excédentaire dans les produits alimentaires de base et la moitié sud, plus ou moins déficitaire. La "ville" de Butare est située au contact de ces deux grandes divisions. Peut-elle par ses moyens organiser le ravitaillement des collines dépourvues ou les échanges se font-ils naturellement ? Qui, du marché ou des boutiques, est le plus apte à répondre à cette absence d'harmonie des productions ?

Figure n° 24

RECOLTES DE LA PATATE DOUCE en 1973 en tonnes par secteur

récoltes excédentaires après consommation

	de plus 890 tonnes à plus	3100 tonnes
	380 " " "	880 "
	200 " " "	370 "
	50 " " "	190 "
	2 " " "	49 "



récoltes déficitaires (par rapport à la consommation moyenne de la population = 892 Kg par famille par an)

	de moins 890 tonnes à moins 3100 tonnes		de moins 50 tonnes à moins 190 tonnes
	380 " " "		2 " " "
	200 " " "		49 "
	50 " " "		
	2 " " "		

DISPONIBILITES EN PATATE DOUCE PAR FAMILLE EN 1973

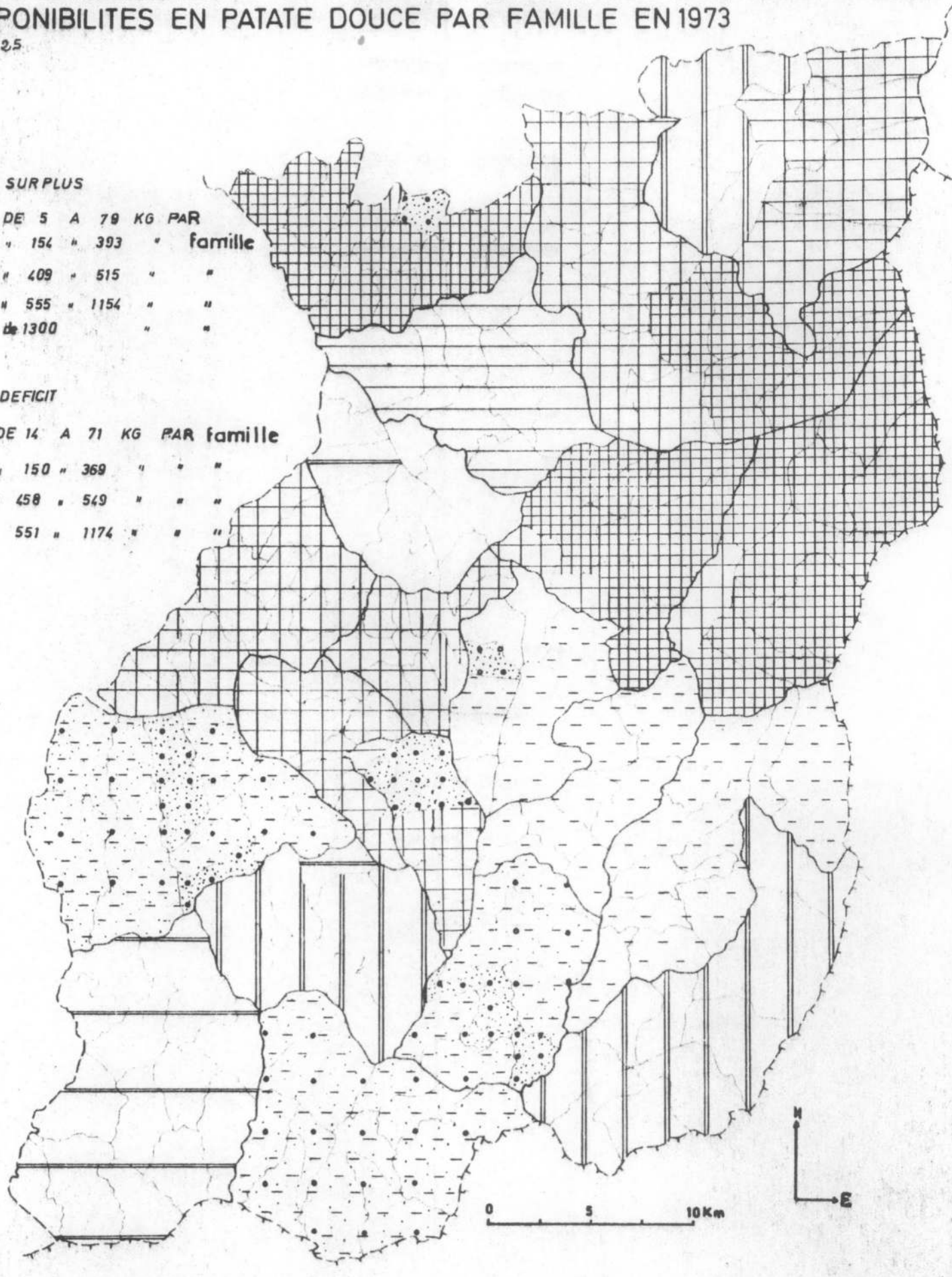
fig. n° 25

SURPLUS

- DE 5 A 79 KG PAR
- " 154 " 393 " famille
- " 409 " 515 " "
- " 555 " 1154 " "
- " de 1300 " "

DEFICIT

- DE 14 A 71 KG PAR famille
- " 150 " 369 " " "
- " 458 " 549 " " "
- " 551 " 1174 " " "



0 5 10km



PONIBILITES EN PATATE DOUCE PAR FAMILLE EN 1973

SURPLUS

DE 0 A 75 KG PAR

100 323 famille

200 315 "

300 1424 "

400 " "

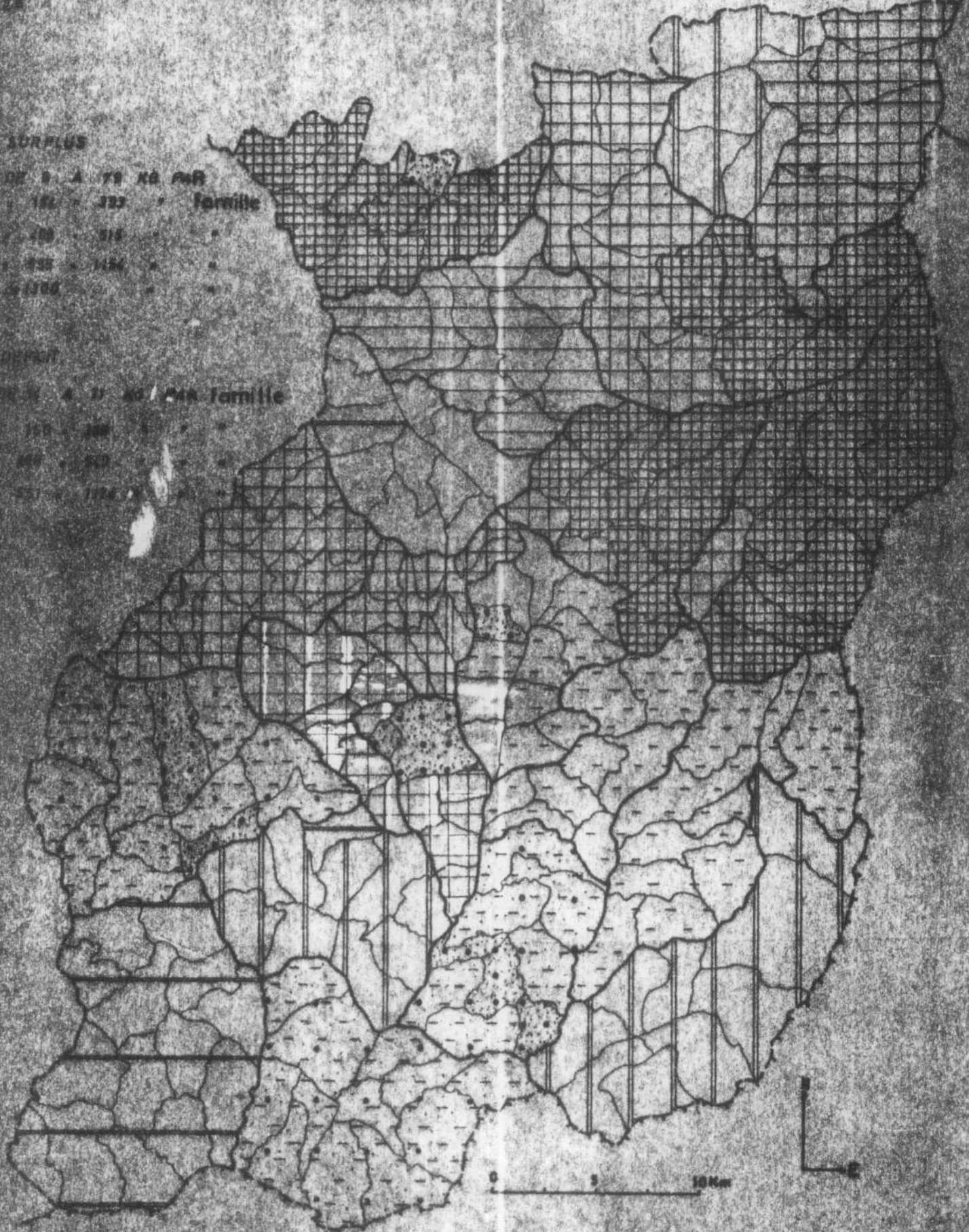
DE 75 A 150 KG PAR FAMILLE

100 300

200 300

300 1724

400 " "



0 5 10 km



e. Le problème des surplus vivriers

Les surplus théoriques sont relativement importants : 39 740 tonnes pour les patates douces et 13 952 tonnes pour le sorgho. Seuls ceux des haricots sont modestes, 320 tonnes. Ils sont inférieurs aux tonnages commercialisés de sorgho, de haricots et de patates douces publiés par les services agronomique préfectoraux : 69 570 tonnes au total en 1973. Ces estimations sont-elles réelles ? Aucune étude systématique n'a été réalisée jusqu'à présent compte tenu de l'absence de cadastres communaux et d'études de budgets. Quelques enquêtes ponctuelles ont toutefois été réalisées concernant Kanserege à Nyaruhengeri(10), Tumba, Mpare et Musange dans le cadre de l'aménagement du marais pilote Migina(11), Gakoma à Muyaga(12) et Muhero à Ntyazo(13). Leurs résultats corroborent nos estimations. Des exploitations nouvelles sont en cours sur Mwulire (Mbazi) et Gatovu (Ruhashya). De plus, G. Sledsens, dans son "Explosion Démographique au Rwanda" de 1971, disait que les propriétés de Save (Shyanda) avaient entre 40 et 70 ares. Pour les 34 élèves du Centre de Formation Rurale de Mbazi, en 1977, les propriétés familiales vont de 7 ares à 2 hectares. La famille de celui qui possède ces 2 hectares est considérée comme "riche".

Même si les productions deviennent supérieures aux consommations, l'état autarcique des campagnes se maintiendra. Car l'idéal de vie rwandais veut que l'on fasse tout pour vivre sur ses champs. La pauvreté et la vente de vivres sont mal vues. Cette situation existant, le commerce et le travail urbain sont réduits à peu de chose. De plus, la philosophie locale n'admet pas le travail superflu visant à dégager des récoltes largement supérieures aux besoins momentanés, même en prévision des famines. Les moyens techniques rudimentaires et les aléas climatiques sont aussi pour quelque chose dans la faiblesse des productions vivrières. Tout cela explique les faibles tonnages commercialisés. L'O.B.N. n'engrange, bon an mal an, que 650 tonnes de sorgho et 400 tonnes de haricots. La Soseco, la plus grosse société commerciale rwandaise de Butare et de Nyanza spécialisée dans les produits vivriers, ne manipule que 400 à 600 tonnes de sorgho et de 200 à 800 tonnes de haricots selon les années.

Quand le rugo est petit en milieu traditionnel on plante au maximum, on exploite les marais et on supprime la jachère. Quand les besoins vivriers sont moins pressants comme dans le Mayaga, une importante partie du rugo est laissée en

(10) cf. Lidia Stetkiewicz, n° 50

(11) cf. Pétilion et Gasangwa, n° 43

(12) cf. F. Kamali, n° 30

(13) cf. G. Delepierre, n° 16

friche selon les saisons. Les emblavures de septembre n'utilisent que 40 % de la superficie, celles de mars 60 %. Le reste demeure en jachère ou est loué en métayage à des paysans du Burundi (Muyinga, Kirundo) ou du Plateau Central

2. La nécessité d'importer des vivres

a. Une situation encore mal organisée

Le marché urbain se trouve vivifié par la demande alimentaire des secteurs déficitaires en raison de l'exigüité des superficies cultivées, du faible rendement ou de l'importante densité comme c'est le cas pour l'agglomération ruraine de Butare.

La fin de la féodalité, la croissance du parc automobile, l'infrastructure routière construite et entretenue à peu de frais par une main-d'oeuvre nombreuse et bon marché favorisent le commerce et le ravitaillement des centres. L'approvisionnement et la redistribution au Rwanda ont toujours existé quelles que soient la taille des "villes" et la densité humaine. Son amplification actuelle est due à l'effort national de redistribution adéquate des richesses face aux disettes fréquentes. La mobilité des biens et des gens élargit la vision de l'espace du paysan. La "ville" orchestre en partie cette évolution.

Par exemple, les cultures de sorgho et de haricots en marais, récoltés respectivement en avril et août - septembre, se développent. Les excédents sont acheminés vers les "villes" grâce aux nombreuses camionnettes qui appartiennent de plus en plus à des commerçants. Cette utilisation de récoltes importantes de marais avant les semailles en colline, loin d'atténuer les écarts mensuels des prix, les renforce car seuls les gros commerçants en profitent en raison de l'absence de stockage officiel et familial efficace et de l'habitude ancestrale de se porter vendeur et acheteur dans le même temps. Les locaux de stockage de la moitié des commerçants, encore défectueux et ne permettant pas des réserves de longue durée, entretiennent aussi cet état de fait.

La densité et la pauvreté, timidement, font évoluer le système économique et provoquent, grâce à la mobilité possible des biens et des gens, des flux commerciaux à longue distance. Le commerce indépendant commence à être contrecarré dans cette activité par des organismes officiles et mixtes :

O.P.R.O.V.I.A., O.B.M. et le nouveau projet américain d'entrepôt et de commercialisation des denrées alimentaires ou P.E.C.D.A. fixé à Nyanza dans les entrepôts de l'O.C.I.R. De plus, le foisonnement des marchés ruraux et les dons du secours catholique au bureau communal sont aussi des atteintes à la puissance économique des commerces butaréens.

b. Les flux d'importations alimentaires

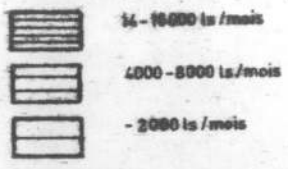
En 1954, dans le Bwanamukari ou région de Butare, les 38 000 chefs de familles qui y vivaient détenaient un rugo moyen de 148 ares. La production n'était proportionnellement pas plus élevée qu'actuellement en raison des rendements équivalents et d'une moindre superficie cultivée. Vingt ans après la population rurale du Bwanamukari ne dispose plus que d'un rugo de 85,5 ares. La superficie du rugo moyen a diminué de 42 % et le nombre de chefs de famille a progressé de 96 %. Malgré ce phénomène, le ravitaillement de Butare-centre a toujours été bien assuré. Or la courbe démographique d'Astrida et de Butare-"ville" a varié⁽¹⁴⁾ entre 1954 et 1974. En effet, entre 1949 et 1959, la population urbaine décrut de 61 %, de 11 883 habitants à 3 714 habitants, pour remonter par la suite jusqu'à 30 000 habitants⁽¹⁵⁾.

Cet approvisionnement normal tient à l'activité même de Butare-"ville". Beaucoup d'étrangers et la totalité des élèves, soit 28,5 % de la population, quittent le centre urbain durant la grande saison sèche. La soudure de la grande saison des pluies est assurée par des réserves et l'autarcie (engraissement de porcs avec les déchets, clapiers, basses-cours, potagers). Les patates douces sont facilement décelables sur les collines voisines.

Seuls, certains produits périssables récoltés en petite quantité dans la région, mais grandement demandés, comme les pommes de terre, le froment, le thé, les produits laitiers font l'objet d'un apport lointain. Le riz est produit en quantité suffisante dans Butare (Mugusa, Kibayi, Ntyazo) mais son prix est fixé par la Banque Nationale de Kigali. Nshiri et Kivu de Gikongoro, mais surtout Ruhengeri, fournissent les pommes de terre. La meunerie Etiru de Ruhengeri livre le froment moulu à partir du blé de Byumba, de Ruhengeri ou importé d'Europe. Le thé du nord et bientôt de Kitabi et de Mata (Gikongoro) transite aussi par Kigali (O.C.I.R.) avant de revenir à Butare. La laiterie de Nyanza dont l'aire de collecte (figure n° 26) s'étend sur

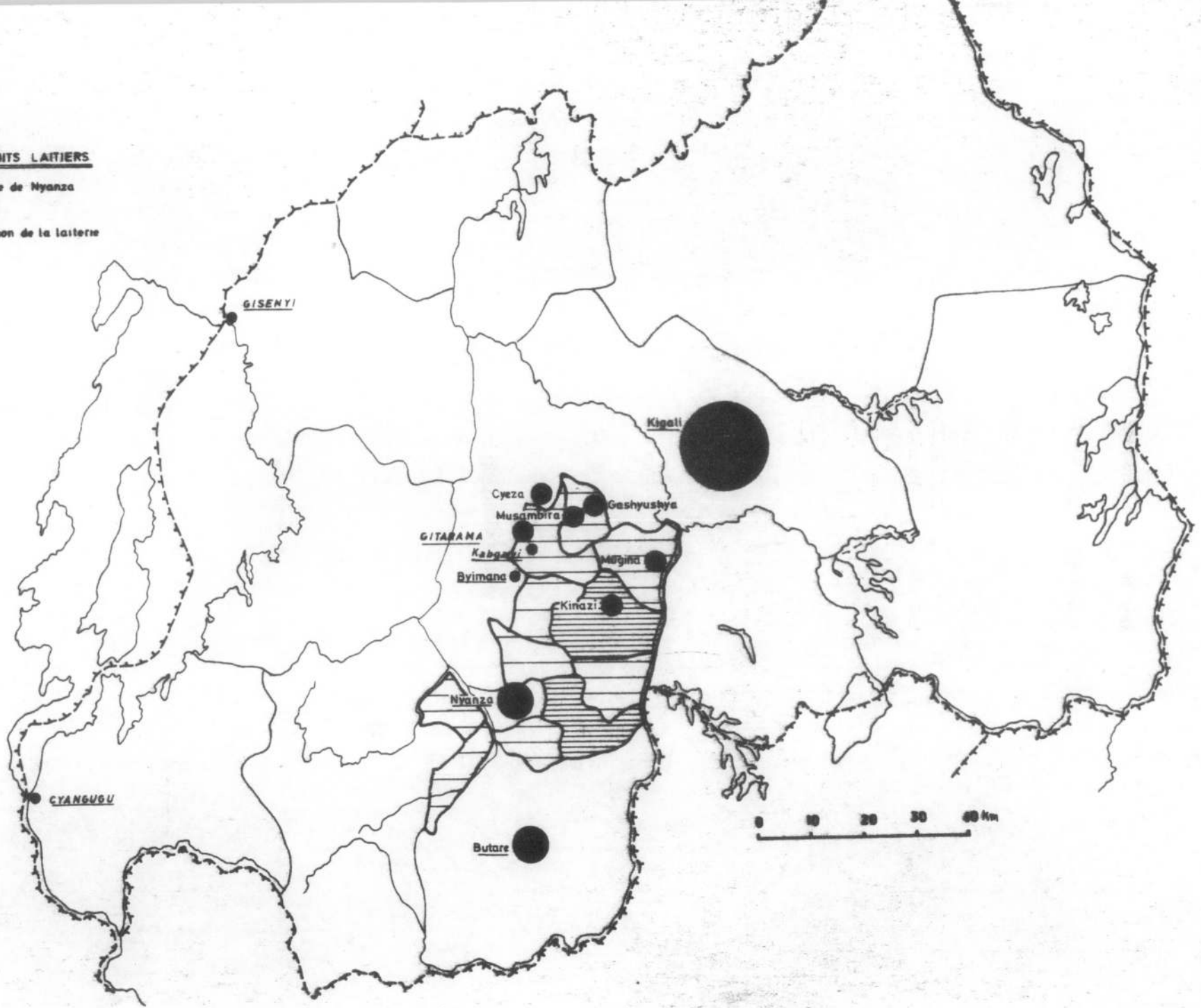
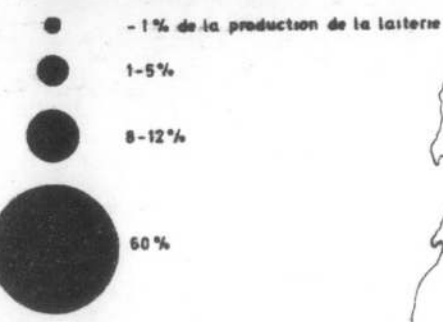
(14) cf. P. Twagiramutara, n° 52

(15) Revue Europe - Outremer de mai 1975 : "Butare, 30 000 habitants".



POINTS DE VENTE DES PRODUITS LAITIERS

ex. Kigali: distribués par laiterie de Nyanza
Kinazi: sur place (marchés)



l'extrême-nord de la préfecture livre 12 % de sa production à Butare-"ville". Le lait caillé (41 000 litres) et le lait à 3 % de matière grasse (19 000 sachets d'un demi-litre) donnent le beurre (2 245 kg), la crème fraîche, le fromage "Gouda" (520 kg) et le fromage blanc (270 kg). Une grosse partie du tabac en feuille arrive du Bugesera via Busoro de Muyira et surtout de Gisenyi via Ruhango, Rugogwe et Mutunda.

Ce commerce lointain enrichit quelques gros commerçants, surtout ceux qui ont passé des contrats avec les collectivités.

Les secteurs faisant partie de notre agglomération de Butare(16) présentent un déficit de 738 tonnes de haricots et de 336 tonnes de sorgho. L'O.B.M. et les commerçants vendent, selon leurs dires, 983 tonnes de haricots et 858 tonnes de sorgho. C'est suffisant pour les besoins de l'agglomération surtout que la place du marché joue aussi un rôle dans ces échanges. Le reliquat est-il écoulé vers les communes déficitaires ?

Les commerçants font des tournées d'achat dans les collines excédentaires et sont à la tête d'une chaîne de collecteurs-entreponeurs. Les indications déjà fournies(17) montrent que leurs relais sont majoritaires dans les communes excédentaires. C'est surtout typique pour la Soseco. Les commerçants font venir aussi du sorgho de Gisenyi et de Ruhengeri en mars - avril, période de soudure et de semence à Butare. Ils commencent à importer du haricot de la vallée de la Nyabarongo entre le Bugesera et Kigali, en septembre - octobre, au moment des semences dans le Rwanda méridional.

Les secteurs déficitaires doivent venir chercher à Butare-"ville" ou ailleurs leurs compléments. Les commerçants s'y déplacent rarement par eux-mêmes. Leur vente directe ne porte que sur des zones à fort besoins comme les "villes" de Nyanza, de Gikongoro, de Cyangugu et de Kigali, les collines suburbaines de Cyarwa, Mbazi et Tumba. Leurs ventes indirectes intéressent les communes déficitaires de Gikongoro et de Butare Ouest et Sud.

Le marché de Butare-"ville" vit modestement au rythme de l'autarcie des collines. Il n'agit pas pleinement sur la préfecture laissant le champ libre aux influences locales (marchés ruraux) et extérieures (Nyanza,

(16) cf. Introduction, pages 4 et 5

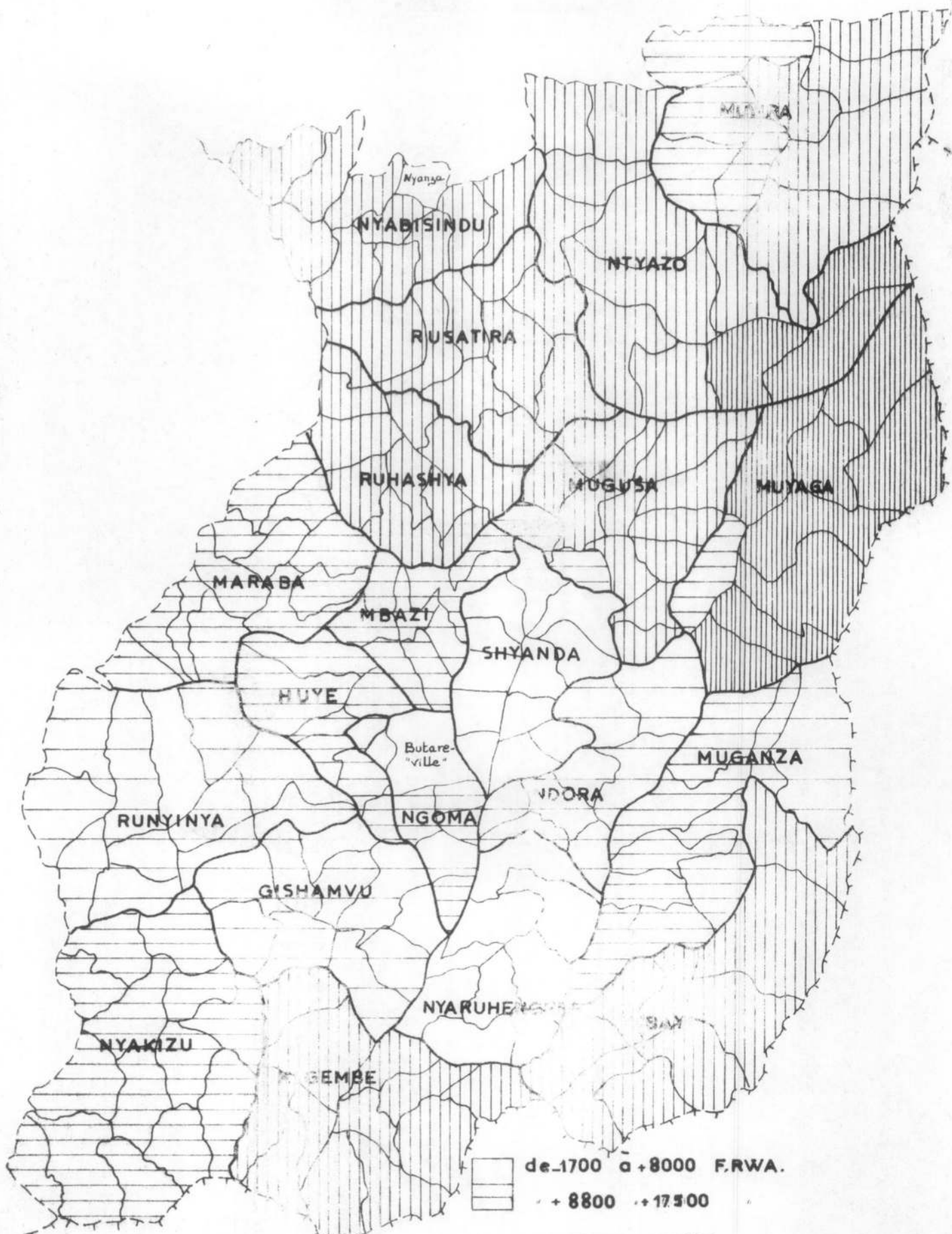
(17) cf. page 40

Kigali). Le grand commerce est donc fondé sur la vente des produits manufacturés et sur la spéculation sur les produits vivriers qui seront livrés ou achetés sur place par les petits commerçants locaux ou ruraux et par des paysans. Et l'activité commerciale ralentie, dénotée par la stagnation du nombre de locaux commerciaux et l'aspect peu engageant de la place du marché, est due non seulement aux faibles disponibilités vivrières environnantes mais aussi aux bas revenus de la masse paysanne (figures n° 27 et n° 28).

REVENU MONETAIRE AGRICOLE BRUT PAR FAMILLE

en 1973

ans n° 23



de -1700 à +8000 F.R.W.A.

+ 8800 +17500 "

18000 - 22800 "

26400 - 38500 "

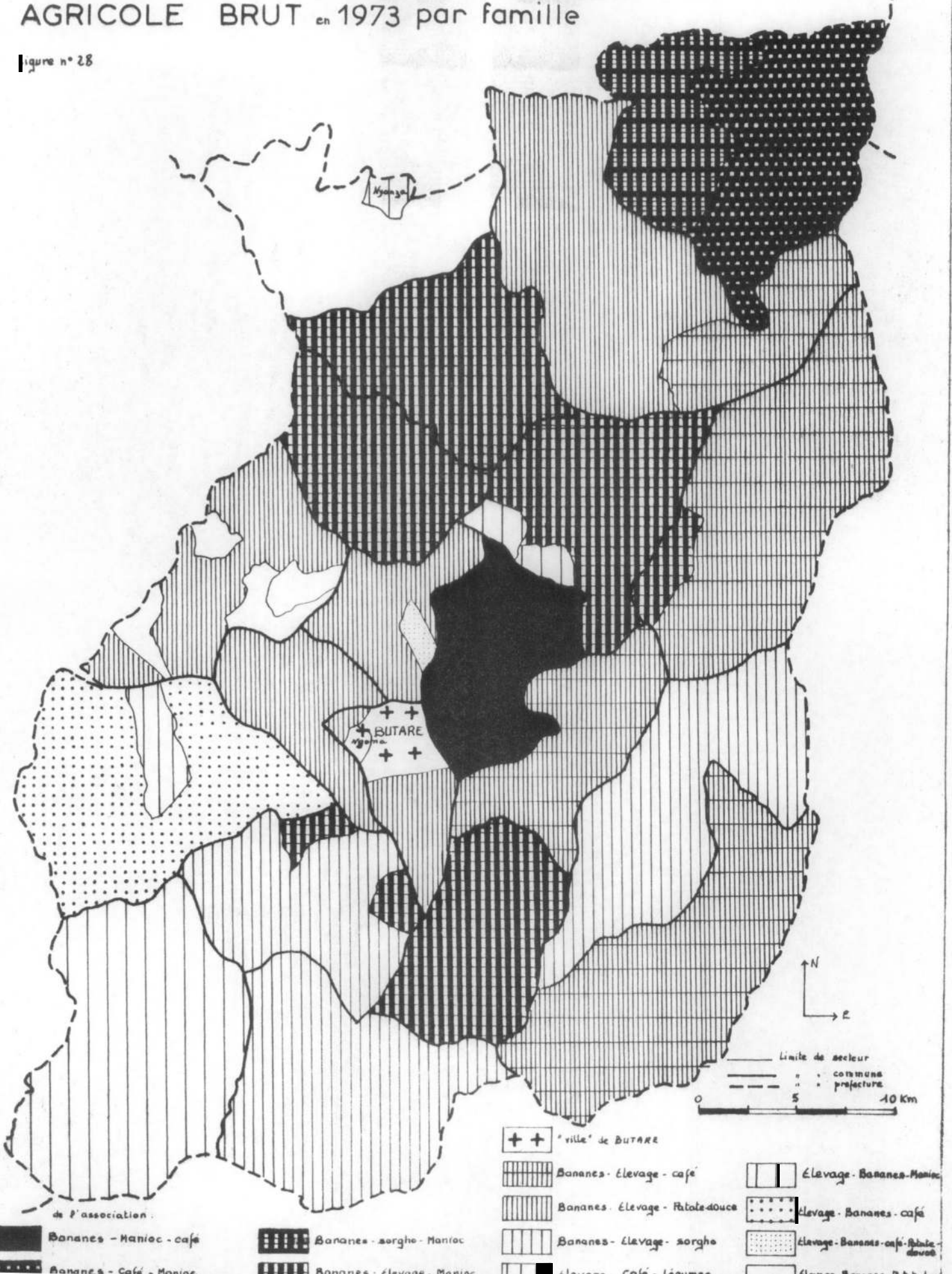
41100 - 49800 "

0 5 10 km



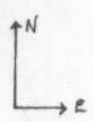
ORIGINE DE L'ESSENTIEL DU REVENU MONETAIRE AGRICOLE BRUT en 1973 par famille

Figure n° 28



Nyanga

BUTARE



— Limite de secteur
 - - - - - " " commune
 - - - - - " " prefecture

- ++ "ville" de BUTARE
- [Hatching: vertical lines] Bananes - Elevage - café
- [Hatching: horizontal lines] Bananes - Elevage - Patate-douce
- [Hatching: diagonal lines /] Bananes - Elevage - sorgho
- [Hatching: diagonal lines \] Elevage - Café - Légumes
- [Hatching: solid black] Elevage - Bananes-Manioc
- [Hatching: dotted] Elevage - Bananes - café
- [Hatching: dotted with horizontal lines] Elevage - Bananes - café - Patate-douce
- [Hatching: dotted with vertical lines] Elevage - Bananes - Patate-douce

- [Hatching: solid black] Bananes - Manioc - café
- [Hatching: vertical lines] Bananes - sorgho - Manioc
- [Hatching: horizontal lines] Bananes - Elevage - Manioc

de l'association :

- [Hatching: dotted] Bananes - Café - Manioc

B. Les revenus agricoles des paysans
(annexe n° 2)

Compte tenu de l'estimation personnelle des revenus monétaires bruts par famille, tirés de l'activité agricole de 1973, les communes "riches" sont celles où les fermettes dégagent un bénéfice de leurs recettes agricoles, déduction faite des frais d'exploitation (main-d'oeuvre salariale, achat de matériel et de semences), des emplettes courantes (habillement, viande, objets pour le ménage) et des taxes.

Pour dégager un bénéfice, la famille doit dépasser 7 630 FRW de recettes annuelles. En effet, les charges d'exploitation et l'achat de viande sont estimés à 4 130 FRW en moyenne dans le paysannat de Gakoma dans Muyaga(18).

L'habillement et les objets de ménage s'élèvent au minimum à 500 FRW par famille et par an. Le paysan achète généralement une à deux fois par an un vêtement ou un tissu. Quant aux taxes, leurs taux varient selon les types : 250 FRW pour la bicyclette, 250 FRW par vache, 400 FRW par femme de polygamme, 400 FRW de capitation recouvrable par famille et enfant de 18 ans et plus, 50 FRW pour l'obtention de pièces officielles (carte d'identité, acte notarié, certificat), 150 FRW pour la taxe de fiançailles, 2 000 FRW de frais de scolarité dans le secondaire et 100 FRW dans le primaire par enfant sans compter les uniformes et le matériel de classe, 30 à 60 FRW selon les sexes et l'âge pour le denier du culte, 20 à 40 FRW pour les taxes mercuriales. Donc, pour un "muturage" moyen, les divers impôts et taxes se montent à environ 3 000 FRW par an. Pour plus de sécurité, le niveau de recettes agricoles de 8 100 FRW par an et par famille sera pris pour délimiter les fermettes pauvres. Les secteurs et les communes les englobant sont situés autour de Butare-"ville".

1. Une hétérogénéité géographique

A Shyanda, les revenus bruts agricoles s'échelonnent de moins 1 730 FRW à Gatoke à plus 5 440 FRW, à Nyaruhengeri. de 900 FRW à Kansi à 7 840 FRW ailleurs. Les secteurs de Buvumo (7670 FRW), de Nyakibanda (7 135 FRW), de Karama (4347 FRW) bouclent, vers le sud-ouest et l'ouest, la ceinture pauvre de Butare. De plus, les ingo à la limite de l'équilibre budgétaire sont ceux ayant entre 7 630 FRW et 10 397 FRW. On les trouve dans Ndora et dans

(18) cf. F. Kamali, n° 30

Gikombe de Runyinya, donc toujours autour de Butare. Bien entendu les secteurs purement urbains de Butare-"ville" et de Ngoma ont un revenu agricole monétaire négatif. Les envois en nature de leur rugo hérité situé ailleurs ou, de plus en plus, le revenu des ventes vivrières de ces ingo lointains compensent difficilement la nouvelle alimentation pour les fonctionnaires sauf s'ils possèdent des fermettes de grande superficie. Quant à la population africaine étrangère (Barundais, Zaïrois) et réfugiée (batutsi), elle doit acheter sa nourriture quotidienne.

Cette auréole pauvre n'est pas directement jointive à Butare-centre du côté sud et ouest. En effet, les secteurs de Ngoma et de Huye sont assez aisés. La densité et la superficie des ingo permettent encore des excédents vivriers. Les revenus agricoles bruts augmentent vers le Busanza, les paysannats du Muyaga et les communes périphériques méridionales, c'est-à-dire vers des zones où la densité est moindre par rapport aux secteurs entourant Butare-"ville". Cette pression moins forte y permet des ingo plus vastes. La limite entre rugo "pauvre" et rugo "riche" est 83 ares.

Si les familles de Mbazi et de Muganza sont plus aisées que le voudrait leur petit rugo (76 et 79 ares), c'est que les cultures fruitières et légumières ajoutées au petit élevage de basse-cour et de porcins pour Mbazi et à la vente de bovins pour Muganza rehaussent considérablement les revenus. Gishamvu a un revenu brut agricole moins élevé que Runyinya malgré des superficies familiales plus grandes. L'importance du gros bétail, des porcins, du miel, du manioc et les légumes à Runyinya explique ce phénomène. La différence entre Nyakizu, d'une part, et Kigembe et Kibayi, d'autre part, est due au rôle important de la banane à bière dans ces deux dernières communes. Malgré des ingo plus petits, Ntyazo hors-paysannat est plus riche que Muyira hors-paysannat grâce à l'importance du manioc et du café arabica.

En général, les denses collines du Plateau Central schisteux et gneissique autour de Butare sont plus pauvres que le nord granitique, l'Est des paysannats et l'extrême Sud encore peu peuplé. Si les revenus tirés de l'agriculture ne sont pas encore assez catastrophiques pour provoquer des jacqueries, c'est que l'hétérogénéité foncière dans un secteur provoque des échanges internes et que la "ville" attire une partie de la main-d'oeuvre sous-employée, aide aussi au ravitaillement et provoque des créations d'emplois en cascade sur les collines par les salaires versés. En effet, le salarié urbain se doit, pour son renom, d'avoir non seulement une belle maison, mais aussi des boys et des salariés agricoles. Ces derniers ont remplacé le cheptel bovin comme critère de réussite sociale. On comprend

dès lors que la limite franche entre la "ville" et les collines rurales vivant au rythme social urbain soit difficile à définir.

2. La permanence du repli sur soi

Il n'en demeure pas moins vrai que trouver du travail à Butare-"ville", pour les secteurs pauvres en matière d'agriculture, est difficile.

L'éloignement impose des temps de déplacement excessifs. L'installation sur place est impossible à Butare-"ville" et à Ngoma par suite du coût de construction trop élevé actuellement. Une belle maison en dur (ciment, briques, tuiles ou tôles) revient à 100 000 FRW au minimum. Les terrains disponibles appartiennent à l'administration. Il ne reste que l'achat de parcelle sur les collines environnantes. La concurrence est forte et les commerçants, les fonctionnaires et les salariés importants trustent les places disponibles mises en vente par la commune à 20 000 FRW minimum la parcelle.

La recherche d'un travail salarié ne peut donc se faire que sur la colline. La politique gouvernementale, visant à créer des pôles de développement tertiaire voire secondaire (artisanat) autour des bureaux communaux, répond à ce problème. L'émigration est une soupape de survie en dernier recours. Jusqu'à présent, les paysans demandeurs d'emploi travaillaient temporairement. Déjà en 1949, l'administration belge constatait que le tiers des chefs de famille du Bwanamukari étaient mi-paysan, mi-salarié temporaire et devaient acheter une partie de leur nourriture. L'argent obtenu par le salariat est tout juste suffisant pour vivre. L'amélioration de leur sort est lent. Les achats chez les commerçants de Butare-"ville" seront freinés, limités. Aucun paysan n'a un compte à la B.C.R. de Butare. Ils ne sont la propriété que des commerçants, des fonctionnaires et des étrangers.

Malgré l'augmentation des prix agricoles un peu moins rapide que ceux des produits manufacturés, entre 1972 et 1975, on constate un maintien des fortes densités autour de Butare, un développement des maisons améliorées et l'absence de bidonvilles.

Le tableau n°5 montre que les produits vivriers n'ont connu qu'une augmentation moyenne de 117,5 % en 3 ans contre 119 % pour les produits manufacturés importés. L'augmentation des produits vivriers est plus importante à Butare-"ville" que sur les marchés ruraux.

Tableau n° 5 : EVOLUTION DES PRIX DE PRODUITS VIVRIERS,
ENTRE 1972 ET 1975, A BUTARE-"VILLE"

PRODUITS	TOTAL DE L'AUGMEN- TATION en FRW entre 1972 et 1975	TAUX D'INFLATION en % de 1972 à 1975
Arachides	+ 30 FRW/kg	+ 86
Riz local	+ 28 FRW/kg	+ 86
Haricots secs	+ 15 FRW/kg	+ 83
Petits-pois secs	+ 20 FRW/kg	+ 100
Pommes de terre	+ 3 FRW/kg	+ 37,5
Patates douces	+ 1 FRW/kg	+ 20
Sorgho	+ 5 FRW/kg	+ 50
Mais	+ 5 FRW/épi	+ 250
Banane-plantain	+ 130 FRW/régime de + 15 kg	+ 186
Farine de manioc	+ 20 FRW/kg	+ 200
Viande de bovin	+ 30 FRW/kg	+ 54,5
Viande de porc	+ 25 FRW/kg	+ 100
Gigot de chèvre	+ 150 FRW	+ 250
Bière de sorgho	+ 3 FRW/bouteille de 75 cl	+ 60
Cide de banane	+ 5 FRW/bouteille de 75 cl à Butare-Ngoma- Huye	+ 250
	+ 8 FRW/bouteille de 75 cl en col- line autour de Butare (Mbazi, Gishamvu, Ndora, Shyanda, Nyaru- hengeri)	+ 67

Cette évolution provoque un changement dans l'alimentation et dans le paysage rural.

La patate douce, vendue bon marché, devient la nourriture de base. Le manioc demandé en "ville", surtout à Kigali, est de plus en plus cultivé malgré son occupation permanente du sol. Les anciens pâturages "ibikingi" servent de plus en plus de champs de manioc souvent cultivés dans le cadres de l'Umu-ganda. L'exportation de bovins vers le Burundi et surtout vers le Zaïre est plus rentable que sa collection ou sa vente

locale. Estimés de 8 000 FRW à 12 000 FRW localement, les bovins sont vendus jusqu'à 40 000 FRW à Bukavu (Zaïre). L'élevage de petit bétail, moins difficile à entretenir, est plus rentable. La banane-fruit et la banane-plantain envahissent les parcelles parallèlement à la banane à "bière". Cette dernière devient de plus en plus source de revenu à mesure que l'on se rapproche du centre-"ville". Dans les communes périphériques, à Nyakizu par exemple, le prix de la bouteille d' "urwagwa" n'a jamais varié : de 10 FRW durant l'année à 15 FRW pendant la saison café de juin à septembre, alors qu'à Butare, il atteint 20 FRW. Les fournisseurs des collines rurales seront favorisés. Le prix de la bouteille d' "ikigage" ou bière de sorgho est maintenant fixé partout à 8 FRW sur décision gouvernementale. Les paysans cultivent ce qui rapporte en fonction de leurs besoins extérieurs. Le développement des légumes et des fruits dont le prix de vente au kilo oscille entre 8 FRW pour les choux et 80 FRW pour les tomates en saison des pluies en passant par 25 FRW pour les carottes et 50 FRW pour les échalottes répond à ce désir.

La majorité des paysans peut encore vivre selon leurs habitudes ancestrales sur leur microfundia. Le paysan ignorera le plus possible le mode de vie urbain tout en ayant besoin de la "ville" ou du marché rural pour écouler ses petits surplus momentanés et pour obtenir l'argent nécessaire à ses menus désirs. Les absences d'incitations à la consommation et de nouveaux critères de niveau de vie ne provoquent pas encore une fuite des gens vers la "ville" parce que les prix des biens de première nécessité importés sont encore à la portée des bourses rurales malgré l'enclavement du pays. Mais jusqu'à quand cette situation se maintiendra-t-elle ?

En attendant, la marge de profit à tirer de campagnes est mince pour les commerçants. La lutte pour la richesse est difficile dans ce milieu, ce qui explique la hiérarchie des commerçants, les nombreuses faillites et l'éventail restreint des produits offerts quelle que soit la boutique. Cette situation n'est pas faite pour vivifier un centre commercial.

III. UN APPAREIL COMMERCIAL PLETHORIQUE ET SPECULATIF

A. Le commerce, activité longtemps déconsidérée

Les premiers vrais commerçants furent les swahili ou islamisés. Ils s'occupaient de l'importation d'articles consommés par l'élite comme le sel, les armes, les outils en fer, les cotonnades, la pacotille de traite et de l'exportation de produits de luxe (or, ivoire), d'esclaves et de peaux. Ils étaient en marge de la vie économique traditionnelle. Le rugo était censé produire tous les produits nécessaires à la vie familiale. Cette superposition économique, dès 1901, se heurta aux missionnaires qui redoutaient leur influence musulmane. Les swahili durent donc obtenir une licence pour circuler dans le pays. Malgré la politique libérale de l'administration allemande en matière de commerce dès 1905, cette licence ne fut levée qu'en 1913 car les asiatiques représentaient une facette de l'infiltration britannique. Les swahili n'étaient tolérés que parce qu'ils servaient de recruteurs de main-d'oeuvre et d'acheteurs de peaux et de bétail. L'administration belge les parqua d'autorité dans les centres de commerce. Ne pouvant circuler librement, ils créèrent, par métissage et éducation, des intermédiaires-dépendants qui se fixèrent dans les centres de négoce ruraux ou rayonnèrent sur les collines en fraude. Les dons de femmes indigènes compensaient souvent l'impossibilité pour les paysans de payer leurs dettes. La prise foncière était interdite. Les Rwandais devenus swahili étaient des pauvres, des orphelins et des déclassés.

Avant l'Indépendance, les bahutu instruits, barrés dans la course aux honneurs par les batutsi, se réfugiaient dans le commerce. Après l'Indépendance, ce furent les batutsi qui se replièrent sur cette activité d'où leur importance dans les rares "villes" rwandaises et leur fortune actuelle.

Les missions protestantes (adventistes surtout) ont contribué à la création d'une classe de commerçants. Sur les listes des personnes physiques et morales immatriculées au registre de l'inspection du commerce de Butare jusqu'en décembre 1972, on comptait 125 protestants sur 852 commerçants, soit 14,5 %.

25 % exerçait à Butare-"ville", 26 % à Nyanza et le reste dans les divers centres de la préfecture. Sur la nouvelle liste des commerçants immatriculés dès 1.1.1973 au greffe du Tribunal de Première Instance de Ngoma, ils étaient 18 sur 83 soit 21,5 %. Les protestants représentent 23 % de la population préfectorale.

A partir de 1970 et surtout de 1973, la situation se normalise. Tout le monde veut devenir commerçant puisque cela rapporte et que le contrôle officiel est très lâche. Ils sont taxés en fonction du chiffre d'affaires déclaré.

Pour devenir commerçant, il faut la permission du bourgmestre, du préfet et du Ministre des Finances et de l'Economie. Le favoritisme est d'autant plus inévitable que les fonctionnaires ont le plus de facilité pour obtenir des prêts bancaires. Mais comme il leur est interdit d'être officiellement commerçant, ils prennent des prête-noms ou se mettent en association avec un commerçant déjà établi. Le commerce est le moyen idoine d'assurer ses vieux jours dans une société où l'avenir est précaire. Il préoccupe plus que le travail officiel.

Il y a actuellement pléthore de commerçants dans Butare-"ville". Cela se traduit par la création de plusieurs pas de commerce pour une même factorerie. Dans 74 bâtisses on dénombre 108 portes commerciales. De plus, de nombreux commerçants s'installent sous les barzas, dans le quartier asiatique, pour vendre des pommes de terre, du sorgho, des haricots et du pétrole. Des employés de commerce vendent pour leur compte une partie du stock patronal en période café et hors des horaires d'ouverture.

Cette abondance de commerçants existe malgré les tarifs d'installation assez élevés. Chaque commerçant-détaillant dans la commune urbaine verse 10 000 FRW de patente. Elle est de 10 000 FRW par personne physique et de 20 000 FRW par personne morale pour les demi-grossistes. Le grossiste importateur paye entre 30 000 et 50 000 FRW. La patente des autres commerces spécialisés (pharmacie, station-service, transport, boulangerie, boucherie) varient entre 10 000 et 50 000 FRW.

La démocratisation des activités commerciales entraîne non seulement une disparité dans les revenus mais aussi une fluctuation du nombre des commerçants. Parmi la hiérarchie déjà donnée(19), les sociétés font 100 % de la vente du matériel électronique, 88 % de celle des pièces de rechange (cycles et véhicules à moteur), 87 % de la papeterie, 82 % du matériel électrique, 50 % des objets d'art, 24,5 % de la quincaillerie et des matériaux de construction, 21 % du pétrole-lampant, 15 % de l'alimentation, 9 % de la vente de boissons, 4 % des tissus, de l'habillement, de la literie, 2 % de la droguerie et 0,5 % des cigarettes et des

(19) cf. pages 42, 43, 44

allumettes. Comme elles sont importatrices, elles s'occupent de produits rares et de grande valeur. Elles laissent la sous-traitance des produits les plus communs aux autres commerçants.

Ce phénomène noue des liens commerciaux intra-urbains entre les commerçants. En plus des livraisons aux détaillants de Ngoma, les commerçants enquêtés, quelle que soit la tranche d'âge considérée, se ravitaillent auprès des sociétés et des coopératives de Butare-"ville" ou entre eux, surtout chez ceux qui sont établis depuis longtemps comme les asiatiques (22), les Grecs (7) et les Rwandais (20) swahili ou non. Cette dépendance implique une concurrence entre les petits commerçants vendant à peu près la même chose; elle est la véritable cause des faillites qui, le plus souvent, ne sont jamais enrégistrées. Aussi une proportion importante de ces petits commerçants vit sans registre de commerce; ils se débrouillent pour se maintenir par le pot-de-vin ou "matabishi" qui est pourtant interdit.

12 commerçants swahili de Ngoma agissent en fraude totale malgré l'importance de leurs transactions (radios, tissus, chaussures, or). Cinq sont originaires d'Uganda, un de Bujumbura et six du Zaïre.

Si le commerçant est actuellement un homme respecté et important par sa puissance financière, l'argent remplaçant la vache comme un des critères de hiérarchie sociale, son image de marque reste tout de même celle d'un spéculateur.

B. La mentalité commerciale

L'essentiel est, bien entendu, de gagner rapidement le plus d'argent possible au détriment de n'importe qui. Tous les moyens sont bons.

En plus de la fraude, encouragée par la proximité de frontières perméables donnant sur des pays de niveau de vie très changeant et à pénurie croissante (exemple : le Zaïre), les commerçants spolient⁽²⁰⁾ facilement les paysans le plus souvent acculturés. Les balances sont généralement truquées et, à la vente comme à l'achat, par l'emploi invisible de dynamo ou d'aimant, les pesées sont faussées. Les poids ne sont jamais étalonnés. Par ces gains de poids donc d'argent, le commerçant consent des ristournes à ses clients qui, se laissant séduire, achètent encore plus et deviennent "clients". Ce lien qui se crée progressivement amène un jour le paysan à demander une avance en nature ou en argent à son commerçant favori. Si entre travailleurs le prêt est courant et était sans intérêt jusqu'en 1973, le commerçant ne prête qu'aux personnes solvables. Si les fonctionnaires abusent de leur position pour faire des "bons pour" qu'ils négligeront de régler le plus souvent, ce qui contraint le commerçant à augmenter ses prix pour combler ces pertes ou à mentir sur la demande formulée, le faible, c'est-à-dire le paysan, ne reçoit une avance qu'après inspection de son "isambu" ou parcelle par le commerçant. Le recouvrement a lieu au moment des récoltes. S'il n'est pas solvable, le paysan devra laisser en usufruit, au prêteur, sa caféraie ou ses champs de haricots et de sorgho jusqu'à paiement définitif.

Ces pratiques mineures passent plus inaperçus que la création de la pénurie en vue de hausser les prix et que les jeux des variations de prix sur les produits vivriers de base (sorgho, haricots, pommes de terre) selon les saisons.

Durant la saison du café, de juin à septembre, tous les véhicules commerciaux battent les collines, officiellement en dehors de celles des paysannats, pour ramasser le café arabica et le transporter d'abord à Butare puis à Kigali. Les approvisionnements en bière "Primus" depuis Gisenyi, en pommes de terre depuis Gikongoro ou Ruhengeri et en biens manufacturés depuis Kigali sont momentanément ralentis voire stoppés. Cela s'explique par le faible nombre de véhicules et par la longueur des trajets vers le Nord. Le consommateur qui n'a pas

(20) "umuswahili" en kinyarwanda a la connotation de "personne dont l'honnêteté est douteuse".

ses réserves devra payer davantage qu'auparavant. Par exemple, un jerrycan de pétrole-lampant de 20 litres est majoré de 20 FRW à 40 FRW selon le client soit de 1 à 2 FRW par litre; le kilogramme de pommes de terre peut passer de 10 FRW à 20 FRW voire 35 FRW comme en juillet 1974. Le stock disponible chez les gros commerçants est destiné à leurs collecteurs de café sur les collines.

L'argent liquide étant monopolisé par les achats de café arabica, le change parallèle est impossible ou à des taux semblables à ceux de la banque.

Les commerçants, par leur possibilité de stockage et leur véhicule, achètent les haricots et le sorgho au moment des récoltes quand les prix sont bas. Ils les revendent avec profit lors des semailles et des soudures : grande saison des pluies, fin de la grande saison sèche quand les festivités ont dangereusement fait baisser les réserves familiales. De plus, les attaques des vers, rats et autres insectes nuisibles abiment moins leur stock que celui des paysans en collines, ce qui explique en partie les ventes après récoltes de la part des "baturage". La peur des vols, l'insécurité croissante, le besoin d'argent amènent aussi le petit paysan à vendre tout de suite. Les gros propriétaires fonciers mangent mieux, ce qui diminue aussi les quantités vivrières disponibles pour le commerce.

Les écarts de prix pratiqués par les commerçants sont identiques à ceux de la place du marché puisque cette dernière se calque sur les prix des boutiques. Ainsi, selon l'I.S.A.R. (21), l'amplitude des prix du sorgho en 1973 était de 3,5 FRW par kilo entre le minimum de juin - juillet lors des récoltes et entre le maximum de mai lors de la soudure. Elle était de 6 FRW par kilo pour les haricots entre la période de récolte en décembre - janvier et la période de forte consommation et de semence allant de juillet à septembre. Faisant suite à cette enquête de l'I.S.A.R., un relevé personnel du 31 mars au 14 septembre 1975 montre que la situation est toujours la même : de 12 FRW en juillet - août à 15 FRW de mars au début juin pour le sorgho et de 27 à 30 FRW, pour le haricot, de mars à septembre.

Les prix des produits de première nécessité importés comme le sel et la houe suivent ce rythme puisqu'ils augmentent en juin - juillet au moment de l'intensité de la traite du café et de septembre à novembre durant les premières semailles.

Cette exploitation des difficultés saisonnières du paysan est typique chez tous les commerçants. Elle traduit un manque de spécialisation des commerces. Est-ce dû : au manque

(21) cf. Gabriel, n° 21

de formation commerciale répercutant à l'infini un schéma établi par les swahili, aux faibles possibilités de diversification du négoce dans un cadre encore largement centré sur le pays ou à l'absence de politique commerciale nationale bien établie ? Quoiqu'il en soit, la généralisation de cette mentalité exploitante favorise la survie de nombreux commerçants. Comme pour l'entretien et le maintient des plantations de café, les nationaux seront moins facilement touchés par les bouleversements économiques que les expatriés puisque leurs parcelles, véritables sécurités, les attendent toujours.

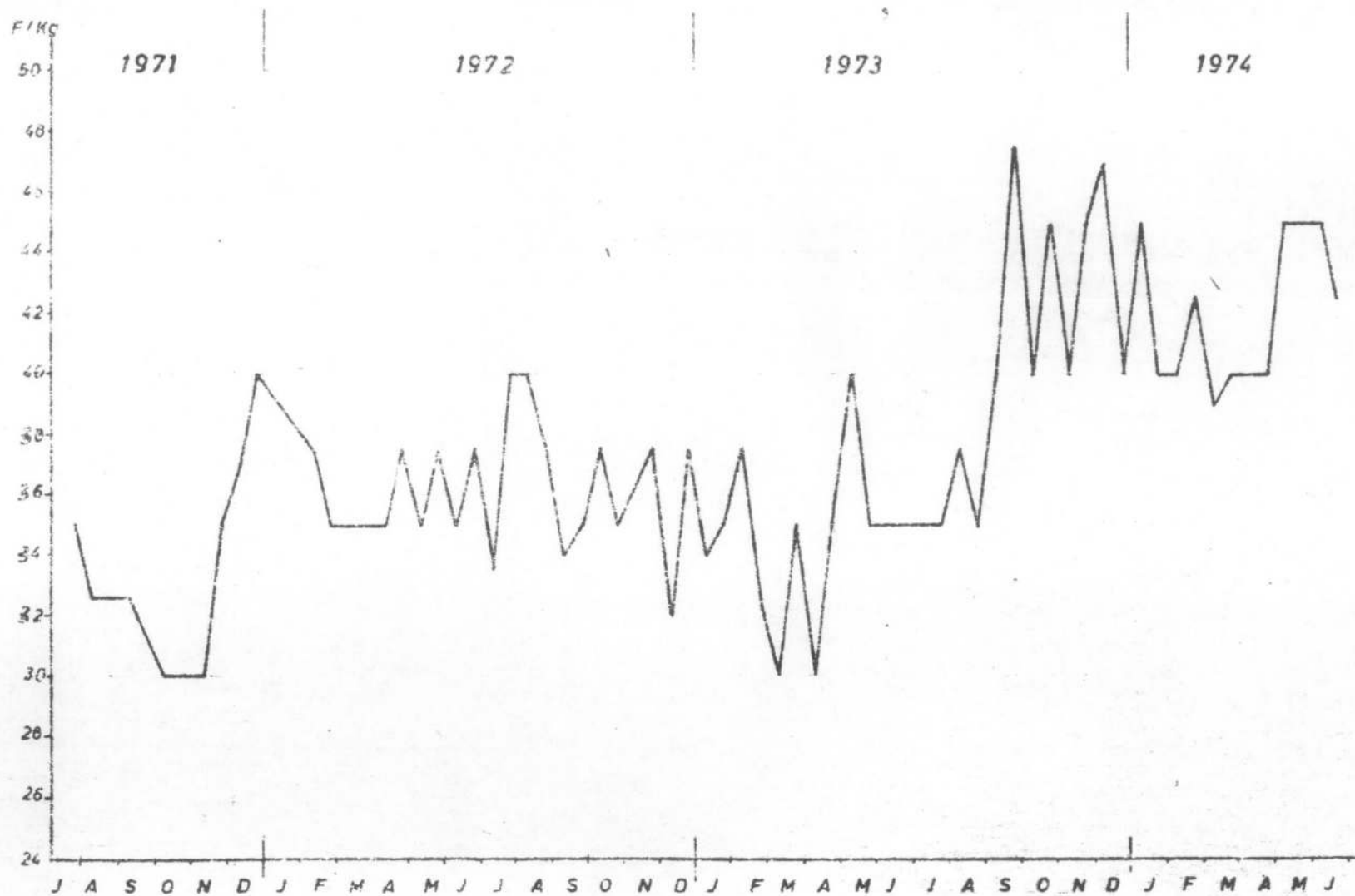
(figures n° 29 à 35)

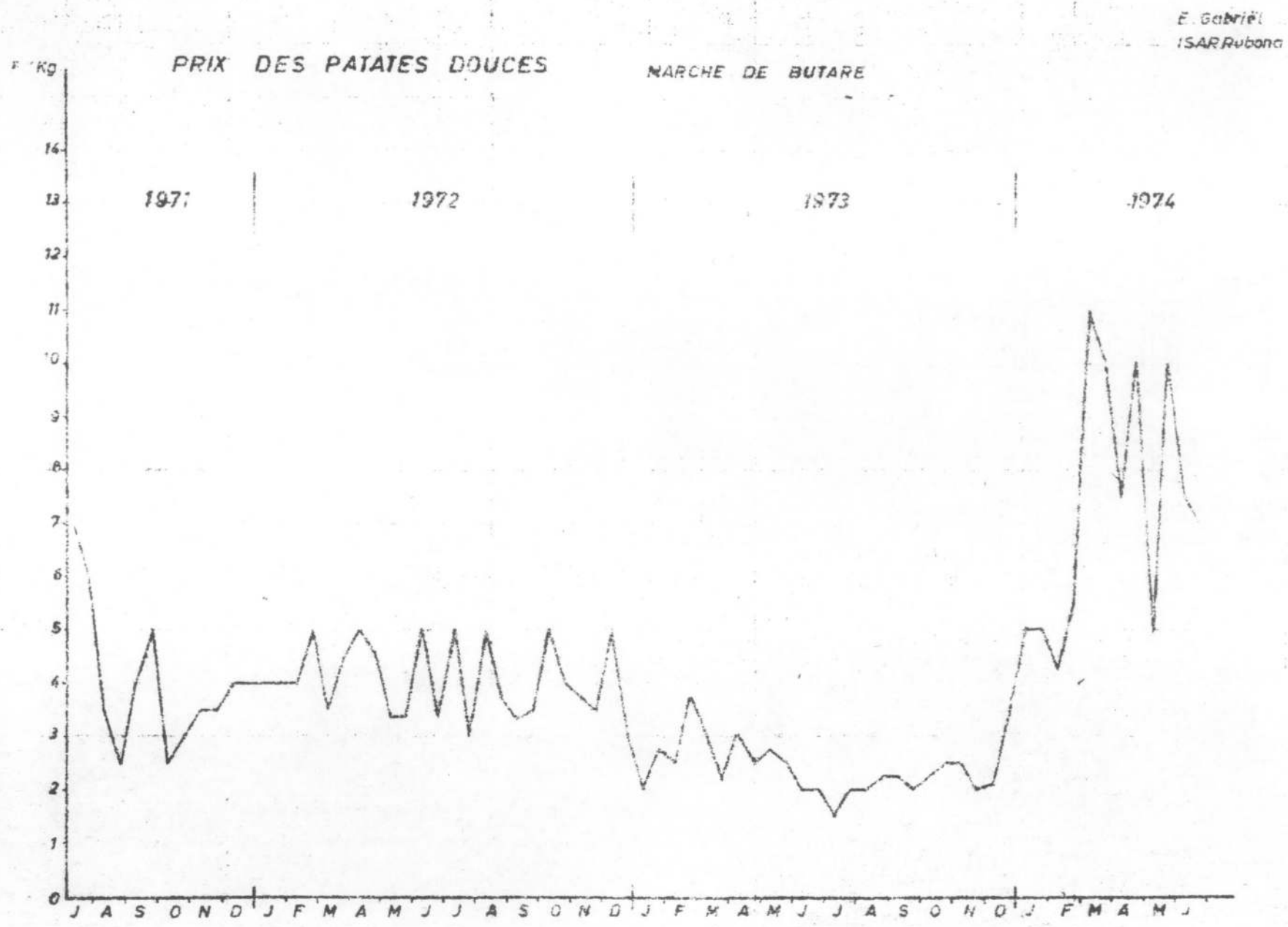
PRIX DES ARACHIDES

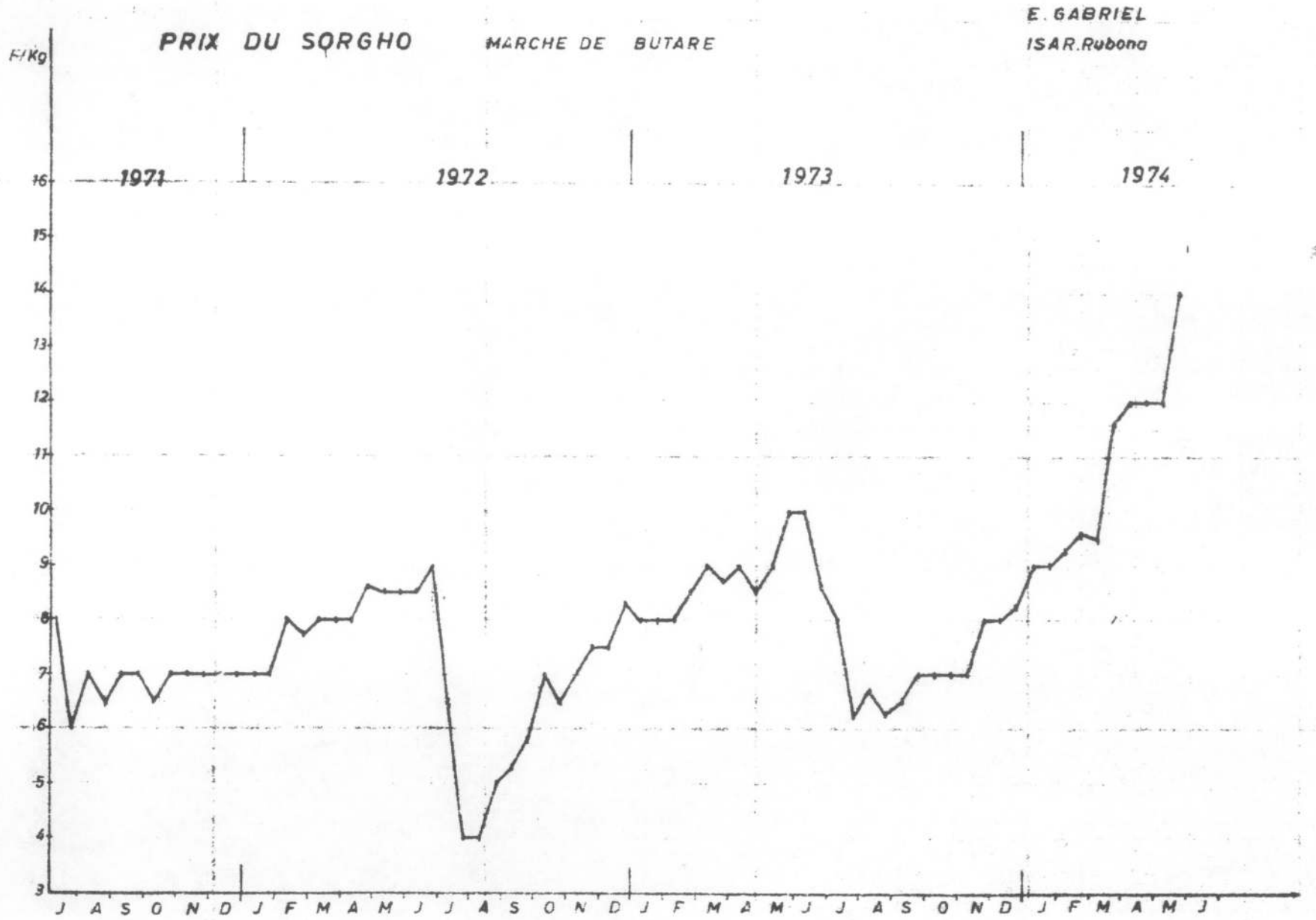
MARCHE DE BUTARE

E. GABRIEL
ISAR. Rubona

Figure n° 29



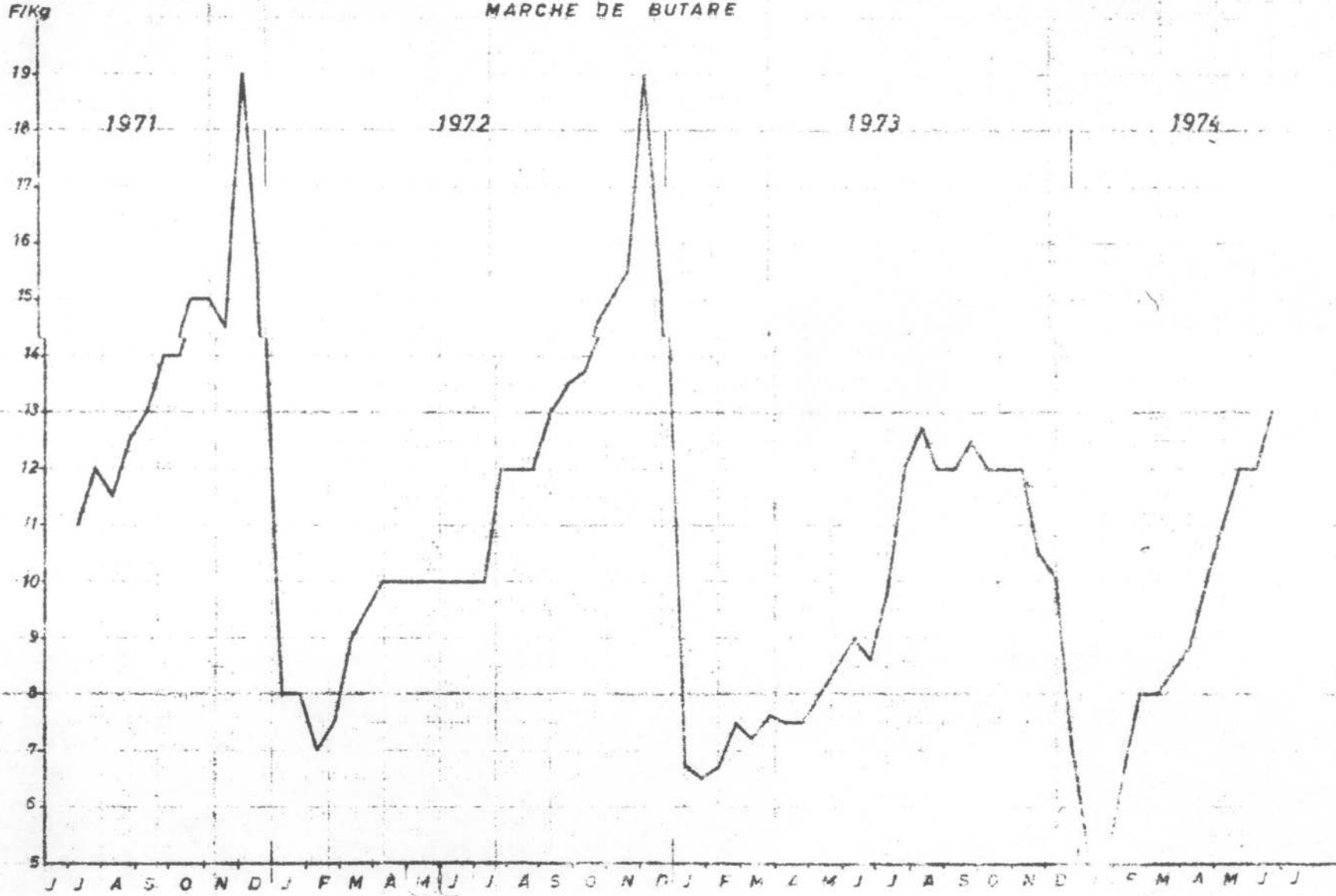




PRIX DES HARICOTS

MARCHE DE BUTARE

E. GABRIEL
ISAR. Rubong



PRIX DES POMMES DE TERRE

MARCHE DE BUTARE

E. GABRIEL
ISAR RUBONG

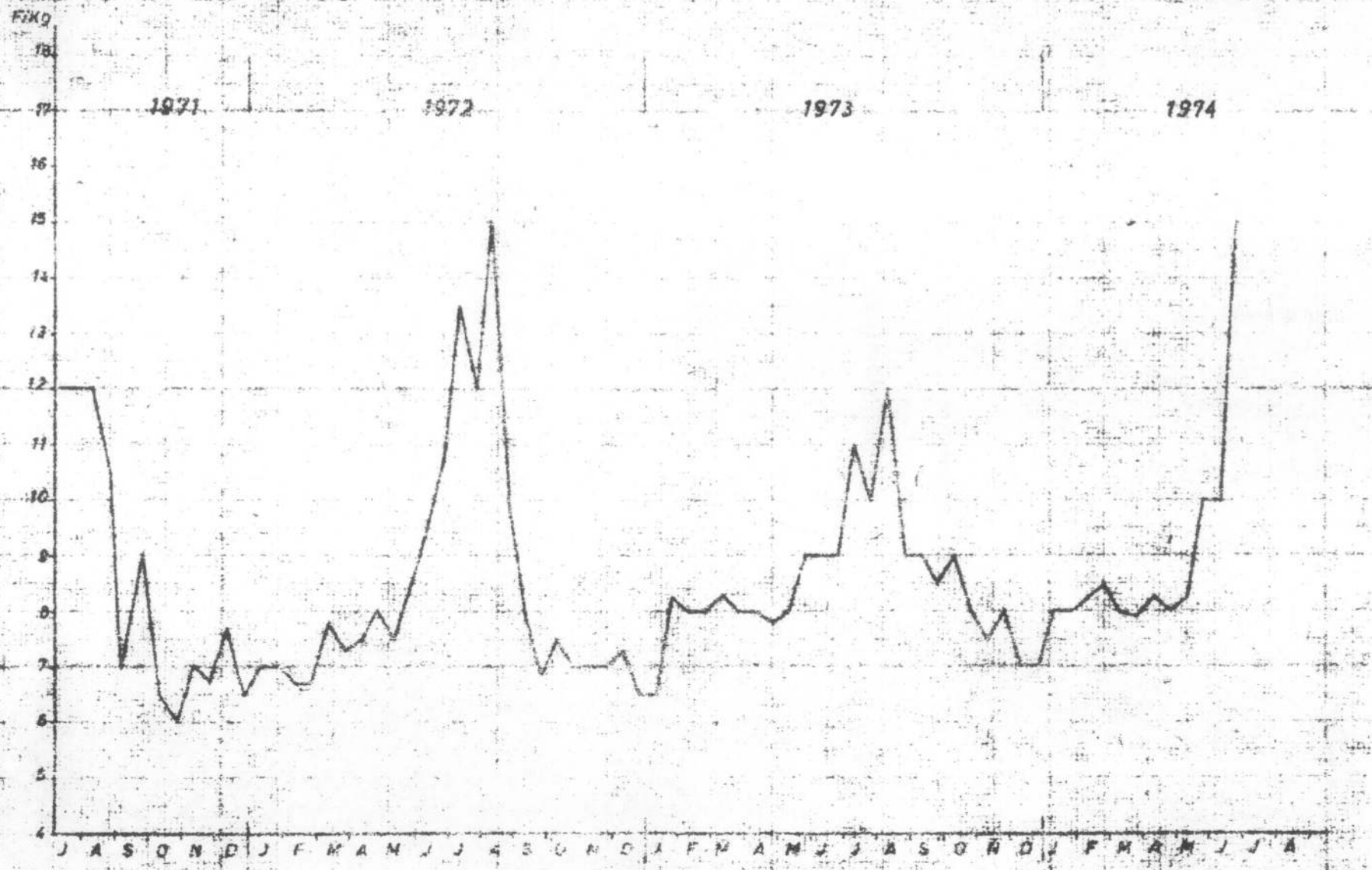


Figure n° 33

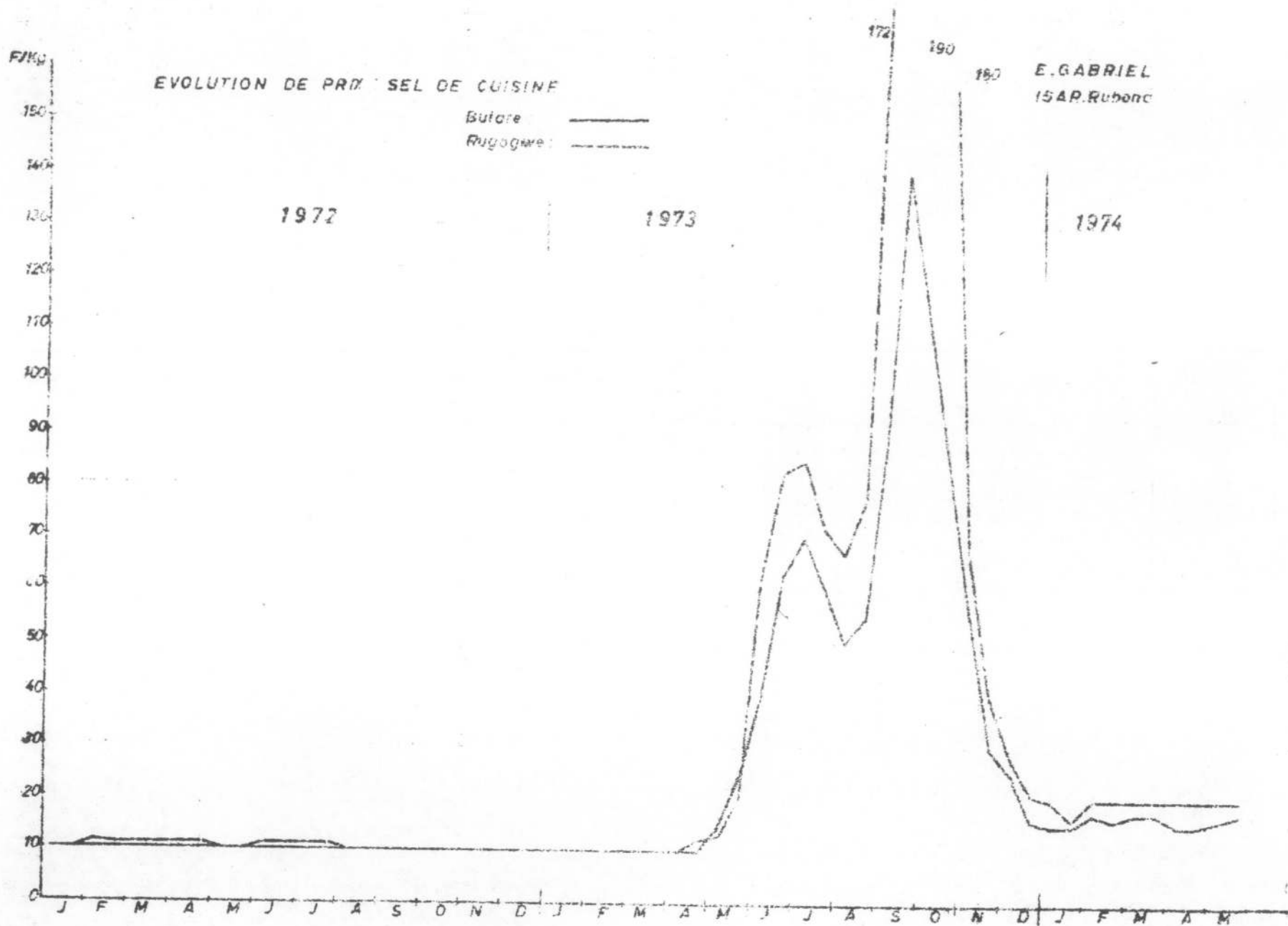


Figure n° 34

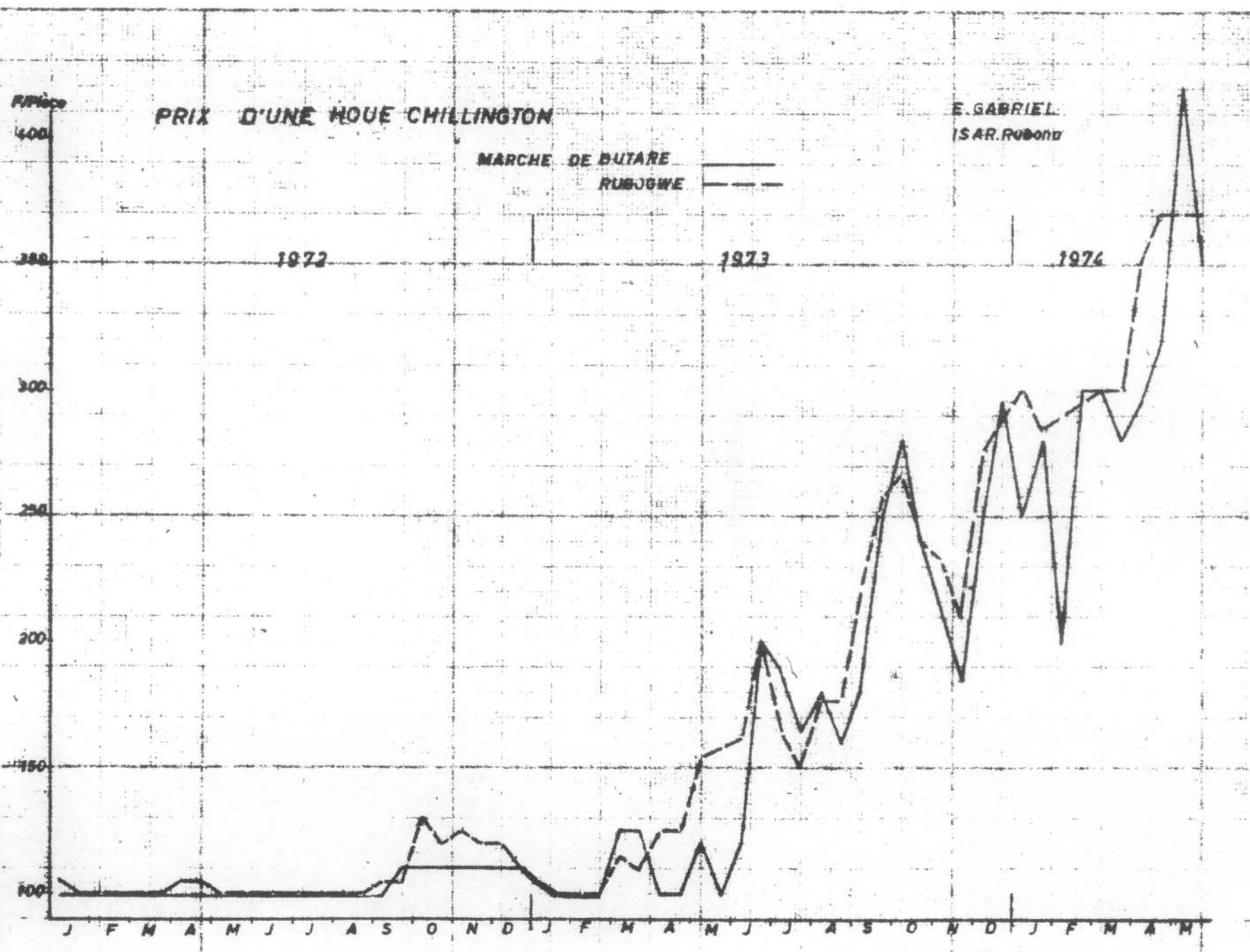


Figure n° 35

C. Vers une restructuration du commerce

Elle est nécessaire à plus d'un titre. Et elle se réalise progressivement au profit de Kigali, la capitale.

Le déclin commercial de Butare est visible dans la disparition de grosses sociétés (fermeture de la succursale Hatton and Cookson) ou dans leur transfert progressif à Kigali (Socotal, Héliopoulos Frères, Alexakis). Si en 1971, la préfecture de Butare était encore la plus commerçante avec 1 280 Rwandais immatriculés et 282 négociants étrangers, soit 23,6 % du total global des commerçants nationaux, devant Kigali (15,5 %), Gisenyi (10,9 %), Gitarama (9,9 %), Ruhengeri (8,4 %), Byumba (8,2 %), Cyangugu (7,1 %), Kibungo (6,4 %), Gikongoro (5,2 %) et Kibuye (4,8 %), actuellement, elle est largement dépassée par Kigali qui concentre près de la moitié des commerçants et surtout les trois-quarts des commerçants étrangers.

Ce déclin traduit non seulement l'influence grandissante de Kigali favorisée par la concentration des grands services nationaux et le développement du parc automobile, mais aussi l'entrée des nationaux dans le commerce. Par rapport à 1972, il y a 197 abandons dans Butare-"ville" dont 34 % sont le fait de grossistes et de demi-grossistes. Le centre commercial de Butare, pour diverses raisons, a perdu entre 1972 et 1976 : 9 restaurateurs, 9 tailleurs, 11 fripiers, 12 barmen, 83 "takataka" et 68 boutiquiers. Ces pertes affectent les Rwandais (129), les Arabes (29), les Grecs (16), les Belges (13) et les Pakistanais (10).

Actuellement, en dehors des petits détaillants rwandais du marché, sous les barzas et dans les abris de bois près d'Electrogaz et de la tête de pont des taxis, les propriétaires des magasins du centre commercial de Butare sont 15 Arabes, 3 Pakistanais, 1 Canadienne, 2 Belges, 5 Grecs, 1 Zaïrois et 71 Rwandais. De nombreux étrangers ne sont que gérants d'un ou de plusieurs commerces. Ils sont aussi en association avec des Rwandais. Les Arabes ont mis en viager leurs boutiques. Les Rwandais sont donc majoritaires, mais leur passage de l'étal à la boutique n'entraîne pas, pour tous, la puissance commerciale. On ne compte que 13 commerçants rwandais vraiment importants : 6 dans l'habillement et les tissus, 4 dans l'alimentation, la droguerie, la quincaillerie et 3 dans les boissons.

L'attitude des étrangers et des nationaux vis-à-vis du commerce est différente. Si les asiatiques et les européens

s'accrochent à leur activité pour faire le plus d'économies possibles, le commerçant rwandais manque de dynamisme. L'absence d'éducation commerciale adéquate, la notion du temps considéré comme un perpétuel recommencement impliquant l'absence de prévision à long terme et l'absence du goût de l'effort font qu'il est difficile de trouver une véritable classe de commerçants. Il n'y a que 25 boutiques gérées directement par leur propriétaire. Les autres les louent entre 8 000 FRW et 35 000 FRW par mois (de 8 000 à 15 000 FRW pour les petits magasins et de 20 000 à 35 000 FRW pour les bars-restaurants-hôtels). La griserie de l'ascension ou de la fortune expliquent ce phénomène locatif. Le puissant "fait" travailler chez les Rwandais. On le comprend aisément quand on regarde leur ancienne situation. 22 % des commerçants actuels étaient des ex-tailleurs, 22 % étaient des tenanciers de magasins dans d'autres régions (au Burundi, dans les marchés de la préfecture de Gikongoro, de Byumba, de Ruhengeri et de Gisenyi, et à Rwamagana). 18 %, des anciens artisans; 15 % des ex-fonctionnaires ou des ex-employés de magasins. Les autres ont toujours exercé le métier de père en fils.

Déjà en 1972 - 1973, sur 154 commerçants interviewés et dont l'installation à Butare-"ville" remonte à 1958 pour 1 commerçant, à 1961 (1), à 1962 (2), à 1963 (9), à 1964 (19), à 1965 (12), à 1966 (3), à 1967 (7), à 1968 (25), à 1969 (18), à 1970 (18), à 1971 (23), à 1972 (23), 20 % sont commerçants de père en fils; 33 %, des anciens cultivateurs; 7 %, des ex-cabaretiers de collines et petits détaillants; 9 %, des ex-fonctionnaires; 28 %, d'anciens artisans, salariés, chauffeurs, employés de magasin et 3 %, d'anciens scolaires. Ces dates d'installation et leurs précédentes activités montrent l'influence de la Révolution sur la libération des activités économiques et la noria des postes.

La diversité des origines des commerçants rwandais traduit la descente de gens des Hautes Terres ou la fuite des collines denses sans grand avenir. Ainsi, parmi les 110 commerçants rwandais sur les 154 commerçants interviewés dans Butare-"ville" en 1972 - 1973, 14 descendent de Gikongoro (6 de Nyamagabe, 2 de Mubuga, 2 de Karama, 1 de Rwamiko et 1 de Kinyamakara), 18 proviennent de la charnière 1800 - 2000 mètres dont 1 de Gishamvu, 6 de Maraba et 11 de Runyinya. En dehors des 7, arrivés de centres de négoce de Butare-préfecture (Mugombwa, Gisagara, Kinkanga, Nyanza-Nyabisindu), les 71 autres commerçants sont originaires des secteurs denses entourant Butare-"ville" où ils conservent leurs amasambu ou parcelles. Pour ces derniers 31 viennent de Ngoma, 15 de Huye, 13 de Shyanda, 8 de Mbazi, 2 de Nyaruhengeri et de Ndora.

Les gens qui fuient les collines surpeuplées ou difficiles à mettre en valeur viennent à Butare-"ville" et essaient de vivre par le commerce. Pour vivifier leurs activités et les empêcher de retomber dans la débrouillardise à la petite semaine, les Autorités voudraient moraliser le commerce.

Par arrêté ministériel, les prix d'achat et de vente du haricot et du sorgho sont délimités : 20 FRW à la vente en saison de récoltes et 25 FRW à la revente en période de semences et de soudure pour les haricots; 15 et 18 FRW, de même, pour le sorgho. Les commerçants sont obligés d'afficher leurs prix à l'extérieur. Mais surtout, le Gouvernement lance l'O.P.R.O.V.I.A. (22) et, avec le concours américain, le P.E.C.D.A. ou projet d'entrepôt et de commercialisation des denrées alimentaires qui utilise les hangars de l'O.C.I.R. à Nyanza pour débiter dans la préfecture. Cette moralisation pour le bien des paysans avance lentement car elle indispose tout le monde. Les paysans, les commerçants et les fonctionnaires spéculent. Cette spéculation est, pour eux, un reflet de la liberté.

Pour décourager les petits commerces sans avenir, certaines conditions sont exigées par le Ministère des Finances et de l'Economie. Un grossiste doit justifier la possession d'un capital minimum de 3 millions de francs rwandais ou l'équivalent en devises pour un étranger et de 1 million de francs rwandais pour un Rwandais. Il ne peut réaliser que 10 % de bénéfice par article vendu aux demi-grossistes. Les fonds de roulement minima exigés pour exercer le commerce de demi-gros est de 500 000 FRW, ou 30 000 FRW si le requérant possède entrepôts et véhicules. Sa marge bénéficiaire par article vendu, comme pour le détaillant, est limitée à 25 % du prix d'achat. Le détaillant doit disposer d'un capital de démarrage de 50 000 FRW. Ces dispositions de décembre 1975 sont encore loin d'être entrées en vigueur surtout pour les nationaux par suite de la difficulté de réunir ce capital et de divers arrangements personnels.

La combinaison de tous les facteurs envisagés : forte concentration de consommateurs à pouvoir d'achat restreint, mobilité des biens et des gens possible mais non harmonisée, site et entreprises limités ou en déclin, fait que Butare, deuxième "ville" et emporium du pays, n'active qu'un faible marché. Le bas niveau de vie général ne peut qu'attirer et entretenir la pauvreté.

(22) O.P.R.O.V.I.A., cf. pages 43 et 88

DEUXIEME PARTIE

U N
===

M A R C H E
=====

D E
===

M I S E R E
=====

La généralisation des vêtements dépenaillés et l'absence de port de bijoux par les femmes comme en Afrique occidentale sont déjà des signes extérieurs de misère. De plus, quand on arpente les petits foirails de Butare-"ville", de Ngoma, de Matyazo et de Nkubi (Irango) ainsi que les rues commerçantes du centre-"ville", on est surpris par la modestie des échanges, la faible animation, l'atonie générale et la présence de jeunes désœuvrés de plus en plus nombreux.

Les mouvements pendulaires journaliers sont le fait d'une majorité de piétons. Les bicyclettes sont peu nombreuses et appartiennent aux salariés et aux étudiants. Les petits baluchons, les paniers et les corbeilles chargés de vivres passent souvent inaperçus au milieu des cohortes d'enfants se rendant à l'école.

Les véhicules, pour la majorité de marque Toyota, sont davantage chargés de grappes humaines que de sacs de marchandises. Et leurs nombreux passages à vide témoignent plus de la griserie récente de la conduite automobile que d'un trafic régulier et intense.

Cette première préhension de la misère du marché de Butare-"ville" dénote une offre rigide, atomisée et de faibles activités tant rurales qu'urbaines.

CHAPITRE PREMIER

=====

UNE OFFRE EXTERIEURE RIGIDE

=====

I. LA FAIBLE FREQUENTATION DU CENTRE COMMERCIAL

A. Le phénomène

1. Le peu d'intérêt des collines pour le marché

Par rapport à la population totale de chaque secteur, le pourcentage de ceux qui fréquentent le centre commercial de Butare-"ville" ou un marché rural épisodique est très faible. (figure n° 55)

Les plus forts pourcentages, qui oscillent entre 9 et 15 % de la population d'un secteur, sont tous situés autour de Butare (secteurs Mbazi, Mpungwe, Kaburemera, Mpare, Musange, Cyarwa, Tumba, Nkubi, Burashi, Kinyerere, Gishamvu, Rukara et Gikombe). Les habitants du secteur Simbi de Maraba vont aussi bien à Butare qu'à Cyizi. Si on ajoute les secteurs dont 5 à 8,5 % de la population est en relation avec un marché, on obtient l'auréole dense butaréenne. C'est à la fois, la zone la plus proche du centre commercial, celle des petits ingo et celle fournissant des produits de consommation urbaine tels que les fruits, les légumes, le charbon de bois, les oeufs et la volaille. Les possibilités limitées de gains de terre et les faibles revenus monétaires bruts tirés de l'agriculture font que la vente est nécessaire pour obtenir l'argent de la survie, du paiement des taxes et des biens manufacturés de première nécessité.

Les types de fréquences donnés par les personnes portant un produit aux différents octrois de Butare-"ville" traduisent aussi le peu d'intérêt des collines rurales pour la "ville". A mesure que l'on s'éloigne de Butare-centre,

les paysans se déplacent rarement. Les fréquences de 1 à 3 fois par mois et de 1 à 6 fois par an dominant. Les va-et-vient quotidiens ou une fois par semaine vers Butare-"ville" ne sont relativement importants que chez les paysans venus des communes de Ngoma, de Huye, de Runyinya, de Shyanda, de Ndora et de Mbazi. (figure n° 36)

La distance dans un pays où les relations pédestres dominant, une meilleure autarcie sur les amasambu familiales et la concurrence d'autres marchés expliquent ces faits.

Butare-"ville" apparaît comme un petit centre commercial régional. Les paysans des denses collines entourant le "poste" ressemblent à des banlieusards venus se ravitailler de temps à autre en raison de leurs besoins limités. Ce phénomène est typique des fortes concentrations humaines tropicales sur de petits espaces (îles, régions montagneuses salubres).

2. La vie et le fonctionnement des marchés

La faible fréquentation du centre commercial se reflète dans la vie et le fonctionnement des marchés urbains et des boutiques.

Ces dernières ferment à 18 heures alors qu'à Kigali depuis trois ans et surtout en Afrique occidentale, de nombreuses échoppes vivent la nuit car les prix majorés dès la tombée de la nuit permettent d'appréciables bénéfices.

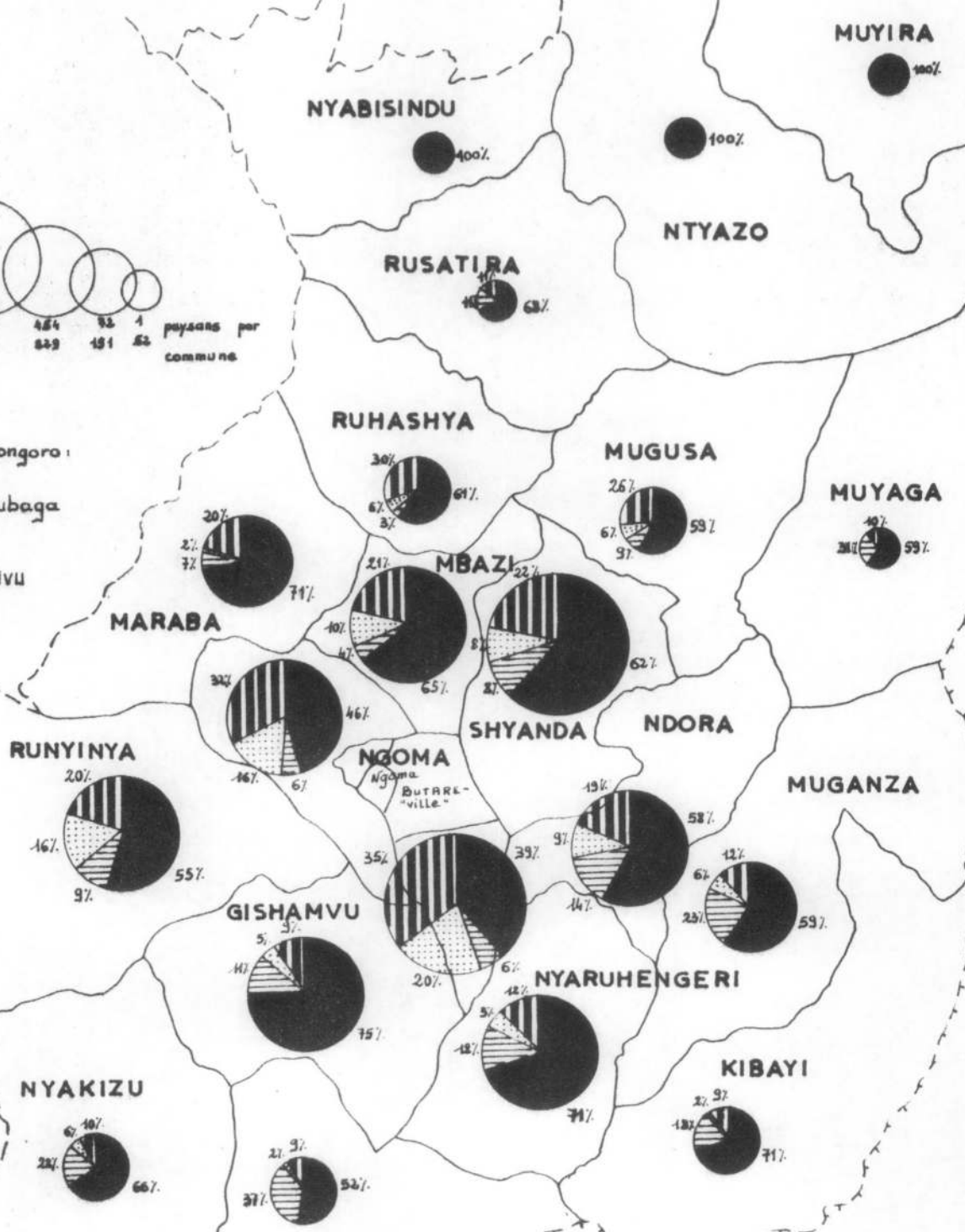
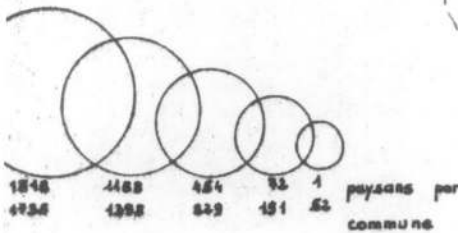
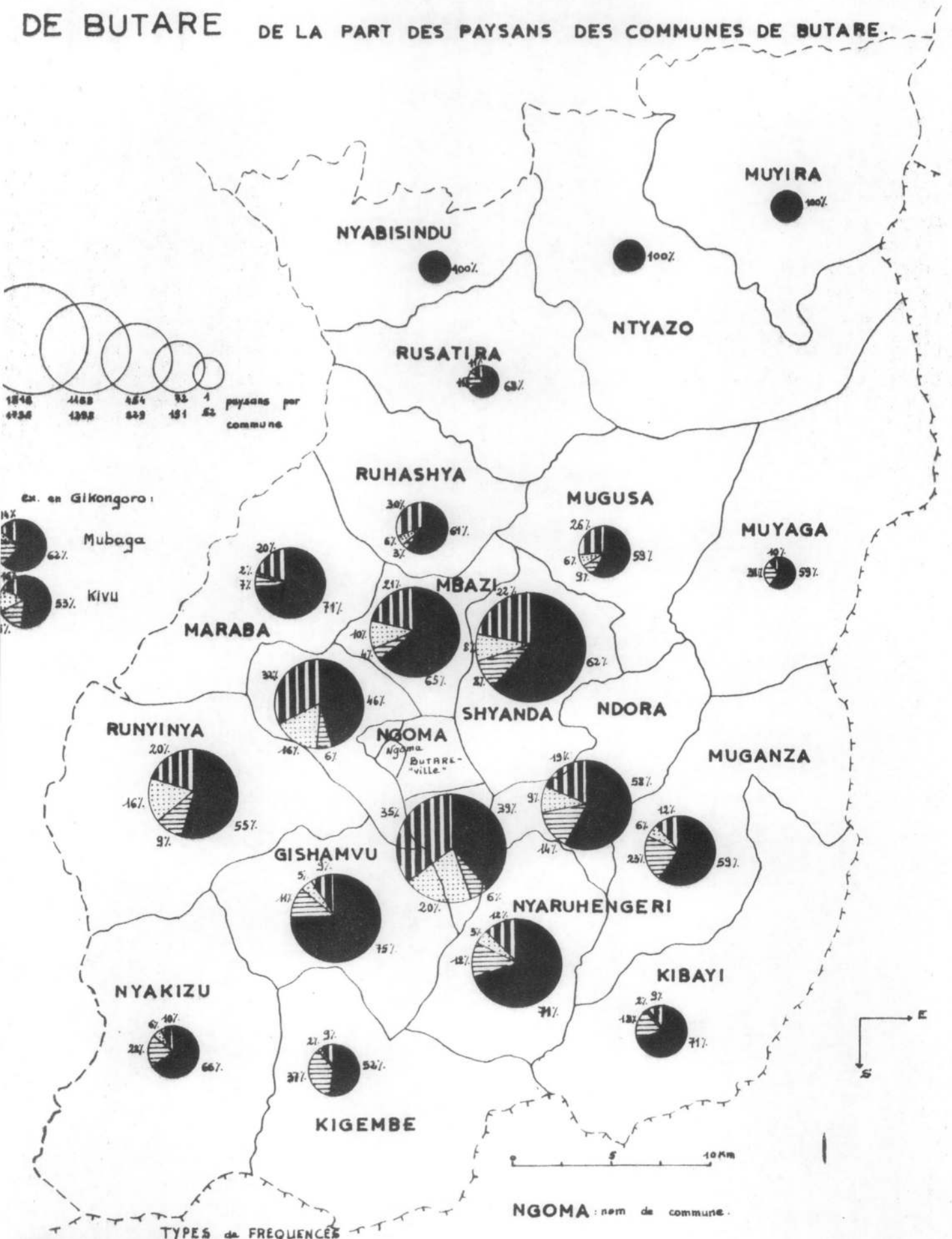
La place du marché de Butare ouvre de 7h30' le matin à 16h le soir. Les heures d'affluence des marchés se situent entre 10h et 15h. Quelques étals de pacotille fonctionnent jusqu'à 17h.

Le marché est une fosse qui n'a jamais été agrandie depuis sa création. Elle est boueuse les jours de pluies obligeant les gens à se déplacer sur le parking des taxis et le long des rues commerçantes. Ce site permettait, à l'origine, un contrôle efficace des activités depuis les remparts extérieurs.

Le bois de chauffage arrive le premier avec les cruches de bières. Les vendeurs et les revendeurs de bières repartent les derniers.

Le marché de Ngoma, déplacé des rues défoncées de la cité vers le revers occidental de la colline supportant la centrale thermique, se tient tous les jours ouvrables comme celui de Butare-centre. Celui de Matyazo, à vingt mètres de la place du marché de Ngoma, est ouvert le mardi, vendredi et dimanche pour la viande. L'Irango de Nkubi ou marché au bétail ne vit que le jeudi et le dimanche. Celui de Ngoma est davantage actif le matin, de bonne heure, et le soir, tard, avant les départs et lors des arrivées des travailleurs.

RYTHMES DE FREQUENTATION DU CENTRE COMMERCIAL DE BUTARE DE LA PART DES PAYSANS DES COMMUNES DE BUTARE.



L'infrastructure des foirails est négligée : les étals ne sont pas fixés et protégés des intempéries; le nettoyage est quasi inexistant.

L'ambiance est calme. Le marché n'est pas une ruche. Il semble vivre en marge de la vie urbaine, en catimini. Plusieurs observations incitent à croire que le foirail n'est pas entré dans les moeurs ou est déconsidéré par rapport aux boutiques. Ainsi, les gens riches et importants ne déambulent pas sur l'aire du marché : leurs "boys" y vont pour eux. Les gens n'y restent pas longtemps. Il existe un va-et-vient perpétuel. La tristesse physiologique issue d'une santé précaire et le port de fripes expliquent l'ambiance morose sur la place du marché. Les beaux atours sont toujours réservés aux grandes occasions et à la messe du dimanche.

Le marché n'est que l'agglutination de vendeurs, de revendeurs et de petits "takataka" auxquels s'ajoutent quelques artisans. Ils visent non seulement au ravitaillement local mais aussi à la réalisation de petits gains monétaires. Ces "petites gens" ne forment pas une classe commerçante permanente et locale. Ainsi sur le marché de Ngoma, à peine 130 personnes sur les 1 195 rencontrées durant les trois enquêtes, soit 11 %, vivent dans les secteurs de Ngoma et de Matyazo. Sur le marché de Butare-"ville", aucune personne proposant un produit n'est du secteur urbain. 20 femmes seulement sont de Ngoma-secteur.

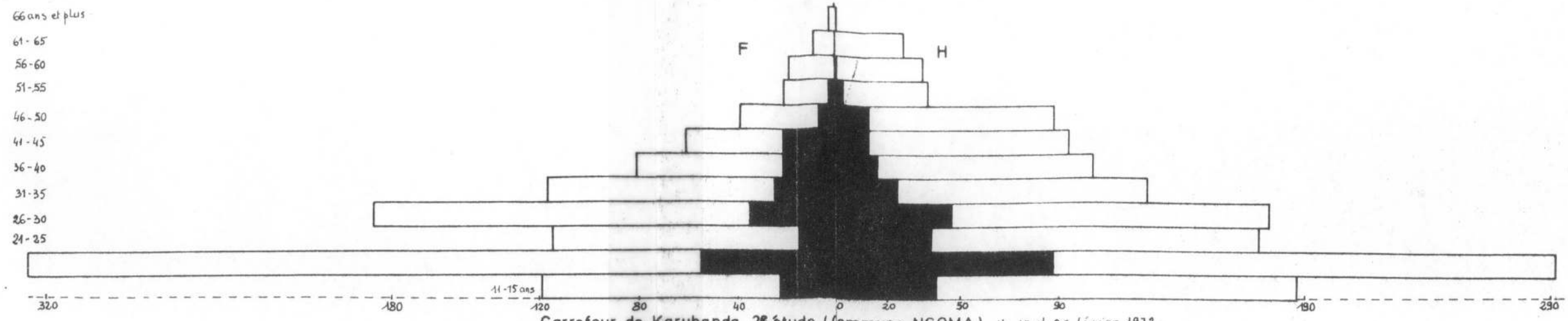
Mais le plus frappant par rapport aux marchés d'Afrique occidentale est l'importance des hommes et des jeunes gens. Les femmes sont minoritaires. Sur les marchés de Butare-"ville", de Ngoma, de Nkubi et de Rwanza (Shyanda), les femmes vendant ou revendant un produit ne sont dominantes qu'en juillet 1972 à Butare (57,5 %). Le reste du temps, le sexe masculin domine : 55,5 % et 54 % à Butare en décembre 1971 et en février 1972, 59,5 % à Rwanza, 71,5 % à Nkubi ainsi que 65 %, 58 % et 52 % à Ngoma lors des trois enquêtes. De même, aux entrées de Butare (figure n° 37), les hommes arrivant avec une marchandise l'emportent : 58 %, 56 % et 54,5 % à Tumba, 62 %, 64 % et 65 % à Matyazo. Les femmes ne prédominent légèrement que sur la route de Nyakibanda en décembre 1971 (51 %), en août 1972 (51 %) et sur la route de Kinteko en décembre 1971 (53 %).

Les jeunes de vingt ans et moins représentent un fort pourcentage parmi les vendeurs et les revendeurs sur les marchés et aux octrois : 20 % à Nkubi, 28 % à Rwanza, de 37 % à 40 % à Butare-marché selon les périodes d'enquêtes, 51 %, 54 % et 57 % sur le marché de Ngoma et, en fonction des trois études successives : 45 %, 50 % et 37 % au carrefour de Karubanda; 48 %, 52 % et 48 % sur la route de Kinteko; 38,5 %, 50 % et 40 % sur la route de Nyakibanda; 36,5 %, 48 % et 43 % au carrefour de Tumba; 49,5 %, 53 % et 60 % sur la route de Matyazo.

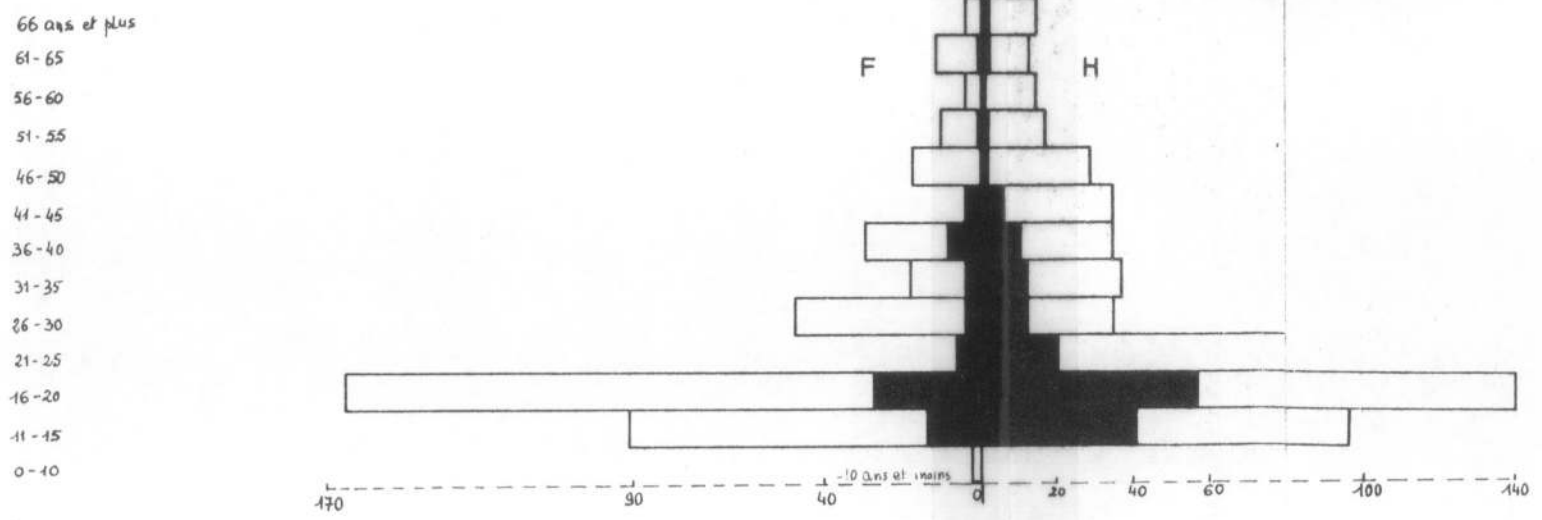
PYRAMIDES des âges et des sexes des paysans vendeurs et revendeurs aux "octrois" de BUTARE-VILLE et sur les marchés de Rwanza et de Nkubi

figure n° 37

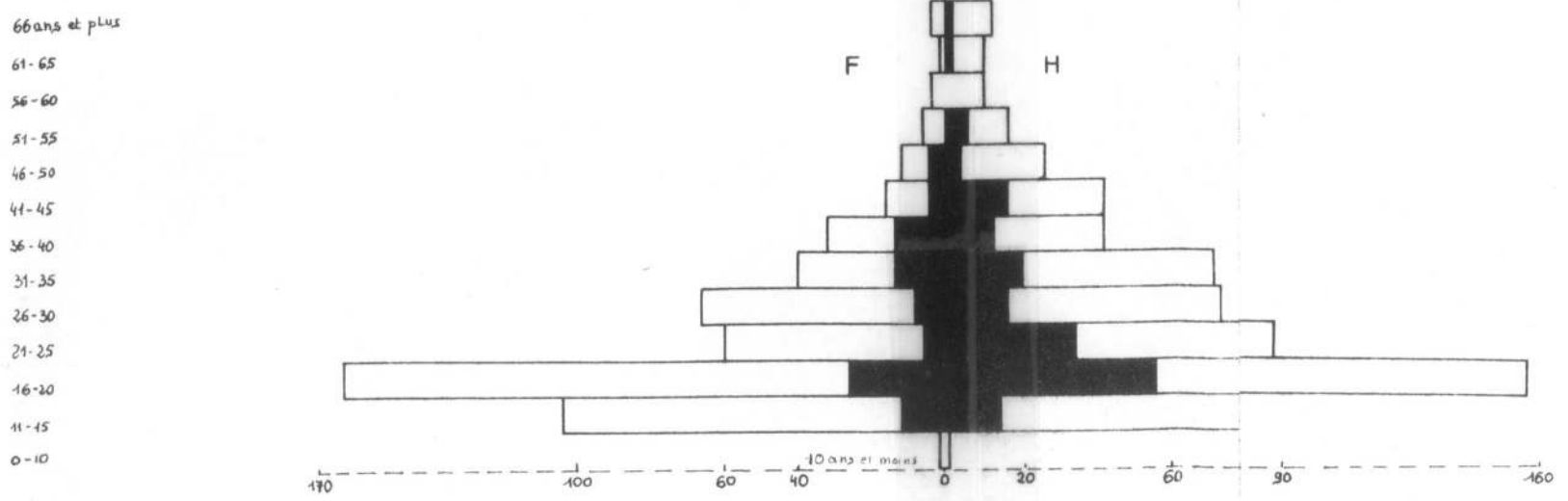
Carrefour de Karubanda 3^e étude (Commune NGOMA) du 3 au 8 juillet 1972.



Carrefour de Karubanda 2^e étude (Commune NGOMA) 14, 15 et 26 février 1972.



Carrefour de Karubanda 1^e étude (Commune NGOMA) du 6 au 11 décembre 1971.



1 mm : 2 personnes (en abscisse)
■ revendeurs
□ vendeurs

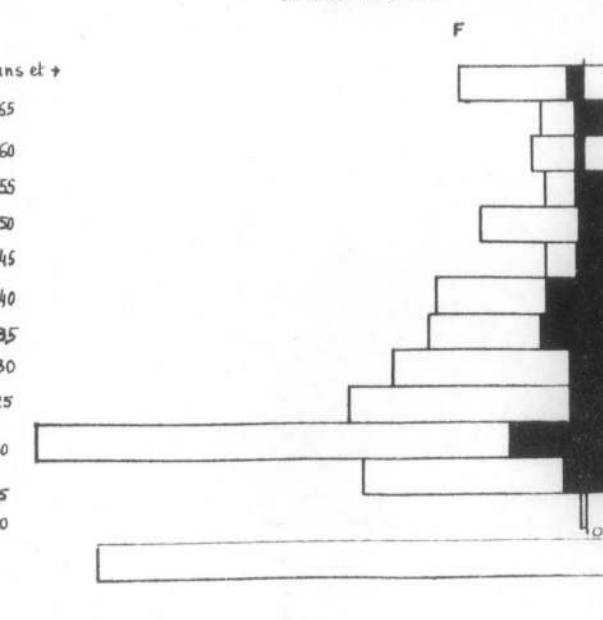
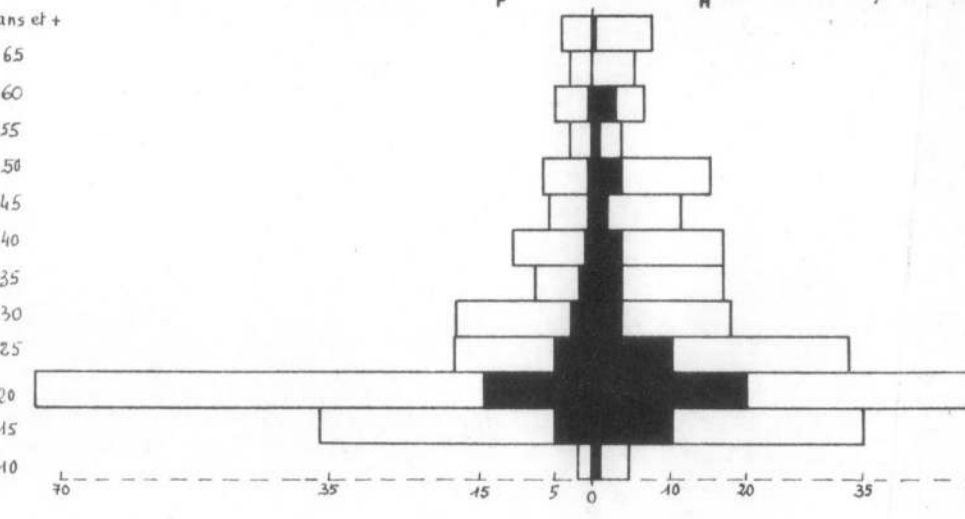
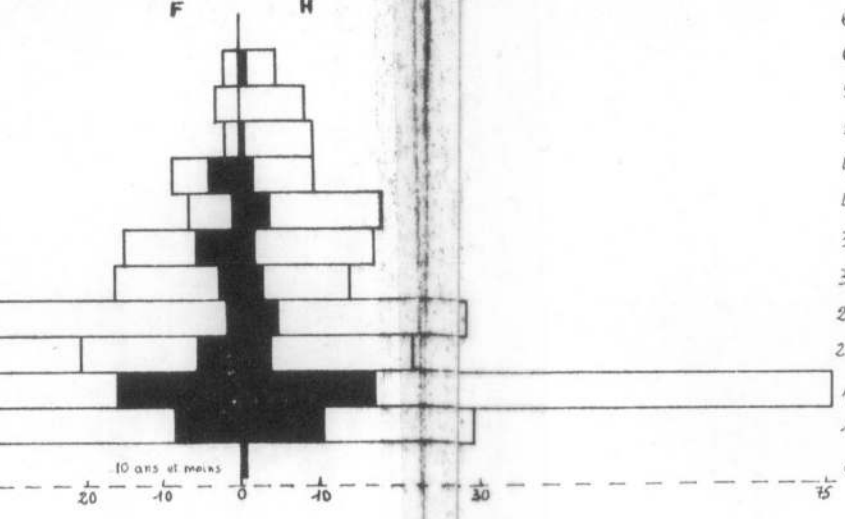
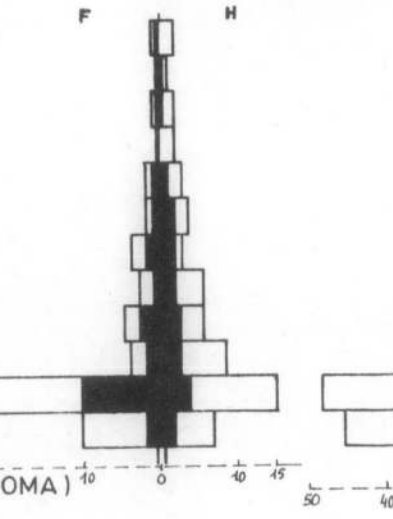
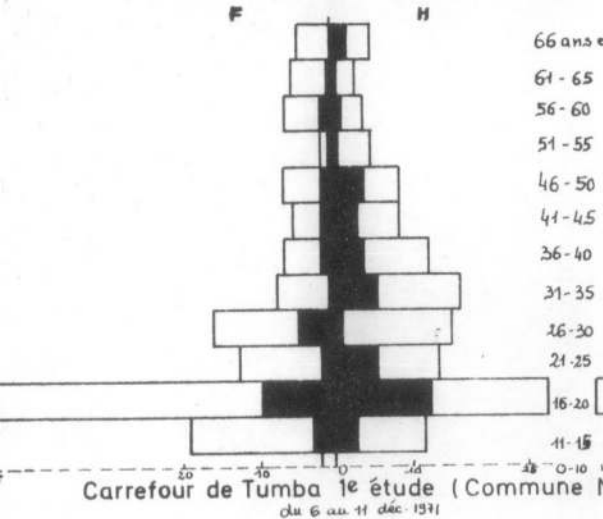
suite. fig. n° 37

Route de Nyakibanda 1^{re} étude (Commune NGOMA) 17, 18 déc. 71

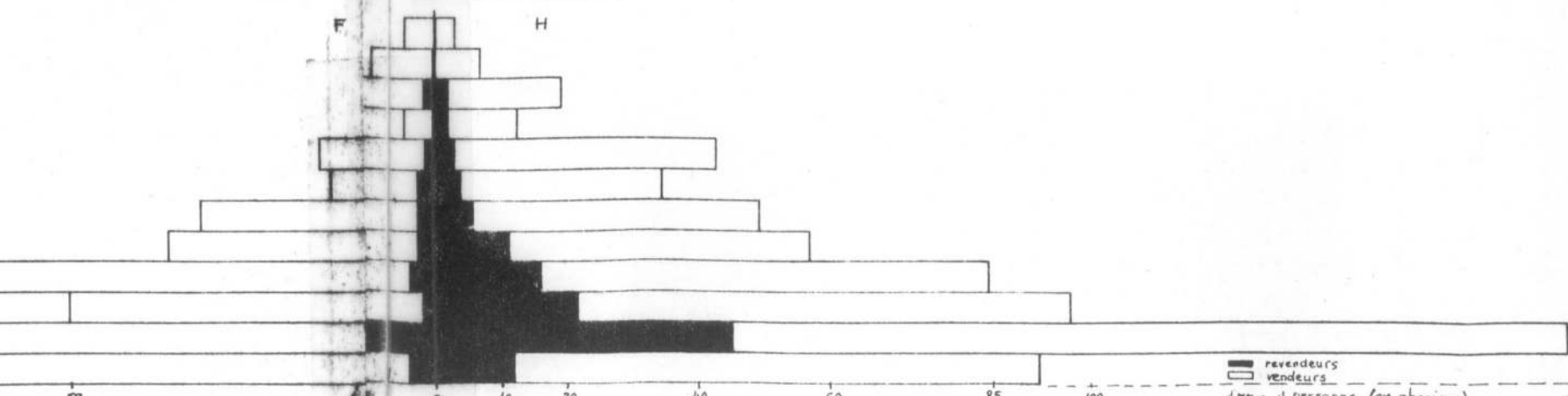
Route de Nyakibanda 2^e étude 23 fév. 1972

Route de Nyakibanda 3^e étude (Commune NGOMA) du 7 au 12 août 1972

Carrefour de Tumba 2^e étude (Commune NGOMA) 16, 17 et 25 février 1972



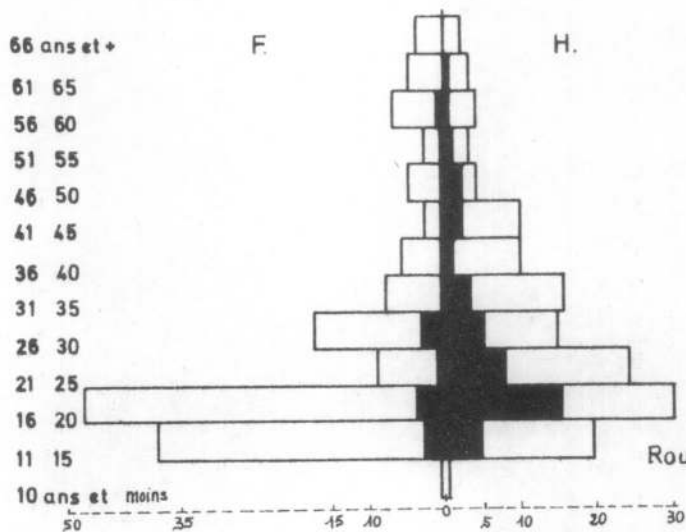
Carrefour de Tumba 3^e étude (Commune NGOMA) du 10 au 15 juillet 1972



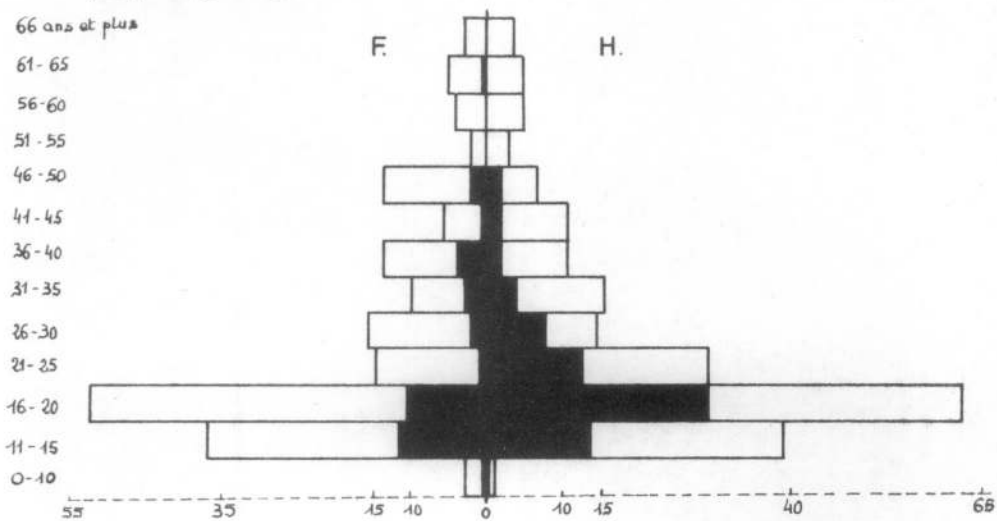
■ revendeurs
□ vendeurs
1mm = 1 personne (on abscisse)

suite. fig. n° 37

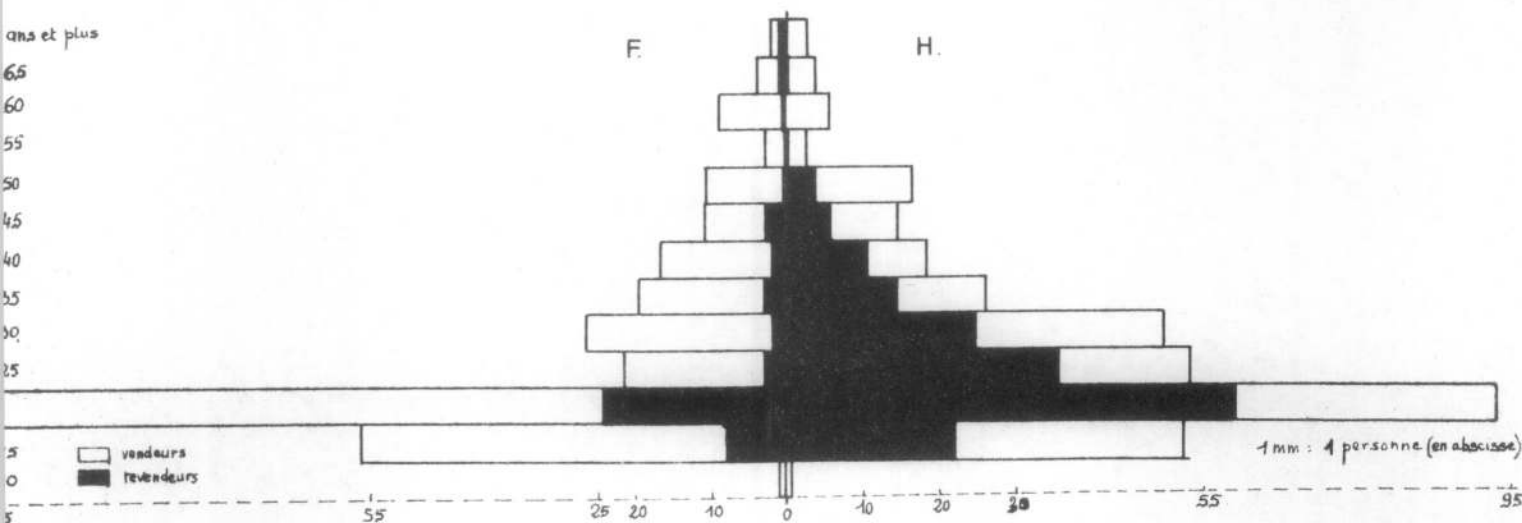
Route de Kinteko 1^{re} étude (Communes SHYANDA-Ngoma) 20-21 déc. 1971



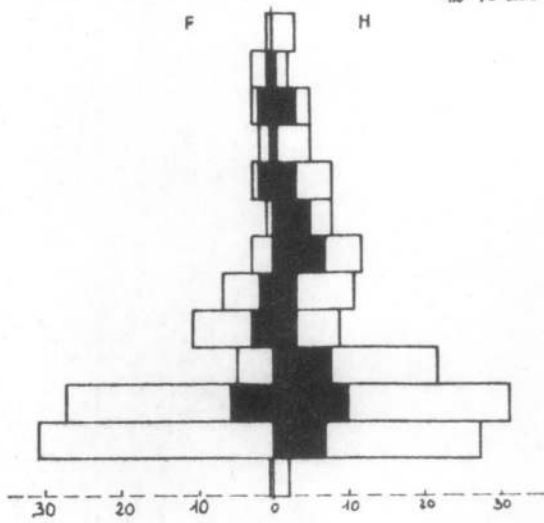
Route de Kinteko 2^e étude (Communes SHYANDA-Ngoma) 18, 19 et 24 fév. 1972



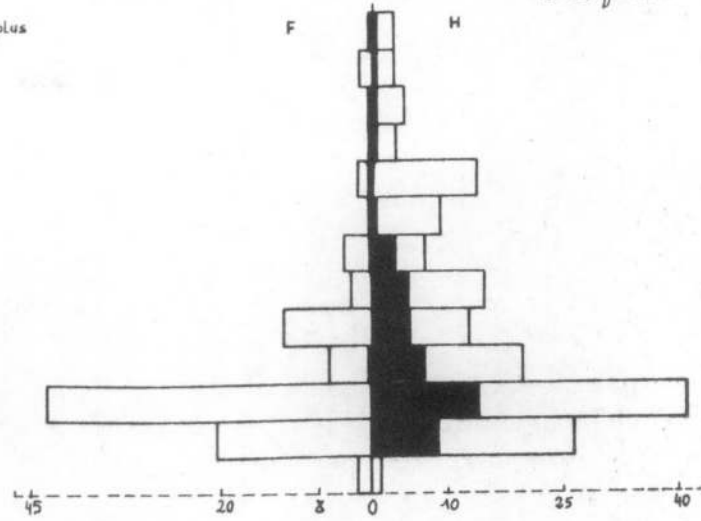
Route de Kinteko 3^e étude (Communes SHYANDA-Ngoma) du 24 au 29 juillet 1972



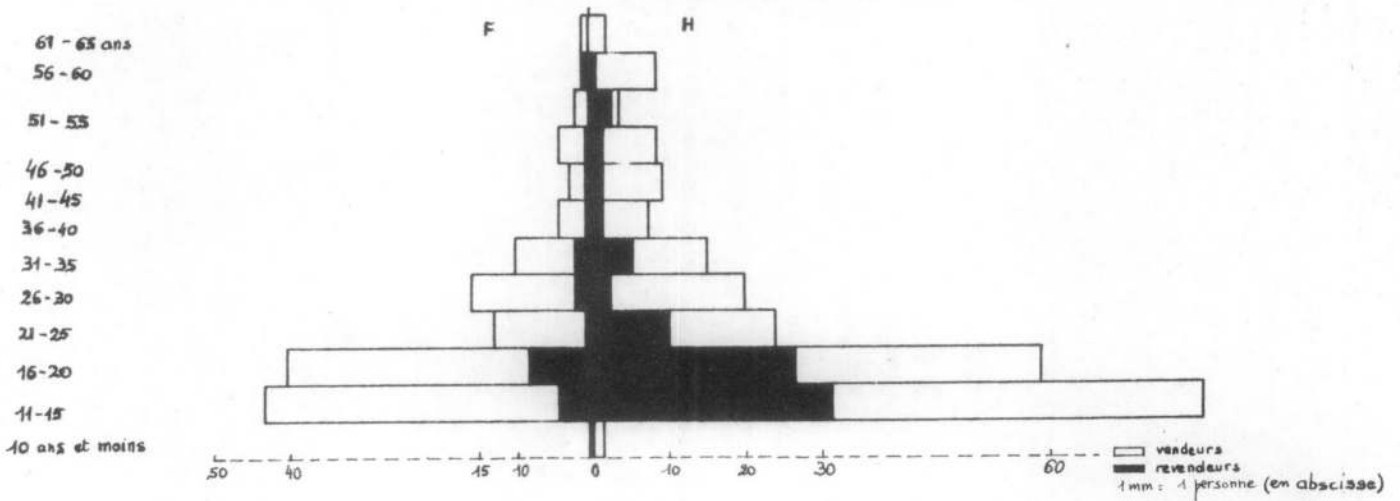
Route de Matyazo 1^{re} étude (Commune NGOMA)
15-16 déc. 1971



Route de Matyazo 2^e étude (Commune NGOMA)
21-22 fév. 1972

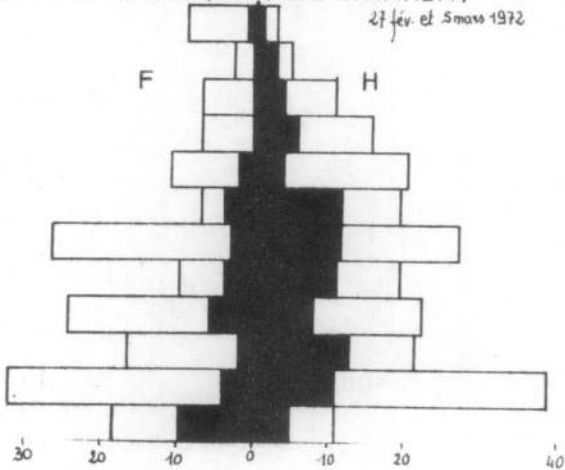


Route de Matyazo 3^e étude (Commune NGOMA) du 31 juillet au 5 août 1972



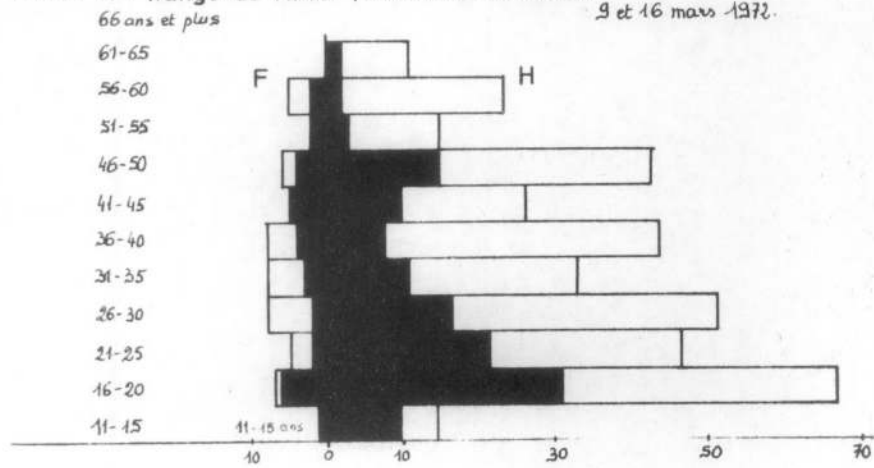
Marché de Rwanza (Commune SHYANDA)

27 fév. et 5 mars 1972



Marché de l'Irango de Nkubi (Commune NGOMA)

9 et 16 mars 1972.



B. Les causes de l'ignorance du marché

1. Un phénomène sociologique

Il est mal vu de vendre les produits nécessaires à la vie de la famille. Le paysan ou "muturage" est considéré quand son lopin de terre lui permet de se suffire à lui-même. Aller au marché a la connotation de mendier. Cette autarcie familiale fut favorisée par l'absence de moyens d'échanges importants et rapides. Elle développa la polyculture, règle de tous les ingo rwandais.

Cette mentalité fut ancrée dans les moeurs lors de la balkanisation en fermettes des nombreuses patriarchies polynucléiques bahutu sous l'influence féodale tutsi(1). Les familles compensaient les besoins non-satisfaits par le troc entre voisins, par la location de champs auprès des gros propriétaires fonciers ou par des échanges à des endroits coutumiers appelés iguriro. Ces marchés coutumiers spontanés avaient pour but d'échapper au contrôle des féodaux dont le souci était de remplir leurs greniers. En effet, les responsables batutsi des "chefferies" ou anciennes subdivisions territoriales se faisaient octroyer par famille sujette un ou plusieurs pots de miel, un petit panier sans couvercle ou urutete de haricots ou de petits-pois, un panier (ikfubile) d'épis de sorgho non battus(2). De plus, chaque famille devait fournir, tous les cinq jours puis tous les sept jours depuis 1924, un travailleur manuel pour deux journées de corvée au chef local. Par la suite, la localisation forcée des marchés par l'administration coloniale ne favorisa guère les échanges. Les gens rechignant à payer les impôts ou à se livrer aux corvées avaient peur de voir leurs produits saisis en guise de compensation.

Il s'en suit que les produits de traite (sel, friperie), les boissons et les cultures imposées par l'administration belge (café, manioc, patate douce, légumes et fruits) dominent sur le carreau des marchés. Les produits vivriers traditionnels sont conservés pour la nourriture familiale, pour les ensemencements et contre les éventuelles mauvaises récoltes des prochaines saisons, dans une pièce de la fermette ou, plus rarement à cause des vols et des pertes, dans un grenier en poto-poto sur pilotis situé dans la cour intérieure

(1) cf. E. Ruzindana, n° 47

(2) cf. A. Kagame, n° 29

du rugo(3). L'excédent vivrier dont disposait chaque famille devait être emmagasiné dans les greniers des chefferies en cas de disettes locales. Chaque famille ou groupement de familles en cas de trop grande pauvreté remettait environ 25 kg de haricots, de petits-pois ou de sorgho. Les greniers du Mvejuru étaient les plus nombreux car les récoltes de cette région dense ont toujours été les plus élevées. Elle est la plus favorisée par la nature dans le Rwanda méridional.

Tableau n° 6 : ANCIENS CENTRES DE GRENIERS A VIVRES

Ex-CHEFFERIE	Ex-SOUS-CHEFFERIE	Localisation ex-GRENIER	COMMUNE ACTUELLE
MVEJURU	Cyarwa Magi Linda Remera Mugombwa Muyira Kibilizi Ringanwe Rwimpyisi Nyaruhengeri Save I Save II Shyanda Zivu Kigembe	Cyarwa Magi Linda Kivumo Mugombwa Kinazi Kibilizi Ringanwe Rwimpyisi Kanserege Kinteko Gatoke Munanira Muremera Kigembe	Mukura Kibayi Kibayi Muganza Muganza Ndora Nyaruhengeri Nyaruhengeri Nyaruhengeri Nyaruhengeri Shyanda Shyanda Shyanda Shyanda Kigembe
BUHANGA-NDARA	Saga Dahwe Mugusa	Saga Dahwe Mugusa	Kibayi Muganza Mugusa
MAYAGA	Shari Shari Mututu Muyira Munyinya	Nyamule Cati Mututu Nyamiyaga Munyinya	Ntyazo Ntyazo Muyira Muyira Muyira
NDARA	Gisagara	Gisagara	Ndora
BUHANGA-NDARA	Musha	Musha	Muyaga
BASHUMBA-NYAKARE	Sheke Nyagisozi Muhambara Kibangu	Nyundo Muryabidende Muhambara Kibangu	Gishamvu Nyakizu Nyakizu Nyakizu

(3) cf. J.F. Gotanègre, n° 23

Tableau n° 6 (suite)

Ex-CHEFFERIE	Ex-SOUS-CHEFFERIE	Localisation ex-GRENIER	COMMUNE ACTUELLE
NYARUGURU	Mariba Nyakibanda Mariba Karama	Runyinya Gishamvu Kibingo Kibingo	Runyinya Gishamvu Runyinya Runyinya
BUSANZA-NORD	Maza Mwendo Kato Sogwe Rwesero	Rusatira Kigarama Kato Sogwe Rwesero	Rusatira Rusatira Rusatira Rusatira Nyabisindu
BUSANZA-SUD	Mwulire Mbazi Ruhashya Sheke Maraba	Kazenga Mutunda Mara Sheke Cyenda juru	Mbazi Mbazi Ruhashya Ruhashya Maraba

Actuellement, autour de Butare-"ville", le besoin urgent d'argent liquide et l'atténuation de la peur d'attirer l'attention par une prospérité trop visible amènent du monde au centre commercial et provoquent, avec les besoins des citadins, l'essai de vente ou de revente de n'importe quoi, à n'importe qui et n'importe quand. Le mot "amafaranga" ou argent est de toutes les conversations. Mais à mesure que l'on s'éloigne du "centre-ville" et de ses banlieues-bananières, le dicton populaire "ibintu n'ubusa", c'est-à-dire : "la richesse matérielle n'est qu'un leurre", ainsi que la difficulté de trouver preneur ne créent pas des conditions idéales de marché.

2. La primauté de la vie rurale

La nécessité de se prémunir contre un avenir agricole incertain et l'idée de considérer le travail supplémentaire pour obtenir des surplus vivriers comme un gaspillage expliquent les faibles tonnages vivriers offerts. Le travail agricole par isambu n'est que de 75 jours pleins par an.

Les achats sont motivés par des besoins de soudure, de semence ou pour varier quelque peu le régime alimentaire monotone. Le besoin du marché reste donc exceptionnel. Le rempli de chaque famille sur ses propres ressources et le manque de spécialisation qui l'accompagne sont très préjudiciable à l'ensemble de l'économie de marché.

Les ingo entièrement cultivés en permanence sont localisés dans la ceinture microfundiaire de Butare-"ville" pour essayer de satisfaire aux besoins familiaux. Ailleurs, une partie variable des amasambu reste en jachère ou est louée. Le paysan qui voudrait perfectionner sa propriété indisposerait la collectivité locale. Passer inaperçu, en poursuivant de père en fils, la même activité réduite est une règle sociale. Pour le moment, seuls le commerce et la vie urbaine permettent d'échapper à ce carcan qui entrave la rentabilité des parcelles.

Les santés déficientes par malnutrition, malaria et diverses verminoses ainsi que les techniques agricoles rudimentaires jouent aussi un rôle dans la limitation des emblavures, donc dans les disponibilités vivrières commercialisables.

La lutte pour la nourriture, dans un pays où le rythme des deux saisons pluviométriques est fantasque d'une année à l'autre, où les circuits commerciaux à longue distance sont encore peu articulés et embryonnaires, oblige le paysan à rester sur place et à faire preuve, sans arrêt, d'une ingéniosité culturelle, surtout quand le rugo est petit.

3. La femme rwandaise, prisonnière du foyer

Les femmes oeuvrent davantage que les hommes sur les minuscules champs ou imilima très souvent complantés. Elles doivent s'occuper aussi des repas et de l'éducation des enfants. Les femmes occupent un tiers de leur temps aux travaux agricoles contre un cinquième pour les hommes. Ceux-ci se divertissent et se reposent davantage que les femmes. Les travaux ménagers prennent 13 % du temps de travail annuel féminin. La gent féminine n'a donc guère le temps d'aller au marché surtout que les excédents vivriers sont faibles et que l'argent du ménage est l'affaire de l'homme. Quel que soit le sexe, 2,5 % de l'emploi du temps annuel, soit 108 heures, sont accaparés par la fréquentation d'un marché chez les habitants de Gatovu en commune Ruhashya. C'est autant que la récolte des patates douces, l'entretien des caféiers et presque équivalent aux activités religieuses ou à la corvée d'eau(4). Il est donc normal qu'elles soient moins représentées que les hommes sur les marchés.

De plus, une femme commerçant sur le carreau du marché est souvent traitée de "bashikazi". Ce terme veut dire femme Bashi (Kivu zaïrois) et, par extension sémantique, s'applique à toute femme commerçante ou à toute femme "légère". Faut-il y voir une réaction d'amour-propre des hommes du Kinyaga rwandais obligés de réaliser leurs transactions bétail-houes avec les femmes des

(4) cf. O. Ubonabenshi, n° 53

forgerons du pays Bashi ? L'incompréhension traditionnelle de l' "umugabo" ou homme respecté, au Rwanda, pour le travail féminin hors du rûgo est plus plausible pour expliquer cette connotation, d'où le mépris des Rwandais pour les femmes Bashi dirigeant les affaires familiales puis pour les femmes swahili obligées de faire du commerce pour vivre. Le Rwanda est à la frontière de deux conceptions du marché et du rôle de la femme-commerçante en Afrique Centrale. Cette situation de charnière peut se retrouver dans la ressemblance entre "kugura" : vendre, acheter, troquer en kinyarwanda et "langula" : vendre secrètement, voler, emporter en catimini en kikongo du Zaïre.

C'est ainsi que les femmes sont minoritaires à Save (Kamudahunga) sur le marché de Rwanza. Une minorité de paysannes s'y rend à la sortie des messes du dimanche. Bien habillée, la majorité passe devant, dédaigneuse. Une haie de ficus sépare maintenant le foirail de la piste pour éviter que le regard ne se souille avec ce qui fut jadis un refuge de pauvres et même d'esclaves. La rareté des femmes (revendeuses de bières, de pacotille et d'arachides décortiquées) à Nkubi est due à la nature même du marché. Le bétail est une affaire d'homme. A Butare-centre et à Ngoma, seules les veuves, les prostituées, les femmes de polygames et swahili sont assises derrière leurs petits tas de produits alimentaires, surtout de farine de manioc, de légumes et d'arachides, de 5 FRW à 20 FRW l'un. Mais cette colonie est moins importante que le voudraient les influences arabe et urbaine par suite des difficultés de trouver des surplus avantageux et parce que le paysan ne peut se permettre de perdre beaucoup sur la marchandise apportée. Le paysan recherche tout de suite la vente rapide et bien rétribuée. Les collectivités urbaines et les boutiquiers sont toujours plus avantageux que le carreau du marché. On y va en dernier recours.

L'importance des hommes et la présence grandissante de jeunes gens de 20 ans et moins témoignent du faible travail agricole masculin, du développement du vagabondage et de la mainmise masculine sur le secteur monétaire.

4. La faiblesse des moyens de transport

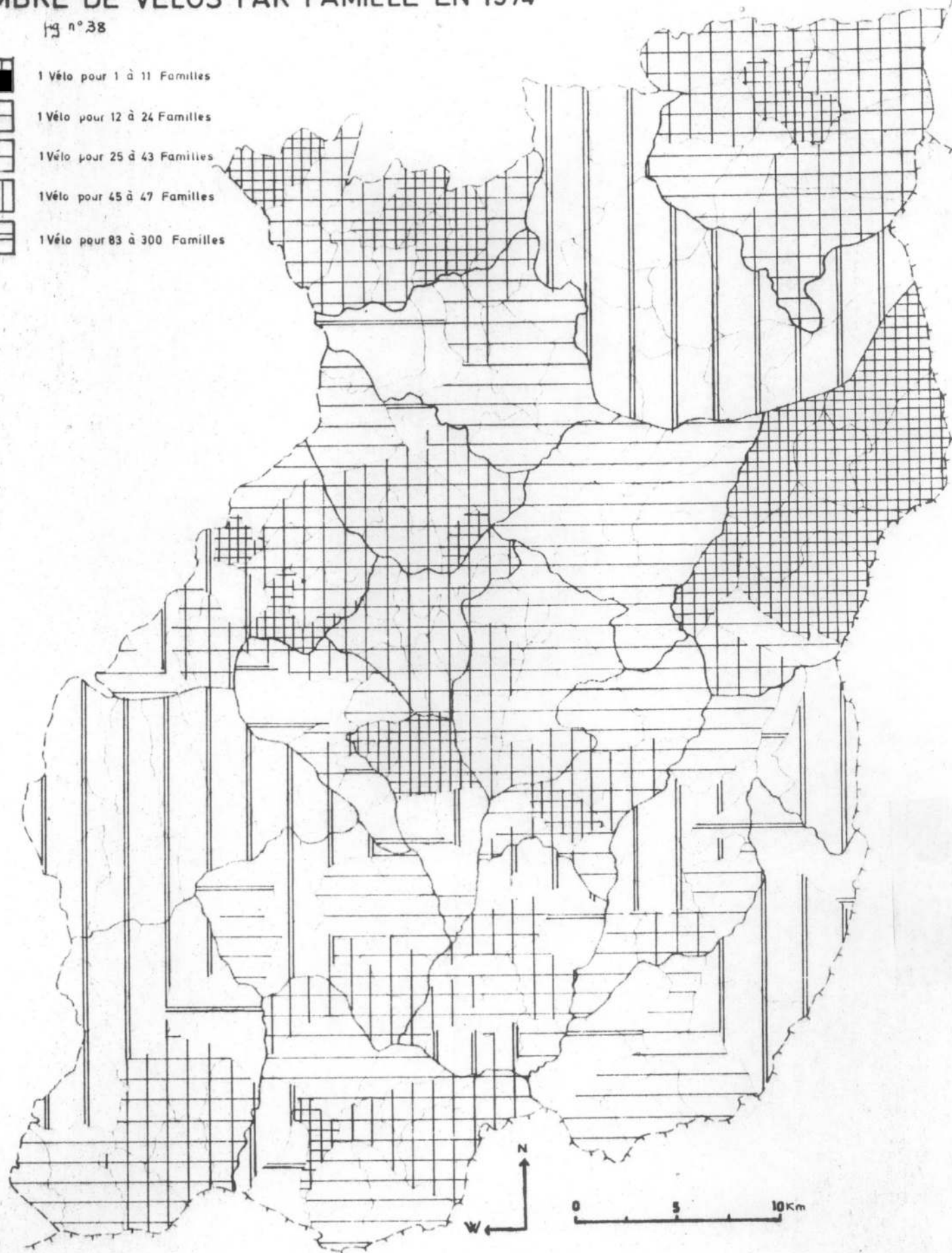
Le faible développement des moyens de communication (cycles, automobiles) oblige les gens à se déplacer à pied bien que leurs ventes augmentent de manière sensible surtout en ce qui concerne les bicyclettes et les motos. (figure n° 38)

NOMBRE DE VELOS PAR FAMILLE EN 1974

Fig n°38



- 1 Vélo pour 1 à 11 Familles
- 1 Vélo pour 12 à 24 Familles
- 1 Vélo pour 25 à 43 Familles
- 1 Vélo pour 45 à 47 Familles
- 1 Vélo pour 83 à 300 Familles

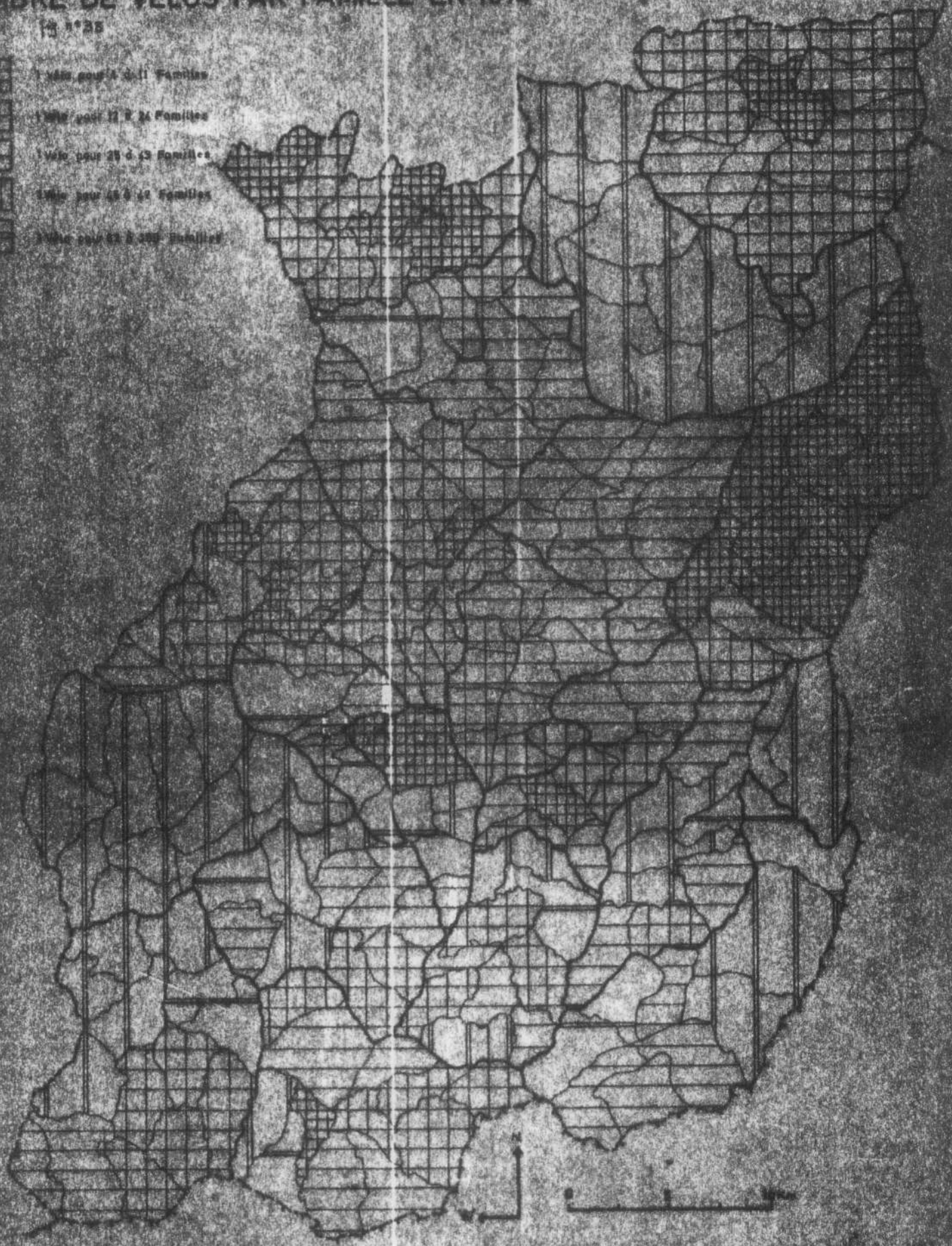


OMBRE DE VELOS PAR FAMILLE EN '74

1974



- 1 vélo pour 1 à 11 Familles
- 1 vélo pour 12 à 24 Familles
- 1 vélo pour 25 à 43 Familles
- 1 vélo pour 44 à 62 Familles
- 1 vélo pour 63 à 200 Familles



Source: INSEE

La distance maximale que peut parcourir raisonnablement un piéton dans la journée est 40 km (20 km à l'aller et 20 km au retour). A peine 637 personnes aux entrées de Butare-"ville" ont marché plus de 20 km à l'aller, soit 4 % du total des gens interviewés. La distance et le mode de transport freinent le drainage des collines par les marchés urbains et limitent le poids des charges : 25 kg maximum par piéton. Ces importantes distances à parcourir empêchent aussi les gens de rester longtemps sur le marché. Les obligations du rugo et la peur des voleurs accélèrent les retours. De plus, le taxi est trop cher pour le paysan qui vient de loin. Les frais de transport sont souvent supérieurs aux bénéfices de la vente. Ainsi, du marché de Kamirabagenzi dans le secteur Muganza de la commune Kivu (Gikongoro) à Butare-"ville", le parcours aller-retour coûte 240 FRW en Toyota. Rares sont les paysans-vendeurs et les revendeurs de cette commune qui pouvaient se permettre une telle dépense (5).

Le marché n'est donc pas, à proprement parlé, le lieu où les gens rencontrent le commerçant. C'est surtout entre eux qu'ils ont à faire pour se livrer à leurs échanges traditionnels, jadis sous la surveillance discrète et la protection efficace des autorités. La majeure partie des transactions commerciales s'effectue dans la colline-village. Les boutiques satisfont de plus en plus au ravitaillement en produits manufacturés de première nécessité. Et l'on tient à garder beaucoup de surplus, surtout en bières, pour les corvées récréatives de la colline. Le marché est donc handicapé dans sa vitalité par une fréquentation réduite découlant du bas niveau de vie général et du degré de développement économique.

Les contraintes bio-climatiques amenuisent aussi la vitalité du centre commercial de Butare.

(5) cf. pages 165 et 190 : tableau n° 8

II. LA FREQUENTATION PERIODIQUE

DU CENTRE COMMERCIAL

A. Le phénomène

Le rythme des droits perçus sur le marché de Butare-centre auprès des revendeurs, le rythme des arrivages de vivres vendus sur les marchés de Ngoma, de Butare ou comptabilisés aux entrées de la "city" indiquent la fréquentation périodique du centre commercial.

Les "tonlieux" présentent deux pointes maximales, la plus forte durant la saison café et la récolte de sorgho (juin - début juillet) et l'autre, en fin d'année, pendant la saison des haricots. Les creux existent en périodes de préparation des labours (mars et octobre) ainsi qu'au moment des soudures surtout durant la grande saison des pluies (avril - mai). Les revendeurs suivent donc le rythme des saisons culturales. Ils revendent avant ou pendant les semailles (février, août, septembre) et surtout lors des besoins maxima, en saison du café et en fin d'année quand les gens ont le plus de liquidités. (figure n° 39)

De plus, on constate que les produits acheminés à Butare-"ville" en juillet et au début août sont plus importants quantitativement qu'en décembre ou février.

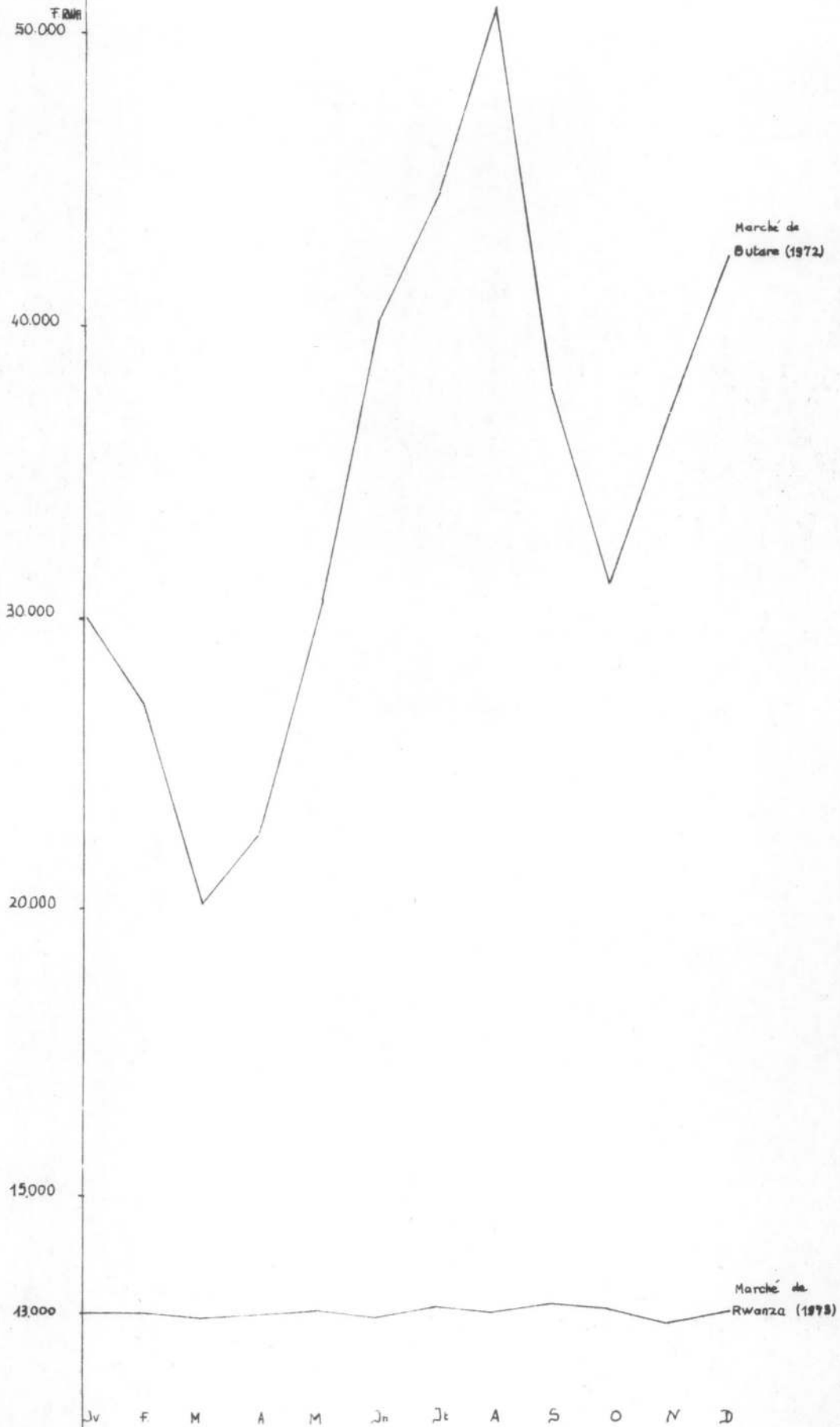
Cette domination de juillet est due non seulement au plus grand nombre de jours enquêtés mais aussi à l'influence de la saison du café située à la fin de la grande saison des pluies, principale époque culturale. La demande est forte à cette époque. C'est l'époque de la "traite" et des festivités.

Quand on compare des enquêtes de dates différentes et de durée équivalente, cas de Tumba et de Karubanda en décembre et en juillet, principaux carrefours d'entrée à Butare, la suprématie de juillet se confirme largement au carrefour de Tumba :

TAXES MERCURIALES

132.

Fig. n° 39



sources: relevés des taxes. Bureaux communaux de Shyamba et de l'ex-Mutumba.

16 produits dominant en juillet contre 7 en décembre sur un total de 29 articles, mais, est battue en brèche au carrefour de Karubanda : 16 produits contre 15 sur 34 articles. Décembre est donc aussi un mois de vente privilégié. C'est la saison du haricot, base alimentaire rwandaise, et l'époque de la collecte des taxes ainsi que le moment des cadeaux de fin d'année dans un pays marqué par le christianisme. Quant aux enquêtes de février, elles font ressortir l'importance des légumineuses (haricots, petits-pois, arachides, soja), du maïs, du blé et surtout de l'artisanat aux entrées de Tumba, de Nyakibanda et de Matyazo ainsi que de la vannerie à Karubanda.

B. L'explication : généralisation d'un même système agraire
en climat équatorial d'altitude

1. Un pays de polyculture permanente

En dehors du front pionnier forestier de Gikongoro où les paysans n'habitent pas encore sur place, se livrent, sur les brûlis récents, aux cultures des pommes de terre, du maïs, des choux et pratiquent, sur les longues jachères qui durent de deux à trois ans, l'élevage bovin extensif, le paysage agraire du Rwanda méridional est une juxtaposition de fermettes familiales plus ou moins importantes et vouées exclusivement à la polyculture.

Le rugo ou fermette rwandaise est une case ronde traditionnellement protégée des intrus et des animaux sauvages par une enceinte ronde de ficus ou d'euphorbes. En habitat amélioré, les maisons sont carrées ou rectangulaires tout comme les enceintes. Ces dernières entourent des cours servant, soit de kraal pour le bétail, soit d'aires de fermentation du sorgho pour la bière, soit de séchoir pour le café et le manioc, soit de cuisine, soit de lieu de palabres, soit d'aire de battage des haricots. Ces cours intimes peuvent être ombragées par des arbres fruitiers (avocatier, oranger, chérimolier, papayer, prunier du japon) quand l'influence de l'agent territorial fut efficace. L'ensemble, cours et habitation, constitue l'ikibanza qui est plus ou moins dissimulé dans la bananeraie ou urutoke et les cultures de case complantées (condiments, imboga, plantes médicinales, tabac, colocale, haricots, maïs et sorgho). Cette première auréole de cultures, signe d'appropriation du sol, s'appelle l' "ingobyi". Elle est entourée par l' "imirima" portant des cultures permanentes, puis, par l' "indare" à jachère pâturées quand la pression démographique n'entraîne pas le morcellement de la propriété(6). En effet, à mesure que la pression démographique et les successions exercent leurs contraintes, l'isambu ou propriété familiale est morcelée, les auréoles subdivisées, la conquête des marais, par billons, réalisée, le complantage généralisé et la jachère raccourcie ou supprimée. Ce phénomène est visible dans un rayon de six kilomètres autour de Butare-"ville".

Il s'en suit que tout le monde récolte les mêmes produits puisque les cultures sont partout identiques. Elles visent à satisfaire les besoins alimentaires de la famille rwandaise

(6) cf. Sirven, Gotanègre, Prioul, n° 49

composée de cinq personnes en moyenne. Et ces productions sont récoltées aux mêmes époques, avec un léger décalage selon l'altitude. De plus, les techniques agricoles assurent une faible productivité individuelle et exigent la présence d'une population paysanne très nombreuse pour de petites surfaces cultivées. Cette dense population est sous-employée après les récoltes.

2. Le calendrier agricole rythme les arrivages

En effet, le rythme pluviométrique du climat équatorial d'altitude impose partout les mêmes contraintes. Les deux saisons des pluies correspondent aux deux saisons de cultures.

En fin de cycle pluvial, les récoltes battent leur plein. En fonction de la date des semailles, des conditions pédologiques, de l'intensité et de la fréquence des pluies, de l'altitude qui joue sur les températures et donc sur la rapidité de maturation des plantes, le Rwanda méridional juxtapose quatre calendriers agricoles (7) calqués sur les étages altitudinaux du Mayaga à la Crête Congo-Nil.

Durant les mois plus secs, les paysans préparent le sol en vue des prochaines semailles, s'occupent dans la confection de produits artisanaux et exploitent les terres humides des marais.

Nos périodes d'enquêtes font partie des mois les plus chargés en récoltes.

Ainsi du 6 au 18 décembre, les paysans de Gikongoro venus par Karubanda, Matyazo et Nyakibanda, récoltent, sur les billons des vallées, leurs haricots et leurs patates douces. En novembre, leurs amasambu avaient donné patates douces, pommes de terre, manioc et tabac. Sur le Plateau Central, à la même époque, on récolte en colline, les arachides, les petits-pois, les pommes de terre et en marais, le maïs, les patates douces et les colocas. Sur les collines de la dorsale granitique, c'est-à-dire dans le centre-nord de la préfecture plus la commune Mugusa, Shyanda-ouest, Ndora-ouest, Nyaruhengeri-ouest et Muganza-est, on commence les récoltes des petits-pois, des pommes de terre, des arachides, des haricots et du maïs. Quant au Mayaga, seules les patates douces sont déterrées en marais et le manioc sur les parcelles des ingo. Les récoltes de haricots et de pommes de terre y débutent dès le 15 décembre. Ce calendrier explique la primauté des livraisons, en décembre, des pommes de terre à Matyazo (56,5 % du total de ce féculent apporté par cet octroi),

(7) cf. Ministère du Plan, n° 6

à Karubanda (47 %), à Tumba (81 %), de la farine de manioc à Karubanda (80 %), des patates douces à Karubanda (40 %), à Tumba (45 %), des petits-pois à Nyakibanda (56 %) et à Tumba (100 %). Le tabac de la Crête Congo-Nil arrive dominant par Matyazo (46 %) et Nyakibanda (64 %) en décembre.

Les autres produits apportés en décembre ne suivent aucun calendrier agricole (pain, charbon de bois, artisanat, confitures de Konfigi, tabac en poudre ou "ubugoro", bois de chauffage, huile de palme, "ndagala", peaux de vache, de chèvre et de mouton, bières). Ils sont apportés souvent par des revendeurs. D'autres produits (miel, lait, canne à sucre, fromage) peuvent être fournis tous les mois exceptés ceux de la grande saison sèche qui sévit de juillet à septembre durant l'hiver austral.

Durant l'enquête effectuée du 14 au 26 février, les paysans des hautes terres récoltent sur leurs amasambu, le blé, le maïs, les petits-pois, finissent la collecte des haricots et commencent celle des pommes de terre. Les marais ont livré les patates douces et le maïs. Le Plateau Central donne l'éleusine, le blé, le manioc. Le soja et le maïs viennent d'être engrangés. Les zones granitiques du Plateau Central ont fini leurs récoltes de légumineuses (soja, arachide, haricot) la première semaine de février ainsi que celle du maïs. Il en est de même pour les terres plus basses et plus chaudes du Mayaga. De plus, le taro de marais y est déterré durant tout le mois selon les besoins.

Ces types de récoltes se retrouvent aux carrefours en février. 100 % du blé et du maïs arrivent à Nyakibanda à cette époque ainsi que 48 % des haricots. Karubanda, Tumba et Kinteko voient défiler, en février, respectivement : 65 %, 58 % et 74 % de leurs haricots. A Matyazo s'y écoule 49 % des petits-pois et 100 % du maïs et à Kinteko : 59 % du maïs et des arachides; à Tumba, la totalité du soja; à Karubanda, 83,5 % des arachides. L'artisanat, en particulier la vannerie, est très bien représenté à Nyakibanda, à Tumba, à Matyazo et à Karubanda puisque février totalise respectivement : 67,5 %, 57 %, 74 % et 41 % du total de ces marchandises arrivant par ces entrées.

Du 3 juillet au 12 août, l'enquête se déroule pendant les récoltes de légumineuses (petits-pois, haricots, soja) dans tous les étages altitudinaux, auxquelles s'ajoutent les arachides dans le Mayaga. Les patates douces sont récoltées uniquement sur les hauts-flancs de la Crête Congo-Nil; les taros partout, sauf au Mayaga; les pommes de terre, dans le Mayaga et les pays argilo-sableux du nord et centre-est de la préfecture de Butare; l'igname, dans le Plateau Central et le Mayaga; le manioc, uniquement dans le Plateau Central à forte densité. La coupe du sorgho bat son plein sur toutes les collines ainsi que celle du

maïs complanté. Les gerbes de fanes de sorgho entrecroisées sur le sol sont un trait caractéristique du paysage à cette époque. Le froment mûrit, en juillet, sur le Plateau Central et, à la fin août, à Gikongoro. Les feuilles de tabac, en dehors des Hautes Terres, sont mises à sécher dans le rugo.

L'importance de ce mois de juillet se retrouve dans les tonnages comptabilisés aux carrefours. Le grand nombre de bûches à brûler en juillet rend compte de la fraîcheur des nuits de l'hiver austral en altitude. Tout produit non soumis aux cycles climatiques (bières, peaux, volailles, oeufs,...) ou à court cycle (légumes) se vend bien en juillet; on est sûr de l'écouler. Le café, le sorgho, les bières procurent l'essentiel des liquidités familiales à ce moment.

Depuis deux ans, les aléas climatiques auxquels s'ajoutent l'influence grandissante des boutiques sur le foirail, la faillite progressive de la COVEPABU, le ravitaillement direct des collectivités et des urbains, le ralentissement, voire l'arrêt des productions pour "abazungu" ou étrangers dès leur départ en vacances, resserrent l'éventail et la quantité des fournitures en juillet. De plus, l'étalement en nappe des fortes densités autour de Butare multiplie les petits ingo, rend difficile le dégagement de surplus vivriers et diminue les caféiers. Ce phénomène devrait libérer une importante main-d'oeuvre. Elle existe potentiellement mais elle est difficile à employer ou à conserver. Elle n'est réellement disponible qu'en périodes de soudure ou de non activité agricole.

III. LA RARETE DES SALARIES

Le mentalité industrielle est un phénomène très récent au Rwanda. Elle se développa, entre les deux guerres mondiales, grâce aux récits des travailleurs des mines du "Katanga", du "Kivu" et des plantations d'Uganda et de Tanzanie, lors de leur retour sur la colline. Les missionnaires, par leurs économats généraux, initièrent également les paysans à un autre système économique. L'éducation salariale s'est toujours faite sur le tas. L'enseignement technique est encore balbutiant au Rwanda. La CEFOTEC (Centre de Formation Technique) de Butare forme surtout au commerce et à l'administration.

Il s'en suit une faible préparation technique des gens lors des fortes demandes d'emplois. Cette non-qualification de la main-d'oeuvre contribue aux retards et aux défauts des travaux. Ces effets sont aggravés par la santé précaire des salariés et par la survie de la notion de corvée dans les mentalités.

Les patrons sont les blancs, les asiatiques, et, de plus en plus, les riches et puissants fonctionnaires rwandais, ce qui revient à dire des étrangers pour la masse paysanne devenue salariée par nécessité. Les Batutsi et les Zaïrois forment l'élite des salariés et des cadres. L'importance des Batutsi est liée à leur refuge en ville après la Révolution sociale de 1962 et à leur plus grande adaptation aux techniques sortant du cadre agricole. Les Zaïrois ou "Congolais" furent, de tout temps, considérés comme une main-d'oeuvre plus résistante au travail manuel et ayant, au début de l'époque belge, une instruction plus élevée. Les entrepreneurs belges faisaient suivre leurs techniciens "congolais". Le Rwandais répugne à quitter pour longtemps sa colline natale et le travail hors du rugo familial est encore synonyme de corvée. Les souvenirs de la Tutelle et de la féodalité sont sous-jacents dans les réactions instinctives vis-à-vis du travail. Travailler sous la coupe d'étrangers ou d'ex-féodaux ne peut qu'engendrer la résistance passive au travail ou le larcin inévitable.

L'administration belge avait développé le travail saisonnier jusqu'en 1938. Les pointes salariales se situaient en saison sèche et correspondaient à la grande période de repos agricole.

A l'heure actuelle, l'ouvrier rentre chez lui le soir et continue à vivre sa vie de famille. Découcher est mal vu. Seuls les Batutsi et les Zaïrois restent en ville. Le problème est donc de trouver une masse salariée suffisante dans un rayon n'entraînant pas sa disparition prématurée. Si les ingo suffisent à la vie de tous les jours, l'embauche sera freinée. Et la société qui paye le mieux monopolisera cette petite masse salariée au détriment des autres entrepreneurs.

Le travail non agricole pour le muturage n'est pas un moyen d'enrichissement mais plutôt une compensation aux maigres récoltes et une manière de pouvoir s'affirmer par des dépenses ostentatoires. Le type de travail trouvé lui importe peu, surtout que les barèmes des ouvriers non qualifiés sont proches des ouvriers qualifiés. Un "zamu" ou gardien de nuit doit toucher, selon le journal officiel du 15 octobre 1975, 3 500 FRW par mois, tout comme un surveillant de main-d'oeuvre, un garde-forestier, un jardinier, un domestique ordinaire ou un infirmier. Un ouvrier manuel avec diplôme (maçon, électricien, plombier, soudeur, forgeron, tailleur) doit gagner 8 000 FRW par mois, soit presque autant qu'un fonctionnaire débutant ayant fait quatre ans d'humanités générales et deux ans de stage ou 5 ans d'humanités générales et un an de stage.

Quand on sait aussi qu'un garde-forestier est payé 5 000 FRW par mois, qu'un fonctionnaire principal reçoit 16 500 FRW par mois et qu'on verse mensuellement 30 000 FRW à un Directeur Général, on comprend le peu d'entrain au travail, l'absentéisme des salariés et surtout les innombrables vocations commerciales compensatoires. Mais ces dernières comment à se heurter à la faiblesse des apports ruraux et au pouvoir d'achat limité des masses rurales.

CHAPITRE DEUXIEME

=====

UNE OFFRE RECIPROQUE ATOMISEE

=====

I. UNE OFFRE EXTERIEURE REDUITE

La gamme des apports aux "octrois" est plus étoffée que celle proposée sur la place des marchés urbains (Butare-centre, Ngoma, Matyazo).

Les foirails, par eux-mêmes, dénotent une petite "ville". Les apports aux entrées rendent davantage compte des besoins des populations flottantes de la ville et de ceux des collines environnantes. Ils donnent aussi une idée des productions des pays des hautes altitudes et des autres régions du Rwanda tout comme les arrivages des commerçants par camions.

En comparaison avec le tonnage moyen arrivant aux carrefours, les marchés urbains n'offrent que 52 % et 65 % des céréales (sorgho et maïs), que 7 %, 12,5 %, 23 % et 27 % des légumineuses (haricots, soja, arachides, petits-pois), que 5 %, 70 %, 74 % et 76 % des féculents (igname, manioc, taro, patates douces), que 44 % des fruits, 62 % des bananes-plantain, 86 % de la canne à sucre, 27 % de la bière de banane, 66 % des oeufs, 44 % des volailles et du lait et que 2 % du charbon de bois.

Si les légumes sont plus importants (+ 12 %) sur les marchés qu'aux entrées, c'est que les revendeurs empruntent des layons non enquêtés et que les invendus sont entreposés en ville pour les jours suivants et donc recomptabilisés. La bière de sorgho est 2 289 fois plus importante sur les marchés car on la prépare sur place. Le tabac est aussi conservé sur place et reproposé les jours suivants d'où des tonnages plus conséquents sur les marchés (+ 46 %). Les condiments, la friperie, le sel, les tissus, la pacotille, le pétrole, le savon, les beignets, n'arrivent pas par les entrées. Ils sont achetés aux commerçants et revendus sur le carreau du marché. La primauté des pommes de terre (+ 589 %), des poissons (+ 31 %), du pain (+ 67 %), de la farine de manioc (+ 1 060 %) sur les marchés s'explique aussi par des achats aux boutiquiers et par la préparation sur place (moulin de Matyazo).

Connaissant déjà la faiblesse des tonnages sur les marchés de Butare(8), on ne peut qu'en déduire des portages extrêmement réduits aux entrées.

Les 1 835 vendeurs et revendeurs de la préfecture de Butare, interviewés à Nyakibanda, portaient 23 kg ou unités par personne à l'arrivée. Si on déduit le charbon de bois, on tombe à 8 kg de marchandise ou de produits artisanaux ou de bois de chauffage non pesés par personne : c'est peu. En dehors des corbeilles et des paniers remplis de légumes et de féculents, tous les autres produits sont emballés dans des sacs ou igunira cachant la nature du produit. Aux autres carrefours, la faiblesse du portage est aussi significative de l'offre réduite des campagnes environnantes : 15 kg ou unités à Kinteko et à Tumba pour chaque 2 786 et 5 087 personnes, 16 kg à Karubanda pour chaque 4 880 personnes et 9 kg par paysan à Matyazo, sans le charbon de bois, pour 2 171 personnes. En comptant celui-ci, Matyazo bat les records de charge individuelle : 70 kg ou unités par tête.

Pour chaque carrefour ou entrée de Butare, les produits saisonniers dominent avec les éternels féculents. Les autres marchandises représentent des quantités très faibles sauf le charbon de bois.

Ainsi à Kinteko, 31 % du tonnage repéré durant les trois études est le fait du sorgho; 23 %, du haricot; 16 %, des patates douces et du manioc; 7 %, des bananes-légumes et 10 %, du café arabica et de l'artisanat. Les 16 autres types de marchandises ne constituent que 13 % du lot global en kg et unités.

A Matyazo, le charbon de bois rassemble 87 % du tonnage apporté à Butare par cette entrée. A Tumba, la bière de banane (47 %) et le sorgho (21 %) sont les deux produits importants. Nyakibanda ressemble à Matyazo puisque 65 % des produits sont constitués par le charbon de bois, suivi du café (16,5 %). A Karubanda, l'éventail des 34 marchandises contrôlées est plus équilibrée bien que le café (35 %), les patates douces (14 %), le manioc (8 %), le haricot (7 %), le sorgho (6 %) dominant.

Exception faite des féculents, du tabac, des fruits, des légumes et du charbon de bois, les autres apports ne peuvent subvenir à la consommation hebdomadaire de la ville. Les gros tonnages arrivent par véhicules et sont le fait des commerçants. Le bétail a son propre marché en dehors du centre-"ville", à l'Irango de Nkubi. On essaie de commercialiser 502 bêtes par semaine, soit 77 % du total préfectoral. Elles partent ensuite,

(8) cf. pages 53, 54, 55

soit vers l'abattoir municipal de Kabutare qui dépèce 42 % du bétail préfectoral, soit vers Rugogwe, véritable centre de collecte du bétail régional pour le Zaïre(9).

Les places du marché en plein air de Butare-"ville" vivent de plus en plus en marge de la vie courante du commerce rentable. Le portage traditionnel n'est plus concurrentiel par rapport à la camionnette. Le ravitaillement dans les boutiques prend le pas sur le foirail d'où la ressemblance des ces boutiques aux "drugstores de far-west". L'atonie du marché contraste avec l'animation de la rue commerçante.

La cause est l'arrivée d'impécunieux ou de miséreux.

(9) cf. E. Gabriel, n° 19

II. UNE OFFRE EXTERIEURE AMENEE PAR DES MARGINAUX

(figures n° 40 à n° 45)

A. Les diverses catégories sociales de paysans-vendeurs

Aux entrées de Butare-"ville", quelle que soit l'époque d'enquête, sur un échantillon de 9 094 vendeurs ayant fourni des informations, 2 556 vendeurs, soit 28 % du total, amènent leurs surplus valorisés ou non, 657 ou 7 % peuvent être considérés comme ni "riches" ni "pauvres", 5 220 ou 58 % sont de vrais miséreux et 540 ou 6 % viennent vendre divers produits de grapille ou de complément (artisanat, gibier et champignons, canne à sucre, peaux, volailles, poissons de rivière, oeufs, tabac en poudre). Les 265 vendeurs de bétail de Nkubi, non comptés dans les 9 094 vendeurs aux octrois, peuvent être considérés comme relativement aisés même si la vente de bétail traduit un besoin urgent de liquidités. Le bétail reste toujours un signe de richesse ou de sécurité pour le propriétaire. Les 111 vendeurs de Gikongoro et de Kigali, soit 1 % du total, ne sont pas catalogués dans l'étude suivante. L'absence de renseignements sur leur rûge familial par secteur en est la cause.

Les "pauvres" sont toujours majoritaires quelles que soient les saisons sauf à Nyakibanda en août, car la majorité des porteurs de café ont des plantations supérieures à la moyenne communale. Ces derniers forment 55 % de la cohorte des paysans "aisés" de Nyakibanda en deuxième saison. L'autre exception concerne les vendeurs "riches" de Matyazo qui sont plus nombreux de deux que les "miséreux", en février.

1. Les "pauvres"

On peut considérer comme "pauvre" tout vendeur dont la superficie du champ producteur est inférieure, selon la saison agricole, à la moyenne des champs cultivés par famille et par secteur, moyenne donnée par les services agronomiques de la préfecture.

Les enquêtes de décembre et de février sont à inclure en première saison agricole et celles de juillet-août dans la deuxième période agricole rwandaise.

ORIGINES DES PRODUITS APPORTES A BUTARE PAR LES VENDEURS ET LES

ORIGINES DES PRODUITS APPORTES A BUTARE PAR PAYSANS ET REVENDEURS

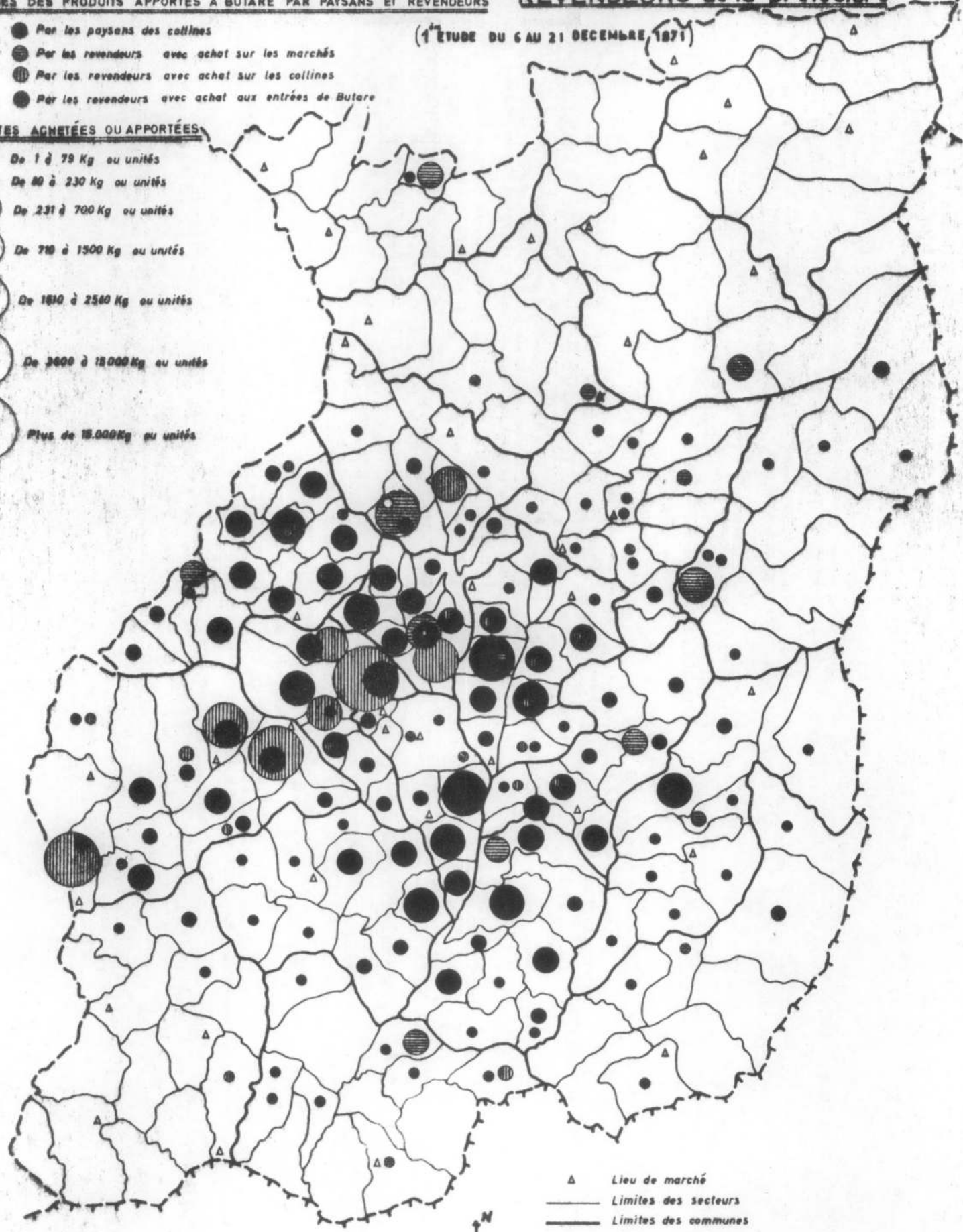
REVENDEURS de la prefecture

(1^{ère} ETUDE DU 6 AU 21 DECEMBRE, 1971)

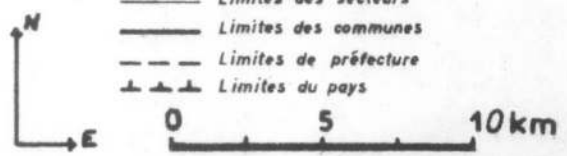
- Par les paysans des collines
- Par les revendeurs avec achat sur les marchés
- Par les revendeurs avec achat sur les collines
- Par les revendeurs avec achat aux entrées de Butare

UNITES ACHETÉES OU APPORTÉES

- De 1 à 79 Kg ou unités
- De 80 à 230 Kg ou unités
- De 231 à 700 Kg ou unités
- De 710 à 1500 Kg ou unités
- De 1510 à 2560 Kg ou unités
- De 2600 à 18000 Kg ou unités
- Plus de 18.000 Kg ou unités



- △ Lieu de marché
- Limites des secteurs
- Limites des communes
- - - Limites de prefecture
- ▲▲▲ Limites du pays



Origines des produits apportés à Butare par les paysans et les revendeurs de la préfecture

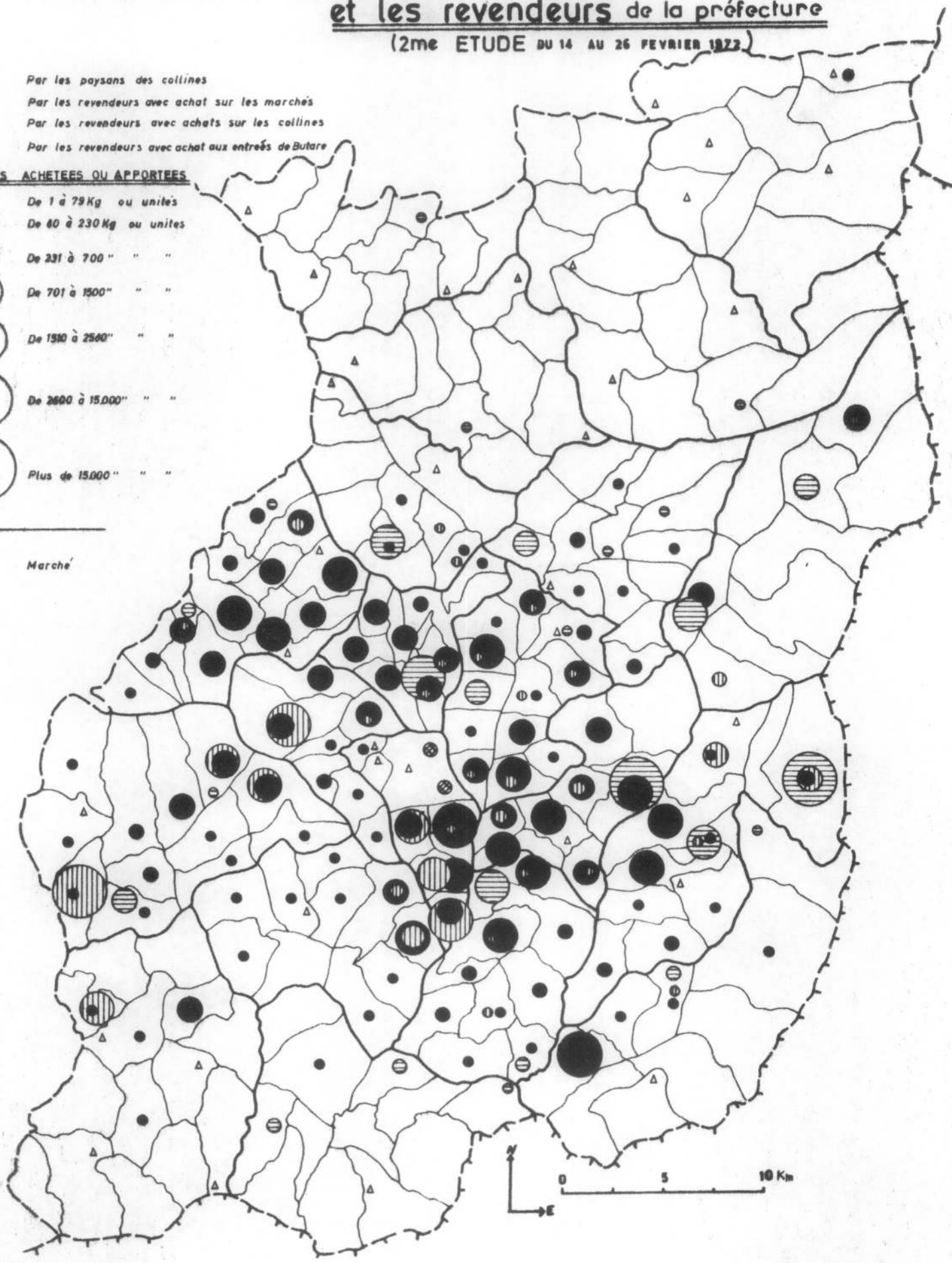
(2me ETUDE DU 14 AU 26 FEVRIER 1972)

- Par les paysans des collines
- ◐ Par les revendeurs avec achat sur les marchés
- ◑ Par les revendeurs avec achats sur les collines
- Par les revendeurs avec achat aux entrées de Butare

UNITES ACHETÉES OU APPORTÉES

- De 1 à 79 Kg ou unités
- De 80 à 230 Kg ou unités
- De 231 à 700 " " "
- De 701 à 1500 " " "
- De 1510 à 2500 " " "
- De 2600 à 15.000 " " "
- Plus de 15.000 " " "

▲ Marché



Origines des produits apportés à Butare par les paysans et les revendeurs de la préfecture

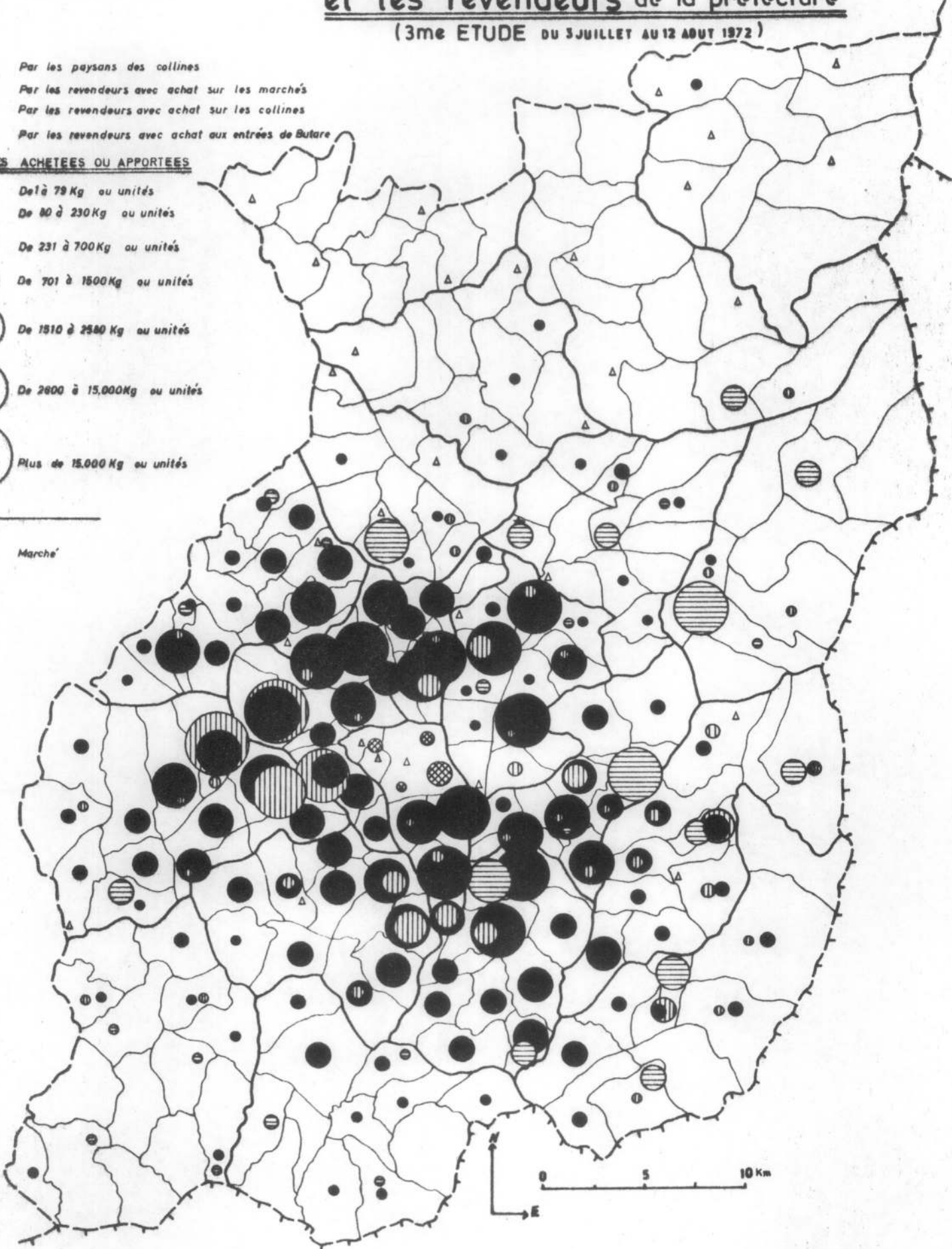
(3^{me} ETUDE DU 3 JUILLET AU 12 AOUT 1972)

- Par les paysans des collines
- Par les revendeurs avec achat sur les marchés
- ◐ Par les revendeurs avec achat sur les collines
- ◑ Par les revendeurs avec achat aux entrées de Butare

QUANTITES ACHETÉES OU APPORTÉES

- De 0 à 79 Kg ou unités
- De 80 à 230 Kg ou unités
- De 231 à 700 Kg ou unités
- De 701 à 1500 Kg ou unités
- De 1510 à 2580 Kg ou unités
- De 2600 à 15.000 Kg ou unités
- Plus de 15.000 Kg ou unités

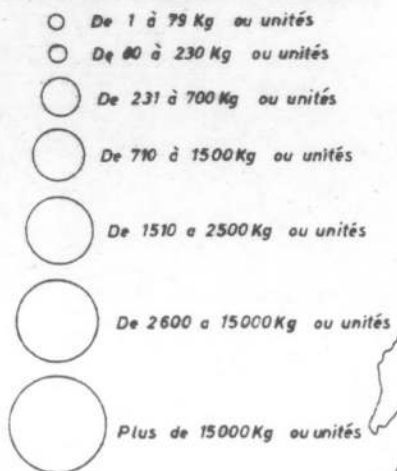
Marché



PREFECTURES ET DU BURUNDI

DU 6 AU 21 DECEMBRE 1971

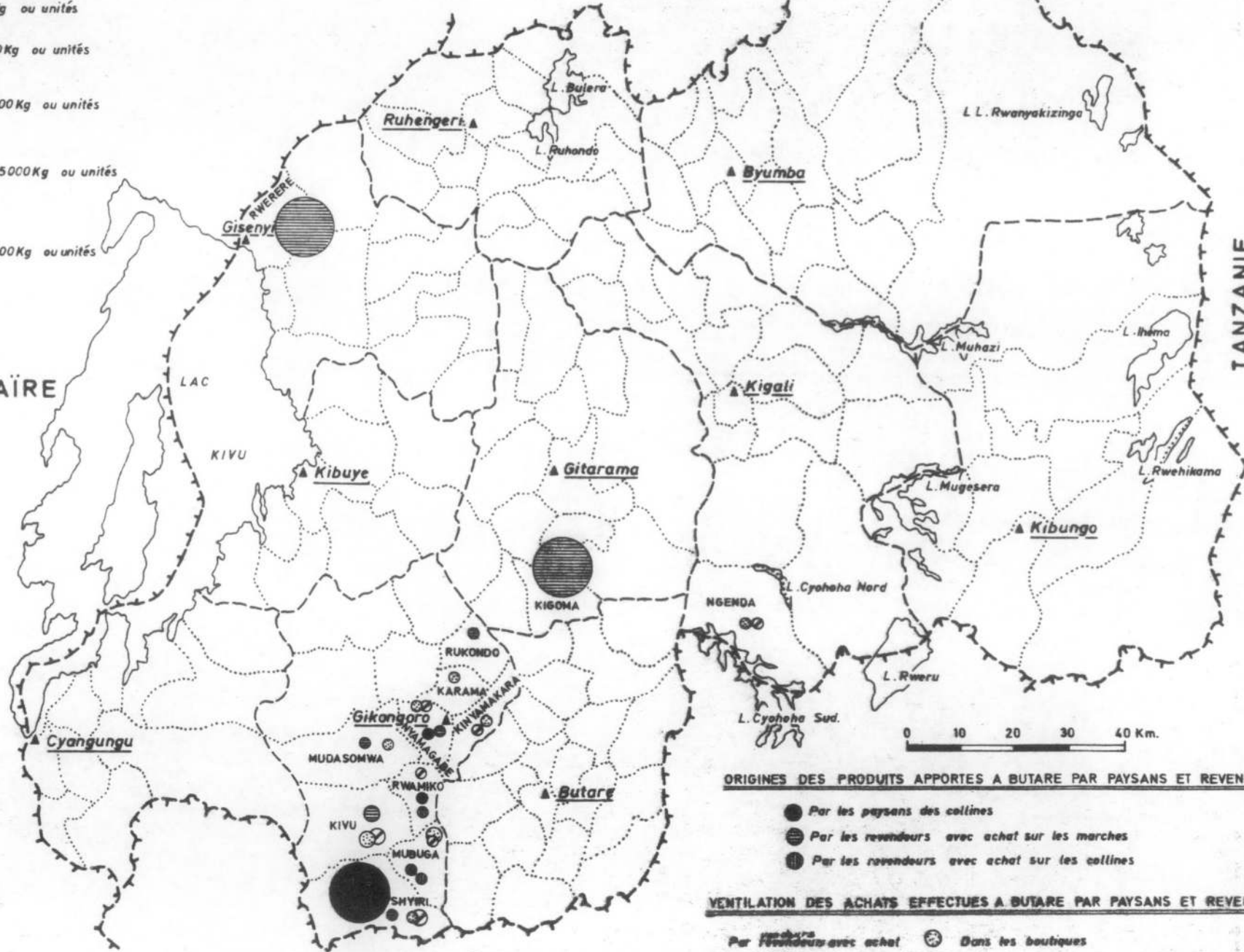
QUANTITES ACHETÉES OU APPORTÉES



ZAÏRE

UGANDA

TANZANIE



ORIGINES DES PRODUITS APPORTÉS A BUTARE PAR PAYSANS ET REVENDEURS

- Par les paysans des collines
- ⊖ Par les revendeurs avec achat sur les marchés
- ⊕ Par les revendeurs avec achat sur les collines

VENTILATION DES ACHATS EFFECTUÉS A BUTARE PAR PAYSANS ET REVENDEURS

- Par les paysans avec achat
- ⊖ Dans les boutiques
- ⊕ Par les revendeurs avec achat
- ⊗ Sur le marché

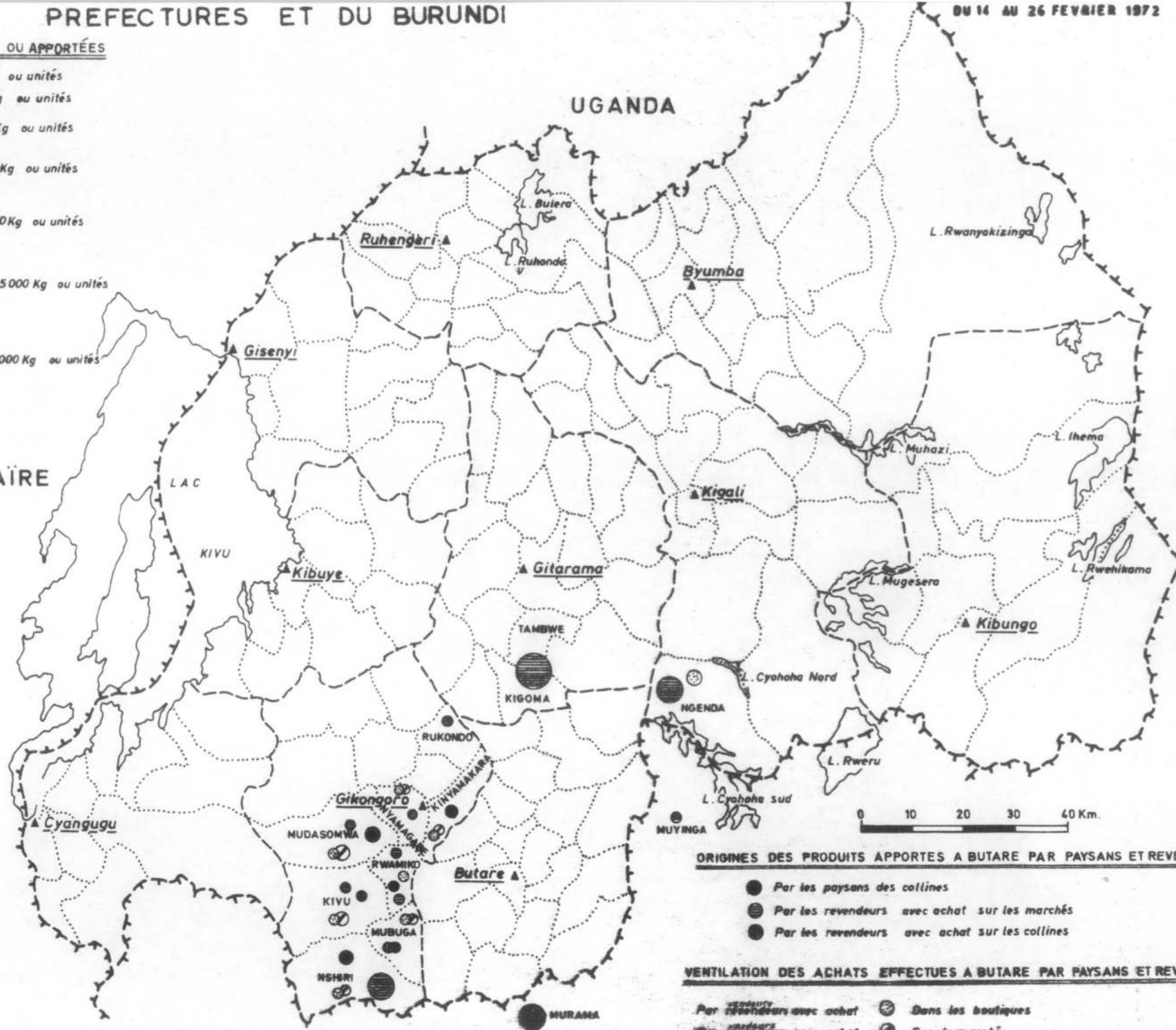
QUANTITES ACHETÉES OU APPORTÉES

- De 1 à 79 Kg ou unités
- De 80 à 230 Kg ou unités
- De 231 à 700 Kg ou unités
- De 710 à 1500 Kg ou unités
- De 1510 à 2580 Kg ou unités
- De 2.600 à 15.000 Kg ou unités
- Plus de 15.000 Kg ou unités

ZAÏRE

UGANDA

TANZANIE



ORIGINES DES PRODUITS APPORTÉS A BUTARE PAR PAYSANS ET REVENDEURS

- Par les paysans des collines
- Par les revendeurs avec achat sur les marchés
- Par les revendeurs avec achat sur les collines

VENTILATION DES ACHATS EFFECTUÉS A BUTARE PAR PAYSANS ET REVENDEURS

- Par les paysans avec achat
- Par les revendeurs avec achat
- Dans les boutiques
- Sur le marché

PREFECTURES ET DU BURUNDI

DU 5 JUILLET AU 12 AOUT 1972

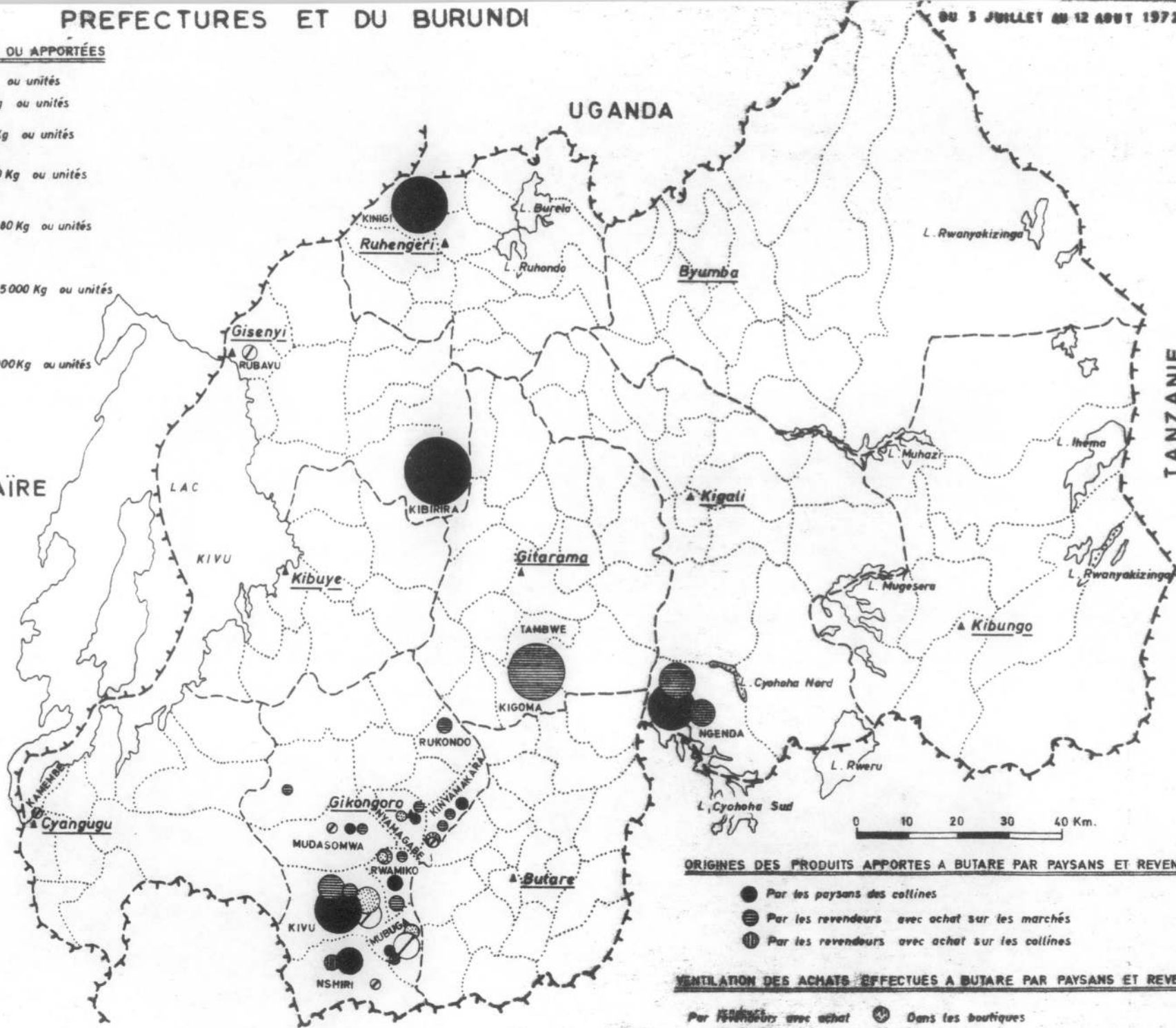
QUANTITES ACHETÉES OU APPORTÉES

- De 1 à 79 Kg ou unités
- De 80 à 230 Kg ou unités
- De 231 à 700 Kg ou unités
- De 710 à 1500 Kg ou unités
- De 1510 à 2580 Kg ou unités
- De 2600 à 15000 Kg ou unités
- Plus de 15000 Kg ou unités

ZAÏRE

UGANDA

TANZANIE



ORIGINES DES PRODUITS APPORTÉS A BUTARE PAR PAYSANS ET REVENDEURS

- Par les paysans des collines
- ⊖ Par les revendeurs avec achat sur les marchés
- ⊕ Par les revendeurs avec achat sur les collines

VENTILATION DES ACHATS EFFECTUÉS A BUTARE PAR PAYSANS ET REVENDEURS

- ⊖ Par les revendeurs avec achat
- ⊕ Par les revendeurs avec achat
- ⊙ Dans les boutiques
- ⊚ Sur le marché

a. En saison "A"

On constate que les superficies données par les paysans en nombre de pas (trois pas faisant 2 mètres) sont toujours inférieures à la moyenne communale pour les produits vivriers récoltés partout en première saison : patates douces et haricots. D'autres récoltes de saison comme les petits-pois, les légumes, le manioc, les arachides sont rarement issues de parcelles inférieures à la moyenne.

Sur les 748 paysans apportant des bananes-fruités et plantains ou de la "bière" de banane, 56 % ont des bananeraies de surface très réduite.

La moyenne communale des bananeraies est de 10 ares à Shyanda, de 14 ares à Mbazi, de 15 ares à Gishamvu, de 18 ares à Maraba, de 20 ares à Nyakizu, à Ndora et à Nyaruhengeri, de 25 ares à Muganza, de 28 ares à Huye et à Ngoma et de 48 ares à Kigembe. Or les bananeraies de deux paysans-vendeurs de Shyanda n'ont que 8 ares de surface. Celles des quatre de Mbazi ont entre 2 et 12 ares. Les 55 paysans-vendeurs de Gishamvu exploitent des bananeraies de 6 à 13 ares de surface; les 18 de Maraba, de 11 à 16 ares; les 25 de Ndora, les 121 de Nyaruhengeri et celui de Nyakizu, de 2 à 19 ares; les 3 de Muganza, de 11 à 24 ares; les 31 de Huye et les 146 de Ngoma, de 5 à 27 ares. Les deux paysans de Kigembe ont chacun une "urutoke" de 23 ares. Tous les secteurs étant largement surproducteurs en bananes et en "bières", on assiste à une vente traditionnellement mal considérée de la part de paysans obligés de se passer de ce produit éminemment important. C'est un vrai signe de pauvreté dans un pays où la bananeraie est le témoin de la richesse foncière et sociale.

Le problème est l'arrivage de sorgho en première saison. Ce dernier est récolté normalement en juin - juillet sur les collines et en avril - mai dans les marais. Les parcelles ayant servies à la récolte du sorgho sont toutes très petites. S'agit-il d'une culture secondaire intercalaire dans la bananeraie à la place du haricot en première saison ou de maigres réserves, récoltées en juin - juillet, issues de petites surfaces qu'on sacrifie par besoin monétaire et non-utilisées après la récolte des haricots ? Les parcelles de 211 vendeurs de sorgho sont de véritables mouchoirs de poche. Elles vont de 0,6 à 18 ares dans les 13 communes exportatrices; or seules, les communes de Shyanda, Mbazi et Runyinya sont en permanence déficitaires en sorgho. Les vendeurs de Ngoma proviennent de secteurs excédentaires (Cyarwa, Tumba, Sahera) dans une commune déficitaire en sorgho. Seul le vendeur de Kaburemera vient de l'un des deux secteurs en manque de sorgho dans la commune de Huye. Les communes et les secteurs excédentaires en sorgho ont donc des pauvres parmi une majorité de paysans aisés.

En décembre et en février, la principale production vivrière est le haricot. Sur 683 paysans venus vendre leurs haricots à Butare-"ville", 98 % ont des champs plus petits que les moyennes de leurs communes d'origine.

Ces moyennes sont de 16 ares à Shyanda, de 18 ares à Runyinya, 24 ares à Ndora, 25 ares à Maraba, 30 ares à Ngoma, à Mbazi, à Ruhashya, à Huye et à Muganza, 31 ares à Nyaruhengeri, 33 ares à Kibayi, 34 ares à Gishamvu, 35 ares à Mugusa, 37 ares à Kigembe, 39 ares à Muyira et 47 ares à Muyaga. Or les champs de ces "pauvres" n'ont que de 2 à 18 ares de surface. Les champs de 16 à 18 ares n'appartiennent qu'à des paysans de Mugusa.

Les communes dont sont issus nos paysans-vendeurs sont déficitaires en haricots(10) sauf celles de Maraba, Mugusa, Kibayi, Muyira moins le secteur de Musha. Le paysan de cette dernière commune provient de Gakoma en plein paysannat. Il s'agit donc de très pauvres parmi les pauvres qui arrivent au centre commercial de Butare. Les prix proposés à Butare étant plus élevés à l'achat que dans les souks ruraux, ces "pauvres" valorisent ainsi leur maigre récolte. Les frais de déplacement n'entrent jamais en ligne de compte.

Il en est de même pour la patate douce. Les 711 transporteurs de patates douces ont tous des parcelles inférieures à la moyenne communale sauf les 5 de Cyarumbo sur les 25 de Maraba. Les superficies normales dans les communes exportatrices vont de 5 ares à Nyaruhengeri à 15 ares à Gishamvu. Or les paysans-vendeurs n'ont récolté que sur des parcelles ou des billons allant :

de 0,3 à 2 ares à Huye,
 de 0,2 à 2 ares à Gishamvu,
 de 0,2 à 3 ares à Runyinya,
 de 0,8 à 5 ares à Nyakizu,
 de 0,4 à 2 ares à Ngoma,
 de 0,2 à 2,5 ares à Maraba,
 de 0,2 à 2,5 ares à Shyanda,
 de 0,2 à 3,5 ares à Ndora,
 de 0,6 à 1,5 ares à Mbazi,
 de 0,2 à 0,35 ares à Nyaruhengeri,
 et de 3,3 ares à Musha de Muyaga.

Les 68 vendeurs de patates douces de Huye ainsi que l'unique de Muyaga, les 6 de Nyakizu, les 13 de Gishamvu, les 104 de Mbazi, les 164 de Ngoma et les 210 de Maraba, soit 80 % des vendeurs de patates douces, sont issus de communes excédentaires. Les autres arrivent de communes déficitaires. Les pauvres, là encore, se déplacent pour vendre.

L'apport de produits vivriers secondaires dans la vie quotidienne n'échappe pas à cette règle : la pauvreté foncière

(10) cf. Première Partie, page 79

obligé à vendre la nourriture familiale pour survivre. Les gains sont réinvestis en achat de produits de base, féculents surtout, toujours proposés à bon marché. Ainsi les 1 gumes, vulgarisés par le service des semences sélectionnées grâce aux aides de l'O.B.M. et de l'I.S.A.R. ont conquis toutes les collines. En 1972, leur démarrage était le fait d'organismes exportateurs vers l'Europe en hiver de l'hémisphère nord, de paysans-promoteurs et de "pauvres" se lançant à l'aventure pour améliorer leur budget et diversifier leur alimentation. A cette époque, un maraîcher moyen disposait de 0,8 ares en préfecture de Butare. En dehors des légumes indigènes et des courges, la majorité des légumes introduits, identiques à ceux d'Europe, sont cultivés sur billons dans les vallées marécageuses. Nos "miséreux" avaient moins de 80 ca. Les 58 vendeurs, dont 2 viennent de Maraba, 9 de Ndora, de Muganza et de Gishamvu, 4 de Runyinya, 7 de Huye, 11 de Shyanda et 25 de Ngoma, ont des petites parcelles maraîchères de 0,08 à 0,7 are.

Les autres "pauvres" transportent du manioc en carottes séchées, des arachides, du bois de chauffage et du café d'arrière saison.

51 paysans livrent du manioc déterré de champs allant de 0,7 à 6,2 ares. Ils arrivent de Maraba (1), de Muganza (1), de Nyaruhengeri (2), de Mugusa (5), de Huye (6), de Shyanda (12), de Mbazi (24) où leurs parcelles plantées en manioc avoisinent la norme obligatoire imposée par la Tutelle, à savoir 5 ares par famille. Leurs champs ont 2 ares à Huye, 3 ares à Maraba, 4 ares à Muganza et Shyanda, 5 ares à Nyaruhengeri, 7 ares à Mbazi et 12 ares à Mugusa. Mais depuis l'Indépendance, la parcelle obligatoire n'est plus respectée. Après une saison néfaste, le paysan plante du manioc. Comme sa récolte se fera après la deuxième saison de récolte, si celle-ci est satisfaisante, le manioc, peu apprécié, sera en surplus donc vendu en "ville" où il est largement consommé grâce aux influences swahili et zaïroise. En conséquence, la superficie en manioc ne permet pas de dire avec précision si l'on a affaire à un pauvre. Seul le fait qu'il soit cultivé est un signe que le ruge ne peut subvenir momentanément aux besoins familiaux.

Les arachides venues de Shyanda sont récoltées sur une parcelle plus petite que la moyenne locale : 0,2 are contre 2 ares. Deux paysans de Shyanda et de Ngoma ont chacun un boisement de 0,35 are, inférieur à la superficie moyenne des boisements familiaux qui est de 0,7 are. Ces boisements d'eucalyptus datent de la période belge. Les possédants, en dehors des communes qui ont repris à leur charge les plantations des chefferies et des sous-chefferies situées sur les pentes raides des versants (agasharu), sont rares. Comme ces boisements particuliers sont rares, on ne peut guère considérer nos deux petits forestiers comme de vrais pauvres. Ils ne le sont que par opposition à la moyenne communale des boisements.

Les 4 porteurs de café n'apportent que quelques kilogrammes, signes de l'extrême fin de la saison de café.

Les "pauvres", en saison "A" ou première saison de culture au Rwanda, forment la majorité des arrivants : 2 135 sur 3 645, soit 58,5 %. Il en est de même en saison "B" ou deuxième saison culturale puisque ces miséreux sont 3 085 sur 5 338 paysans-vendeurs, soit également 58 %.

b. En saison "B"

Cette saison est surtout marquée par les récoltes de sorgho et de café arabica. C'est justement les producteurs de sorgho et accessoirement de café qui fournissent le gros contingent de "pauvres" dans les cohortes de paysans-vendeurs aux octrois de Butare.

La quasi totalité des transporteurs de sorgho, 1 409 personnes sur 1 413, soit 46 % des "pauvres" en juillet, ont récolté cette céréale sur des parcelles inférieures aux moyennes communales. Ces minuscules champs vont :

de 3 à 5,5 ares	: 117 paysans de Shyanda	; moyenne communale	: 18 ares
de 0,8 à 5 ares	: 26 paysans de Runyinya	; "	: 20 ares
de 1,8 à 5,4 ares	: 199 paysans de Ndora	; "	: 23 ares
de 3,2 à 6,6 ares	: 500 paysans de Nyaruhengeri	; "	: 24 ares
de 3,5 à 7 ares	: 23 paysans de Ibazi	; "	: 28 ares
de 2,8 à 5 ares	: 23 paysans de Muye	; "	: 30 ares
	: 220 paysans de Ngoma	; "	: 30 ares
de 1,7 à 13,3 ares	: 2 paysans de Nyakizu	; "	: 32 ares
	: 105 paysans de Muganza	; "	: 32 ares
de 2,3 à 7 ares	: 9 paysans de Kigembe	; "	: 34 ares
	: 74 paysans de Kibayi	; "	: 34 ares
de 0,7 à 7 ares	: 95 paysans de Gishamvu	; "	: 36 ares

Ils ont :

6 ares	: 7 paysans de Naraba	; moyenne communale	: 39 ares
3,3 ares	: 1 paysan de Muyira	; "	: 44 ares
2 ares	: 3 paysans de Muyaga	; "	: 50 ares
de 3 à 5 ares	: 5 paysans de Mugusa	; "	: 66 ares

58 % des paysans porteurs de sorgho partent de secteurs (Nkubi, Matyazo, Kaburemera) et de communes de Ibazi, Shyanda, Nyaruhengeri et Runyinya déjà déficitaires. Les autres sont de petits récoltants dans des collines excédentaires.

Le café, qui reste encore localement la principale culture d'exportation, a moins de fournisseurs pauvres que les aliments de base. La nécessité pour les cultivateurs des environs

proches de venir vendre leur café-parche chez le boutiquier du centre commercial de Butare explique cette exception. Les "pauvres" ne sont, en effet, que 237 sur 977 vendeurs de café. La caféraie des 3 planteurs de Runyinya possède de 50 à 52 arbustes; celle du paysan de Gishamvu, 50 caféiers; celle des 9 de Nyaruhengeri, entre 25 et 47 caféiers; celle des 51 vendeurs de Shyanda, de 30 à 62 arbustes; celle des 4 de Ndora, de 25 à 55 arbustes. La caféraie du paysan de Kibayi a 50 plants; celle des 16 et des 52 paysans de Ngoma et de Huye, 43 à 85 plants; celle des 20 de Mbazi, de 42 à 79 caféiers; celle des 75 de Maraba, de 42 à 91 caféiers; celle des 2 de Kigembe, entre 60 et 80 arbustes et celle des 3 de Mugusa, 50 et 100 plants. Les plantations moyennes des ingo selon les communes considérées varient de 58 caféiers à Runyinya à 105 caféiers à Mugusa en passant par 62 pour Gishamvu, 65 pour Nyaruhengeri, 70 pour Shyanda, 71 pour Ndora, 86 pour Kibayi, 87 pour Ngoma et Huye, 90 pour Mbazi et 98 pour Maraba et Kigembe.

Les 223 petits planteurs de haricots sur les 278 paysans chargés de ce produit ont des parcelles récoltées allant de 1,3 à 11 ares. 91 % proviennent de communes déficitaires. Les haricots sont rarement cultivés en deuxième saison sauf dans le Sud de la préfecture qui souffre davantage des aléas climatiques. Leur culture signifie toujours des récoltes insuffisantes en première saison, soit pour cause climatique, soit dues à des superficies dérisoires. Actuellement, la diminution de la taille des "ingo" engendre la culture du haricot sur les billons des marais, à côté des patates douces, dès la récolte du sorgho en juin - juillet, après la décrue des rivières découvrant les riches limons du lit majeur. C'est surtout visible autour de Butare-"ville".

Comme en première période, des produits saisonniers ou non (petits-pois, patates douces, légumes, bananes, manioc, bois) sont aussi apportés par des "miséreux".

La banane, sous toutes ses formes, est apportée par 489 paysans pauvres sur 781 vendeurs. C'est donc 63 % des vendeurs qui possèdent une plantation inférieure aux moyennes régionales en deuxième saison. Nos pauvres n'ont qu'entre 11 ares à Ngoma, Mbazi, Gishamvu et 27 ares à Ngoma. 745 paysans valorisent leurs bananes en "bières", ce qui leur rapporte davantage. En première saison c'est le cas de 365 producteurs de bananes sur 748 et en deuxième saison de 49 %, soit 380 sur 781.

67 % des petits maraîchers, soit 220, cultivent sur des billons de 0,2 à 0,7 are contre 0,8 are en moyenne. Sur 500 petits fournisseurs de patates douces, soit 97 % du total, 73,4 % arrivent de communes excédentaires. Leurs parcelles, allant de 0,4 à 2,5 ares, sont moindres que les moyennes communales :

3 ares à Mbazi et Maraba, 4 ares à Huye et Ngoma, 5 ares à Gishamvu. Les envois des communes déficitaires (Ruhashya, Runyinya, Ndora, Nyaruhengeri) sortent aussi de jardins minuscules : de 0,2 à 3,5 ares au lieu de 3 ares à 5 ares.

Comparées aux moyennes de Shyanda, de Ngoma, puis de Maraba et de Rusatira et, enfin, de Mbazi et de Gishamvu qui ont respectivement : 2, 3, 4 et 6 ares pour les parcelles plantées en manioc, celles des 74 paysans pauvres venus de ces communes ne s'étendent que de 0,7 à 5 ares.

Le cortège des pauvres comprend aussi deux porteurs de petits-pois venus de Runyinya, cultivant 3 ares au lieu de 4 ares comme leurs voisins ainsi que quatre petits forestiers sur les 38 de Runyinya, ayant de 0,3 à 0,6 ares d'eucalyptus au lieu de 0,7 ares en moyenne. Ces forestiers, dans un pays souffrant d'un manque chronique de bois, pourraient, à la rigueur, passer pour "riches" malgré leurs petites exploitations.

2. Les "riches"

En première saison culturale, ils sont 1 022 ou 28 % du total des arrivants dans notre échantillon; en deuxième saison, 1 544 ou 29 %. Cette similitude se retrouve aussi dans les types d'apports. A côté de produits saisonniers d'importance secondaire récoltés sur des parcelles plus vastes que les moyennes communales, ils apportent des bananes, des "bières", du bois de chauffage, du charbon de bois et du manioc. Les différences d'apports, de la part des riches, entre les deux saisons, ne se manifestent qu'au niveau du café et des légumes.

a. En saison "A"

10 types de marchandises sont apportés par les "riches" en première saison.

Les arachides, avec 87,5 %, les pommes de terre, les petits-pois, le café et le maïs, avec 87,5 %, 100 %, 48 %, 100 % et 28,5 % des propositions totales de ces produits en première saison de culture, constituent le petit lot des arrivages.

Largement supérieures aux normes courantes dans les communes dont sont issus ces "riches" paysans, les parcelles ayant servi à récolter les produits ci-dessus vont de 0,9 ares à Mbazi à 6 ares à Ndora pour les arachides, de 3 ares à Mbazi, Maraba, Kibayi à 11,5 ares à Maraba pour les pommes de terre,

de 2 ares à Mbazi à 6 ares à Runyinya pour les petits-pois. Elles sont de 1,3 ares à Maraba et à Mbazi pour le maïs contre 0,2 et 0,5 en moyenne. Les grappilleurs de café, en fin de saison, ont parfois des récoltes et des plantations supérieures aux moyennes locales. C'est ainsi que les deux paysans de Runyinya portent des sacs de 11 et 20 kg de café alors que les planteurs de la commune ne récoltent en moyenne, par saison, que 10 kg. Le planteur de Gishamvu porte 20 kg, celui de Ndora, 27 kg, alors que les moyennes sont 7 kg et 20 kg. Les 8 autres (1 de Mugusa et 1 de Mbazi, 2 de Shyanda, 4 de Maraba) ont des plantations contenant de 180 à 400 caféiers au lieu de 70 à Shyanda, 90 à Mbazi, 97 à Maraba et 105 à Mugusa.

Le transport du bois, pour satisfaire aux besoins de chauffage en ces jours humides et froids, intéresse 109 personnes, soit 98 % du total des bûcherons. Leurs boisements vont de 0,8 à 21 ares. La majorité vient de Ngoma (32), de Runyinya (32) et de Huye (36).

Les légumes de saison sont fournis par 224 jardiniers ayant des potagers appréciables qui s'étendent de 0,9 à 11 ares. 47 % de ces maraîchers proviennent de Maraba (71) et de Shyanda (35) où les superficies cultivées vont de 0,9 à 7 ares et de 1 à 5,5 ares.

Le manioc et la banane, produits non saisonniers, interférences de la Tutelle et de la tradition, forment toujours les gros arrivages. Aussi, 42,5 % des livreurs de banane valorisée ou non et 81,5 % des livreurs de manioc sont "riches".

Les bananeraies des 94 "riches" de Gishamvu ont de 17 à 31 ares au lieu de 15 ares en moyenne; celles des 51 de Shyanda, de 11 à 19 ares au lieu de 10 ares; celles des 50 de Runyinya, de 11 à 95 ares contre 7 ares en moyenne. Celles des 37 de Mbazi, des 36 de Ndora, des 34 de Nyaruhengeri, des 12 de Maraba, des 2 de Mugusa et des solitaires de Muganza et de Huye ont, respectivement, de 16 à 31 ares, de 21 à 31 ares, de 21 à 25 ares, de 19 à 38 ares, 21 ares, 27 et 32 ares, au lieu des normes communales qui sont de 14 ares pour Mbazi, 20 ares à Ndora et à Nyaruhengeri, 18 ares à Maraba, 17 ares à Mugusa, 25 ares à Muganza et 28 ares à Huye.

Sur les 282 "riches" pourvoyeurs de manioc des 13 communes où les surfaces plantées en manioc se situent entre 2 et 7 ares par paysan, les 75 cultivateurs de Ndora ont des parcelles allant de 3,5 à 11,5 ares, les 46 de Maraba de 3,7 à 18 ares, les 38 de Nyaruhengeri de 5 à 18 ares, les 32 de Shyanda et les 32 de Huye de 4 à 18 ares, les 28 de Runyinya de 3 à 18 ares, les 14 de Ngoma de 5 à 14 ares, les 7 de Gishamvu de 6 à 10 ares.

La parcelle d'un cultivateur de manioc de Nyakizu a une superficie de 5 ares. Celles des 2 cultivateurs de Kigembe ont 4 ares, des 2 de Mbazi ont 16 ares. Le paysan de Muganza cultive le manioc sur une surface de 8 ares et celui de Kibayi sur 10 ares.

b. En saison "B"

Les vivres secondaires comptabilisés chez les "riches" sont : le sorgho, avec 4 vendeurs de Kigembe dont les champs s'étendent de 42 à 82 ares contre 34 ares en moyenne; le maïs, avec 3 apports de Mbazi et un de Maraba, dont les parcelles récoltées, de 3 à 18 ares, n'ont aucune peine à être supérieures au 0,5 et 0,1 are courant dans ces deux communes; les petits-pois, avec 2 vendeurs de Mbazi et un de Maraba; les 11 porteurs d'arachides, denrées encore peu vulgarisées dans la région puisque la moyenne est de 0,2 are à Muganza, Kibayi et d'une are à Muyaga d'où proviennent nos 3, 2 et 6 paysans qui ont entre 1,9 et 3,3 ares. Le haricot, culture secondaire à cette époque, n'est rentable que pour 19 % de ses transporteurs : 1 de Nyakizu, 8 de Shyanda, 45 de Ndora dont les parcelles ont entre 4,3 et 7,5 ares, contre 5, 7 et 4 ares en moyenne.

Les féculents ne sont importants que par le manioc. Les "riches" en patates douces ne sont que 11, c'est-à-dire 6 de Ndora, 3 de Maraba et 2 de Shyanda. Leurs champs sont supérieurs aux normes courantes : de 3,2 à 16 ares contre 3 ares. La pomme de terre, cultivée avec acharnement sur de petites parcelles de 0,1 à 2 ares, malgré sa mauvaise qualité et la concurrence du Rwanda septentrional, rapporte bien près du centre de consommation de Butare, et les 35 paysans qui représentent 100 % des fournisseurs de pommes de terre en juillet - août aux octrois, sont venus de Shyanda (1), de Ndora (2), de Mbazi (2), de Maraba et de Runyinya (15). Ils ont récolté de 1,3 à 8 ares. Le manioc intéresse 276 "riches" porteurs, soit 74 % de ses vendeurs. Les champs du producteur de Ruhashya, des 5 de Gishamvu, des 7 de Maraba, des 7 de Mugusa, des 9 de Muganza, des 14 de Nyaruhengeri, des 16 de Ngoma, des 35 de Mbazi, des 39 de Runyinya, des 46 de Ndora, des 48 de Shyanda et des 49 de Huye s'organisent entre 3 et 14,5 ares alors que la moyenne de ces communes varie entre 2 et 4 ares.

Les 48 riches maraîchers, soit 22 % de leur total, arrivent de 12 communes. Leur carré de légumes compte de 0,9 à 3,4 ares.

Les 126 riches transporteurs de bois forment 96 % de leur cohorte. Ils ont des boisements de 0,9 à 4 ares.

Mais les principaux "riches", en deuxième saison, sont à chercher parmi les porteurs de café arabica et de bananes valorisées ou non.

En effet, les 700 caféiculteurs, soit 75 % de ce total, ont des plantations supérieures à la moyenne de leur commune de départ. Ces moyennes sont de 58 plants à Runyinya, 62 à Gishamvu, 63 à Muganza, 65 à Nyaruhengeri, 70 à Shyanda, 71 à Ndora, 77 à Ruhashya, 87 à Ngoma et Huye, 90 à Mbazi, 96 à Nyakizu, 97 à Maraba, 98 à Kigembe et 105 à Mugusa. Selon l'ordre de ces communes, 90 caféiculteurs détiennent de 62 à 175 caféiers, 100 de 72 à 139, 5 de 95 à 100, 3 de 43 à 130, 145 de 75 à 150, 10 de 92 à 100; les 4 paysans de Ruhashya ont 96 caféiers chacun, les 92 de Ngoma de 94 à 272, les 215 de Mbazi de 95 à 137, les 4 de Nyakizu 98 plants, les 27 de Maraba de 111 à 200 plants, les 2 de Kigembe ont 100 arbustes et les 3 de Mugusa ont 105 caféiers.

Quant aux 272 récoltants de bananes aisés, soit 35 % du total des transporteurs de bananes, en deuxième saison de culture, leurs "urutoke" s'étendent de 11,5 ares à Shyanda à 50 ares à Ndora.

Ces "roches" arrivants ne le sont qu'en principe. Car sur 1 544 "riches", 1 248, soit 81 %, circulent soit avec de la banane dont l'extension de la culture est une compensation à la diminution des revenus fonciers, soit avec du manioc dont la culture n'est pas encore rentrée dans les moeurs locales et est un signe de disette, soit avec du café dont la vente se fait principalement à Butare-centre pour les collines voisines. Ces planteurs de café ne se déplaceraient pas si un camion venait faire le ramassage ou si un centre d'achat de café était situé plus près de leur ruge. Comme ces faux "riches", les porteurs de produits non vivriers ainsi que tous ceux dont le statut social est difficile à cerner ne sont que des "riches" en sursis. Le marché n'attire que la misère. Le commerce, activité noble depuis peu, se fait dans un local ou en Toyota sauf pour le transport d'animaux.

On peut aussi classer dans ces "riches" ceux dont la superficie du champ producteur correspond aux moyennes communales. En première saison, 18 sont dans ce cas (6 pour la bananeraie, 5 pour le manioc, 3 pour les haricots, 3 pour les légumes et 1 pour les petits-pois). En deuxième saison, ils sont 77 dont 20 pour la banane, 24 pour le manioc, 25 pour les légumes, 6 pour les patates douces, un pour les haricots et un pour le bois de chauffage.

3. Les "marginiaux" difficile à situer socialement

Ils se présentent aux entrées de Butare-"ville" avec du lait, des peaux, des fruits, des poules et des lapins, des oeufs, des produits de chasse, de pêche et de cueillette (perdrix, poissons de rivière, champignons), avec des objets utilitaires en vannerie, en poterie, en bois et en fer. Ils sont en tout 841 dont 71 pour les fruits, 230 pour le lait, 77 pour les peaux, 259 pour la volaille, 47 pour les oeufs, 150 pour l'artisanat et 7 pour les produits de cueillette et de chasse. Deux apportent le bois des charpentes d'une maison détruite et le vendent comme bois de chauffage.

Ces produits sont dits de complément ou de grapille. Ils furent introduits récemment dans la vie rwandaise, sauf les peaux de mouton qui servent à protéger les nouveaux-nés sur les reins de leur mère, la vannerie et la poterie, ustensiles de base pour transporter, faire sécher, conserver, préparer les bières et servir de lit. Le lait, la volaille, les fruits du rugo, les oeufs sont très demandés par les expatriés. Les paysans, peu habitués à leur consommation, s'en privent facilement pour un gain honorable. Les peaux de vaches et de chèvres furent la première activité commerciale dominante des asiatiques au Rwanda avec le sel, le sucre et les étoffes.

Dans la catégorie des "marginiaux", on peut également classer ceux qui arrivent avec des vivres difficiles à situer parce que leurs récoltes sont secondaires à l'époque considérée. Ces cultures sont souvent complantées comme le taro ou colocase. Ce dernier est, soit planté sous la bananeraie, soit en marais à côté des patates douces, voire bordant les billons de sorgho ou de légumes. Chez les 8 récoltants de taro en première saison, les parcelles vont de 0,7 à 6 ares. Celles des 137 de deuxième saison s'échelonnent entre 1 are à Shyanda et 18 ares à Kigembe. Le tabac est cultivé autour du rugo et bénéficie, comme la bananeraie, des déjections familiales. C'est une culture de case. Les 21 en saison "A" et les 17 en saison "B" ont entre 0,3 are à Nyaruhengeri et 18 ares à Nyakizu. Une plantation de tabac de cette taille est assez exceptionnelle dans le Rwanda méridional.

Les missions, l'I.S.A.R.-Rubona et le Ministère de l'Agriculture vulgarisent la culture de l'ananas. Quelques intrépides s'y sont adonnés. Leurs parcelles vont de 10 ca à 1,3 are. Ils sont 14 à Mbazi, 1 à Huye, 2 à Ngoma, 1 à Kigembe, 2 à Muganza et 2 à Nyaruhengeri.

L'igname est rarement cultivée au Rwanda. Elle n'apparaît qu'en deuxième période, saison de sa récolte. En général, les buttes sont groupées sur de petites parcelles ne dépassant

pas 10 ca, soit une trentaine de perches enroulées de liserons, témoins des tubercules enfouis. Les 15 pourvoyeurs d'igname ont entre 20 ca et 160 ca.

Une femme de Kibilizi (commune de Nyaruhengeri) vient même vendre son soja récolté sur 3 ares. L'influence du Centre Nutritionnel de Kibilizi ne l'a guère touchée.

Les paysans de Gikongoro et de Ngenda (Kigali) ont aussi de petites parcelles mais le manque de comparaisons empêche de les classer. Le tabac y est récolté sur des champs de 0,7 à 6 ares. Pour le sorgho, leurs champs ont de 3 à 5 ares; pour le haricot, 5 ares; pour les patates douces, de 0,7 à 2,4 ares; pour les pommes de terre, 4 ares; pour les petits-pois, 6 ares; pour le taro, 3 ares. Les deux planteurs de café venus à Butare-"ville" ont 50 et 100 arbres à Nyamabuye et à Kivu.

Le flot des paysans-vendeurs aux octrois reflète plus la misère que la richesse des denses collines rwandaises. Il démontre l'utilité de Butare-"ville" pour l'écoulement de leurs produits. Il permet aussi la découverte de certains aspects de la vie rurale.

B. Les "octrois",

reflets d'une structure agraire déplorable

La misère pousse les gens à se déplacer à Butare-"ville" en vue d'espérer des gains meilleurs par rapport à ceux qui les attendent dans leur centre de négoce régional. L'analyse de leur vie montre une campagne à la limite de l'asphyxie dans sa structure actuelle.

1. Le rugo standard des vendeurs

Ce rugo type ne peut être obtenu que pour les secteurs des communes proches de Butare-centre, ce qui montre l'impact limité de Butare sur sa campagne. La majorité des vendeurs habitent près de Butare-"ville". C'est de là que partent toutes les variétés de produits cultivés sur une isambu ou parcelle.

Au carrefour de Tumba, le rugo modèle, sur 16 communes envoyant des paysans, ne peut être calculé que pour 3 communes (Ngoma, Nyaruhengeri, Gishamvu); à Matyazo, pour 3 communes (Huye, Runyinya, Maraba) sur 11; à Nyakibanda, pour 3 communes (Huye, Gishamvu, Runyinya) sur 11; à Kinteko, pour 5 communes (Ngoma, Nyaruhengeri, Muganza, Ndora, Shyanda) sur 10 et au carrefour de Karubanda, que pour 4 communes (Huye, Mbazi, Maraba, Shyanda) sur 23. (Annexe n° 3)

Le rugo standard est toujours inférieur à la superficie moyenne des exploitations rurales de la commune de départ sauf en février pour Ngoma. Ici, les vendeurs ont des ingo qui dépassent largement la norme habituelle de Ngoma qui va de 45 à 53 ares selon les secteurs. C'est l'exception.

Dans les communes formant l'auréole dense de Butare, les petits ingo sont majoritaires, sauf à Maraba. Et comme nos vendeurs ont des ingo minuscules par rapport aux moyennes communales, ce sont donc des "pauvres" qui arrivent avec leurs marchandises.

Les possessions de vaches et de caféraies importantes par rapport aux normes habituelles font dire qu'ils ne sont pas très misérables. Il faut y voir pour le café, l'influence de Butare, siège de l'administration et qui tient à voir se perpétuer une culture de rapport pour le gouvernement.

La caféraie et le troupeau restent toujours un signe de notoriété. Le chef de famille les garde lors des partages de succession. Il ne conserve qu'un maigre lopin de survie à côté des signes extérieurs de puissance sociale. Le paysan devient "pauvre" par pression démographique. Des densités supérieures à 400 habitants au km² ne peuvent qu'engendrer des miséreux qui s'entassent sur place. Le troc et la vente de leurs vivres à Butare leur rapporteront plus que sur la colline et, au moins, ils seront sûrs de les vendre. Le sort des invendus l'indique.

91 à 100 % des marchandises apportées le matin, selon les entrées, sont vendues. 7 paysans, à peine, se sont livrés au troc. Le peu d'invendu retourne au rugo où il est, soit consommé (de 0,1 % à 5,6 % des apports selon les octrois), soit conservé en vue des semences prochaines (3 cas). Une personne se sert de son reliquat pour payer en nature son salarié agricole.

2. Les modes de production des vendeurs

Comme partout au Rwanda, la famille entière s'occupe de la vie des champs et du soin des animaux. Cette occupation presque permanente, surtout de la part des enfants et des femmes, handicape la fréquentation assidue du marché.

Les apports par production personnelle sont importants sans être écrasants. Pour chaque carrefour, ils représentent de 56 % des paysans à Matyazo à 69 % à Nyakibanda en passant par 64 % à Kinteko, 65,5 % à Tumba et 67 % à Karubanda. Les hommes qui détiennent les cordons de la bourse familiale y sont toujours prépondérants sauf à Kinteko où ils sont à égalité d'arrivée avec les femmes. Cette domination va de 55 % à Nyakibanda à 71 % à Matyazo. Elle est de 59 % à Karubanda et de 65,5 % à Tumba.

Les autres formes d'apports proviennent soit de salariés agricoles, soit de coopérateurs, soit de moins de 20 ans bénéficiant d'un lopin de terre en usufruit sur l'isambu paternelle, soit d'une femme allant vendre la ration alimentaire (30 kg de pommes de terre) de son mari, militaire.

Les salariés agricoles, hommes ou femmes, sont peu nombreux. Ils ne sont que 8. Les 168 coopérateurs sont à majorité masculine sauf à Nyakibanda (4 sur 7) et à Kinteko (5 sur 9). Les jeunes qui s'essayaient à l'agriculture et qui, par ce biais,

sont de moins en moins dépendants de la famille, sont avant tout des jeunes filles, sauf à Matyazo : 53 % de garçons ou 330 contre 297 filles. Aux autres entrées, les jeunes filles sont de 54,5 % à Tumba à 66 % à Nyakibanda en passant par 59 % à Karubanda et 64 % à Kinteko.

Tous ces paysans-vendeurs ne transportent qu'un seul produit sur leur tête.

Etant des besogneux de microfundia, il est normal qu'ils s'ingénient à produire plus au mètre-carré. Le développement de la culture mélangée ou complantage devient la règle dans les collines denses autour de Butare.

3. Le développement du complantage

Quand l'équilibre ressource - population est réalisé, les parcelles du rugo ne portent qu'une seule culture. Le jardin de case n'était pas complanté traditionnellement. Et bien souvent, il n'existait pas car les légumes et les condiments n'ont fait leurs apparitions qu'avec les missions. Le mélange des espèces vivrières, qui débuta dans les marais, est en train de se généraliser sur les collines très peuplées. C'est un signe de manque de terre donc de pauvreté. Le mélange des semences sur une même parcelle est aussi le reflet des aléas climatiques. Par ce mélange, le paysan espère assurer l'indispensable.

Grâce aux renseignements fournis par les paysans-vendeurs en juillet - août, on peut avoir une idée de cette adaptation naturelle des paysans rwandais au manque de terre et aux variations pluviométriques. Les gens de Gikongoro et de Kigali venus à Butare ne se livrent pas au complantage. Ils ont encore de l'espace disponible. Mais autour de Butare-"ville", on s'entasse et on subdivise à l'infini la fermette familiale ancestrale.

Sur 5 429 paysans-vendeurs comptabilisés lors de nos enquêtes en juillet et au début août aux entrées de Butare, 909, soit 17 %, pratiquent la culture mélangée. Ils sont 50 à Nyakibanda, soit 12 % du total arrivant de cette entrée, 63 à Matyazo (9 %), 204 à Karubanda (13 %), 229 à Kinteko (12 %) et 363 à Tumba, soit 19 % du total de l'entrée. Les octrois donnant sur les communes les plus denses et les plus pauvres comme les entrées de Kinteko et de Tumba concentrent la majorité des paysans pratiquant le complantage.

C'est ainsi que les communes ayant le plus de paysans pauvres obligés de survivre par ce subterfuge sont Nyaruhengeri

avec 148 vendeurs, Shyanda avec 125 vendeurs, Ngoma avec 124 et Ndora avec 109 vendeurs. Ces vendeurs représentent respectivement : 19 %, 21 %, 19,5 % et 25 % du total des vendeurs intéressés de ces 4 communes.

L'étude des paysans-vendeurs donne donc un aperçu de la vie rurale rwandaise. La taille des fermettes rwandaises est très variable malgré une certaine harmonisation à première vue. Ce sont les "pauvres" issus d'ingo très petits qui forment le gros des arrivants. Ces petits ingo sont un fait bien établi. Les bourgmestres essaient de distribuer en priorité les terres de marais à ces miséreux. Par exemple, en 1973(11), dans les secteurs de Mpare, de Musange et de Tumba, les ingo ayant moins de 20 ares dominant. Ils sont 38 %. 61 % des paysans ont moins de 40 ares, tandis que la proportion des plus de 1 ha monte à 15 %. Les 40-50 ares forment 10 % du total, les 60-79 ares et les 80-99 ares, 9 % et 5 %. Mais plus on s'approche de Butare et plus les ingo sont petits : à Mpare et Tumba, banlieues-bananières de Butare-"ville", 70 % des exploitations ont moins de 40 ares contre 43 % à Musange. Ces fermettes sont vouées à la polyculture mélangée, mais limitée par les techniques rudimentaires de culture et les plantes utilisées.

Cette limitation se retrouve dans les apports aux entrées. On vient vendre surtout des féculents introduits par l'administration belge contre les famines, de la banane à "bière" et à manger et plus rarement des produits saisonniers de base (haricots, sorgho). Les paysans se défont volontiers des légumes, des fruits, des volailles, des oeufs, fortement demandés en ville et de vulgarisation récente.

Les achats seront comme les ventes, minimes et limités aux produits alimentaires de base et autres de première nécessité. Ce sera le fait de pauvres puisque l'agriculture produit déjà une alimentation peu coûteuse conçue de telle sorte que beaucoup d'individus peuvent être nourris par une modeste superficie. Ce phénomène d'achat vivrier et autres produits par des pauvres n'est pas fait pour vivifier un centre commercial. Le boutiquier a besoin d'un grand nombre de clients en fortes densités pour arriver à faire un chiffre d'affaires correct. La pauvreté générale des collines et la concurrence de ses confrères lui font rechercher surtout du côté des urbains pour écouler son stock de produits de traite. Les ruraux miséreux n'achètent que chichement.

(11) cf. Pétillon et Gasangwa, n° 43

III. DES ACHATS MINIMES ET DE PREMIERE NECESSITE

3 208 personnes, représentant des paysans-vendeurs du matin, des salariés et d'autres paysans sortis uniquement de leurs collines pour se ravitailler au centre commercial, ont acheté à Butare-"ville" sur les trois périodes d'enquêtes, pour 326 694 FRW de marchandises diverses. Chaque personne a dépensé 102 FRW en moyenne. C'est à la fois très peu et énorme compte tenu du revenu monétaire agricole brut qui est de 26 117 FRW par famille de 5 personnes, en préfecture de Butare, en 1973, ou pour ce même revenu annuel monétaire net qui avoisine les 20 000 FRW par famille rurale.

C'est en décembre que les achats furent les plus importants. 41 % de la somme dépensée s'y concentre, tandis que juillet, avec 35,5 % et février, avec 23,5 % suivent.

Au niveau des quantités achetées, décembre vient aussi en tête avec 14 526 kg et unités(12) de marchandises, suivi par juillet et février, avec respectivement 9 849 et 7 272,5 kg et unités. Comme le nombre d'acheteurs est de 1 245 personnes en décembre, de 1 199 en juillet - début août et de 764 en février, chacun rapporte chez lui 12, 8 et 9,5 kg ou unités. Les achats effectués par ces paysans-vendeurs ne permettent pas d'excès. Ces quantités achetées ne représentent que 8 % du volume des apports aux entrées et 33 % des achats globaux des paysans-vendeurs et des revendeurs aux sorties. (figures n° 46, 47 et 48)

Les dépenses personnelles varient donc selon les époques. Elles sont de 108 FRW en décembre, de 96 FRW en juillet et de 100 FRW en février. Apparemment, la saison du café n'occasionne pas les plus forts achats. Traditionnellement, l'argent de la vente du café sert au paiement des impôts, à l'amélioration de la maison et, de plus en plus, comme dot. Les mariages se font souvent en "hiver austral" ou grande saison sèche ou morte saison culturale et époque des visites familiales. L'argent fait partie des cadeaux pour une grande part. De plus, l'argent du "pater familia" est aussi thésaurisé dans le rugo. Les achats s'effectueront donc, soit en fin d'année, soit avant une saison culturale ou soit en période de soudure. Les types d'achats et les lieux d'achats trahissent le simple souci alimentaire du "muturage" ou paysan en difficulté. La vie moderne, par ses variétés de produits, a encore faiblement pénétré le monde rural rwandais.

(12) Unité : Tout objet identifié mais non pesé : feuille de tabac (bien que 100 feuilles = 1,6 kg sur le marché de Butare-centre), tôle, quincaillerie, habillement, cartouche de cigarettes et d'allumettes, pacotille (lame de rasoir, cadenas, miroir, peigne, stylo-bille "bic", etc. ...).

Ventilation des achats effectués à Butare par paysans et revendeurs de la préfecture

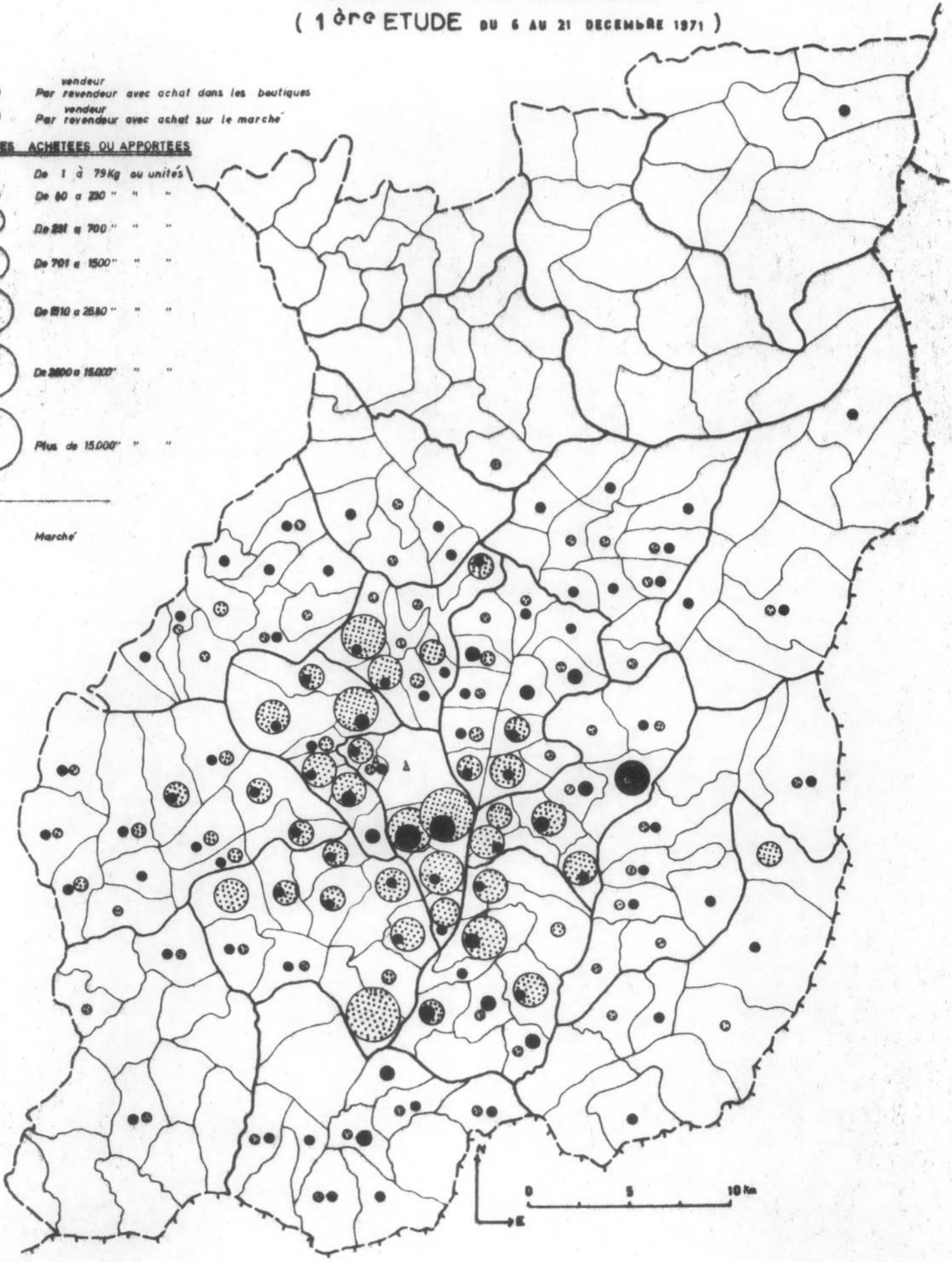
(1^{ère} ETUDE DU 6 AU 21 DECEMBRE 1971)

- *vendeur*
Par revendeur avec achat dans les boutiques
- ⊙ *vendeur*
Par revendeur avec achat sur le marché

UNITES ACHETÉES OU APPORTÉES

- De 1 à 79Kg ou unités
- De 80 à 290 " " "
- De 291 à 700 " " "
- De 701 à 1500 " " "
- De 1510 à 2500 " " "
- De 2500 à 15000 " " "
- Plus de 15000 " " "

△ *Marché*



17

ventilation des achats effectués à Butare par paysans et revendeurs de la préfecture

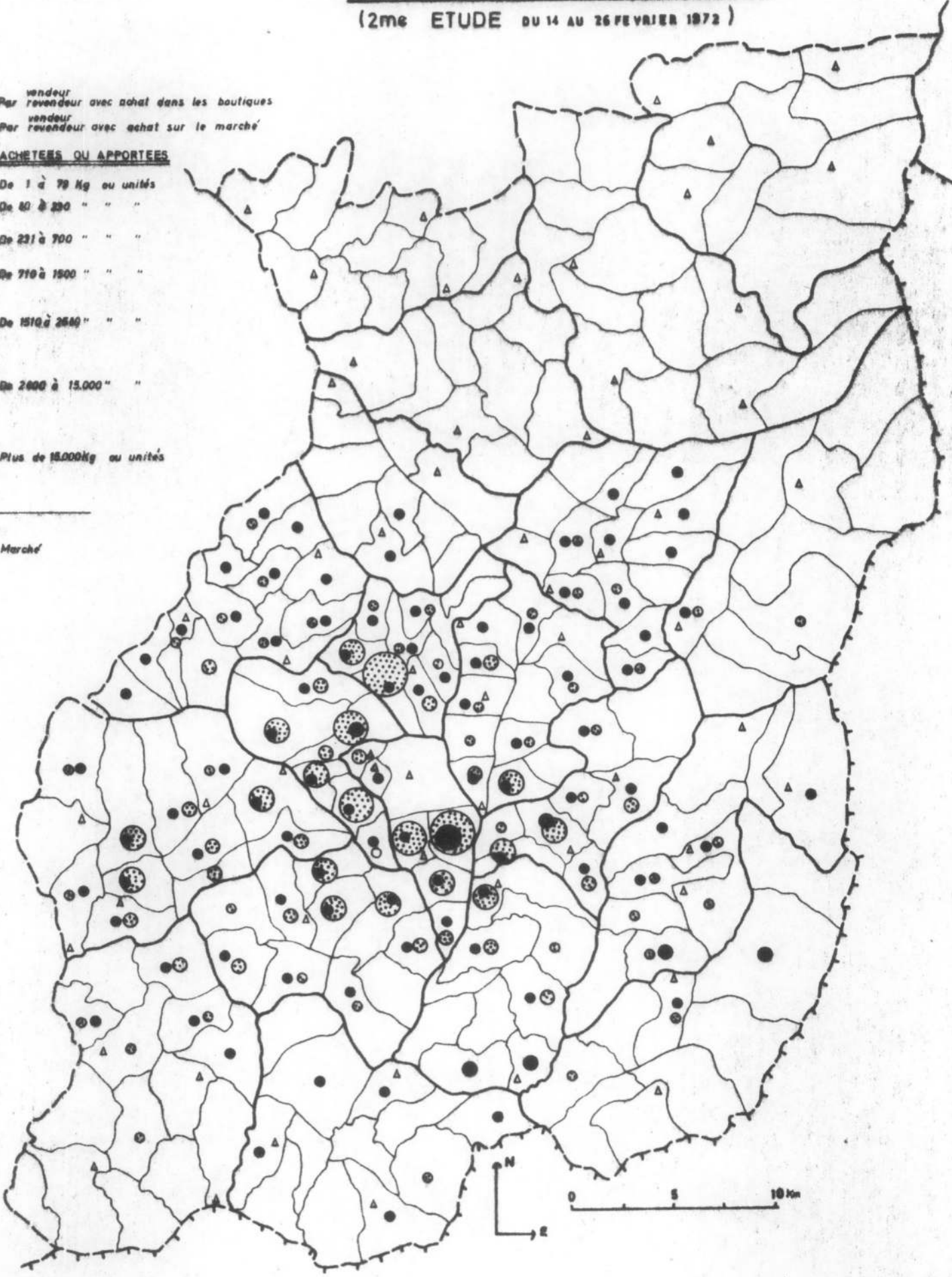
(2me ETUDE DU 14 AU 26 FEVRIER 1972)

vendeur
Par revendeur avec achat dans les boutiques
vendeur
Par revendeur avec achat sur le marché

LES ACHETES OU APORTEES

- De 1 à 79 Kg ou unités
- De 80 à 230 " " "
- De 231 à 700 " " "
- De 710 à 1500 " " "
- De 1510 à 2500 " " "
- De 2500 à 15.000 " " "
- Plus de 15.000kg ou unités

Marché



Ventilation des achats effectués à Butare par paysans et revendeurs de la préfecture

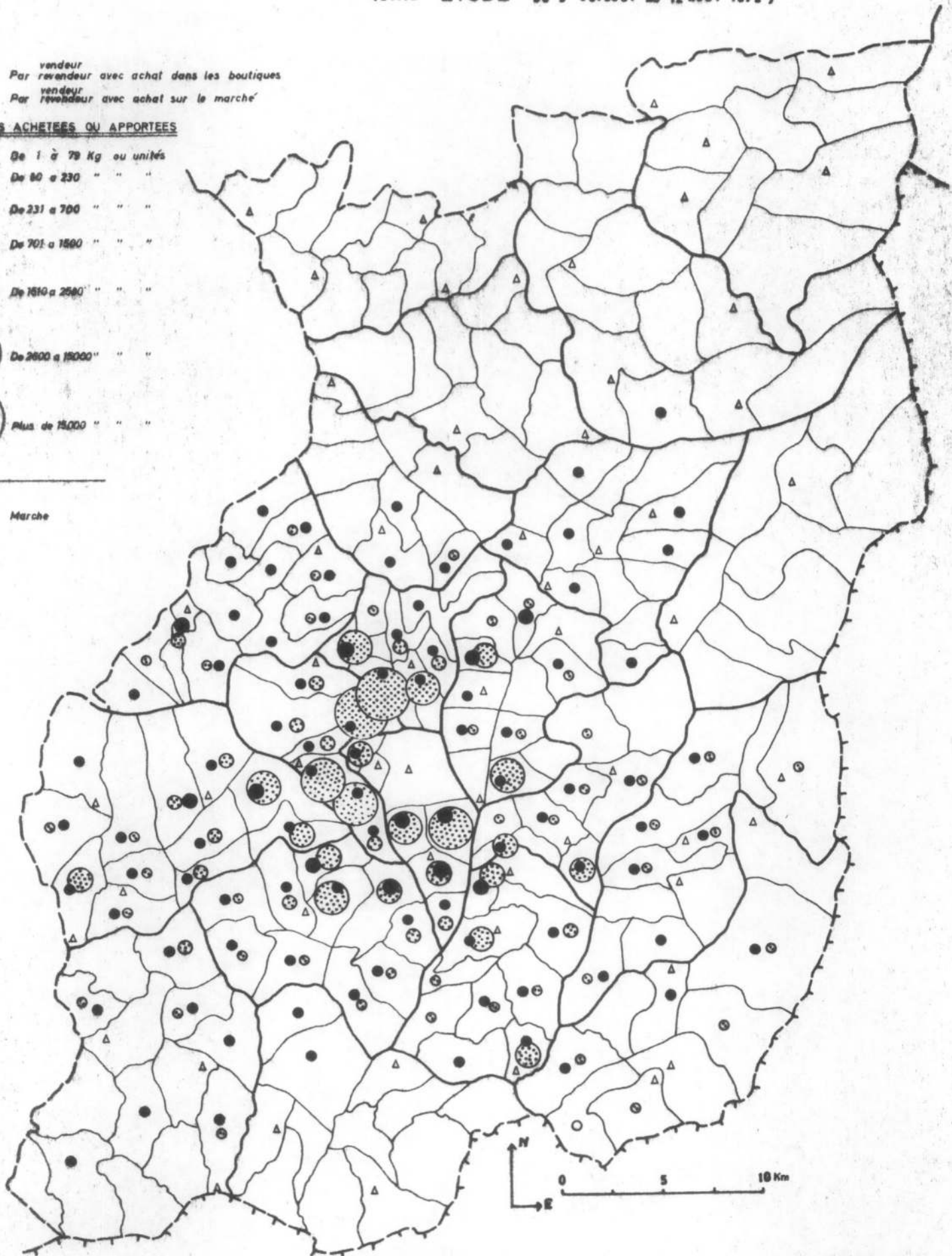
(3me ETUDE : DU 3 JUILLET AU 12 AOUT 1972)

vendeur
Par revendeur avec achat dans les boutiques
vendeur
Par revendeur avec achat sur le marché

LES ACHETÉES OU APPOURTES

- De 1 à 79 Kg ou unités
- De 80 à 230 " " "
- De 231 à 700 " " "
- De 701 à 1500 " " "
- De 1510 à 2500 " " "
- De 2500 à 15000 " " "
- Plus de 15000 " " "

Marche



A. La structure des achats

Acheter plusieurs produits à la fois est rare. La maigre bourse et des besoins limités l'expliquent. Ils ne sont que 788 à avoir réalisé plusieurs emplettes, soit 24,5 % du total. On achète le plus souvent deux produits : 68,5 % des cas. Seulement une, deux, trois, quatorze et cinquante personnes ramènent 9, 7, 6, 5 et 4 produits différents à la fois, tandis que 167 personnes ou 5 % des acheteurs rapportent de Butare-"ville" trois articles en même temps.

Les achats concernent avant tout les produits vivriers et ensuite les produits de traite (tôles ondulées, quincaillerie, allumettes et cigarettes, parfums, parapluie, tissus, friperie, couverture, ciment, piles, radio, cycles). Entre les deux, se classent certains produits alimentaires ou de troc appréciés en colline tels le sel, le sucre, le savon, l'huile de palme et les poissons séchés de lac Tanganyka. (annexe n° 4)

Ces types d'achat reflètent le déficit alimentaire des collines environnant Butare. On vient vendre des produits peu appréciés ou de bonne valeur marchande et on achète la base de l'alimentation qu'est le féculent.

Ainsi, en première saison, trois produits vivriers constituent entre 60 % et 89 % du tonnage acheté sur le marché et sous les barzas des boutiques. En deuxième saison ou juillet-août, c'est de 68 % à 83 %. Quant aux produits achetés dans un magasin, les produits alimentaires de base rivalisent avec, en première position, le pétrole pour la lampe-tempête, le sel, la quincaillerie (houe, casseroles, clous, lames de rasoir), les tôles, l'huile de palme (venue de Bujumbura ou du Zaïre) pour les sauces, le sucre et, plus rarement, le riz, les fripes et les étoffes. Ces produits de première nécessité forment de 15 % à 95 % du tonnage acheté chez un commerçant selon les entrées et les périodes d'enquêtes. L'annexe n° 4 donne les trois produits majoritaires, à chaque sortie, durant les trois périodes d'enquêtes en séparant les achats chez les boutiquiers et sur le marché. Les achats sous les préaux des boutiques sont comptabilisés avec le total du marché. Les paysans assimilent les commerçants établis sous les barzas aux "takataka" du foirail.

Nos enquêtes sont corroborées par celles de Pétillon et de Gasangwa (13) en 1973, à Tumba, Mpare, Busange, où 86 % des exploitants achètent du haricot, 41 % des patates douces, 37 % du sorgho, 35 % du manioc et 11 % des bananes-plantains.

(13) cf. Pétillon et Gasangwa, n° 43

B. Les lieux d'achat

Comme les produits vivriers dominant et qu'en 1972 - 1973 les commerçants étrangers, encore nombreux, sont voués avant tout au commerce de traite, on comprend que les achats alimentaires se font sur le foirail et sous les barzas. Les Rwandais des barzas sont soit des sous-traitants des commerçants étrangers, soit les véritables propriétaires du magasin par le système du viager. Leurs stocks vivriers sont fournis par l'Arabe ou le Grec. Ils ne doivent qu'un pourcentage sur la vente, déductible du fonds de commerce à acquérir. Pour se lancer, la mise de fonds n'est donc pas nécessaire. Et le paysan venu acheter se laissera parfois tenter par les produits de traite exposés à l'intérieur de la boutique. Tout le monde y trouve son compte.

En décembre, 89,3 % des produits sont fournis par le foirail et les barzas contre 86 % en février et 90,4 % en juillet. Les boutiquiers n'ont donc vendu que 10,7 % des marchandises en décembre, 14 % en février et 9,6 % en juillet - août aux paysans interviewés aux "octrois".

Dans le détail, pour chaque période d'enquête et selon les entrées, les achats sur le foirail et sous les barzas représentent de 44 % à 72 % de la valeur totale et de 89,2 % à 96,7 % de la quantité globale de décembre, de 44 % à 73 % de la valeur et de 83,5 % à 96 % du tonnage de février, de 36 % à 62 % de la valeur monétaire et de 65,1 % à 99 % de la quantité en juillet - début août. La différence valeur-quantité est due aux achats massifs relativement bon marché en ces endroits.

La majeure partie des gens se ravitaille sur la place du marché et sous les barzas. En décembre, elles accaparent de 80 % à 88 % des acheteurs; en février, de 59 % à 77 %, tandis qu'en juillet - août, ils sont de 65 % à 72 % des acheteurs à les fréquenter.

Chez les boutiquiers grecs, arabes, pakistanais, hindous et rwandais, les marchandises achetées sont de plus grande valeur par unité. La préférence des achats qui allait, avant 1972 - 1973, aux Arabes, se subdivise maintenant, presque avec égalité, entre les Grecs, les Arabes et les Rwandais. Les Arabes sont les plus proches de la mentalité rwandaise parmi les commerçants étrangers. Les Grecs et les commerçants asiatiques font une grande partie de leur chiffre d'affaires avec les expatriés et en ravitaillant d'autres commerçants.

Les Arabes recueillent, en valeur et selon les octrois, de 5 % à 21,5 % des achats en décembre, de 12 % à 18,5 % de février et de 6,5 % à 24,5 % en juillet - août, tandis que leurs principaux concurrents grecs font respectivement de 7 % à 26 %, de 10 à 25 % et de 6,5 % à 30 %. Ce partage identique n'est plus possible à l'heure actuelle avec l'abandon des Grecs. Les commerçants nationaux, qui commençaient leur percée, réceptionnaient déjà 13 % de la valeur des achats, tout comme les Arabes, mais moins que les Grecs (16,5 %) et plus que les Pakistanais (0,3 %) et les Européens (0,4 %).

L'importance de la place du marché est indéniable pour les environs. La peur du commerçant et la méfiance vis-à-vis de son esprit de roublardise jettent la masse paysanne dans l'univers commercial le plus à sa portée, c'est-à-dire le marché et secondairement vers ses compatriotes des barzas et de magasins. L'ouverture des gens aux affaires, grâce à la possibilité de circuler davantage et de croiser de plus en plus souvent le commerçant rwandais de la "ville" ou son collecteur-entrepôseur local, réconcilie le paysan et la boutique. Cette dernière remplit actuellement de nombreuses fonctions du carreau du marché. Elle contribue à l'étiollement du marché en plein air. Les haricots, le sorgho, le sel, les autres produits alimentaires, voire les oeufs et les légumes, sont proposés à prix fixes dans les magasins. La falsification des balances et la tentation d'acheter plus de la part du paysan augmente le bénéfice du boutiquier.

Les magasins jouent un grand rôle dans le ravitaillement des paysans-vendeurs venus de loin. Par leurs achats à Butare, ces paysans échappent aux prix prohibitifs du boutiquier rural. Comme celui-ci s'approvisionne à Butare et qu'il a peu de concurrents dans sa commune, ses prix sont toujours supérieurs à ceux de la "ville". Le paysan-vendeur supprime ainsi un intermédiaire entre lui et le produit importé. Les cas des gens venus de Kigembe, de Nyakizu et de Muyira en préfecture de Butare, des communes de Mubuga, de Mudasomwa, de Kivu dans Gikongoro, reflètent ce phénomène.

C. La destination des achats

La majorité des achats part vers les secteurs entourant Butare-"ville".

C'est ainsi qu'en décembre : 31 %, 16,6 % et 13 % des achats sont faits par des gens des communes de Ngoma, de Huye et de Gishamvu. 2 %, 10 %, 3,5 %, 8 % et 6 % des achats, soit 29,5 %, s'acheminent vers les autres communes pauvres ourlant Butare, à savoir : Nyaruhengeri, Mbazi, Ndora, Shyanda et Runyinya. En dehors de ces achats dus à la proximité et à la nécessité, les communes éloignées, telles Maraba, Muganza, Kibayi, Muyaga, Kigembe, Nyakizu, Ruhashya, Mugusa, Rusatira n'entrent que pour une part minimale (10 %) dans les ventes du centre commercial de Butare. L'éloignement et l'influence des commerces locaux atténuent l'obligation de l'achat surtout s'il est pesant ou encombrant.

Ce phénomène se reproduit en février et en juillet. En effet, Ngoma, Huye et Gishamvu groupent, selon ces deux mois, 54,7 % et 59 % des achats. Les autres communes environnantes réunissent 34,2 % et 29,8 % des achats laissant aux communes éloignées une part congrue. Quelles que soient les saisons, Huye et Ngoma rassemblent le plus d'acheteurs et d'achats. Le voisinage et les besoins quotidiens rythment les achats. Butare est donc un souk d'intérêt local.

La place du marché, dont le rôle vivrier a tendance à diminuer actuellement, est nécessaire à l'harmonie du centre commercial. Elle attire la majorité des acheteurs enquêtés et livre la quasi totalité des produits alimentaires traditionnels. Les boutiques, qui deviennent le symbole de la vitalité d'un souk rwandais, sont vouées au commerce de traite. Leurs activités peuvent-elles être rentables en fonction des maigres achats réalisés par une humanité apparemment pauvre ?

CHAPITRE TROISIEME

=====

UNE RENCONTRE DE GAGNE-PETIT

=====

Les bénéfiques restreints et souvent amputés d'achats limités chez les paysans, les chiffres d'affaires et les bénéfiques médiocres des commerçants, les utilisations des bénéfiques et des salaires reflétant des soucis quotidiens très réduits chez les boutiquiers et les employés, montrent, ainsi que l'étude des revendeurs, qu'un monde de gagne-petit se côtoie dans les rues du centre commercial de Butare.

I. LE POUVOIR D'ACHAT MISERABLE DES PAYSANS-VENDEURS

Le paysan qui vient vendre directement le produit de sa propriété vient au centre commercial pour se procurer de l'argent liquide pour ses besoins dits monétaires (taxes, frais généraux, achat de biens de consommation importés) et, de plus en plus, pour sa nourriture quotidienne. La vente de produits artisanaux ou vivriers de son rugo doit répondre à cette attente. S'il a pu effectuer ces achats et éviter d'un faire d'inutiles, il retourne dans sa colline avec un petit pécule camouflé et épinglé sous ses vêtements. Rares sont les paysans-vendeurs qui quittent Butare-ville avec des dépenses supérieures à la vente du matin. Ils ne furent que 68 sur 400 paysans-vendeurs ayant acheté quelque chose. 16 équilibrèrent leurs ventes et leurs achats. Les autres repartirent avec le montant de leur vente.

Les personnes arrivant et repartant de Butare-centre avec une marchandise quelconque sont 157 en décembre, soit 12,6 % des "acheteurs" de l'époque, 176 ou 23 % en février et 67 ou 5,6 % en juillet - août.

En décembre, ce sont les gens de la route de Kinteko qui pratiquent le plus ces activités (56 %); en février, ceux du carrefour de Tumba (55 %) et en juillet, ceux de Nyakibanda (60 %). Les besoins alimentaires et de semences différemment ressentis selon l'altitude et la pédologie des secteurs administratifs expliquent cette rotation des préséances des communes adjacentes de Butare.

Ces phénomènes sont retracés dans le tableau ci-après donnant le pouvoir d'achat limité de paysans qui sont arrivés avec un produit et repartis avec quelques achats au carrefour de Karubanda et sur la route de Kinteko, en juillet 1972. (tableau n° 7)

Aux autres entrées et aux trois enquêtes saisonnières, les soldes créditifs extrêmes vont de 5 FRW à 470 FRW en juillet, de 3 FRW à 1 250 FRW en décembre et de 5 FRW à 150 FRW en février. Ils sont dus, pour les soldes maxima, à la vente de produits saisonniers (café en juillet, haricots en février) ou d'artisanat moderne (pains en décembre) et à des achats mineurs (une fripe, une caisse de bois, 3 kg de sucre, etc.). Les soldes passifs extrêmes s'échelonnent de 2 FRW à 240 FRW en juillet, de 5 FRW à 348 FRW en décembre et de 10 FRW à 235 FRW en février. Ils sont dus à des achats importants de semences de sorgho en décembre et en février ou de biens de consommation relativement chers (étoffes, parfums, habits, clous, houe) aux trois époques ne compensant pas de faibles ventes vivrières de saison ou des écoulements minimes de féculents.

Nous retrouvons nos achats et nos ventes atomisées qui ne peuvent qu'engendrer une activité commerciale de faible envergure.

Tableau n° 7

EXEMPLES DE POUVOIR D'ACHAT LIMITE DE PAYSANS

Secteurs (commune)	Produit à l'arrivée	Prix de vente FRW	Achat à la sortie	Prix d' achat FRW	Lieux d' achat	Solde en FRW	Fréquences
<u>CARREFOUR DE KARUBANDA DU 3 AU 8 JUILLET 1972</u>							
Nyanza (Huye)	4 kg de café	140	6 kg de haricots	60	marché	+ 80	2 fois par semaine
Nyanza (Huye)	8 kg de haricots	80	8 feuilles de tabac	8	marché	+ 72	1 fois par semaine
<u>ROUTE DE KINTEKO DU 24 AU 29 JUILLET 1972</u>							
Cyarwa (Ngoma)	1 régime de bananes-plantains	80	1 houe et 1 peau	100 140	Grec marché	- 160	1 fois tous les 6 mois
Burashi (Shyanda)	13 kg de café	455	1 étoffe et 2 mesures de farine de manioc	85 10	Grec marché	+ 360	1 fois par semaine
	21 kg de sorgho	105	4 tas d'arachides, 1 mesure de farine de manioc, 1 tas d'oignons et 1 tas de tomates	20 10 5 5	marché marché marché marché	+ 65	1 fois par semaine
Kinyerere (Ndora)	1 corbeille de patates douces	35	1 savon et 1 kg de sel	15 10	marché marché	+ 10	1 fois par mois
Cyamukuza (Ndora)	10 kg de haricots	100	1 tas d'oignons et 1 kg de sel	5 10	marché marché	+ 85	1 fois par mois
Gisagara (Ndora)	14 kg de sorgho	70	3 mesures de haricots	40	marché	+ 30	1 fois par semaine
Dahwe (Muganza)	50 kg de sorgho	250	1 veste (fripe) et 10 feuilles de tabac	100 10	marché marché	+ 140	1 fois par semaine
	1 régime de bananes-ruits	25	1 caissette de parfums	30	Arabe	+ 5	1 fois par semaine
Remera (Muganza)	20 kg de sorgho	100	1 savon et 1 pantalon (fripe)	10 100	marché marché	- 10	2 fois par mois
Muganza (Muganza)	30 kg de haricots	300	5 mesures de petits pois	50	Arabe	+ 250	1 fois par semaine

II. DES ACTIVITES COMMERCIALES ET ARTISANALES MODIQUES

Les chiffres d'affaires déclarés des 142 commerçants et tabliers qui ont bien voulu répondre paraissent assez élevés, mais les bénéfices réels sont restreints.

Ces chiffres d'affaires se situent entre 6 000 et 600 000 FRW par an pour les 11 commerçants de 16 à 20 ans, soit une moyenne de 96 000 FRW/an pour chacun. Les 15 commerçants de 21 à 25 ans réalisent entre 4 000 et 547 000 FRW annuellement, soit 92 250 FRW/an pour chacun. Ces chiffres d'affaires annuels moyens sont encore de 62 125 FRW pour les 16 commerçants de 26 à 30 ans, de 25 870 FRW pour les 31 de 31 à 35 ans, de 71 070 FRW pour les 26 de 36 à 40 ans, de 79 238 FRW pour les 21 de 41 à 45 ans, de 356 475 FRW pour les 10 de 46 à 50 ans, de 540 500 FRW pour les 8 commerçants de 51 à 55 ans et de 30 000 FRW pour celui de 56 à 60 ans, de 446 700 FRW pour les 3 de 61 à 65 ans. Les commerçants de 26 à 65 ans brassent donc entre 8 000 FRW et 25 000 000 FRW par an.

En fait, une fois déduit les frais de renouvellement du stock, leur marge bénéficiaire est assez réduite. Le changement du stock accapare entre 32 %, pour le commerçant de 56 à 60 ans, et, 99 %, pour les 15 de 21 à 25 ans, du montant du chiffre d'affaires; la moyenne étant de 70,5 %.

Leur commerce journalier leur rapporte globalement entre 70 FRW et 100 000 FRW. 71 % des commerçants font moins de 1 000 FRW de ventes par jour et 23 %, entre 1 100 FRW et 10 000 FRW. Ce sont tous les tabliers ou "takataka" et les commerçants établis sous les barzas. 6 % des commerçants font plus de 10 000 FRW. Ce sont les boutiquiers importants. Cela dénote une activité commerciale modique. Ils ne doivent guère compter sur les achats des collines. Ces dernières ont laissé aux comptoirs des boutiquiers 5 445 FRW par jour durant les 60 jours de notre enquête, soit 1,6 % de la valeur du commerce journalier des magasins de Butare. La vente aux commerçants ruraux, le commerce inter-magasins urbains, le ravitaillement des collectivités locales et des expatriés sont donc nécessaires à leur survie. L'influence commerciale directe de Butare sur la campagne est limitée. Le pays pauvre qui l'entoure est la cause de cette limitation commerciale.

Pourtant, les commerçants sont considérés comme "riches" par les paysans. Cette richesse s'entretient d'elle-même dans Butare, par la politique du crédit. Ce dernier, au Rwanda, représente près de 76 % de la masse monétaire en circulation, soit 1 809 millions de francs rwandais selon le F.M.I. (14) en 1971, dont 1 325 millions de créances sur l'Etat et 484 millions sur le secteur privé. Ce crédit combat la thésauroisation pratiquée par les paysans. Ces "bas de laine" ruraux sont en train d'être utilisés par les banques populaires au profit d'activités commerciales (15). 28 commerçants de Butare ont souscrit pour 95 750 000 FRW de crédit entre 1964 et 1975. Les montants de ces prêts vont de 100 000 FRW à 40 000 000 FRW. Le taux d'intérêt est de 10 % par an. La durée du remboursement est variable.

Cette situation commerciale explique l'âpre concurrence des anciens vis-à-vis des nouveaux-venus ainsi que l'obligation latente, pour les commerçants étrangers, de céder leurs activités aux nationaux.

Quant aux artisans de Butare-"ville", pour 88 ayant donné des informations, les chiffres d'affaires mensuels sont de 50 FRW à 9 000 FRW : c'est peu. Le volume global des affaires mensuelles s'élève à 188 590 FRW.

De modiques activités, traduisant une offre réciproque réduite entre la colline et le centre commercial, rendent compte de la léthargie des activités de Butare-"ville". Le salarié comme le paysan ne pensent qu'à s'assurer le strict minimum dans un cadre de vie tiers-mondiste.

(14) F.M.I. : Fonds Monétaire International

(15) cf. Y. Pomerleau, n° 45

III. LE BAS NIVEAU DE VIE DES SALARIES ET DES PAYSANS-VENDEURS

A. Les salariés et l'utilisation de leur paye

Sur 806 réponses de salariés, soit 62,5 % du total enquêté, le salaire est utilisé pour s'offrir d'abord des vêtements (44 % des cas) puis de la nourriture (23 %), pour payer les salariés agricoles (13 %) et, ensuite pour l'achat des boissons traditionnelles (6 %), des alcools importés (3 %), pour construire ou améliorer la maison (3 %), faire des économies (3 %) et, enfin, régler l'impôt (2 %), se pourvoir en articles de ménage (1,5 %), acheter du bétail (0,5 %), du tabac (0,5 %) et faire face aux frais de scolarité des enfants (0,5 %). Les satisfactions personnelles passent avant la vie familiale ou l'éducation moderne des enfants. Le fruit monétaire du travail de l'homme à Butare-"ville" est une tirelire personnelle. Le rugo est sa sécurité et l'essentiel de sa vie.

Il existe, de plus en plus, trois strates sociales parmi les salariés de Butare. Les plus favorisés comprennent les salariés "riches" tels que les chefs d'atelier, les comptables, les secrétaires, les fonctionnaires. C'est une bourgeoisie qui se crée. Elle est en train de monopoliser les biens financiers autour de Butare. Elle rachète, comme les commerçants rwandais, les terres mises en vente par la commune et les "amasambu" des paysans partant pour le Mayaga ou le Bugesera. Ensuite viennent les ouvriers qualifiés. La basse classe salariale est constituée par les apprentis, les manoeuvres journaliers et le personnel de maison.

Ce sont les salariés proches de Butare qui valorisent le mieux leurs salaires. Ceux qui sont originaires de l'étranger ou qui arrivent de communes et de préfectures éloignées doivent tout acheter et payer un loyer. Leur épargne est nulle et leur vie plus modeste. Avec le temps et des prêts à intérêt, ils comblent leur handicap.

B. L'utilisation des revenus chez les artisans de Butare-"ville"

Bien que certains artisans soient des salariés de commerçants, beaucoup travaillent pour leur propre compte. L'argent obtenu sert à payer à peu près la même série d'articles que les salariés.

Sur les 88 artisans, 40 achètent à la fin du mois des boissons traditionnelles, des alcools importés, de la nourriture et des vêtements. 29 font de même et ajoutent l'achat de bétail. 10 artisans réalisent uniquement l'emplette de vêtements, de nourriture et d'alcools ainsi que pour 9 d'entre-eux, l'achat de bétail, de nourriture, de bières traditionnelles et d'alcools. Les économies sont nulles pour les 25 artisans de 21 à 25 ans et les deux de 51 à 55 ans. Pour les autres, elles représentent de 22 % à 70 % de leur revenu. Ce sont les plus âgés qui économisent le plus : 70 % pour le plus ancien, 51 % pour les 3 de 46 à 50 ans et 41 % pour les 15 de 36 à 40 ans.

C. L'emploi des bénéfices des ventes chez les paysans-vendeurs

Le but de la vente est d'obtenir ce qui manque à la vie de tous les jours (nourriture, vêtements) et, secondairement, des biens qui permettent de se situer socialement (boissons, belle maison). Le règlement de l'impôt joue un faible rôle. On le paye surtout avec les revenus du café. Des récoltes variées et presque continuelles expliquent une fréquentation assidue du centre commercial pour se payer, au jour le jour, les besoins courants.

Chez tous les paysans-vendeurs, hommes ou femmes, le premier investissement est l'achat de biens pour le ménage, nourriture surtout. Ensuite, pour les autres achats, la différence se fait selon les sexes. Les vêtements arrivent en deuxième position chez les femmes. C'est le cas de 44,5 % des femmes. Cette emplette est suivie par la consommation de boissons (20 %), par l'acquiescement des impôts (4,5 %) et l'aide à la construction d'une maison (1,8 %). Pour les hommes, ces rubriques sont plus importantes, surtout les boissons qui arrivent aussi au troisième rang des utilisations des bénéfices des ventes (52 %) derrière les vêtements (59 %) et largement devant l'impôt (17 %) et la construction d'une maison (4 %).

Les faibles salaires, revenus et bénéfices font qu'ils sont bus ou utilisés tout de suite dans le cadre de vie quotidienne. L'économie autarcique et la modestie des incitations à l'achat bloquent l'activité commerciale de Butare. Le renouvellement des stocks s'en ressent. Il est lent. Les produits touchant directement la masse sont renouvelés assez rapidement comme 59 % des tissus et de l'habillement, tous les mois ou tous les 15 jours; 50 % des allumettes et des cigarettes, toutes les semaines ou tous les mois; 43 % de la quincaillerie,

tous les mois; 36 % des boissons (bière "Primus", Fanta, Coca-cola), toutes les semaines; 25 % de la droguerie, tous les mois. Les autres produits, moins vitaux pour le "muturage" moyen, restent plus longtemps en stock. Ainsi, 50 % des matériaux de construction sont changés tous les mois (25 %) ou tous les trois mois (25 %); 38 % de l'alimentation importée, 45 % de la papeterie, 37,5 % du matériel électronique et radio-électrique, tous les mois; 37,5 % des pièces de rechanges pour cycles et véhicules à moteur sont rachetées tous les six mois. Quant à la literie, 20 % est renouvelée tous les mois, 20 % tous les trois mois et 20 % une fois par an.

La rotation peu rapide du stock commercial est également due en partie à la vétusté des installations et au risque de vol. Mais par suite de la bonne renommée actuelle du commerce, tout le monde veut en faire. Les paysans-vendeurs forment la base de la hiérarchie commerciale. On distingue deux types de paysans-vendeurs. La vente directe, comme nous l'avons vue, est l'apanage de petits producteurs installés à distance réduite du "centre-ville" de Butare. Ceux qui pratiquent la vente indirecte, baptisés revendeurs ou fraudeurs, sont les gagnepetits les plus typiques du centre commercial de Butare.

IV. LE MICRO-COMMERCE DE SURVIE

La vente indirecte est un phénomène croissant au Rwanda. C'est la forme de commercialisation du paysan pauvre qui n'a pas encore le capital pour s'établir boutiquier ou qui n'a pas l'éducation et les appuis lui permettant de s'insérer dans un autre monde économique. En plus des tabliers ou éventaires, ce micro-commerce de survie est surtout le fait de paysans et de jeunes chômeurs appelés revendeurs. Sur la place du marché de Ngoma, ils sont en permanence 15 % ou 181 et sur celle de Butare, 36 % ou 1 471. Les hommes sont légèrement majoritaires à Ngoma, 51 % contre 49 %, mais plus nombreux sur le foirail de Butare-centre (53 %). Les revendeurs ne sont pas tenus au marché. Ils approvisionnent les collectivités et font le porte-à-porte pour les légumes, les fruits, le charbon de bois et les objets d'artisanat local. L'analyse de leurs va-et-vient aux octrois de Butare donne une idée sur ce micro-commerce.

A. L'importance des revendeurs

1. Dans le ravitaillement de Butare-"ville" et des collines

Les revendeurs forment près du quart de la cohorte des porteurs de marchandises (22,5 %). Mais surtout, ils apportent 71 % des produits de décembre, soit 84 292,5 kg et unités, 54 % en février, soit 43 184,5 kg et unités et 45 % en juillet, soit 93 955,5 kg et unités. A la sortie, les exportations des revendeurs pratiquées à pied ou en bicyclette représentent, selon les époques d'enquêtes, 30 029,5 kg et unités ou 67,5 % des sorties en décembre, 11 551 kg et unités ou 61 % en février et 26 041 kg et unités ou 72,5 % en juillet - début août.

Comme pour les paysans-vendeurs, les conditions de ravitaillement et les modes de transport limitent le nombre d'achat et d'apports au centre commercial. Ils ne sont que 32 en décembre à s'être chargés de plusieurs types de marchandises, 21 en février et 79 en juillet. Aux entrées, ils sont plus lourdement chargés qu'au retour. La nécessité vitale du bénéfice pour survivre handicape les achats à Butare. Si, à l'aller, chaque revendeur transporte en moyenne 170 unités et kilogrammes, ce qui paraît énorme compte tenu du non pesage de certains objets

(feuilles de tabac, allumettes, cigarettes, savons, etc.), au retour, ils n'ont qu'un maigre ballot de 37 kg et unités. C'est mieux que l'offre et l'achat atomisés des paysans-vendeurs.

Ces revendeurs ne négligent pas les produits vivriers saisonniers, notamment le sorgho et les haricots, mais préfèrent se cantonner dans les articles ou denrées constamment demandés par les fonctionnaires et les expatriés comme les oeufs, les volailles, le charbon de bois, les fruits et les légumes ou de réels profits sur de petites quantités comme l'huile de palme, le sel, le sucre, la friperie, les poissons séchés et le tabac en feuilles séchées. Ce sont aussi les principaux pourvoyeurs d'articles artisanaux en bois et en vannerie. Les vans, les corbeilles, les paniers, les nattes, les civières, les cordes, les fibres à tresser ou à confectionner des balais sont, en effet, des outils indispensables aux ménages rwandais. Les revendeurs servent de colporteurs pour ces derniers objets, à la manière du colporteur du village montagnard, qui descendait, jadis, en plaine, pendant l'hiver, faire du porte-à-porte ou les foires pour vendre la production de ses concitoyens. Il trouve un moyen de vivre dans l'incapacité de ses concitoyens à quitter la colline ancestrale. En plus d'être charbonniers, ils servent aussi d'intermédiaires entre les swahili et les paysans pour le trafic des peaux séchées.

C'est ainsi qu'à Tumba, quelle que soit la période d'enquête, les revendeurs apportent 100 % des cigares indigènes, de l'huile de palme et des "ndagala" de Bujumbura et du charbon de bois. Ils acheminent aussi davantage que les paysans-vendeurs du tabac (52,5 %), des objets d'artisanat (56 %), du maïs (62 %), de la "bière" de banane (65 %) et des peaux (78 %).

A Matyazo, ils monopolisent quatre articles sur 23 : La vannerie (74 %), les oeufs (86 %), le charbon de bois (97 %), le maïs (100 %); à Kinteko, 8 articles sur 23, à savoir : la volaille (55 %), les poissons séchés et de rivière (57 %), le tabac (65 %), les peaux (80 %), les objets d'artisanat (81 %) et les oeufs (95,5 %). A Karubanda, ils sont majoritaires dans la fourniture de miel, de canne à sucre et de soja (100 %), de maïs (93 %), de charbon de bois (90 %), d'oeufs (85 %), de peaux (67 %), de farine de manioc (60 %), de tabac et de volaille (58 %). A Nyakibanda, leurs préférences se portent aussi sur le maïs et les "ndagala" (100 %), sur le charbon de bois (99 %), les oeufs (65 %) et la vannerie (60 %).

A côté de ces envois classiques, les revendeurs touchent à quelques produits de rapport selon la saison. On achète bon marché dans les secteurs excédentaires ou sans possibilité de stockage et on va vendre substantiellement à Butare ou dans sa colline de résidence. Ces produits de rapport sont la pomme de terre et le haricot. Quant au café et aux féculents, ce sont

des marchandises secondaires pour les revendeurs. Elles sont l'apanage du paysan et de la paysanne allant vendre directement au souk.

Leur dépendance des productions saisonnières est tout de même réelle puisqu'ils ne peuvent vendre de grandes quantités qu'aux périodes de récoltes quand les gens ont suffisamment d'argent pour se laisser tenter par les autres articles et quand ces produits existent. Leurs affaires et leur nombre diminuent aux mortes saisons (cœur des mois pluvieux) et à la fin de la grande saison sèche comme l'indique le rythme des taxes perçues sur les revendeurs fréquentant la place du marché de Butare (19).

Aux sorties, les revendeurs ont calqué leurs achats sur ceux des paysans-vendeurs. La même homogénéité dans les besoins existe comme l'indique le tableau de l'annexe n° 5. Les trois premiers produits donnés constituent 85 % des achats des revendeurs en décembre, 97 % en février et 99 % en juillet-début août. Les désirs des collines semblent stéréotypés quelles que soient les saisons.

18 communes de la préfecture profitent des achats des revendeurs, puisque ces derniers revendent sur leur colline une partie de leurs emplettes effectuées à Butare-"ville". Ils sont donc les antennes commerciales des boutiquiers du "centre-ville". En décembre, cinq communes (Gishamvu, Ngoma, Nyaruhengeri, Huye et Ndora) accaparent 83 % des achats des revendeurs réalisés à Butare et Shyanda et Runyinya, 10,5 %. Il reste très peu pour les communes éloignées. En février, ces mêmes sept communes accaparent 86 % des emplettes des revendeurs et en juillet, 85,5 %.

Les revendeurs des communes de Gikongoro, de Ngenda de Kigali, de Kirundo et de Jene du Burundi, de Rubavu de Gisenyi restent très modestes dans leurs magasinages : 2 % en décembre, 2,5 % en février et 5,2 % en juillet. L'influence commerciale de Butare est surtout centralisée au profit des proches collines. C'est un phénomène de voisinage.

Comme pour les paysans-vendeurs, les revendeurs préfèrent se ravitailler sur la place du souk (86,5 % des achats en décembre, 86 % en février et 87 % en juillet). Les revendeurs des communes éloignées achètent davantage dans les boutiques que sur le marché. La nouveauté et des articles qui sont meilleur marché que chez les boutiquiers de leur colline l'expliquent.

(19) cf. figure n° 39, page 132

2. Une forme de revenu

En général, les revendeurs de la montagne gagnent plus que les autres sur leur micro-commerce. L'obtention de produits dans leurs collines est meilleur marché et la vente de denrées, apportées du massif central butaréen ou du Mayaga, d'un plus grand rapport.

C'est ainsi qu'aux octrois de Matyazo et de Nyakibanda qui ouvrent vers les Hautes Terres, à chaque enquête, leurs bénéfices constituent de 59 % à 88 % de la mise de fond initiale. Les bénéfices globaux sont de 10 621 FRW et de 15 155 FRW en février, de 18 044 FRW et de 21 156 FRW en décembre, de 17 968 FRW et de 17 120 FRW en juillet. Aux autres octrois, le gain sur le prix d'achat varie de 32 % à 70 % et leurs totaux, de 13 140 FRW à Kinteko en décembre à 60 557 FRW à Karubanda en juillet. Ces bénéfices appréciables laissent, en moyenne, 138 FRW par revendeur en décembre, 124 FRW en février et 95 FRW en juillet - août, ce qui représente 2, 7 et 3,9 fois le salaire journalier d'un ouvrier quelconque. Si leur commerce leur rapporte, les bénéfices réalisés sur les diverses marchandises ne sont pas toujours constants.

Les fluctuations de gains par articles sont données dans l'annexe n° 6, selon les périodes d'enquêtes et selon les octrois. Les gros bénéfices sont toujours assurés sur la revente du tabac, de certains produits de traite (pacotille, sel), du sorgho, du maïs, des fruits, du bois de chauffage et du charbon de bois. Les taux de bénéfice élevés sont donc issus de produits importés. Ils expliquent leurs préférences dans leurs choix commerciaux. Tout en appliquant les mêmes tarifs que les boutiquiers, ils sont moins butés dans leurs barèmes. Ces bénéfices énormes à l'unité compensent les petites quantités commercialisées par les revendeurs. Les paysans en font les frais. Ceci peut contribuer à diminuer, à freiner l'activité commerciale par suite du faible pouvoir d'achat des "baturage". Le désenclavement progressif des collines doit atténuer ces fortes marges bénéficiaires comme cela commence à se manifester tout autour de Butare, le long des axes fréquentés et ouverts à l'économie de marché.

En attendant, ces revenus importants permettent aux paysans-revendeurs de faire face à leurs besoins de tous les jours comme l'indiquent les utilisations de leurs bénéfices. Pour tous, ils servent d'abord à l'entretien du ménage (nourriture et achats d'ustensiles), puis, pour les hommes, à se vêtir (98,5 % des réponses), à l'achat de boissons (82,5 %),

au paiement des taxes et de l'impôt (31 %) et, secondairement, à la construction d'une maison améliorée (4 % des cas) et au roulement de leurs activités commerciales (0,9 %). Les femmes, après la nourriture, utilisent surtout leurs revenus pour se vêtir (98 %). La boisson, l'impôt, la construction d'une maison sont des soucis moindres. C'est le cas de 53 %, 3 % et 2 % des revendeuses. Par contre, elles économisent plus pour la mise de fonds commerciale (21 %). Ce sont les femmes swahili qui pratiquent le plus ce système d'économie de roulement. Ce micro-commerce leur est nécessaire pour subvenir à la vie familiale.

La multiplication des petites exploitations incapables de suffire à la vie quotidienne est une des causes de ce micro-commerce de revente. Mais le peu de cas fait à cette économie forcée, qu'est le capital initial, montre que ce micro-commerce ne nécessite pas une mise de départ importante. C'est une activité passagère et complémentaire.

B. Le fonctionnement du système

1. Des miséreux de tout âge

Dans cette activité commerciale, les hommes dominant. Ils sont 69,5 % du total des revendeurs. Leur pourcentage est le plus élevé aux entrées des routes de Kinteko et de Matyazo (78 %) et le plus faible à Nyakibanda (53 %).

Ils sont surtout originaires des sept communes qui entourent le "centre-ville". 2 347 revendeurs, soit 71 % du total, y ont leur résidence. Les fortes densités de ces communes et les conséquences qui en découlent jettent leurs "pauvres" dans cette activité de survie. Les densités moyennes générales de Ndora, Nyaruhengeri, Mbazi, Huye, Ngoma, Gishamvu, Runyinya étaient respectivement, à la fin 1973, de 431 hab/km², de 459 hab/km², de 506 hab/km², de 432 hab/km², de 513 hab/km², de 334 hab/km² et de 325 hab/km². Les ingo sont, en moyenne, trop petits pour cette surcharge démographique et les déficits alimentaires y sont chroniques.

Parmi ces revendeurs, le contingent le plus étoffé est celui des jeunes de 20 ans et moins. Ils sont 67 à Nyakibanda, 88 à Matyazo, 123 à Tumba, 130 à Kinteko et 159 à Karubanda. Par leur nombre, ils représentent de 29,5 % à 55 % des personnes du sexe masculin et de 44 % à 66 % de la gent féminine, selon les octrois. Les jeunes gens sont aussi plus nombreux que les jeunes filles. S'ils sont un de moins à Nyakibanda, ils sont le double à Karubanda et le triple aux autres entrées. Les jeunes filles aident leur mère au rugo ou s'embauchent dans les ouvriers des missions. Cette pléthore de jeunes gens qui s'essayent au commerce est provoquée par le chômage latent des collines et surtout par le refus de ces jeunes, recalés au terrible barrage qu'est l'examen d'entrée aux humanités (le secondaire), de continuer à mener la vie des champs. En 1971 - 1972, il n'y avait que 2 000 places dans tout le Rwanda pour 36 500 candidats. De plus, ceux qui arrivent à l'âge de 18 ans et qui appartiennent à des milieux peu fortunés, essaient, par la vente ou la revente, de se procurer le montant de leur capitation (400 FRW par an). Certains commencent aussi à économiser la dot (8 000 à 10 000 FRW en moyenne, soit l'équivalent d'une vache).

On comprend que, parfois, la revente soit le fruit d'un larcin (les fruits mûrissent rarement sur les arbres) et que revendeur soit synonyme de fraudeur. Le revendeur particulier qu'est le receleur ou l'homme à tout faire s'appelle l' "umu-songarere". Nous avons donc affaire à un commerce de débrouillardise.

2. Les pratiques commerciales

En dehors de la fraude, il existe plusieurs façons de pratiquer le micro-commerce de revente.

La plus courante consiste à partir chercher(20), dans un étage altitudinal différent et sur des collines excédentaires ou chez les commerçants de Butare-"ville", la denrée saisonnière bon marché et à revenir chez soi, la revendre avec profit, à des gens désireux de l'acquérir. Les paysans des Hautes Terres de Gikongoro et de la zone charnière 1800 - 2000 mètres se livrent constamment à ce trafic pendulaire. Ils descendent autour de Butare mais, de plus en plus, vers le Mayaga-Bugesera. Butare étant un point de passage et de ravitaillement obligé, vu la disposition des pistes en étoile et les stocks commerciaux, nos "entrées" ont pu saisir ce transit. Pour les gens du Plateau Central, c'est moins visible en raison des échanges inter-collines ou avec les paysannats. Ici, on passe moins par Butare-"ville".

Le second type de micro-commerce de revente repose sur la vente à Butare-"ville", chez les commerçants, les particuliers ou sur le marché, de vivres et d'articles divers achetés bon marché sur une colline ou un souk rural.

Dans ces deux cas, le revendeur se sert maintenant de l'argent dans ses transactions. Mais les gens de la Crête Congo-Nil emploient encore le système du troc durant la saison du sorgho, en juin - juillet, et parfois, en décembre, pour l'obtention des haricots des étages inférieurs. En montagne, le système archaïque de commerce se maintient davantage. La marchandise servant de référence dans le troc est le sel. Il est acheté chez les Arabes du centre commercial de Butare. Comme le revendeur connaît la valeur de son achat en sel et le prix de vente, à la récolte, des divers vivres, les transactions sont aisées, surtout que le vendeur apprécie le sel.

(20) "gu-haha" signifie, en kinyarwanda, aussi bien quitter sa région pour chercher des denrées qu'aller au marché.

Ce dernier est, non seulement nécessaire à la cuisine, mais sert aussi à conserver les aliments et à tanner les peaux. Le sel fut un des pivots du commerce ancestral avec l'Afrique de l'Est (Tanzanie, Lac Edouard). En 1973, lors de sa pénurie pour des raisons économique-politiques, une capsule de bière "Primus" remplie de sel se vendait 10 FRW sur le souk de Mugombwa (Kibayi), soit 500 FRW le kilo. Le tabac et les corbeilles de fibres végétales servent aussi d'étalon de troc. Les revendeurs de Shyanda utilisent le cidre de banane pour obtenir des haricots. On vend un produit courant et apprécié contre un aliment recherché. Divers exemples montrent ce phénomène de troc. La débrouillardise permet parfois au revendeur d'obtenir plus que prévu.

TYPES DE TRANSACTIONS :

Echange de bière de bananes
contre des haricots

1 revendeur de Gatoke (Shyanda) :
40 bouteilles contre 18 kg
1 de Kiziguro (Shyanda) :
100 bouteilles contre 20 kg

Fréquences des transactions

1 fois tous les 3 mois
1 fois tous les 2 mois

Echange de corbeilles contre
des haricots

1 de Kivu (Gikongoro) :
13 corbeilles contre 15 kg
1 de Rwamiko (Gikongoro) :
9 corbeilles contre 20 kg
6 de Mubuga (Gikongoro) :
12 corbeilles contre 20 kg
12 corbeilles contre 26 kg
12 corbeilles contre 28 kg
12 corbeilles contre 30 kg
11 corbeilles contre 25 kg
10 corbeilles contre 25 kg

Fréquences des transactions

2 fois par semaine
1 fois par semaine
1 fois tous les 3 mois
2 fois par mois
1 fois par mois
2 fois par mois
2 fois par mois
2 fois par semaine

Echange de corbeilles contre
du sorgho

1 de Mubuga (Gikongoro) :
15 corbeilles contre 30 kg

Fréquences des transactions

2 fois par mois

Un revendeur de Karama de Runyinya a reçu en crédit 12 kg de sel d'un Arabe de Butare. Il obtient 20 kg de petits-pois sur sa colline toutes les semaines que durent la récolte. Il les apporte à l'Arabe qui lui donne chaque fois 92 FRW. Ces petits-pois sont transformés en farine et revendus, en micro-mesures, avec profit, par l'Arabe.

Un revendeur de Kivu troque, à Muganza, 300 feuilles de tabac de la Crête Congo-Nil, d'une valeur de 150 FRW, contre 50 kg de sorgho qu'il revend chez lui à 250 FRW. Il réalise 100 FRW de bénéfice sur l'opération. Un revendeur de Nyaruhengeri échange, sur sa colline, 50 feuilles de tabac contre 15 kg de sorgho qu'il revend 120 FRW à Butare d'où un bénéfice de 70 FRW.

En plus de ces cas, un revendeur de Mubuga et 25 de Kivu ont procédé à l'échange du sel fourni par les Arabes contre du sorgho. Les cas les plus simples sont fournis par ces 9 exemples de la commune Kivu (secteur Gahulizo) : tableau n° 8

Deux revendeurs de Rwamiko et 24 de Kivu ont pratiqué en plus du troc sel - sorgho, la revente du sel en surplus. Ce phénomène est illustré par un cas. Ngiri..., du secteur Mutovu de la commune Kivu en préfecture de Gikongoro, le matin du 25 juillet 1972 apporta 30 kg de sorgho de Dahwe (Muganza) troqués contre 9 kg de sel achetés 81 FRW. Son sorgho fut revendu à Butare, 150 FRW, avec lesquels il racheta 9 kg de sel chez un Arabe, soit 81 FRW. Le 26 juillet, il revint de Remera (Muganza) avec 20 kg de sorgho troqués contre 5 kg de sel (45 FRW). Il revendit le sorgho, à Butare, 100 FRW, avec lesquels il se procura de 5 kg de sel (45 FRW), toujours chez un Arabe. 3 kg de sel restant de la veille furent aussi revendus à Remera à 17 FRW le kilo. Le 27 juillet, avec les 5 kg de sel du 26 juillet et le kilogramme gardé du 25, il se ravitailla en sorgho (24 kg) à Dahwe (Muganza). Il toucha 120 FRW à Butare pour ces 25 kg de sorgho. Sur trois jours, l'opération lui rapporta 214 FRW, soit 2 fois la paye quotidienne d'un salarié.

De nombreux revendeurs sont les intermédiaires des commerçants arabes de Butare. Ces derniers prêtent du sel et reçoivent du sorgho. Ils permettent au revendeur de faire un bénéfice. C'est la tradition de l'intermédiaire rwandais entre le swahili parqué et le cultivateur des collines qui survit encore. La mise de fonds initiale, étant avancée, le revendeur loue ses services momentanément selon ses besoins.

Le troisième type de pratique commerciale des revendeurs est d'attendre le paysan-vendeur à une entrée de Butare. On lui rachète ses denrées : oeufs, volailles, fruits et légumes surtout, en fonction de l'espoir du gain sur le marché tout en

Tableau n° 8 : PRATIQUE COMMERCIALE DE REVENEURS :

EXEMPLES PRIX DANS LE SECTEUR DE GAHULIZO,

COMMUNE KIVU, PREFECTURE DE GIKONGORO

NOMS DE REVENEURS	KILO-GRAMMES DE SEL	PRIX D'ACHAT FRW		KILO-GRAMMES DE SORGHO	LIEU DE TROC	PRIX DE REVENTE A KIVU FRW	FREQUENCES DES TRANSACTIONS
Kamasa	7	63	CONTRE	15	Kibingo (Gishamvu)	120	2 fois par mois
Mugiraneza	7	63	CONTRE	15	Gishamvu (Gishamvu)	120	1 fois par semaine
N'Kiurunziza	6	54	CONTRE	12	Kibingo (Gishamvu)	96	2 fois par mois
Mudahunga	6	54	CONTRE	18	Kibingo (Gishamvu)	140	2 fois par mois
Nyamwasa	6	63	CONTRE	15	Gishamvu (Gishamvu)	120	1 fois par semaine
Uwaliraye	6	54	CONTRE	18	Kibingo (Gishamvu)	140	2 fois par mois
Semana	8	72	CONTRE	30	Kibingo (Gishamvu)	240	1 fois par mois
Ngenzi	8	72	CONTRE	45	Kibayi (Kibayi)	360	2 fois par mois
Nyandwi	17	153	CONTRE	35	Gishamvu (Gishamvu)	320	2 fois par semaine

sachant qu'on obtiendra davantage chez les "abazungu". Ce système est l'oeuvre de jeunes gens. Ils travaillent en groupe chapeauté par un aîné qui finance l'opération et reçoit les bénéfices déclarés le soir. C'est au petit garçon de course de se débrouiller pour réaliser son argent de poche. Tout rapport supérieur à la norme fixée est pour lui.

Les plus nombreux et les plus actifs de ce micro-commerce de revente aux entrées de Butare sont les "légumiers", belgicisme et répondant mieux à leur vocation que le terme revendeur des quatre saisons inadapté au Rwanda. Ils court-circuitent la moitié des arrivages de la COVEPABU(21), en légumes et fruits, par Karubanda. Devant leurs gains importants (un chef de bande roule en moto) la concurrence s'établit. Des bandes accostent les maraîchers venus de Huye, de Mbazi et de Maraba au hameau commercial de Nyanza. Et ceux, venus de Mbazi, de Shyanda, voire de Ruhashya et de Mugusa, sont abordés par des jeunes gens devant les cabarets de la vallée Rwabuye. Selon les types de légumes, les achats vont de 3 FRW (cèleris, artichaut, radis, thym) à 35 FRW (choux-fleur) le tas, la pièce, la botte ou le kilo. Les prix des légumes augmentent de 60,5 % en moyenne dès les octrois. En comptant l'augmentation supplémentaire lors du marchandage avec les consommateurs, les prix doublent ou triplent facilement.

En plus de ces "légumiers", quelques revendeurs sont postés, selon les saisons, aux diverses entrées de Butare. Ainsi, en décembre, un jeune de Nyanza (Huye) acheta des volailles à Karubanda; un de Mpare, des petits-pois à Nyakibanda; quatre de Ngoma, des légumes et des bananes-plantains à Matyazo. En février, ils ne furent que trois de Kabuga (Mbazi) à Karubanda pour se pourvoir en haricots et 4 de Save sur 5 revendeurs à l'entrée de la route de Kinteko pour acheter des haricots. Ces jeunes revendeurs furent plus nombreux aux octrois en juillet : cinq de Nyanza sur les 10 de Karubanda prenaient, par ordre d'importance, des fruits, des oeufs, des petits-pois et des peaux; 7 de Tumba sur les 10 du carrefour de Tumba, du sorgho et des haricots; 8 de Save sur les 14 de Kinteko, du sorgho. Et, 8 de Ngoma sur les 13 de la route de Matyazo se ravitaillaient en légumes, en charbon de bois, en bois de chauffage, en bananes-plantains et en fruits. Ces jeunes gens qui court-circuitent les produits des paysans-vendeurs ont vu quelques vieilles femmes se placer à côté d'eux. Elles vendent des "bières" à la cruche et des petits tas d'arachides.

Les contrôles policiers ne suppriment pas ce commerce de survie. Il est généralisé dans la moindre colline rwandaise

(21) COVEPABU : coopérative de vente des produits agricoles de Butare, cf. pages 137, 206 et 207.

mais sévit avec plus d'intensité dans les zones fortement occupées. Il répond à un besoin vital des jeunes et des pauvres.

3. Les sources d'approvisionnement

En dehors des octrois, les revendeurs se ravitaillent sur les collines auprès des paysans et sur les souks ruraux épisodiques. Selon les périodes d'enquêtes, les collines livrent la majorité des marchandises : 65 % en décembre et en juillet, 54 % en février. Les marchés ruraux n'interviennent que pour 34,9 % des livraisons en décembre, 45 % en février et 34 % en juillet, tandis que les octrois, respectivement : 0,1 %, 1 % et 1 %.

a. Les collines rwandaises

Exception faite de Ruhashya en décembre, les communes de la ceinture médiane de la préfecture ou zone centrale de microfundia débloquent le maximum de produits. La pauvreté donne naissance aux revendeurs qui utilisent les inégalités sociales des collines découlant de la forte amplitude des superficies des fermettes. Ainsi, en décembre, des communes de Huye, Mbazi, Runyinya et Ruhashya, les revendeurs ont tiré 97 % de leurs acquisitions. En février, les communes de Ngoma, Huye, Runyinya leur ont offert 85 % de leurs achats et, en juillet - août, les communes de Muganza, Runyinya, Huye et Gishamvu, 92,5 %.

Les achats dans les secteurs de ces communes sont effectués par les revendeurs originaires des lieux. Mais des exceptions existent surtout en période de récolte du haricot et du sorgho.

Les négociants étrangers à la colline pourvoyeuse sont peu nombreux en décembre. Des gens de Gikongoro descendent à Musha (Muyaga) et à Muzenga (Ndora) pour se ravitailler en sorgho. Un revendeur de Raranzige (Runyinya) monte à Nshiri collecter de la vannerie. Et un charbonnier de Mbazi profite des boisements de Gihindamuyaga pour fabriquer du charbon de bois.

En février, les exceptions sont plus nombreuses. Elles concernent les fruits de Gakoma (Muyaga) et de Mara (Ruhashya) achetés par des revendeurs de Ndora, de Bunzazi (Maraba) et de Karama (Runyinya). Les légumes de Gihindamuyaga intéressent un revendeur de Rusagara (Maraba). Le tabac du Bugesera-Muyaga (Ngenda, Nyabitare) attirent des revendeurs de Nshiri, de Dahwe, de Kinazi et de Ndora; les haricots de Ndora et de Kibayi, intéressent les gens de Karama (Runyinya) et de Mubuga. Enfin,

Les boisements de Mpanda (Runyinya) et de Mpare (Huye) occasionnent la venue de charbonniers de Kaburemera et de Mpungwe (Huye), de Rukara, de Kibingo et de Karama (Runyinya).

En juillet, les longues distances d'approvisionnement sont la règle. La récolte excédentaire du sorgho dans les paysannats, le sud et le nord de la préfecture en sont la cause. De nombreux montagnards descendent à cette occasion. Ainsi, Muduha, Musha, Joma, Kibayi attirent les revendeurs de Kivu, de Mubuga et de Rwamiko ainsi que ceux de Runyinya. Les collines déficitaires vendent aussi, comme Gatoke et Nyaruhengeri ainsi que celles des communes de Muganza, de Ndora et de Ngoma, à des gens de Gikongoro, de Gishamvu ou de secteurs proches. Les fruits de Mara et de Ntyazo, les peaux de Gatovu et de Kibayi, les haricots de Kiziguro, Nyanza, Kibayi et Remera amènent des revendeurs de Gikongoro.

b. Les souks ruraux épisodiques

A l'exception de Rwanza et de Mutunda proches de Butare-"ville", tous les souks ruraux qui sont à l'origine d'apports importants par les revendeurs sont situés assez loin du centre commercial urbain. La vitalité de ce service expliquaient jusqu'à présent la faible circulation motorisée sur les pistes rwandaises.

En décembre, sur 23 souks de la préfecture ravitaillant Butare-"ville" par les revendeurs, 7 livrent 52 % des denrées dont les plus importants sont Rugogwe, Mutunda, Gahabwa et Gisagara. Le principal centre de ravitaillement des revendeurs concernant surtout la friperie et le tabac reste Ruhango de Gitarama (35,5 % du total global à lui tout seul en décembre).

En février, 9 centres de négoce sur 25 marchés de Butare-préfecture donnent 74 % des marchandises apportées par les revendeurs en "ville". Ce sont Gisagara, Kirarambogo, Mutunda, Rugogwe, Muganza et Kibilizi. A Ruhango et à Nzega (Gikongoro), les revendeurs n'ont acheté que 7 % et 6 % de leurs produits.

En juillet, 9 souks de Butare dont Musha, Gisagara, Kibilizi et Rugogwe sur 31 proposent 43 % des produits; ceux de Gikongoro, 4 %, Ruhango, 1 % et Ngenda, 6 %.

En général, ces centres de négoce sont spécialisés, nous l'avons dit pour Ruhango. Ngenda est aussi un pôle du

tabac, tout comme Rugogwe. Les souks du sud et de l'est sont spécialisés dans les livraisons de sorgho, de fruits, de peaux, de haricots et d'arachides. Tous, surtout Gisagara, Musha, Gatobwe, Ntobwe sont bien pourvus en volailles et oeufs. Les centres de Gikongoro sont renommés pour les pommes de terre, le tabac, la vannerie et le maïs.

Les revendeurs qui fréquentent ces souks habitent les collines formant la zone d'influence directe de ces marchés. Les exceptions sont à mettre à l'actif des gens de Gikongoro et des jeunes gens des collines entourant Butare-"ville" qui arpentent les gros centres de négoce entourant, dès 15 km, le "centre-ville".

Par l'analyse du phénomène des revendeurs, on note que la pauvreté fait se déplacer les gens et aide à amorcer un commerce régional. La misère issue de la densité humaine fait craquer le schéma de vie autarcique des collines et provoque la prise de conscience de l'espace régional, voire national. Elle bouleverse les structures ancestrales et contribue à l'activité économique de Butare-"ville". Cette "ville" de Butare, au coeur du pays le plus dense du Rwanda, donc d'une zone de pénurie et de débrouillardise, arrive-t-elle à orchestrer cette misère, et par là, à dominer et structurer le Rwanda méridional ?

TROISIEME PARTIE

U N E

Z O N E

D' I N F L U E N C E

R E D U I T E

Le commerce vivrier est davantage aux mains de Rwandais que des arabisés. Le commerce de traite est faible et ne porte que sur peu d'articles. Le boutiquier attend plus le client qu'il ne va vers lui. La camionnette fait plus office de taxi entre les marchés que de moyen de transport vivrier. Donc, dans une certaine mesure, le centre commercial de Butare se caractérise par une certaine passivité. Les liens commerciaux entre la "ville" et les collines semblent davantage voulus par ces dernières. L'espace économique butaréen est davantage déterminé par la vie des collines que par la "ville". C'est un signe de pré-économie ouverte, de l'importance des échanges inter-collinaires et du monopole commercial croissant de la capitale Kigali sur tout le Rwanda. Butare-"ville" aura par conséquent un espace économique étriqué.

Cet espace n'a guère évolué avec le temps malgré les vicissitudes de Butare. Il s'étend sur la "catena" rwandaise ou étagement altitudinal rwandais des terres chaudes du Mayaga aux terres tempérées fraîches de la Crête Congo-Nil en passant par le Plateau Central. Les zones éloignées de Butare-"ville" comme, à l'ouest, la lèvre orientale du horst bordier du Kivu dans Gikongoro et à l'est, le Mayaga sont encore des espaces peu influencés par Butare-"ville" malgré la descente de revendeurs et le ravitaillement de commerçants ruraux.

Cet espace économique qui superpose trois étages altitudinaux existait déjà quand Butare était sous l'éteignoir socio-économique de Nyanza avant la dernière guerre mondiale. Il continua à exister durant sa phase glorieuse de 1944 à 1973 qui correspondait au développement rapide des moyens de communications, des moyens financiers et à son rôle de capitale intellectuelle. Cet espace reste encore tel quel actuellement alors que s'amorce une phase critique due à la renaissance de Nyanza, à l'influence de plus en plus forte de Kigali et à l'étiollement de l'exutoire national qu'est la route vers Dar-es-Salam via Bujumbura et Kigoma.

CHAPITRE PREMIER

=====

LES TYPES D'ESPACES ECONOMIQUES DE BUTARE-"VILLE"

=====

Le nombre de postes de radio et de bicyclettes par famille sont un critère majeur d'aisance au Rwanda. Ils sont obtenus, soit par la vente de vrais surplus agricoles dans les régions de fermettes à superficies appréciables, soit par le travail salarial.

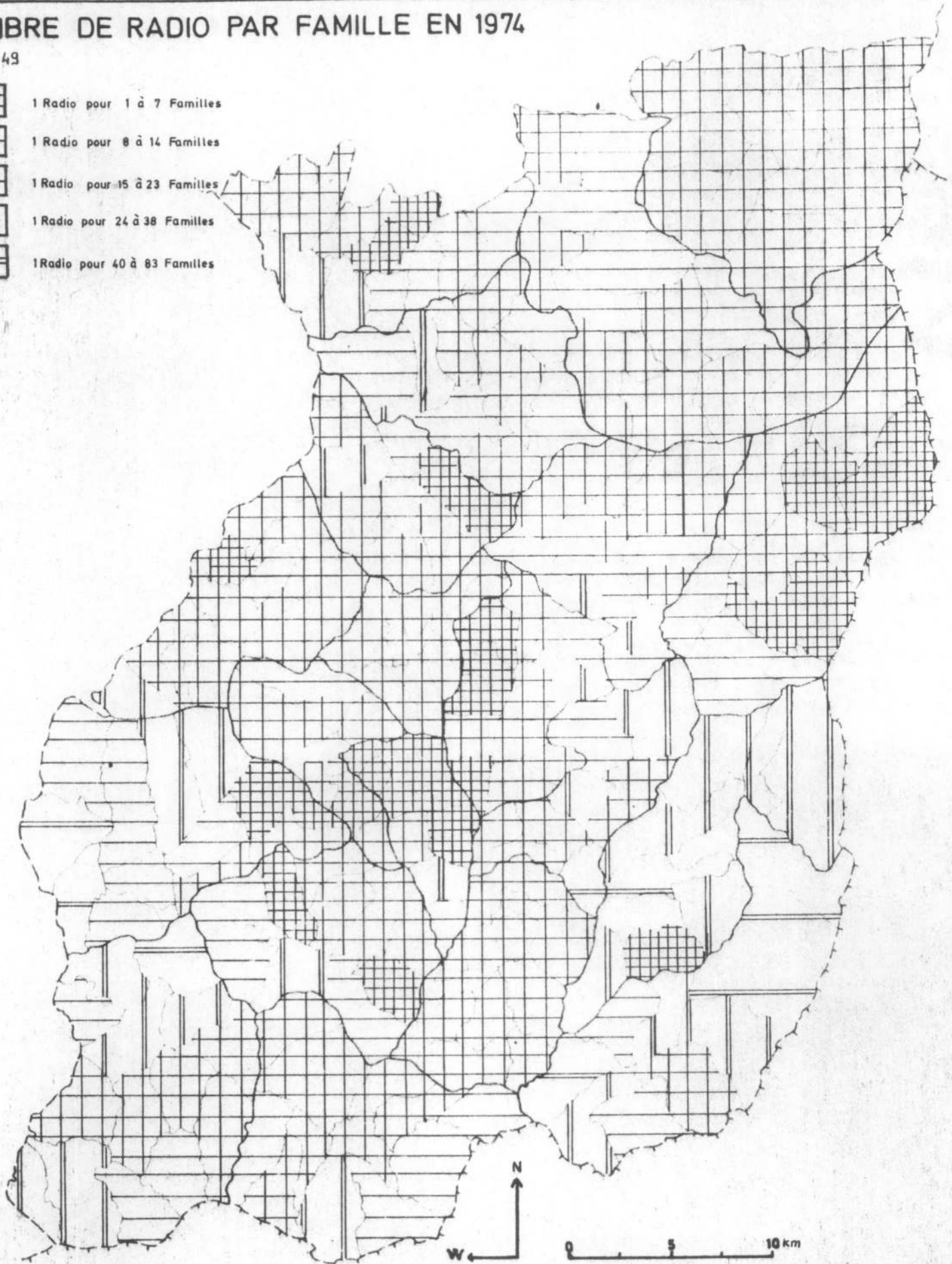
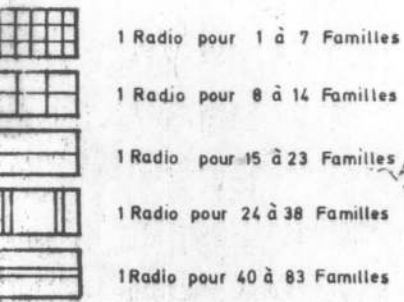
En plus des paysannats, les secteurs ayant le plus grand nombre de radios par famille sont soit urbains comme Nyanza et Butare, soit situés autour de Rubona, des missions telles que Simbi, Kansi, Save, Mugombwa et Nyumba, soit groupés autour de Butare : de Rukara à Kinteko (figure n° 49). Pour le nombre de bicyclettes par famille, ce dispositif est à peu près le même. La zone bordant Butare, de Maraba à Muzenga en passant par Mbazi et Save, paraît aussi riche que les paysannats et l'auréole de Nyanza (figure n° 38). Le travail et le petit commerce à Butare apparaissent comme nécessaires à l'élévation du niveau de vie des secteurs denses autour de Butare, tout comme la vente de surplus vivriers dans les paysannats.

De plus, une des caractéristiques des collines entourant Butare-centre est l'accroissement rapide des maisons carrées ou rectangulaires aux murs de petites briques cuites et aux toits recouverts de tuiles romanes. Cet habitat amélioré est important autour de Butare (figure n° 50). Il est même plus répandu que dans des communes riches en sorgho et haricots (Kibayi, Muganza) et que dans le Mayaga-Sud (Ntyazo-Sud et Muyaga). Ce ne sont pas les petits ingo qui peuvent débloquer les fonds nécessaires à leur construction. L'argent ne peut être obtenu que par le commerce et le salariat.

La nécessité de fréquenter Butare, pour élever ou maintenir son niveau de vie dans les environs denses et pauvres, crée l'espace assujéti de la "ville". Cet espace se différencie en fonction des besoins des secteurs administratifs.

NOMBRE DE RADIO PAR FAMILLE EN 1974

fig. n° 49



OMBRE DE RADIO PAR FAMILLE EN 1974

Fig. 149



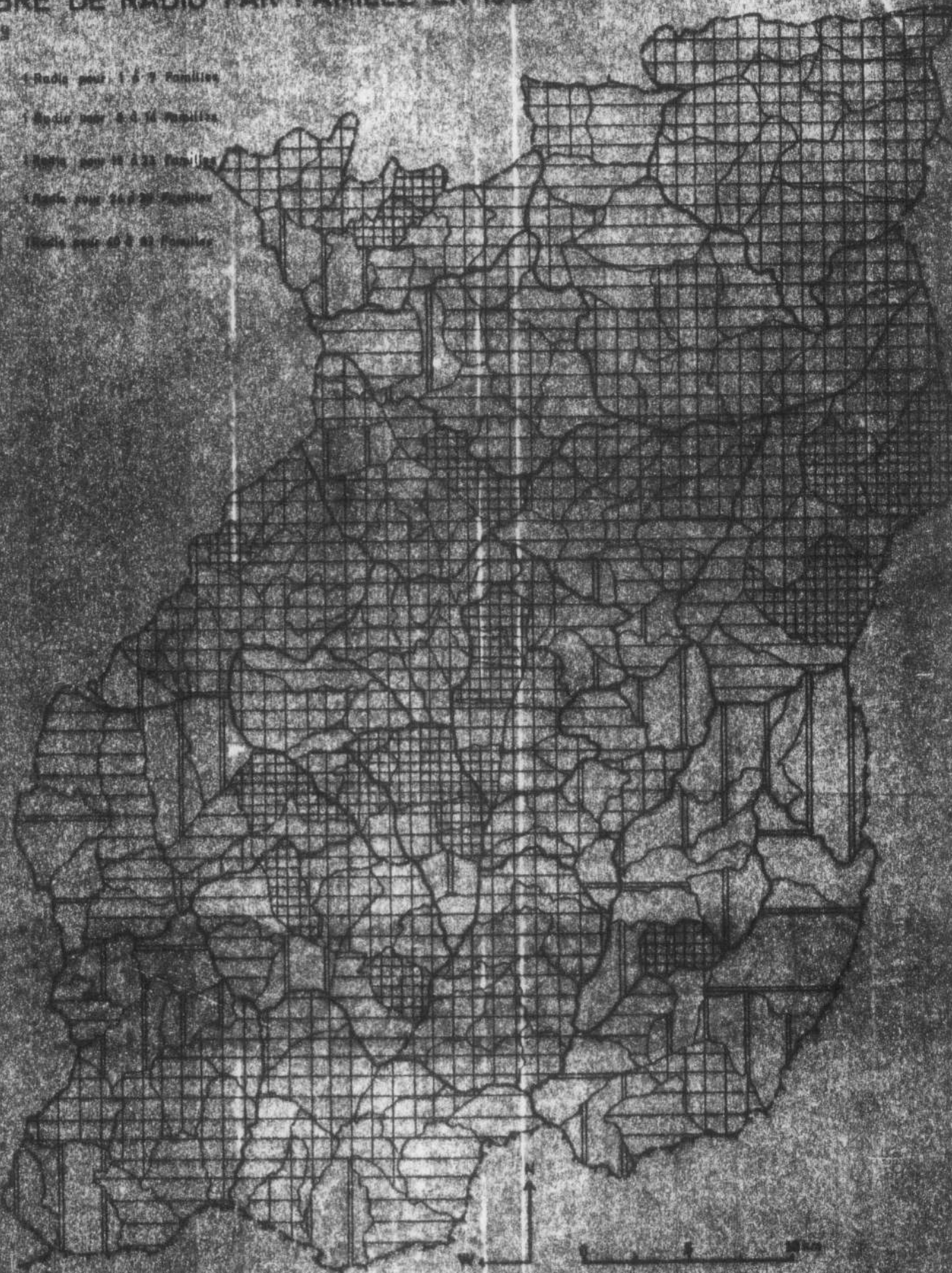
1 Radio pour 1 à 2 familles

1 Radio pour 3 à 4 familles

1 Radio pour 5 à 10 familles

1 Radio pour 11 à 20 familles

1 Radio pour 21 à 50 familles



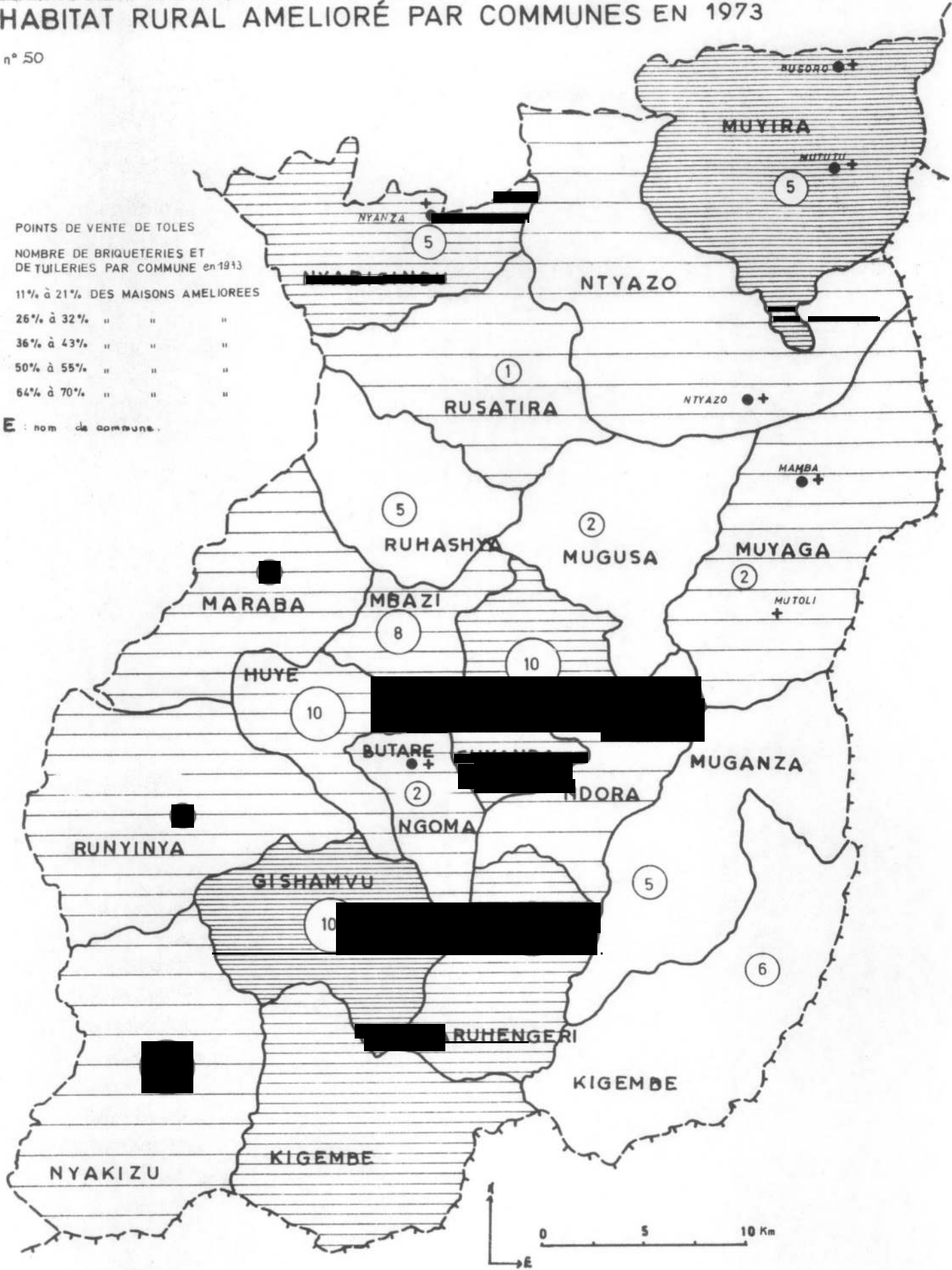
HABITAT RURAL AMELIORÉ PAR COMMUNES EN 1973

n° 50

POINTS DE VENTE DE TOILES
 NOMBRE DE BRIQUETTERIES ET DE TUILERIES PAR COMMUNE en 1973

11% à 21%	DES MAISONS AMELIOREES
26% à 32%	" " "
36% à 43%	" " "
50% à 55%	" " "
64% à 70%	" " "

YE : nom de communes.



I. L'ESPACE ASSUJETTI

Grâce aux faibles distances et à la multitude de pistes convergeant vers Butare, l'espace soumis englobe les fortes densités du plateau à sous-bassement gneissique et amphibolitique dominant, disséqué en longues collines tabulaires séparées par de larges vallées marécageuses et en berceau. Ce coeur du Bwanamukari supporte des densités comprise entre 551 hab/km² et 1 232 hab/km² à Kansi (Nyaruhengeri) (figure n° 51). Déduction faite de l'emprise foncière de la mission de Save (230 ha), Gatoke a sa densité portée de 653 hab/km² à 1 511 hab/km² par superficie agricole utilisée (S.A.U.). Dans un rayon de 8 km autour de Butare nous rencontrons des densités typiques d'agglomérations urbaines, de zones refuges ou de deltas asiatiques.

Seuls, les secteurs Bweya, Tumba, Sahera, Mubumbano, Musange ont des densités légèrement moindres (de 351 à 550 hab/km²). Des restes de boisements et de pâturages encore importants montrent qu'il est possible d'augmenter les superficies cultivées.

Ces secteurs annoncent le début des collines granitiques comme au nord et à l'ouest de Butare-"ville" ou les collines pentues et truffées de barres quartzitiques comme à l'est et au sud-ouest où les densités, supérieures à la moyenne préfectorale et se situant entre 351 et 550 hab/km², occupent tout Shyanda-Nord, Muganza et Ruhashya-Sud et Mbazi-Est, et se faufilent sur les bonnes collines de Maraba, Runyinya, Gishamvu, Nyakizu-Nord, Kigembe-Nord, Kibayi-Nord et Muganza-Sud, entre les chaînes quartzitiques. Ce sont ces barres de roches dures au sol pauvre qui sont encore, avec les versants raides des anciens "ibikingi" ou pâturages féodaux, les seules possibilités de gains de terres dans ce pays dense (figure n° 52). En revanche, l'agriculture noie toutes les collines tout près de Butare-"ville" et les terrains incultes y sont rares. Moins de 15 ares de terre sont encore disponibles par famille.

La densité, à laquelle s'ajoute la rareté de bonnes nouvelles terres, ont provoqué la généralisation des petites exploitations familiales (ingo) insuffisantes pour assurer la nourriture quotidienne. Par exemple : à Karubanda, à Rukira et à Matyazo, chaque famille achète en moyenne en juillet : 200 kg de haricots et 100 kg de sorgho. Pour se procurer cette nourriture, la présence de Butare-"ville" est indispensable. L'argent pour la nourriture non fournie par le rugo familial est obtenu par un travail salarié à Butare-"ville", par le salariat agricole dans la colline et par la vente de cidre de banane au cabaret local ou à Butare-"ville".

DENSITES DES SECTEURS DE BUTARE EN 1973

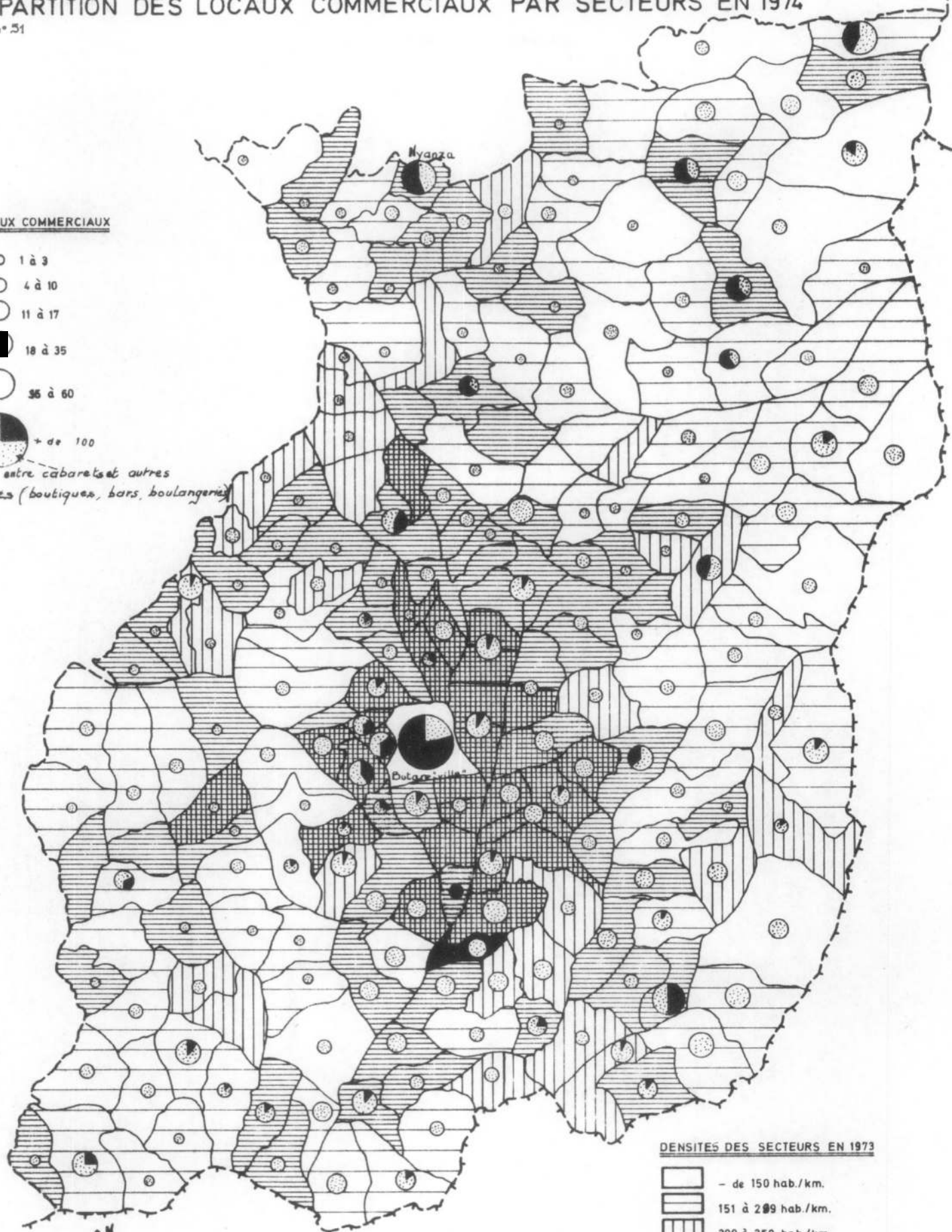
REPARTITION DES LOCAUX COMMERCIAUX PAR SECTEURS EN 1974

fig n° 51

LOCAUX COMMERCIAUX

- 1 à 3
- 4 à 10
- 11 à 17
- 18 à 35
- 36 à 60
- + de 100

rapport entre cabarets et autres commerces (boutiques, bars, boulangeries)








DENSITES DES SECTEURS EN 1973

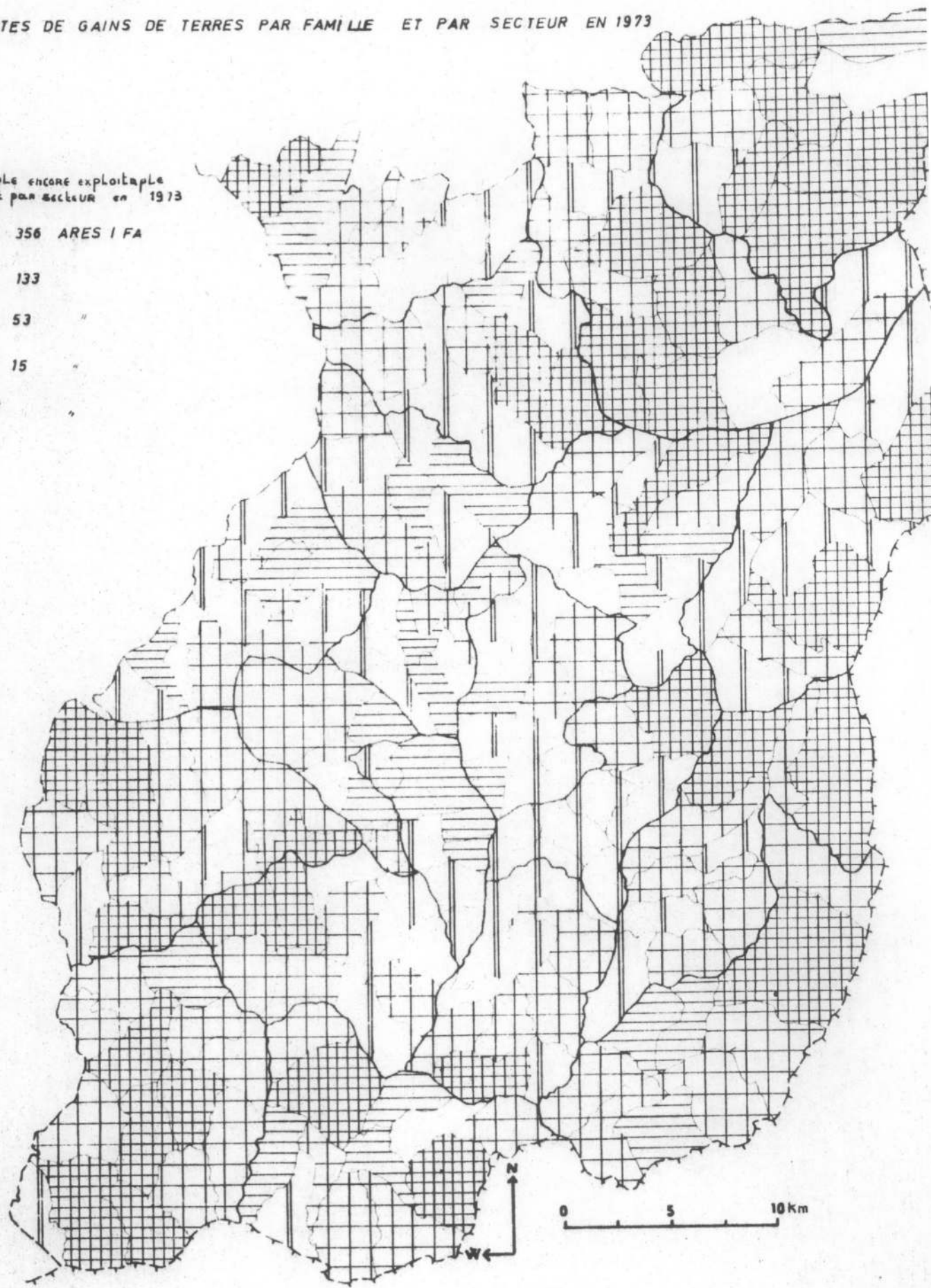
- - de 150 hab./km.
- ▨ 151 à 209 hab./km.
- ▧ 300 à 350 hab./km.
- ▩ 351 à 550 hab./km.
- 551 à 870 hab./km.
- 1000 à 1800 hab./km.

POSSIBILITES DE GAINS DE TERRES PAR FAMILLE ET PAR SECTEUR EN 1973

Fig n° 52

superficie agricole encore exploitable
par famille et par secteur en 1973

-  DE 135 A 356 ARES / FA
-  " 55 " 133
-  " 16 " 53 "
-  " 2 " 15 "
-  NEANT "

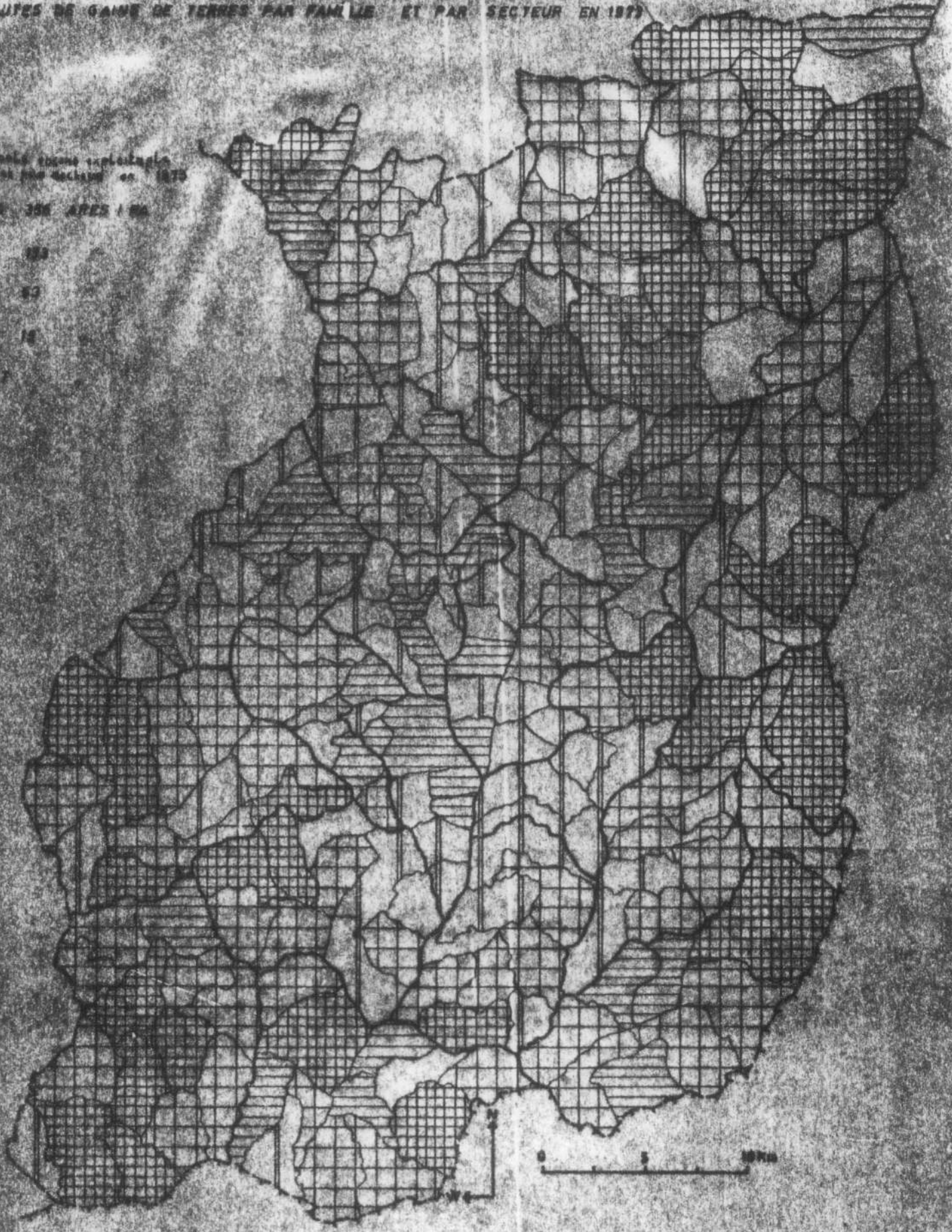


STATISTIQUES DE GAINÉ DE TERRES PAR FAMILLE ET PAR SECTEUR EN 1979

Statistiques des terres exploitées
en 1979

en hectares

- 100
- 50
- 10



A. Une ponction directe

Les mouvements pendulaires journaliers des salariés de Butare-"ville" (figure n° 53) s'inscrivent dans un rayon d'action de 18 kilomètres. C'est le maximum demandé à un cycliste. 85 % des salariés de Butare-centre arrivent des 8 communes environnantes : Runyinya, Gishamvu, Huye, Mbazi, Ngoma, Shyanda, Ndora et Nyaruhengeri. Les points forts sont les secteurs très denses proches du centre. La rapidité des liaisons favorise ces va-et-vient quotidiens. Ainsi, dans la commune de Ngoma, principal réservoir de main-d'oeuvre, le secteur de Ngoma vient en tête avec 28 % des salariés de la commune allant à Butare, suivi par Cyarwa (22 % dont les trois-quarts de Cyarwa-Sumo), Tumba (13,5 %), Matyazo (12 %), Nkubi (10,5 %) et Sahera (4 %). A Butare-"ville", ne réside que 10 % des salariés. Mpare (28 %), Nyanza (23 %), Musange (13 %), Sovu (12 %) et Kaburemera (11 %) se partagent la quasi totalité des employés de la commune de Huye travaillant à Butare. En dehors de ces deux communes, les secteurs envoyant beaucoup de salariés sont Save qui totalise 71 % des départs de la commune de Shyanda; de la commune de Ndora, Muzenga envoie 31 % des salariés; Rukara, 23 % de la commune de Runyinya; Gihindamuyaga, Mwulire, Mbazi et Kabuga, respectivement : 26 %, 14 %, 26 % et 22 % des envois de la commune de Mbazi.

L'influence directe de Butare-"ville" se manifeste aussi par le nombre important de paysans-vendeurs et revendeurs qui se rendent en "ville" (figure n° 54).

Sur 9 205 vendeurs enregistrés aux entrées de Butare, ainsi que sur 2 306 revendeurs, les 8 communes entourant Butare en expédient 84 % et 71 %. Huye et Ngoma viennent toujours en tête avec 8 % et 11 % pour la première et 12,5 % et 11,5 % pour la seconde. Les autres secteurs importants sont, en plus des principaux pourvoyeurs de salariés, tous ceux de la ceinture centrale de Butare où dominent les petites exploitations. Par exemple, Muzenga et Kinyerere ont 48 % des vendeurs et 40 % des revendeurs de la commune de Ndora aux entrées de Butare; Buvumo, Mubumbano et Nyakibanda, 40,5 % et 75 % de la commune de Gishamvu; Rukara et Karama, 42 % et 41 % de la commune de Runyinya; Gihindamuyaga, Mbazi, Mwulire, Kabuga : 82 % et 91 % de la commune de Mbazi; Burashi : 26 % et 29 % de Shyanda, c'est-à-dire plus que Save : 18 % et 30 %. On sait que ce micro-commerce a pour but d'assurer la survie de la famille quand le rûgo est trop petit (figure n° 19).

Ce travail urbain rapatrie de fortes sommes. Les salaires versés aux gens de Tumba, Mpare et Musange représentaient en 1973, un total de 4 914 000 FRW soit 33 % des revenus bruts familiaux. Sans ce travail en "ville" et le micro-commerce pour les autres membres de la famille ou pour ceux qui n'ont pu se faire embaucher, la vie rurale serait critique, voire impossible. Nous avons affaire à une auréole de collines peuplées de paysans-ouvriers-commerçants opportunistes qui survivent tout en s'entassant, en s'agglomérant et en essayant d'améliorer leur niveau de vie, grâce à la proximité de la "ville".

Figure n° 53

ZONES DES MOUVEMENTS PENDULAIRES JOURNALIERS
DES SALARIES DE BUTARE - VILLE

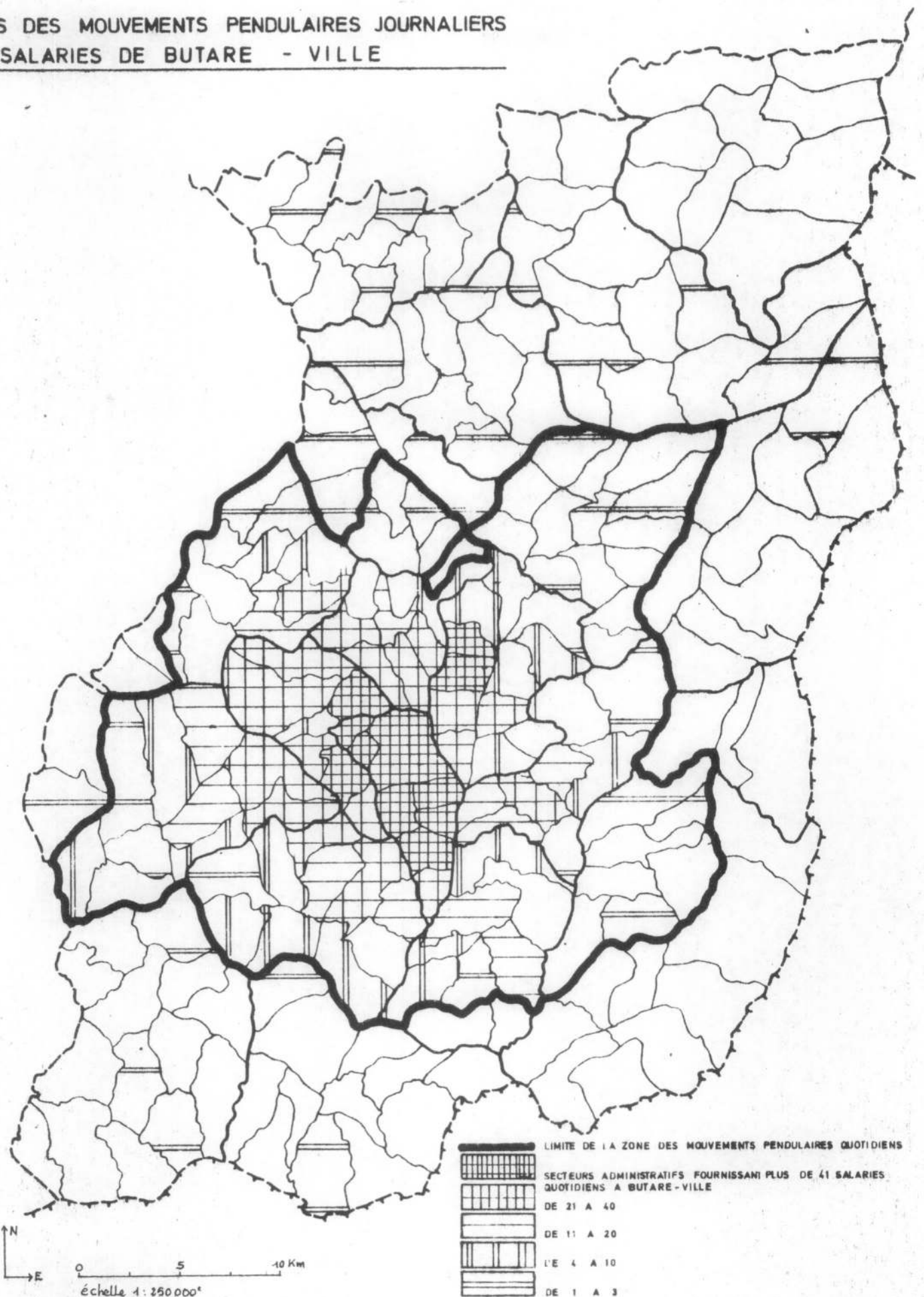
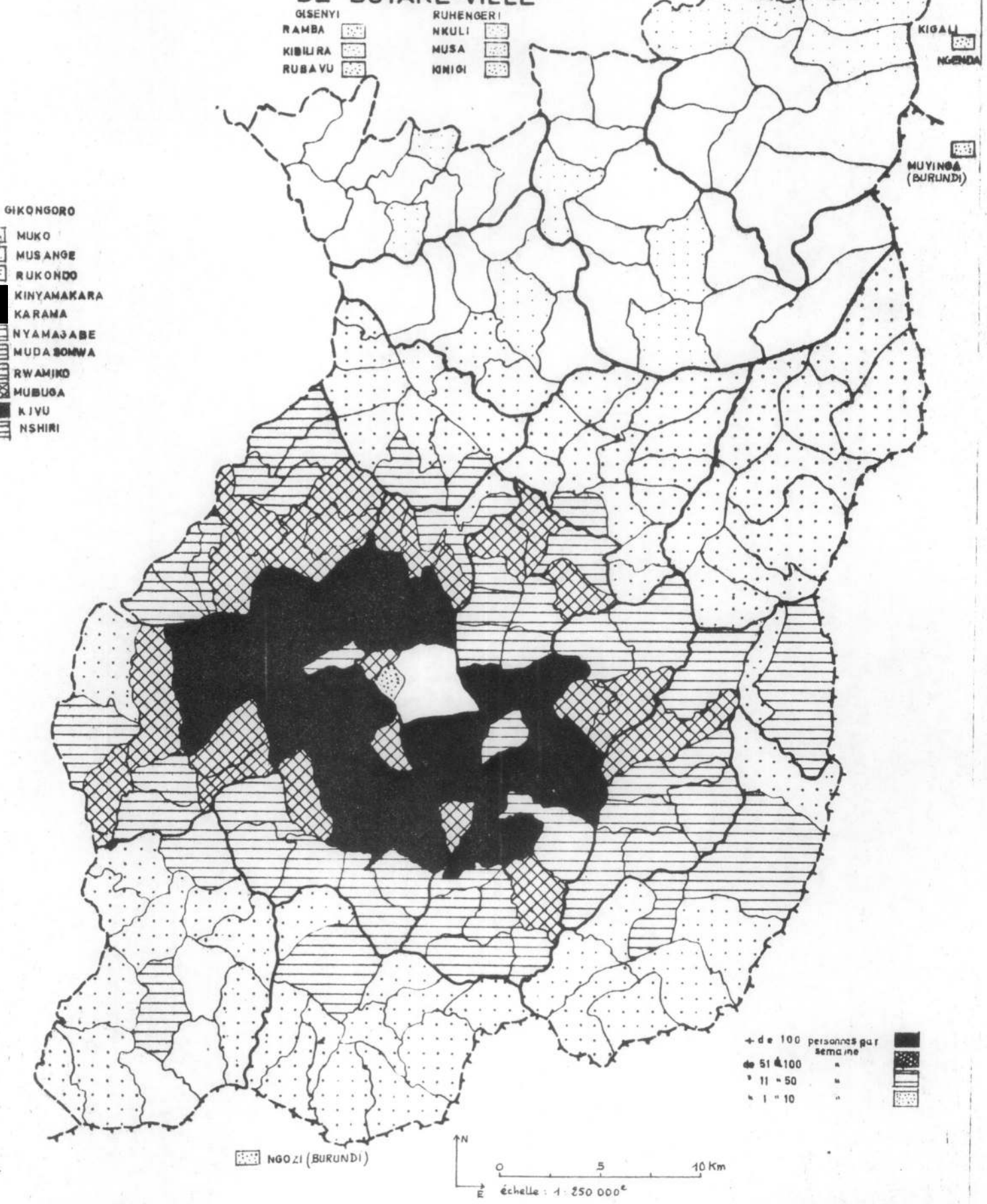


Figure n° 54

ORIGINE DES PERSONNES FREQUENTANT LE CENTRE COMMERCIAL DE BUTARE-VILLE



B. Vers une évolution de la vie rurale

1. Dans l'amélioration de l'habitat

Le paradoxe est, en effet, la construction rapide de maisons améliorées dans ces collines à déficit vivrier. Cette stabilisation de l'habitat démontre l'appropriation du sol et la fin de l'agriculture itinérante. Plus que la facilité des crédits, plus que l'incitation gouvernementale et plus que les influences missionnaires et hospitalières, ce sont le micro-commerce et le salariat, dans un pays libéré des diverses tutelles féodales, qui font changer la structure de l'habitat.

Une enquête personnelle de la mi-septembre à la fin octobre 1971, dans l'Ouest (Rukira, Mpungwe, Sovu) et le Sud-Est (Nkubi, Sahera) de l'ex-Mukura (Huye, Ngoma), nous le prouve. Sur 35 possesseurs de maisons en briques cuites recouvertes de tuiles romanes (29) ou de tôles ondulées (7), toutes furent construites dès 1962 sauf celles de l'ex-intendant du sous-chef de Mpungwe et de l'ex-sous-chef de Sovu en 1959. Parmi ces personnes, 8 ont un emploi de fonctionnaire dont 6 à Butare; 14 sont à la fois artisans et paysans-vendeurs; 7 sont uniquement cabaretiers et 3, paysans-vendeurs. Un est, à la fois, salarié agricole et paysan-vendeur.

A peine 11 maisons en "rukarakara" (brique d'argile séchée) recouvertes de tuiles sur 213 furent élevées avant 1962. Le nombre des emplois à Butare est aussi important que le micro-commerce entre voisins ou avec Butare pour obtenir l'argent nécessaire à la construction. En dehors des 6 fonctionnaires nationaux ou communaux, on trouve une prostituée, 22 maçons dont 2 travaillant à Kigali, 3 mécaniciens de Kigali, 3 employés de l'Université, 2 tailleurs du marché, 8 employés de maison, un boucher des marchés de Ngoma-Matyazo, un fripier, un boutiquier de Matyazo, un ambulancier de Butare, deux cabaretiers du marché de Butare. Les autres salariés le sont sur leur colline comme 25 artisans (maçons itinérants, vanneurs, menuisiers), 2 monitrices d'école, 2 catéchistes et un garde des eaux et forêts de Huye. 14 ont transformé leur maison en cabaret. On rencontre aussi 4 maquignons, l'ex-intendant du sous-chef de Nkima, trois paysans revenus d'Uganda et deux revendeurs se servant du sel, de la vannerie et des peaux pour faire leur micro-commerce. Tous ces gens vendent aussi des vivres qui rentrent pour une part minime dans la construction de la maison. Seul le café, chez 85 revendeurs sur 213, détermine une vente rentable. La vente directe ne fut nécessaire que pour 88 paysans pour construire leur maison. La vente de bière à Butare rapporta à 28 paysans et celle, aux voisins, à 34. Parmi ces paysans-vendeurs, un de Nkima (Mpungwe) tire davantage de la location de ses terres que de la vente directe. Ce dernier est un "riche".

On pourrait poursuivre ainsi pour les autres types de rugo relevés. Le même phénomène se reproduirait. Nous sommes en présence d'une civilisation paysanne qui s'adapte lentement mais rationnellement au problème du niveau de vie. La "ville" de Butare est nécessaire à cette évolution, donc au maintien des fortes densités.

2. Dans le choix des spéculations agricoles

Le manque d'espace disponible a considérablement diminué le troupeau bovin sauf à Runyinya et à Mbazi-Nord. Les gros possédants envoient leur bétail au Mayaga ou en altitude. Les autres le vendent et le remplacent par les caprins, les porcins et les volailles. Leur vie rustique dans la cour du rugo, sur les bords des pistes ou au piquet, facilite leur entretien.

Le café, accaparant des terres nécessaires et d'un rapport moindre que le micro-commerce ou la "bière" de banane, diminue en superficie autour de Butare-"ville". Les communes bordant Butare-"ville" ont toutes moins de 29 % des chefs de famille planteurs de café arabica. Un paillage par des légumineuses rentables pour l'élevage ou l'homme serait une incitation judicieuse au maintien des caféraies.

Huye, Ngoma et Mbazi ont généralisé la culture des patates douces pour compenser les déficits en haricots et en sorgho. Les patates douces et le manioc sont en train de conquérir les bas versants convexes des anciens "ibikingi" après avoir fait le plein des marais. La patate douce détrône le haricot comme base de l'alimentation. Et ce dernier apparaît pour beaucoup de familles rurbaines comme un luxe que l'on ne pourra se procurer que par le commerce et le travail salarié.

En plus de la généralisation du bananier et du com-plantage, la révolution agricole tranquille des collines denses réside dans la multiplication des jardins potagers et des fruitiers. L'arbre fruitier fut une obligation belge. Le légume n'était consommé que par les enfants. Avec la forte demande des collectivités urbaines (écoles, militaires, expatriés) et la confiturerie artisanale de Konfigi, ces cultures se sont développées. Les légumes non consommés ou en surplus sont acheminés vers la coopérative de vente des produits agricoles de Butare (COVEPABU) créée en 1972. Ces légumes arrivent de 11 communes. Mais Mbazi et Maraba groupent 73 % des maraichers non coopérateurs (517) ainsi que 28 équipes de coopérateurs sur 62 en

1976(1). Viennent ensuite Shyanda, Huye, Ngoma et Runyinya. En 1972, ils n'étaient que 990 autour de Butare contre 1 140 en 1976.

Les légumes ont permis à la COVEPABU de réaliser un chiffre d'affaires de près de 3,3 millions de francs rwandais en 1976. Il aurait pu être plus important si les ristournes et les payes étaient régulièrement versées aux producteurs. Ceux-ci seraient venus plus souvent alors que les revendeurs de Butare-"ville" et ceux des marchés ruraux écoulent maintenant la moitié de la production non consommée. Les maraichers éloignés : de Ruhashya, de Muganza et de Kigembe, se reconvertissent comme producteurs vivriers. Il n'empêche que cette culture nouvelle améliore l'alimentation. Elle est source de revenu et crée un paysage agraire nouveau en marais : l'hortillonnage encore noyé au milieu des billons de patates douces ou de sorgho.

Les plants d'arbres fruitiers distribués gratuitement par l'I.S.A.R.-Rubona et par Konfigi ont permis le bon fonctionnement de la coopérative Konfigi. Les revenus annuels s'échelonnent de 500 à 30 000 FRW par an selon les coopérateurs. A part les billons de fraisiers dans les marais de Mbazi et de Sovu (Huye), les plantations d'arbres fruitiers marquent peu le paysage. Chaque paysan n'a que quelques plants dissimulés sous une forêt de bananiers.

3. Par l'absence de gros souks ruraux épisodiques

Dans un rayon de 12 km autour de Butare, les marchés sont très petits. 100 à 150 paysans-vendeurs et revendeurs les fréquentent par semaine. Leur intérêt est avant tout local. En dehors de Mutunda, de Gatobwe et de Rwanza qui ravitaillent Butare en tabac, en oeufs et en viandes, aucun ne sert à l'approvisionnement de la ville.

(1) Simon PELCHAT (U.N.R.) :

"Essai sur l'élaboration d'un modèle d'analyse de l'efficacité d'une organisation appliqué à une petite coopérative de commercialisation des produits agricoles de Butare".
Etudes Rwandaises, U.N.R., juin 1977, Vol. X, n° 3

Leur longévité est de courte durée. Créés après l'Indépendance, six marchés sont déjà supprimés. Dans le cadre de la restructuration du commerce, trois autres doivent disparaître. S'ils se maintiennent, c'est qu'ils rendent service aux personnes miséreuses, aux vieillards ne désirant pas se déplacer à Butare et aux salariés. Des communes ont érigé en centres de négoce quelques petits souks (Buroso-Gishamvu, Mutunda, Karama, Kinteko, Kibilizi, Tare, Muyogoro) en vue d'amorcer des hameaux de développement en colline. Les boutiques et cabarets s'y construisent mais ne dépassent pas la douzaine. Les marchés en plein air restent squelettiques (figure n° 55).

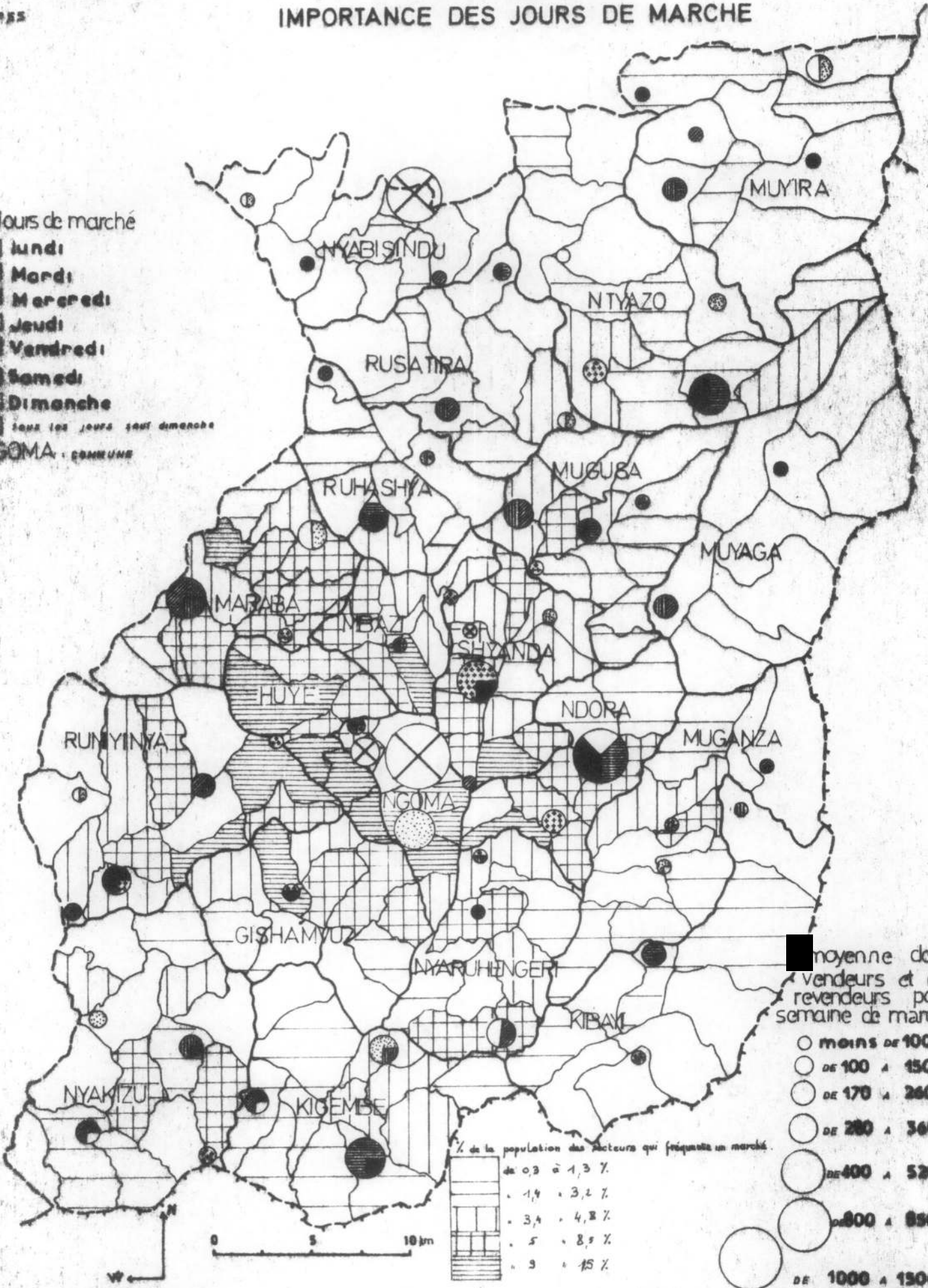
Cette absence de souks importants est la matérialisation de la soumission de l'espace proche à Butare-centre. La quasi totalité de la vente du café de ces collines qui pourrait animer ces souks se fait même à Butare-"ville". Sur 215 000 kg de café apportés à pied à Butare par les planteurs des environs, en 1972, 140 000 kg arrivent des communes voisines ayant ces petits souks. Ce tonnage représente la totalité ou presque de la production communale : 30 tonnes de Runyinya (100 %), 30 tonnes de Gishamvu (100 %), 30 tonnes de Shyanda (58 %), 30 tonnes de Mbazi (60 %), 10 tonnes de Nyaruhengeri (100 %) et 10 tonnes de Ndora (100 %).

Ces petits souks, à l'opposé des gros marchés ruraux des communes éloignées, ne concentrent pas tous les magasins. Ils regroupent à peine 20 % des magasins de Huye et de Mbazi, 40 % de ceux de Shyanda et 67 % de ceux de la commune Gishamvu. Le nombre des boutiques y est modeste comparé aux divers types de cabarets. Cette dilution et cette sclérose des magasins dénotent non seulement l'emprise commerciale de Butare et des phénomènes péri-urbains, mais aussi la faible fourniture de denrées commercialisables. Il est symptomatique de constater que les moulins à sorgho sont peu nombreux. Pour avoir un maximum de rentabilité, le meilleur minotier de Butare-"ville" circule en cinq endroits différents par semaine. Les autres travaillent à façon le jour ouvrable du marché.

IMPORTANCE DES JOURS DE MARCHÉ

Jours de marché

- lundi
 - Mardi
 - Mercredi
 - Judi
 - Vendredi
 - Samedi
 - Dimanche
 - tous les jours sauf dimanche
- NGOMA : COMMUNE



■ moyenne des vendeurs et des revendeurs par semaine de marché

- moins de 100
- de 100 à 150
- de 170 à 240
- de 280 à 360
- de 400 à 520
- de 600 à 850
- de 1000 à 1500

% de la population des acteurs qui fréquentent un marché.

de 0,3 à 1,3 %
1,4 à 3,2 %
3,4 à 4,8 %
5 à 8,5 %
9 à 15 %

C. Vers sa division en pays polarisés

Autour du noyau urbain de Butare-centre, qui apparaît comme une "city" avec ses activités disproportionnées par rapport à la population permanente, sa forte population flottante, sa faible densité et la convergence des moyens de communication, s'ordonnent des auréoles concentriques à l'aspect urbain de moins en moins prononcé.

Ngoma et Matyazo, par leur habitat concentré et l'importance des salariés résidents, sont la première excroissance de la "ville" sous la forme de banlieues-dortoirs. La faible fréquentation du centre commercial de Butare-centre est due à leur autonomie commerciale propre. Ces secteurs possèdent leur marché et la gamme classique des boutiques (bars, magasins, cabarets). Ces faubourgs, à vie individuelle prononcée caractéristique de la ville, ont 3 615 habitants entassés sur 4,5 km², soit 803 hab/km².

Ces deux ensembles constituent, à proprement parlé, la "ville" de Butare pour les Rwandais.

Les secteurs envoyant un fort contingent de salariés, de paysans-vendeurs et d'acheteurs en nombre quasi équivalent et largement supérieur à celui des revendeurs forment la deuxième auréole. Les secteurs de Tumba, de Cyarwa-Sumo, Cyarwa-Cyimana, Mpare, Kabuga, Kinteko, Bwinyambo, Kamudahunga et Gatoke répondent à ce critère. Ils apparaissent comme la banlieue-pavillonnaire. Les belles maisons s'éparpillent dans la bananeraie. Elles sont de plus en plus resserrées et les enceintes de ficus disparaissent autour des maisons. Les petites concentrations pavillonnaires sont les zones d'habitat des salariés urbains ou des commerçants. Elles s'appellent des "rusisiro" ou des "mubuga". C'est ici que des bars banlieusards accueillent, en marge du contrôle officiel, les rares prostituées encore disponibles. Ces collines-villages, jadis autonomes, sous la pression des besoins urbains en espace bâtissable, sont agglutinées progressivement au noyau urbain. Elles concentrent 23 936 habitants sur 36,5 km², soit une densité de 656 hab/km².

La banlieue-bananière jouxte cette banlieue-pavillonnaire et caractérise la troisième auréole urbaine. Les vendeurs et les acheteurs y sont plus importants que les revendeurs et les salariés. Nyanza, Sahera, Nkubi, Mbazi, Burashi, Kibilizi, Nyaruhengeri, Buvumo et Mubumbano répondent à ce critère. Ces banlieues-bananières ont 698 hab/km². 46 035 habitants y vivent sur 66 km². Seules des amasambu encore plus grandes différencient les banlieues-bananières des banlieues-pavillonnaires.

Butare apparaît comme une vaste agglomération de 81 756 habitants a posteriori. Si ce n'était l'existence de nombreuses ruelles sous la dense et verte bananeraie, d'une majorité de maisons améliorées le long de ces petites allées parfois fleuries, d'un important micro-commerce tenu par les femmes de salariés, d'une concentration de paysans-ouvriers-commerçants, cette vaste agglomération n'aurait rien d'une "ville". Les habitants de ces collines ont trouvé en Butare-"ville" un foyer de développement. Ce phénomène d'entente harmonieuse a donné naissance à une "ville" polynucléique spontanée. Ce n'est qu'actuellement que l'on prend conscience du phénomène.

Les banlieues-pavillonnaires et bananières matérialisent la zone suburbaine de relations directes avec Butare-centre. Elle délimitent le rayon d'attraction des grosses migrations quotidiennes de travailleurs et du commerce de détail. Les achats fréquents à Butare et qui dénotent le repas journalier démontrent encore cette nécessité de Butare et l'allégeance des diverses auréoles.

Si 91 % des acheteurs sont circonscrits dans les 8 communes entourant Butare-centre, 28 % sont de Ngoma, 18 % de Huye, 11 % de Gishamvu et de Shyanda, 9,5 % de Mbazi et de Runyinya.

70 % des acheteurs de la commune Ngoma proviennent des secteurs Cyarwa et Tumba. 59 % des acheteurs de la commune Huye viennent des secteurs Nyanza et Mpare. 87 % des acheteurs de la commune Mbazi arrivent des secteurs Kabuga, Mbazi, Gihindamuyaga et Mwulire. 72 % de Shyanda, de Save et de Burashi; le quart de Runyinya, de Rukara; 86,5 % de Gishamvu, de Mubumbano, de Buvumo et de Nyakibanda; 33 % de Ndora, de Muzenga et 18,5 % de Nyaruhengeri et de Kibilizi. Les acheteurs viennent donc surtout des secteurs rurbains.

Quant à la structure des achats, elle indique les emplettes de banlieusards, c'est-à-dire de "gros achats" effectués en une fois pour la semaine. Les exemples recueillis sont multiples. Nous retiendrons le cas de Habya... de Tumba qui achète à Butare, une fois par semaine, pour 144 FRW : 2 kg de pommes de terre, 1 boîte de margarine, 1 mesure (500 gr) de petits-pois, 1 kg d'huile de palme, 1 tas d'aubergines (64 gr) et 1 tas d'oignons (32 gr); Mukan... de Cyarwa achète

deux fois par mois, 0,5 kg d'huile de palme, 1 kg de riz, 1 kg de farine de manioc et 10 feuilles de tabac; Nik... de Mpare : 1 tas de tomates (350 gr), 1 tas d'oignons, 4 kg de haricots, 2 tas de farine de manioc (1,2 kg), 2 tas de ndagala, soit 70 FRW deux fois par semaine; Bazirwi..., pour 110 FRW, deux fois par semaine : 0,5 kg d'huile de palme, 1 savon, 2 paquets de cigarettes et 4 kg de haricots; Mukam... de Nyanza : 10 kg de sorgho pour la bière, 1 kg de sel et 1 savon, le tout d'une valeur de 100 FRW, une fois par semaine.

Ressemblant à notre agglomération, 34 secteurs, totalisent 105 724 habitants, soit une densité de 457 hab/km², bouclent l'espace assujéti par Butare. Le paysage est le même qu'autour de Butare. Le bananier enrobe entièrement les collines mais la vie évolue lentement. Les petits ingo n'ont provoqué que le micro-commerce passager. Et pourtant, la limite externe de ces secteurs n'est qu'à 12 km de Butare. Ces collines regroupent très peu de salariés et d'acheteurs à Butare-"ville". En revanche, les vendeurs y sont majoritaires suivis par les revendeurs. Muzenga, Kinazi, Kinyerere, Karama, Ndora, Gisagara, Bweya, Gasharu, Kayenzi, Kiziguro, Munanira, Karama de Mbazi, Mutunda, Mbogo, Gihindamuyaga, Rusagara, Tare, Cyarumbo, Kibingo, Karama et Kaburemera de Runyinya, Vumbi, Gikombe, Rukara, Nyakibanda, Gishamvu, Sholi, Rukira, Mpungwe (Nkima), Sovu, Musange, Kaburemera de Huye et Kansi annoncent les caractéristiques de la marche commerciale de Butare. (Annexe n° 7).

II. LA MARCHE COMMERCIALE

Elle débute avec l'apparition des gros centres de négoce. Si Rugogwe, Mugogwe, Gisagara, Mugombwa, Gikore, Rugalika et Cyizi se ravitaillent à Butare en produits de traite, ils ont assez d'influence pour avoir une solide zone économique et une importance suffisante pour approvisionner Butare. Ils possèdent la totalité des boutiques de leurs communes. Leur localisation est toutefois dictée par un proche voisinage dense et pauvre.

La pression démographique qui influence ces secteurs provoque aussi la conquête bananière, mais les collines se présentent encore comme un véritable manteau d'arlequin, un "patch-work", images typiques de la structure agraire rwandaise. La bicyclette et la camionnette des commerçants rompent progressivement l'isolement de ces secteurs et les font entrer lentement dans l'aire butaréenne. Chaque partie de la marche économique a une spécialisation qui profite à Butare. Le Nord et l'Est sont davantage vivriers. L'Ouest est maraîcher à Maraba, éleveur à Gishamvu et Runyinya. Les pâturages des "ibisi" ou montagnes se recouvrent de champs de manioc et de patates douces qui concurrencent les arrivages du Mayaga.

Cette marche économique et l'espace assujetti indiquent l'essentiel de la ceinture de pauvreté ou de microfundia de Butare qui rassemble 30 % de la superficie préfectorale et 37 % de sa population. En dehors de Kansi (31 ares) et de Gatoke (35 ares), les ingo vont de 54 ares à Shyanda à 79 ares à Muganza en passant par 53 ares à Ngoma, 57 ares à Ndora, 59 ares à Runyinya, 63 ares à Nyaruhengeri, 66 ares à Huye et 76 ares à Mbazi. Ces communes s'étendent sur la partie nord du Mvejuru, le centre et le nord du Nyaruguru, l'extrême sud du Busanza et une partie du Buhanga-Ndara. Ces chefferies (figure n°56) sont des noms d'armée du XVIII^e siècle quand le Mwami Cyilima Rujugira envahit le nord de l'Urundi et fixa sa frontière sur l'Akanyaru. Elles constituent le coeur du Bwanamukari. En plus de l'aide de Butare et de la débrouillardise pour s'adapter à sa surcharge démographique, cet espace économique diminue progressivement son taux d'accroissement naturel : 13,7 ‰ à Gishamvu entre 1948 et 1973, 28,7 ‰ à Mbazi, 22,2 ‰ à Ngoma et Huye, 29,6 ‰ à Muganza, 24,2 ‰ à Shyanda. Seules Runyinya, avec 36,8 ‰, et Ndora, avec 33,7 ‰, ne respectent pas encore cette nouvelle sagesse pay-sanne. Ces communes-ci annoncent l'espace économique à influence épisodique de Butare.

III. L'ESPACE A INFLUENCE EPISODIQUE

L'éloignement, causé pas la difficulté de parcourir rapidement les 16 communes périphériques fermant l'espace économique de Butare, détermine cette zone à influence épisodique.

Elle s'arrête rapidement vers le nord car elle se heurte à la zone d'influence de Nyanza-Nyabisindu. Le Busanza-Nord et le Nduga, par leur pluviométrie irrégulière et l'emprise tutsi, restent des régions pastorales. L'agriculture se réfugie sur les colluvions et les parties concaves des collines granitiques.

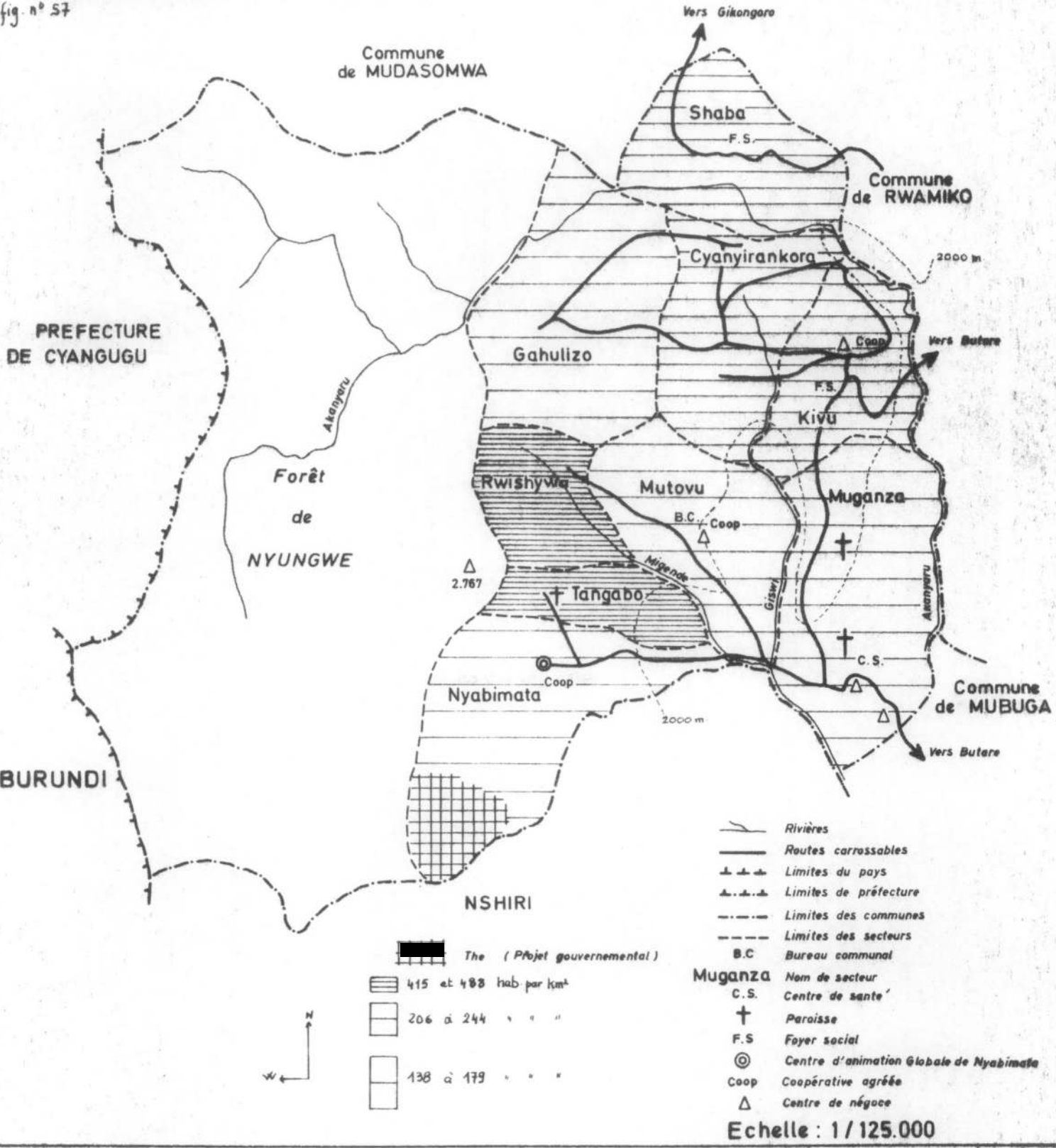
Le Mayaga-Sud et, à un degré moindre, Kibayi, Kigembe et Nyakizu sont assez riches pour éviter une recherche de complément monétaire à Butare. Les souks ruraux locaux remédient aisément à ce problème. Les surplus vivriers existent. Ils sont collectés par les intermédiaires locaux des commerçants de Butare. L'emprise économique de Butare sur cette région est matérialisée par les va-et-vient des véhicules commerciaux qui n'ont pu faire l'objet d'une étude exhaustive. Dans nos enquêtes, aux octrois, les paysans-revendeurs de ces régions sont aussi nombreux que les vendeurs directs. La venue de salariés et d'acheteurs est presque nulle.

Ce phénomène est très bien corroboré par les arrivées des paysans des Hautes Terres de Gikongoro. Un climat très dur, des sols plus minces atteints de la lèpre érosive, une volonté de cultiver le sorgho, le haricot et la banane malgré des rendements médiocres, expliquent la venue de paysans en quête de ces produits en échange surtout de la vanne-rie, des pommes de terre, des peaux, du tabac et des petits-pois. Les "entrées" interceptent aussi leur transit par Butare lors de leur retour du Mayaga. Les communes les plus mal loties où les pâturages sont encore importants, les commerçants sans véhicules, les cultures commerciales (thé, café) peu développées et les disettes fréquentes, envoient le plus de vendeurs et de revendeurs. La commune Kivu est, à cet égard, typique (figure n° 57).

De Kivu, 28 831 habitants sur 276 km² dont 133 km² de forêt naturelle, part le quart des vendeurs (28) et des acheteurs (13) issus de Gikongoro lors de nos enquêtes. Ses revendeurs sont 55,5 % du total de Gikongoro, soit 230. La descente vers Butare se fait en deuxième saison culturale.

COMMUNE KIVU (GIKONGORO)

fig. n° 57



	The (Projet gouvernemental)
	415 et 488 hab. par km ²
	206 à 244 " " "
	138 à 179 " " "

- Rivières
- Routes carrossables
- Limites du pays
- Limites de préfecture
- Limites des communes
- Limites des secteurs
- B.C. Bureau communal
- Muganza Nom de secteur
- C.S. Centre de santé
- Paroisse
- F.S. Foyer social
- Centre d'animation Globale de Nyabimata
- Coop Coopérative agréée
- Centre de négoce

En juillet - début août, arrivent, en effet, 69 % des acheteurs, 97 % des vendeurs et 82 % des revendeurs de Kivu. La vente du café, du maïs, de la vannerie, des peaux et la recherche du sorgho expliquent cela. Décembre et février se partagent les autres revendeurs. En février, un seul vendeur et un acheteur sont venus à Butare. 3 acheteurs seulement sont enregistrés en décembre.

Les secteurs de la commune Kivu en relation avec Butare sont surtout Mutovu (46 % des acheteurs, 43 % des vendeurs et 32 % des revendeurs de la commune), Rwishywa (14,5 % des revendeurs de la commune) et Gahulizo (21,5 % des vendeurs et 49 % des revendeurs de la commune). Pour Mutovu, fief tutsi donc pastoral, faut-il y voir le départ de familles bahutu misérables ? Pour Gahulizo et Rwishywa, fronts pionniers forestiers, faut-il envisager l'absence de marché rural important ou la fuite vers Butare-"ville" de paysans voulant échapper aux commerçants locaux qui payent peu à l'achat et vendent cher ?

La pression démographique semble ne jouer que pour Rwishywa : 415 hab/km². Tangabo, avec 488 hab/km², n'a guère qu'un acheteur et 3 revendeurs venant à Butare. Gahulizo a la plus faible densité de la commune : 138 hab/km² et, pourtant, 44 % des personnes concernées par ce micro-commerce en sont originaires. Mutovu a une densité inférieure à la moyenne communale cultivée : 179 contre 202 hab/km². Les faibles rendements des récoltes de juillet (maïs, petits-pois, sorgho, haricots, patates douces, colocase, soja) expliquent plus facilement ces départs que toute autre raison. On descend chercher le complément en période de récolte déficitaire.

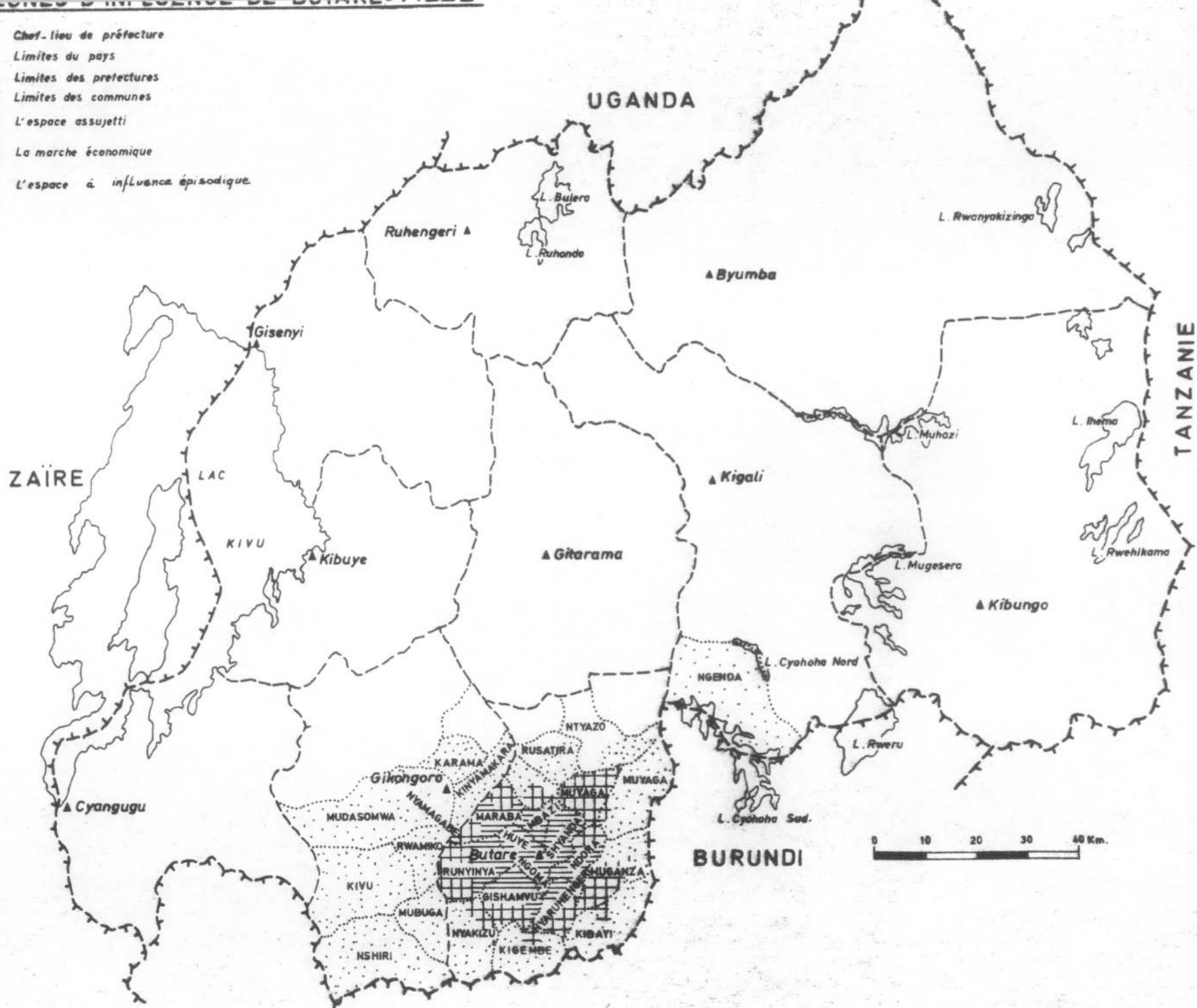
Le micro-commerce semble nécessaire pour cette commune dans laquelle le taux naturel d'accroissement est de 30°/∞∞. Les relations avec Butare sont plus rapides qu'avec Gikongoro et les commerçants n'y possèdent pas encore de véhicules. Les nouveautés agricoles rentables telles que les légumes, le thé, les pommes de terre ne font qu'y débiter. La pomme de terre et le maïs qui détrônent les petits-pois, le sorgho et l'éleusine, ainsi que le développement des coopératives, sont un frein récent à cette micro-activité commerciale de survie.

Butare se trouve ainsi au centre d'un espace économique portant sur les trois étages naturels du Rwanda. C'est un marché de contact profitant des particularités de chaque palier altitudinal dans les limites de la vitalité de son appareil commercial et de la bonne volonté des habi-

tants des collines. Des Hautes Terres et des collines de la difficile charnière 1800 - 2000 mètres d'altitude arrivent, en priorité le charbon de bois, représentant 42 % du tonnage global apporté à pied, ainsi que le bois de chauffage, les pommes de terre, l'igname, les petits-pois et le blé. Du nord de la ville, par Karubanda, provient la majeure partie des denrées : miel, lait, artisanat, légumes, fruits, manioc, patates douces, taro, maïs, tabac, oeufs, volailles, café et peaux. L'est de la préfecture offre, en priorité, les haricots et les arachides. Du sud, sont portés, surtout le sorgho, les bananes et la "bière" de banane (10 % des apports globaux aux entrées de Butare-"ville")

Les trois paliers altitudinaux, formant les zones de l'espace économique de Butare, sont devenus une même région commerciale (figure n° 58) depuis le développement des moyens de communication en 1970 et la forte surcharge démographique. Butare, au centre du dispositif, rentabilise durablement les activités de survie mieux que ne le font les souks ruraux épisodiques. Mais est-ce suffisant en face de l'accroissement des densités dans sa marche économique et, surtout, dans son espace à influence épisodique ? Devant le manque de terre, l'érosion et la limite des possibilités urbaines, les paysans des collines du Rwanda méridional se tournent vers d'autres possibilités, tout en espérant la fuite vers Kigali. Ces derniers phénomènes sont un frein au plein développement économique de Butare et contribuent à l'atténuation de son influence.

- LES LIGNES D'INFLUENCE DE BUTARE
- ▲ Butare Chef-lieu de préfecture
 - ▲▲▲▲ Limites du pays
 - Limites des préfectures
 - Limites des communes
 - ▨ L'espace assujéti
 - La marche économique
 - ▤ L'espace à influence épisodique



CHAPITRE DEUXIEME

=====

LES CAUSES DE L'ETROITESSE DE L'ESPACE

=====

ECONOMIQUE DE BUTARE-"VILLE"

=====

I. L'IMPORTANCE DE LA BANANERAIE

La particularité des pays des Grands Lacs de l'Afrique Orientale est de posséder une bananeraie à "cidre" et peu à fruit ou à légume. La banane à "cidre" représente 85 % de la production totale bananière au Rwanda. 8,25 millions d'hectolitres sont produits annuellement dont 1/8^{ième} dans la préfecture de Butare ! Chaque famille rwandaise dispose en moyenne de 10 hectolitres par an. A Butare, c'est 9,5 hectolitres par famille, en moyenne.

L'importance de la bananeraie se traduit d'abord par sa place privilégiée dans la structure agraire rwandaise. Elle représente, avec la maison améliorée, l'élément fondamental de la cellule agricole et sociale. Elle indique la stabilisation des agriculteurs-éleveurs jadis nomades et l'appropriation du sol. Elle occupe les terrains les plus fertiles comme les sommets, les replats, les colluvions des collines. C'est une culture améliorante qui ne change jamais de place. Les vieilles bananeraies ont plus de cinquante ans. Sa culture améliore le sol par la protection qu'elle réalise et par l'apport de fumure familiale (fumier, cendres, déchets divers). Le pH du sol passe de 5,5 à 6 sous bananeraie. En plus d'être un palliatif aux disettes, elle est source de considération sociale et première culture de rapport.

C'est ce dernier phénomène qui explique son envahissement. Plus la densité humaine augmente, plus les superficies vivrières se retrécissent au profit de la bananeraie.

En effet, la bananeraie occupe 18 % des terres cultivées de Butare. Elle s'accroît de 10 % par an, d'après les services agronomiques de la préfecture. De nombreux petits ingo

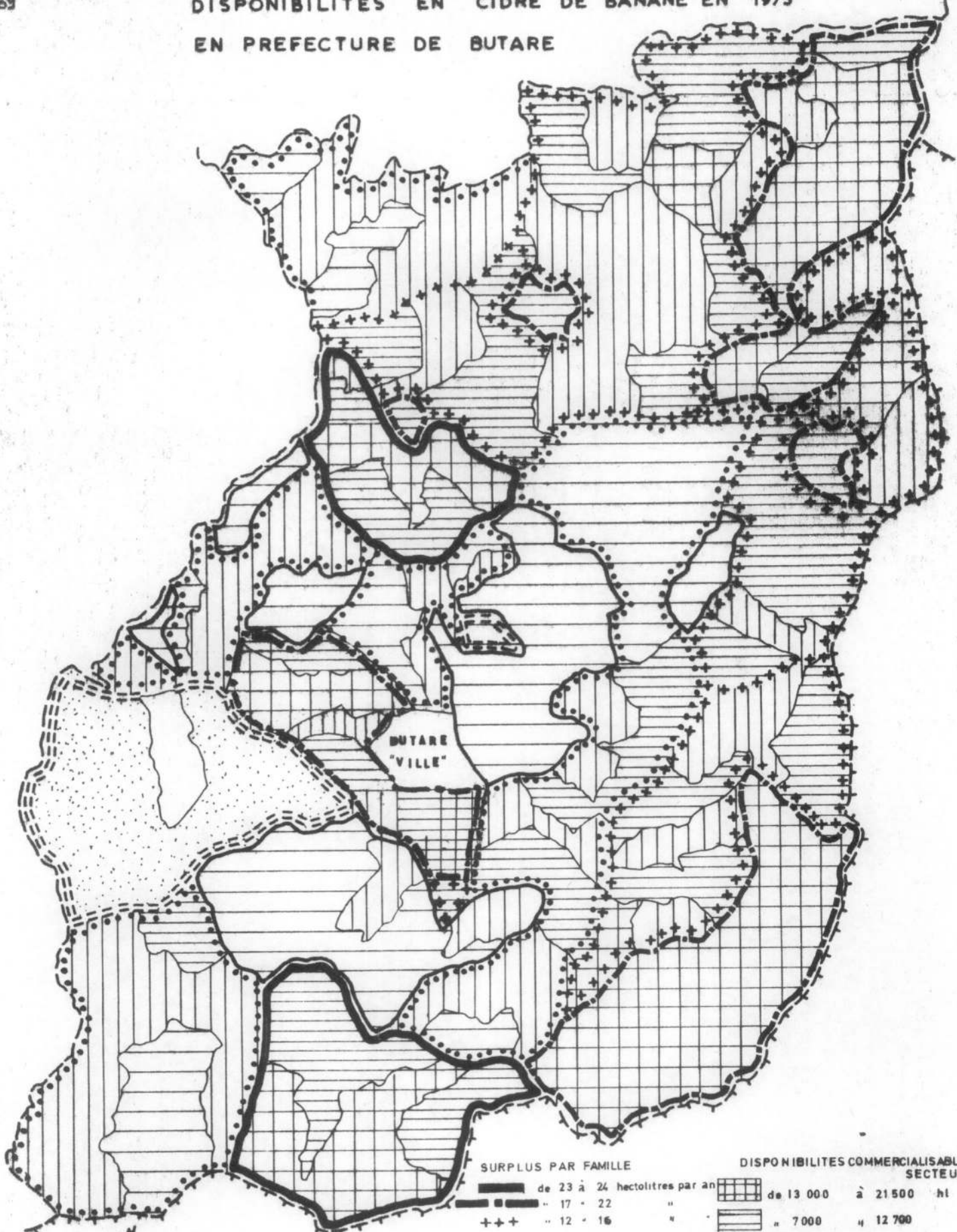
situés autour de Butare n'ont que cette culture. Elle noie le paysage. La raison en est sa nécessité. Tout en demandant peu de travail, la banane-légume rapporte 800 FRW par journée de travail et le cidre ou "urwagwa", 814 FRW, alors que le haricot ne rapporte que 93 FRW par journée de travail et la pomme de terre, 247 FRW, d'après J. Sauvé(2). Les pauvres tirent donc un appréciable revenu de sa culture.

50 % de la production bananière valorisée sous forme de cidre ou en régimes est commercialisée. Ce phénomène récent traduit le problème de terre. Les buveries gratuites de bon voisinage ou d'entraide sociale deviennent de plus en plus rares autour de Butare. Elles restent importantes dans les zones rurales traditionnelles de l'espace à influence épisodique de Butare. Les offrandes diminuent en quantité selon le degré de relation sociale intime avec le buveur-visiteur. Le seuil entre l'offre, qui implique la réciprocité, et le commerce est très vite atteint dès qu'on se rapproche de Butare. Cette vente entre pour 100 % du revenu monétaire agricole brut des paysans de Gasharu, Burashi, Bweya et Zivu de la commune Shyanda et pour plus de 70 % pour les paysans des communes de Ruhashya, Nyaruhengeri, Ndora et Muganza. Même les paysans de Kigembe, commune éloignée de Butare-centre, profitent de la bananeraie puisque sa part dans leur revenu monétaire brut est de 70,5 %. Les communes, tirant très peu de revenu de la bananeraie sont situées en altitudes défavorables au bon rendement de celle-ci (Runyinya, Maraba, Nyakizu), en paysannat (Ntyazo, Muyaga) ou en région suffisamment productrice d'autres vivres comme Mugusa. Dans toutes les autres communes, la banane constitue entre 50 % et 70 % du revenu agricole monétaire brut des paysans. Aucune commune n'est déficitaire en cidre de banane. Seule la quantité commercialisée d' "urwagwa" après dons et consommation varie selon les secteurs communaux (figure n° 59). Cette importance de la bananeraie fait que sa location est chère : de 1 500 FRW à 4 000 FRW pour 2 ans selon leur superficie autour de Butare, au lieu de 100 FRW dans la préfecture de Byumba en 1973.

Cette survie grâce aux bananiers est très bien confirmée par l'inflation galopante des estaminets ruraux ou cabarets. Il existait dans Butare-préfecture, en 1974, un cabaret pour 76 ruraux adultes. En France, c'est un bar pour 250 habitants. Ces cabarets représentaient 82 % des locaux commerciaux de la préfecture à cette époque. Les tenanciers de cabarets sont tous des cultivateurs-taverniers. C'est comme si les vigneron languedociens étaient aussi, pour la plupart, "cafetiers" ou limonadiers. C'est donc un phénomène unique en son genre. Leur localisation tient compte des récoltes intensives de sorgho et de bananes. C'est ainsi que les communes du centre et des paysannats ont 36 % et 19 % des cabarets. Ces cabarets s'éparpillent sur les collines, au moindre carrefour et près de tout

(2) cf. J. Sauvé, n° 47

DISPONIBILITES EN CIDRE DE BANANE EN 1973 EN PREFECTURE DE BUTARE



SURPLUS PAR FAMILLE

	de 23 à 24 hectolitres par an
	" 17 - 22 "
	" 12 - 16 "
	" 5 - 11 "
	" 3 - 5,5 "
	" 1 - 2 "
	" 0 - 4 "

DISPONIBILITES COMMERCIALISABLES PAR SECTEUR

	de 13 000 à 21 500 hl /an
	" 7 000 " 12 700 "
	" 3 800 " 6 900 "
	" 917 " 3 700 "
	" 79 " 330 "
	- de 550 litres

centre de service (écoles, dispensaires, bureau communal, tribunal de canton). Plus on s'éloigne de Butare-"ville" et plus les cabarets ont tendance à se regrouper au souk local. Par exemple, les marchés de Muyira rassemblent 100 % des cabarets-boutiques et restaurants ainsi que 44 % des cabarets-estaminets, alors qu'à Shyanda, les quatre souks ne réunissent que 22 % des estaminets, 40 % des cabarets-boutiques et 45 % des cabarets-restaurants. 5 % des cabarets de Nyaruhengeri, 2 % de Ndora et aucun cabaret dans les communes de Gishamvu et de Mbazi sont localisés dans les centres de négoce de ces communes en 1974.

La production de cidre de banane, représentant 41 % de la production préfectorale des "bières" indigènes, rentabilise aussi l'élevage. Les drêches de brasserie de sorgho et de banane servent à engraisser les porcs. C'est le tiers de leur alimentation avec divers autres déchets de la bananeraie.

La production bananière, qui s'étale sur toute l'année avec des pointes maximales en août, septembre et octobre, donc qui suit le rythme pluviométrique avec un décalage de 4 à 5 mois, aide les communes denses entourant Butare-"ville" dans leur désir de survie. "Riche" se dit "mirenge", du nom de la région de la préfecture de Kibungo qui est grande productrice de cidre de bananes. Tout en restant la "vache du pauvre", la banane rapporte plus que tout autre culture et contribue au maintien des fortes densités.

II. LA MULTIPLICATION DE NOUVELLES SOURCES D'ARGENT

A. Les nouveaux fronts pionniers

Sur les Hautes Terres de Gikongoro se développent les plantations familiales de thé, grâce à l'aide du F.E.D. Elles occupent les pâturages qui avaient colonisé les anciens défrichements forestiers en agriculture extensive. A la fin de 1974, les périmètres théicoles de Mata et de Kitabi s'étendaient sur 494 ha dont 159 étaient en rapport. Actuellement, les superficies ont doublé. Une usine de traitement des feuilles récoltées existe à Kitabi. Chaque planteur dispose de 25 ares de théiers qui lui rapportent environ 11 000 FRW par an. Ce revenu substantiel est un frein appréciable à la migration vers Butare (figure n° 60). A ce revenu, s'ajoute celui des pommes de terre.

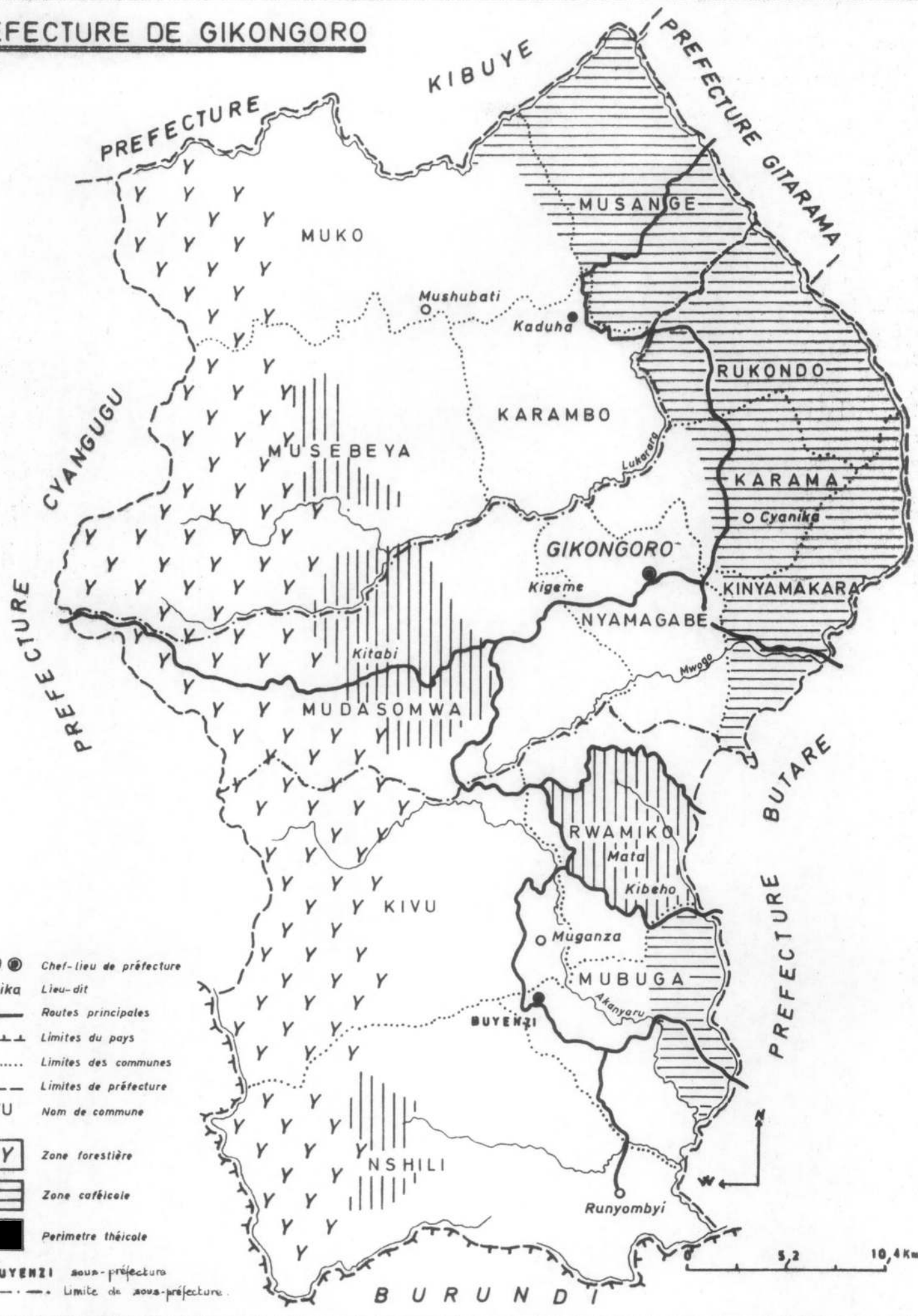
Le développement de la riziculture dans les larges rias bordant l'Akanyaru dans les communes de Ntyazo, Mugusa, Muyira, Muyaga et Kibayi ralentit, aussi, le départ de "pauvres". Pour chaque paysan, le casier rizicole varie de 16 à 27 ares. Il rapporte entre 5 600 FRW et 18 000 FRW par an.

Ces deux cas récents n'ont pas toutefois la réputation de richesse du Mayaga-Bugesera, encore région de savanes boisées et giboyeuses en 1952. Ces terres d'élevage et d'"ubukonde" ou territoire féodal privé furent consacrées à l'implantation de fermettes devant grouper des paysans-modèles pour faire face aux disettes des autres régions et pour alimenter les "villes" naissantes. Ce premier objectif échoua devant l'invasion des pauvres "baturage" du Plateau Central et des Hautes Terres (figure n° 61) qui y trouvèrent leur compte puisque le revenu agricole monétaire brut familial est de 49 700 FRW dans les secteurs de Ntyazo et de Bugali, 44 300 FRW à Mbuye, 47 400 FRW à Mamba, 41 000 FRW à Muduha, 42 000 FRW dans les autres secteurs de Muyaga-paysannat et de 38 400 FRW dans Muyira-paysannat. C'est cinq fois plus qu'autour de Butare-"ville".

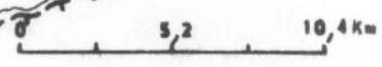
Les paysans n'ont plus l'obligation de se déplacer. Leurs exploitations attirent même un gros contingent de salariés agricoles saisonniers. Sur 354 "abatemberezi" ou salariés agricoles recensés entre mars et septembre 1975 dans la préfecture de Butare, la majorité va travailler en paysannat et le reste dans des secteurs à exploitations familiales importantes en communes de Ntyazo et de Rusatira, autour des "postes" administratifs quand le chef de famille est employé à Butare, à Rubona ou à Nyanza (figure n° 62). 154 de ces "abatemberezi" descendent de Gikongoro, 48 viennent du Burundi (Ngozi et Muyinga).

PREFECTURE DE GIKONGORO

Fig. n° 60



- NGORO *Chef-lieu de préfecture*
- Cyanika *Lieu-dit*
- Routes principales
- +++++ Limites du pays
- Limites des communes
- Limites de préfecture
- KIVU *Nom de commune*
- YY *Zone forestière*
- ==== *Zone caféicole*
- *Perimetre théicole*
- BUYENZI *sous-préfecture*
- *Limite de sous-préfecture*



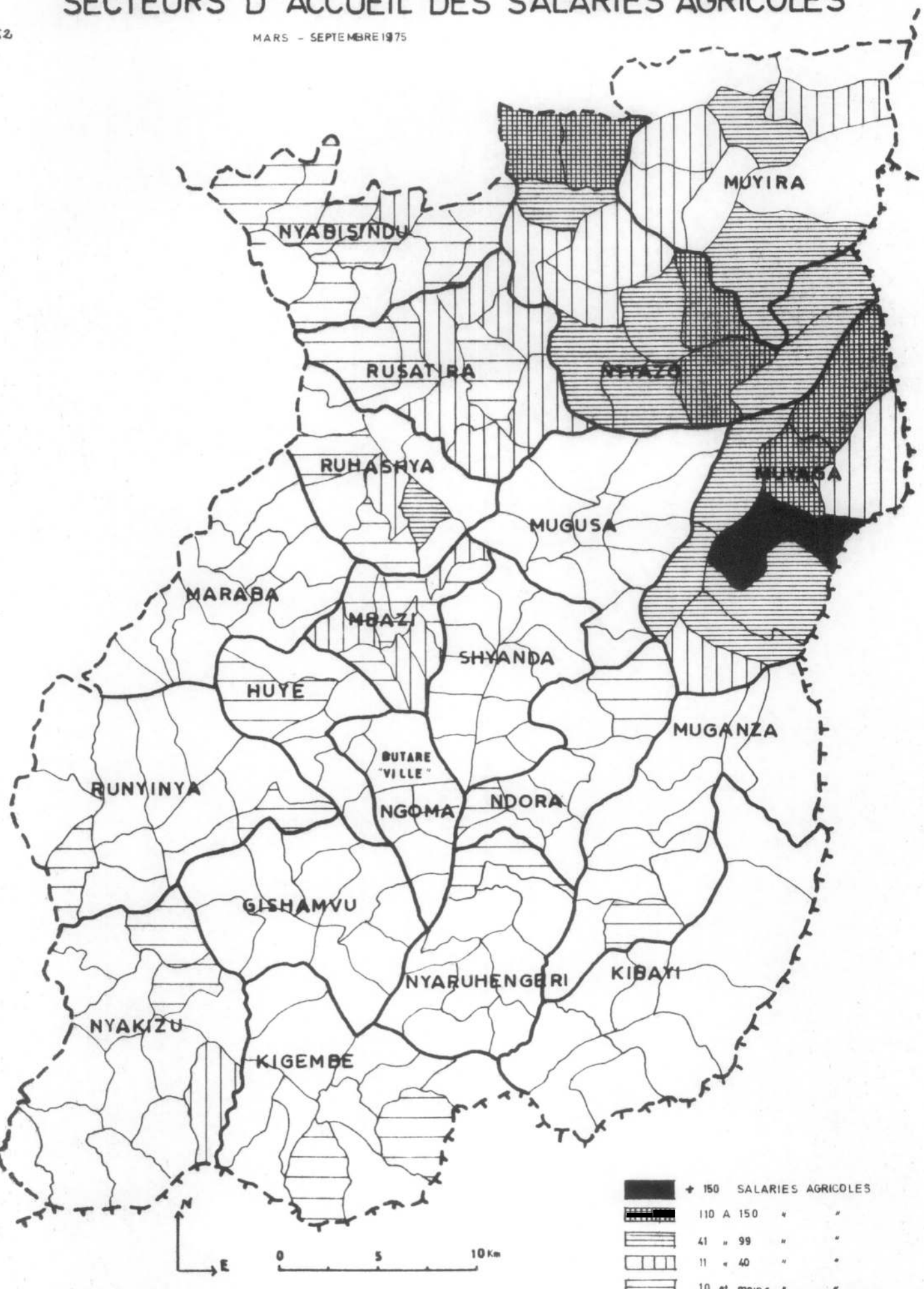


REPUBLICA DE CONGO
REPUBLICA DE CONGO

SECTEURS D'ACCUEIL DES SALARIES AGRICOLES

MARS - SEPTEMBRE 1975

62



	+ 150	SALARIES AGRICOLES
	110 A 150	" " "
	41 " 99	" " "
	11 " 40	" " "
	10 et moins	" " "



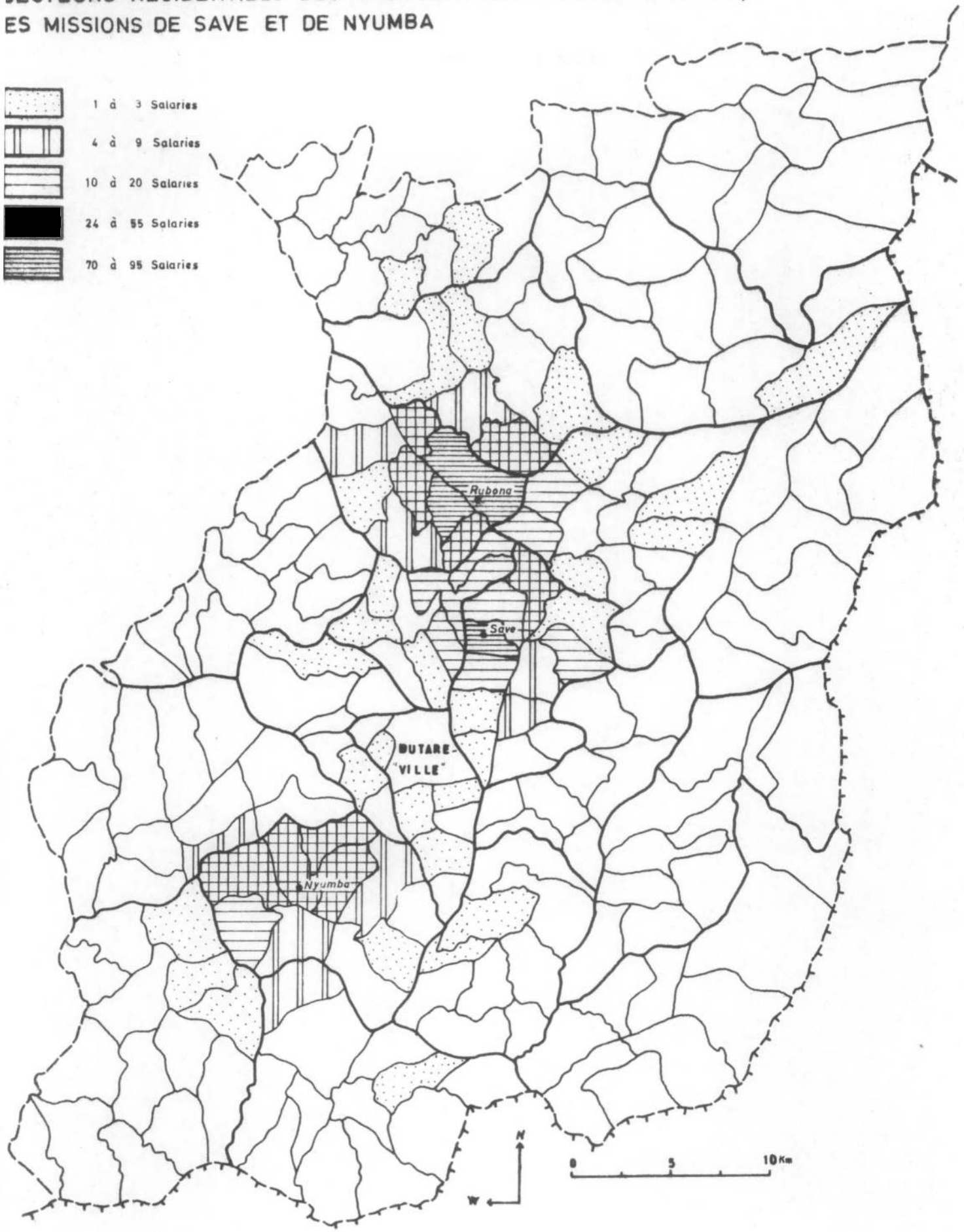
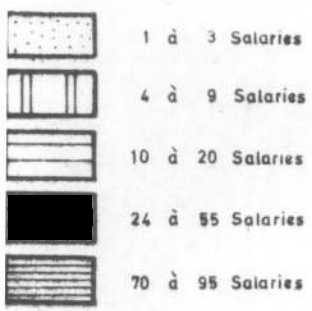
B. Les emplois créés par l' I.S.A.R. - Rubona (Rubashya) et
les missions

Jusqu'à l'heure actuelle, la diversification économique a toujours été au Rwanda ponctuelle et disséminée. C'est le reflet de l'habitat dispersé. L'Institut des Sciences Agronomiques du Rwanda (I.S.A.R.), situé à 15 km de Butare-"ville", traduit ce phénomène. Ajouté aux emplois fournis par les nombreuses missions, l'I.S.A.R. forme un écran d'embauche potentielle pour les denses collines (figure n° 63). Ce dernier utilise environ 400 employés. Les secteurs voisins fournissent l'essentiel de cette main-d'oeuvre.

Les exemples des missions de Nyumba (Gishamvu) et Save (Shyanda) montrent leur impact sur les secteurs administratifs environnants. Nyumba embauche 184 salariés dans le territoire de sa paroisse, soit 5 % des employés du tertiaire originaires de la commune Gishamvu. La majorité des employés sont issus des secteurs Gishamvu, Gikunzi, Nyakibanda et Sholi. La mission de Save en emploie 221. Elle loge sur place 72 employés originaires de communes éloignées. Gatoke et Kiziguro sont les deux principaux secteurs résidentiels des ouvriers de la paroisse. Les autres paroisses entourant Butare-"ville" agissent de même. Gisagara, par exemple, donne du travail à 130 personnes des environs.

Les salaires versés contribuent au maintien d'un niveau de vie satisfaisant et atténuant la fuite vers Butare-centre.

SECTEURS RESIDENTIELS DES SALARIES DE L' I.S.A.R. - RUBONA, ES MISSIONS DE SAVE ET DE NYUMBA



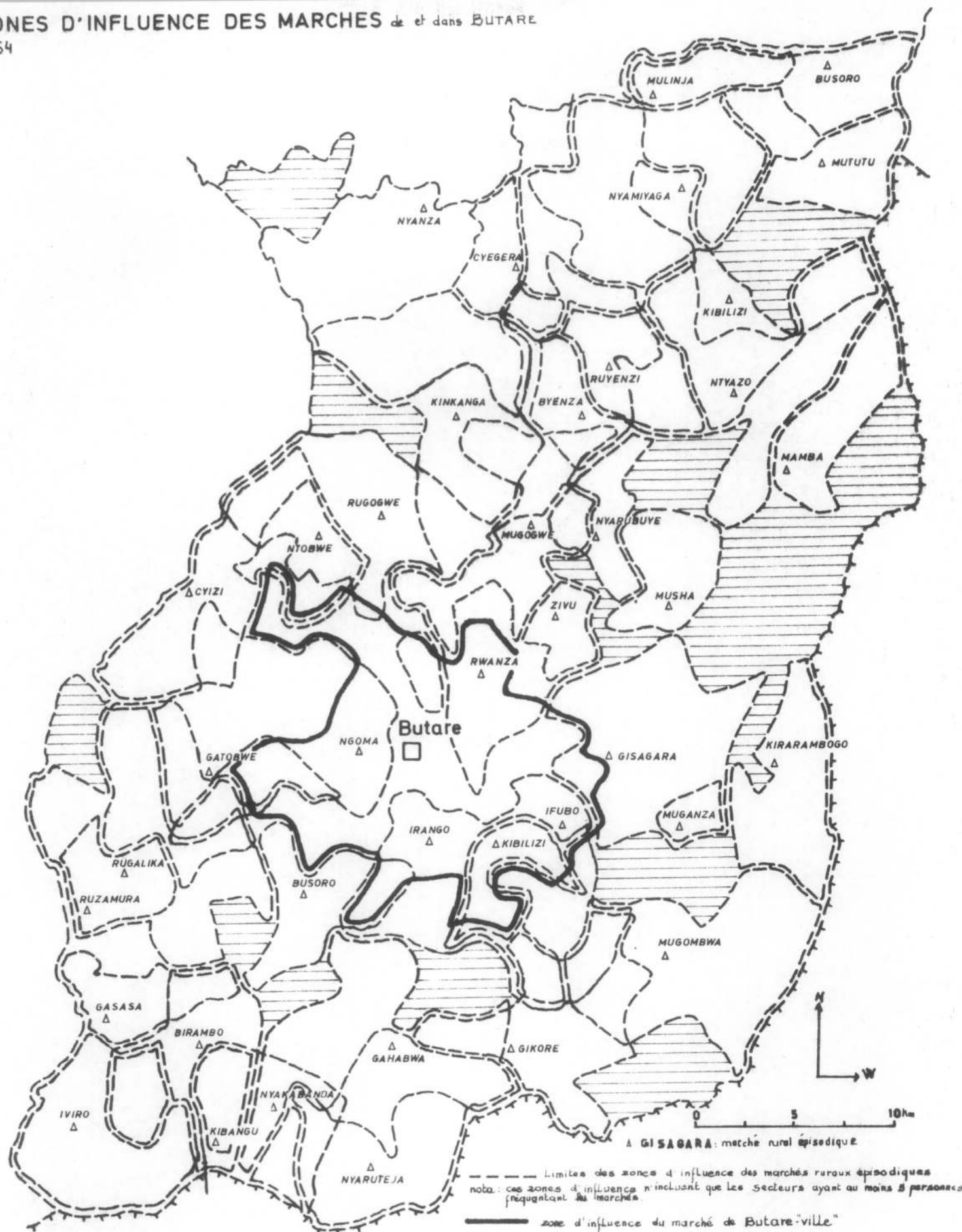
C. La nécessité des marchés ruraux

La préfecture de Butare compte 62 marchés soit un souk pour 30 km² et 9 500 habitants. Les marchés importants forment un dense semis dès 12 km de Butare et 10 km de Nyanza. Distants les uns des autres de 6,5 km entre 1800 et 2000 mètres d'altitude, de 5 km dans le Plateau Central butaréen et de 12 km dans le Mayaga, le sud et le nord de la préfecture, ils délimitent de petites zones d'influence souvent imbriquées, qui tempèrent le désir des paysans de se rendre à Butare (figure n° 64). La distance augmente entre les marchés des zones riches et diminue dans les pays denses et de faibles ressources agricoles. Chaque souk répond aux besoins de survie d'une communauté plus ou moins importante selon ses possibilités d'écoulement et l'importance de l'hétérogénéité sociale. En pays dense du Plateau Central leur grand nombre, malgré leur relative viabilité, répond à un besoin réel de survie qui désire se satisfaire en marge de la "ville".

Ces centres de négoce reçoivent en moyenne par semaine de 170 à 850 vendeurs et revendeurs. Les revendeurs représentent 24 % du total. Ils sont plus nombreux sur les marchés des paysannats et de contact où ils sont sûr de commercer avantageusement. Ils achètent sur les marchés des paysannats et vendent sur ceux du hiatus 1800 - 2000 mètres.

Comme les jours de marché sont complémentaires (figure n° 65) dans une commune ou dans un rayon de 20 km, les paysans-vendeurs et surtout les revendeurs fréquentent plusieurs marchés par semaine. Le micro-commerce est avant tout nomade. On recherche le profit immédiat tout en testant son habileté personnelle au marchandage. On achète bon marché dans un souk et on va revendre avec profit dans un souk de régions déficitaires.

La réforme, projetée en 1976, visant à changer les jours de marché et à restreindre leur implantation serait catastrophique pour les "miséreux". Elle provoquerait l'invasion des centres commerciaux de Butare et de Nyanza. Mais la fréquentation des marchés par des "pauvres" empêche leur décollage économique. Aucun souk ne remplit de vocation urbaine en dehors de Butare et de Nyanza. On s'aperçoit qu'en dehors de la colline-village, tout autre activité est secondaire. Elle n'est qu'un complément de ressource et ceci n'est pas fait pour créer un espace économique actif.



À GISAGARA: marché rural épisodique

--- Limites des zones d'influence des marchés ruraux épisodiques
 nota: ces zones d'influence n'incluent que les secteurs ayant au moins 5 personnes fréquentant les marchés.

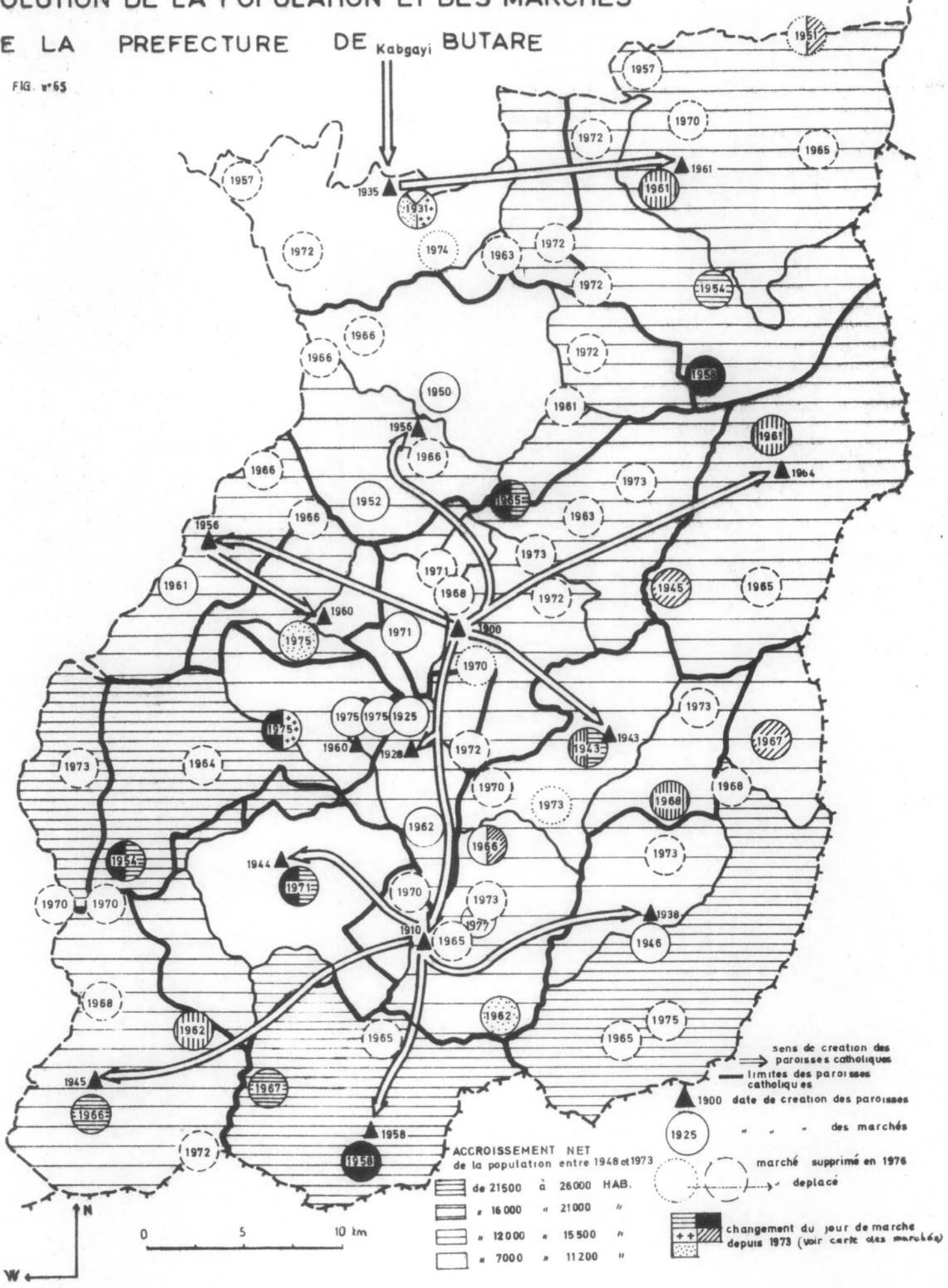
— zone d'influence du marché de Butare "ville"

▨ secteurs envoyant moins de 5 personnes sur un marché rural
 ou secteurs ayant de très petits souks non enquêtés ex: Kirwa, Gyarwa, Mubuga, Mwendo, Gishubi, Musatsi, Maqi, Mbho, Gatorove, Mutoli cf. fig n° 56

EVOLUTION DE LA POPULATION ET DES MARCHES

DE LA PREFECTURE DE Kabgayi BUTARE

FIG. n°65



III. L'INFLUENCE GRANDISSANTE DE KIGALI, LA CAPITALE NATIONALE

Déjà Nyanza bloque vers le nord le développement de l'espace économique de Butare. Sa renaissance économique, grâce à la classe tutsi commerçante et à l'éducation adventiste, se manifeste par l'attraction exercée sur le nord de la préfecture et le Mayaga-centre. Les moyens de transport sont aussi importants qu'à Butare. On compte une centaine de camionnettes autour de Nyanza. Trois stations-services seront prochainement en activité et débiteront autant d'essence qu'à Butare.

Mais c'est surtout le développement ultra rapide de Kigali qui dès 1973 handicape l'épanouissement commercial de Butare. On assiste, au Rwanda, au début d'une macrocéphalie typique des pays du Tiers-Monde.

Le manioc des paysannats et le café de la préfecture sont dirigés vers la capitale. Les gros centres de négoce du Mayaga-centre sont plus orientés vers Kigali que vers Butare. Busoro de Muyira est typique à cet égard. Kigali absorbe 93 % de la valeur de ses exportations.

L'usine de traitement du café de Kigali provoqua la fermeture de celles de Butare. Rwandex, dont 41 % du capital est juif anglais et 51 % étatisé (O.C.I.R., 49 %, et la Banque Nationale, 2 %), a centralisé tout l'usinage du café à Kigali.

Les commerçants se ravitaillent maintenant davantage à Kigali qu'à Bujumbura. Les prix du détail sont majorés en conséquence. Par exemple, un kilo de café-marchand à Kigali coûtait en juin 1977, 300 FRW au magasin de l'O.C.I.R., 375 FRW dans une boutique de la capitale et 387 FRW à Butare.

La croissance urbaine de Kigali et la possibilité d'y faire de bonnes affaires amènent les commerçants de Butare et d'ailleurs à émigrer vers la capitale. Les Grecs de Butare déménagent ou y ont des antennes commerciales. La plus importante société grossiste de Butare réalise son gros chiffre d'affaires sur Kigali. Les commerçants rwandais aisés ont suivi

le mouvement à la suite de Majyambere, enfant du pays, le plus renommé des commerçants rwandais, symbole de leur réussite à venir. En compensation, des commerces kigaliens créent des succursales à Butare (4 cas). Une factorerie grecque est passée sous le contrôle de Benalco-Kigali.

Butare n'est donc le pôle économique que d'une petite zone centrale du Bwanamukari. Cela démontre que le monde rural vit encore en vase-clos et évolue par son dynamisme interne. Les hauts salaires et le plein emploi ne résolvent pas l'ensemble du problème des denses collines rurales. L'ingéniosité agricole et la débrouillardise, appuyées sur les besoins de Butare, aident à la survie des masses misérables. Brusquer le monde rural n'est possible qu'en dernier recours, quand celui-ci refuse d'évoluer. Ce qui n'est pas le cas autour de Butare. Le marché de Butare démontre l'évolution lente d'un dense pays africain d'altitude où les relations "ville"-campagne sont harmonieuses mais encore restreintes.

C O N C L U S I O N

=====

Les études du salariat et surtout du commerce sous toutes ses formes sont les moyens privilégiés d'approche des relations villes-campagnes en pays économiquement sous-développés.

Peu de travaux approfondis sur ces thèmes avaient fait l'objet d'étude au Rwanda. La thèse ne représente que l'exploitation d'une partie des renseignements obtenus (annexe n° 8). Et si le titre peut paraître ambigu en raison des diverses connotations du mot "marché" et de la confusion entre Butare-"ville" et Butare-préfecture, nous l'avons choisi par souci de simplification tout en lui appliquant l'idée de P. Claval. Le travail sur le "Marché de Butare" veut cerner le degré d'importance des lieux et des types de transactions dans le chef-lieu de la préfecture de Butare et le degré d'organisation de l'espace pour aboutir à une approche de la société rwandaise.

Grâce à cette étude, les deux paradoxes fondamentaux de la société rwandaise sont dégagés.

1. Butare-préfecture est une région dense où le nombre des commerçants est pléthorique

En 1974, la préfecture de Butare comptait 1 955 commerces soit 1 local commercial pour 302 habitants. En comparaison, la Cinam évaluait entre 1 200 et 1 500 le nombre de commerçants dans la région du lac Kivu en 1972 pour une population de 976 000 habitants.

Les revendeurs à la sauvette, les ambulants et les tabliers, représentant le micro-commerce, sont un peu plus nombreux. En 1972, en préfecture de Butare, nous les estimions à 5 850 soit 1 % de la population totale. C'est donc un phénomène marginal car l'espace agricole reste encore important et favorise le maintien de la vie traditionnelle.

Les chiffres d'affaires des commerçants ne peuvent être que réduits dans un pays disposant de faibles surplus vivriers, produisant chichement pour l'exportation et important également très peu.

a. L'importance du poids économique de la densité

La présence de commerces et leur augmentation depuis 1970 s'expliquent de diverses manières. Le commerçant n'est plus guère considéré comme un associal. Cette activité est nécessaire à la survie de familles ne produisant pas suffisamment pour se nourrir et des jeunes gens en quête d'argent de poche faute de débouché salarial. Les fonctionnaires y trouvent aussi un complément substantiel à leur bas salaire. Mais c'est surtout la fabrication de "bières indigènes" à partir de céréales (sorgho, maïs, blé) et de bananes ainsi que le poids économique de la forte densité rwandaise qui rendent compte du début du foisonnement commercial.

En préfecture de Butare, une densité moyenne générale de 315 hab/km² représente environ, en 1974, un poids économique de 1 645 000 FRW par km² planimétrique : c'est important. Cette richesse monétaire est due en grande partie aux ventes de "bières" et en particulier du cidre de banane ou "urwagwa". En effet, 50 % du cidre de banane est commercialisé. Toutes les familles d'une colline se livrent peu ou prou au commerce de boissons. C'est un phénomène particulier encore non étudié. Cette vente de boissons explique aussi la prolifération des estaminets ou "cabarets" sur les collines. La vie sociale se concentre ici. 88 % des locaux commerciaux ruraux en préfecture de Butare sont des cabarets. Ces derniers représentent aussi 82 % de tous les locaux commerciaux de la préfecture. La forte masse monétaire disponible par km² s'investit faiblement dans des achats de biens manufacturés et vivriers. Elle se boit ou se thésaurise et suffit à faire vivre les commerçants swahili et rwandais. Chaque paysan dépense peu mais leur nombre finit par créer un solide revenu au boutiquier. Bien que difficile à connaître, on pouvait l'estimer en moyenne, en 1973, à 40 000 FRW par mois selon certaines confessions orales. La création de banques populaires commence à débloquent ce "trésor" mais si la structure du commerce ne change pas et si la vie rurale reste la même, cette masse monétaire rurale sera canalisée au profit exclusif de l'élite administrative et commerçante avec de minces retombées économiques sur les collines telles que l'embauche temporaire dans la construction, les bureaux, l'artisanat et le service domestique.

La forte consommation de boissons traduit non seulement un besoin alimentaire mais aussi un défoulement social et la réprobation paysanne envers le système commercial en vigueur.

b. Un commerce de traite défavorable au paysan

L'économie agricole rwandaise ne peut s'intensifier et donc stimuler des échanges rentables pour le pays que si l'organisation des circuits de commercialisation est rationnelle et rémunératrice pour les paysans. Tant que le paysan n'a pas la garantie d'un écoulement de ses surplus à des conditions satisfaisantes, il n'est pas encouragé à modifier son comportement coutumier fondé sur la satisfaction alimentaire de sa famille. Le rapport Cinam(1) remarquait déjà que le paysan ne ferait pas "l'effort de changer de méthode de travail, d'entreprendre de nouvelles spéculations et de produire davantage si ceci ne signifie concrètement pour lui, en contrepartie d'une peine accrue certaine, qu'un risque de devoir vendre à vil prix ses surplus au moment de la récolte ou bien de les voir pourrir ou se dégrader sur place faute de moyens de conservation appropriés". La création des coopératives Trafipro, O.B.M., O.P.R.O.V.I.A. et P.E.C.D.A. commencent à essayer de corriger cette infirmité nationale. Mais elles ne peuvent imposer leur influence en raison de la pléthore de commerçants rwandais qui ne font que copier le système de traite établi par les Arabo-swahili et les Indo-Pakistanaï. Le manque d'éducation commerciale, l'absence de notion d'intérêt public et l'individualisme perpétuent le système de spéculation sur les produits vivriers. Les commerçants achètent à bas prix à la récolte et revendent à des prix très élevés en périodes de soudure et de semence. La faiblesse de la capacité de stockage du paysan, l'insuffisance des moyens de communication et d'information, l'absence de spécialisation des trois grands terroirs nationaux et le défaut d'autorité des divers dirigeants facilitent le maintien de cette spéculation. Les conséquences données par Cinam se vérifient aussi parfaitement en préfecture de Butare : "Cette instabilité des prix du vivrier, tant dans l'espace que dans le temps, est fort dommageable pour le pays : elle décourage le producteur et le conduit à limiter son effort à la satisfaction des besoins alimentaires de sa famille; elle provoque sur le plan de la consommation, des fluctuations du coût de la vie et une exploitation des marchés urbains; elle engendre enfin, un enrichissement indû des intermédiaires au détriment des producteurs et des consommateurs. Les profits spéculatifs de ce commerce, d'ailleurs pléthorique, n'ont même pas l'intérêt d'entraîner l'activité bancaire : les marges suffisent à reconstituer les capacités de financement (revolving)".

Les prix furent stables jusqu'en 1972. Ils augmentèrent très vite dès 1973. Mais l'inflation des prix vivriers compense celle des produits manufacturés importés et comme les achats sont minimes par famille, le paysan n'est pas obligé de vendre davantage donc de produire plus pour se procurer ces biens de première nécessité.

(1) cf. CINAM, n° 14

La vie rurale traditionnelle se maintient si rien ne vient la bouleverser. Or l'accroissement démographique et le début d'urbanisation peuvent servir de détonateurs à une "révolution" des mentalités rurales et donc à un changement des attitudes économiques. Si la préfecture de Butare a eu un taux d'accroissement naturel brut annuel de 3,16 % entre 1948 et 1973, la capitale Kigali croît de 10 % par an. Kigali est estimée à 80 000 habitants environ. Son ravitaillement provoque le développement des cultures de patates douces et de manioc, bases de la spéculation vivrière actuelle, et la diminution du degré d'alcool des "bières" par ajout de grande quantité d'eau pour pouvoir vendre davantage. Le nord de la préfecture est actuellement plus tourné vers Kigali que vers Butare.

2. Butare-préfecture est une région dense sans véritable ville

En dehors de Kigali et malgré un critère national de définition urbaine, les "villes" n'existent pas. Les chefs-lieux de préfectures et de sous-préfectures sont des "postes" administratifs et de commerce comme dans certaines régions d'Uganda, du Kenya, de Tanzanie et du Burundi. Et pourtant la densité moyenne générale du Rwanda est de 160 habitants par km² et de 325 hab/km² planimétrique à Butare-préfecture, la plus dense du pays. C'est, pour le moment, un avantage pour le Rwanda, puisque les surplus vivriers sont faibles. Cette rareté est occasionnée par l'individualisme et la méfiance portée au commerçant et au fonctionnaire qui maintiennent la coutume du repli familial sur le rugo ou fermette.

a. La prédominance d'un monde rural traditionnel

L'importance du monde rural se traduit par l'incapacité des marchés ruraux à devenir des bourgs. La presque totalité des commerçants habite sur la colline, en dehors du souk. Mais la suprématie du monde rural se manifeste surtout par l'habitat dispersé.

Le ravitaillement du petit nombre des "urbains" étant actuellement facilement assuré par la chaîne des revendeurs, par les "taxi-collecteurs", par la propriété foncière familiale jamais abandonnée et par les jardins urbains, le monde rural se préoccupe peu de ces agglomérations nouvelles. L'agriculture représente 67 % du Produit Intérieur Brut au Rwanda. La production vivrière est beaucoup plus importante que les cultures d'exportation. Ces dernières ne totalisent que 7 % du tonnage global agricole. La majorité de la production vivrière étant destinée à la consommation familiale, il reste très peu pour la commercialisation.

Celle-ci a toujours existé entre les familles d'une colline ou entre régions naturelles. L'auto-subsistance n'a jamais pleinement existé. A l'heure actuelle, les échanges sont plus aux mains des commerçants que des foirails. Le Ministère de l'Agriculture estime à 26 % la part du vivrier commercialisé, en 1974, et les comptes économiques du Rwanda, établis par la Mission Compoint - Demaron en 1970, à 9,2 %. En préfecture de Butare, ce pourcentage serait de 30 % en 1974 selon les services agronomiques préfectoraux. Ce fort pourcentage par rapport à Pierre George qui estime à 1/10^e la production vivrière commercialisée en pays sous-développés s'explique au Rwanda par l'absence de vrai lieu de stockage, par la peur des vols et par les irrégularités climatiques qui détériorent le plus important moyen de stockage, le champ. Les moyens les plus efficaces pour protéger les deux récoltes saisonnières sont la consommation immédiate et la vente sur les marchés. Plus le paysan est "riche" en récoltes, mieux il mange et moins il vend. Sur 148 jours d'enquêtes sur les foirails et aux entrées de Butare-"ville", 139 480 kg furent commercialisés dont la majorité n'est pas des surplus mais des échanges, des ventes de semences et de nourriture pour combler un besoin momentané d'argent liquide. Il s'agit d'un commerce de pénurie avec toutes les conséquences qui en découlent sur l'irrégularité des approvisionnements rythmés par le calendrier agricole, sur la variation des prix et sur la fragilité des structures commerciales.

La colline rurale est un monde clos qui se développe sur place et vit aux rythmes des pluies et des problèmes de bornage et de succession.

b. Des rapports "villes"-campagnes fondés sur
la pauvreté

La vie traditionnelle dominant, ce sont les familles qui n'ont pas assez de terres agricoles pour se nourrir qui viennent vendre ou revendre sur les foirails et qui cherchent un travail momentané. Les pauvres entretiennent la classe sociale des commerçants longtemps déconsidérée. La main-d'oeuvre salariale qualifiée a toujours été étrangère, surtout zaïroise. Devant l'absence de formation professionnelle et l'étroitesse du marché de l'emploi, le paysan pauvre choisit le micro-commerce et le jeu, la débrouillardise. Ces activités provoquent un auto-développement et une circulation rapide de l'argent.

Cette recherche du gain rapide par les habitants des petites fermes est surtout visible autour de Butare-"ville". Ailleurs les terres à conquérir sont encore importantes et l'hétérogénéité sociale sur la colline permet aux riches de louer des champs aux pauvres.

La paupérisation autour de Butare-"ville" favorise aussi le développement de la bananeraie destinée à la production de cidre.

Les rapports "villes"-collines fondés sur la pauvreté, véritable découverte de notre thèse, expliquent la faiblesse du pouvoir urbain et la stagnation urbaine de Butare malgré les fortes densités environnantes. L'aspect "drugstore" de la "city" traduit l'empirisme commercial des boutiquiers rwandais pour éviter d'être économiquement vulnérables. L'agglomération bananière apparente indique plutôt la puissance de survie des collines rurales denses que l'extension d'une vitalité urbaine. La débrouillardise et le sens mercantile sont des signes d'intelligence dans un pays économiquement sous-développé et enclavé.

Le "poste" de Butare est au centre d'une agglomération plus rurale que d'économie diversifiée. C'est le paradoxe du Rwanda. L'entassement démographique crée une paupérisation par tâche dont l'aspect extérieur est une agglomération bananière qui ne peut survivre sans éclater que par des rapports plus ou moins intenses avec le "poste" ou "city". C'est le cas de Butare-"ville" et, à un degré moindre, de Nyanza. Les agglomérations de Nyanza et de Butare, bien que regroupant 16 % de la population préfectorale, restent rurales puisque moins de 25 % de leur population a une activité secondaire ou tertiaire en dehors du commerce des "bières" entre voisins. Le développement rapide des maisons construites en dur dans ces agglomérations s'explique par la fabrication sur place des matériaux de construction, par les importants revenus issus de la bananeraie et par la circulation rapide de l'argent entre paysans en raison des échanges pulvérisés à l'extrême et fréquents, et en raison des remboursements d'intérêts et de prêts de plus en plus fréquents. Les achats de biens de première nécessité importés se font surtout dans les boutiques ce qui diminue l'influence des foirails. Ces achats peu nombreux sont dus au faible niveau de vie général et à l'éventail très limité de produits proposés.

Survivre sur son rugo et fêter peuvent résumer le Rwanda. Toute autre activité est encore secondaire.

3. L'avenir du Rwanda

L'étude du marché de Butare peut aider à présager l'avenir du Rwanda.

Au Rwanda, l'impossibilité actuelle d'avoir un processus de développement continu et auto-entretenu est dû à la nullité du niveau d'association des paysans, aux petites

livraisons au marché dans un panier transporté sur la tête, à l'absence de marché organisé, à la faiblesse du réseau de stockage et du système de crédit qui mettent le paysan à la merci des spéculateurs et surtout aux insuffisances de formation technique et agricole de la population et de débouchés autres que l'agriculture.

Face à l'accroissement démographique qui augmente le nombre de petites fermettes insuffisantes pour subvenir aux besoins de ses habitants, les paysans pauvres se développent pragmatiquement. Micro-commerce, spéculation, emploi momentané à Butare-"ville" en sont les premiers signes. La pauvreté rurale provoque aussi des bouleversements tranquilles dans les mentalités et la structure agraire coutumière. Les "vieux" sont bousculés. Les petits élevages (porcin, caprin, volaille), les patates douces, les colocases et le manioc mais surtout la bananeraie remplacent progressivement les bovins, les haricots, le sorgho et le café arabica.

Le pays dense autour de Butare prend le chemin inverse de la Nouvelle-Guinée montagnarde. Les Hautes Terres de Nouvelle-Guinée sont aussi des mondes continentalisés ayant peu subi l'influence étrangère sinon par les missions. Les densités sont aussi fortes : 400 habitants par km². Les paysans vivent de patates douces, de taros, d'ignames, de bananes et de cochons. Ce sont aussi de véritables jardiniers. Mais ce monde paysan montagnard est aggloméré en gros villages qui entrent souvent en conflit les uns contre les autres. Pour se désenclaver, des pistes et un aéroport ont été construits, et les plantations de caféiers arabica se multiplient.

Au Rwanda, l'accentuation de l'enclavement diminue la culture du café, culture de rapport pour l'Etat. Le budget national s'en ressentira et entraînera des problèmes de salaires et d'investissement, ce qui favorisera les mécontentements. L'interlope avec le Zaïre et l'Uganda remédie heureusement à ce déficit en café. L'accentuation de l'enclavement peut s'expliquer par l'individualisme, l'habitat dispersé et par des frontières perméables. Si l'habitat dispersé est un signe d'agriculture intensive, sa vie traduit une société rurale non développée qui n'évoluera pas tant que les villes ne se créeront pas et que les terres agricoles seront encore disponibles. Le commerce de "débrouillardise" avec les pays voisins enrichit de nombreux commerçants et fonctionnaires. L'opposition croissante entre le peuple rural majoritaire et la bourgeoisie commerçante alliée aux fonctionnaires accentue la paupérisation de la masse et l'enrichissement d'une minorité et crée de nouveaux clivages sociaux. La rareté de techniciens, payés de plus en plus cher, au Rwanda et le non-voisinage de pays industrialisés empêchent le Rwanda de devenir le Haïti régional.

Le Rwanda a encore la possibilité de prendre le tournant du développement. Pour cela, il faudrait que pendant les quinze prochaines années, laps de temps pendant lequel la superficie agricole sera encore disponible, l'éducation technique et agricole soit généralisée, c'est-à-dire atteigne toute la population pour rentabiliser l'agriculture et former des ouvriers et techniciens capables. Le Rwanda aura ainsi la possibilité de changer de type d'économie dans une ambiance sociale et politique stable. Sinon, le système économique actuel se maintient au détriment des sociétés étrangères d'abord puis des riches nationaux, les jacqueries, le banditisme, le tertiaire pléthorique et corruptif ainsi que l'instabilité politique seront le lot du Rwanda.

SUR LE MARCHÉ DE BUTARE-"VILLE"

PRODUITS	MESURE DE VENTE	Du 17 au 23 nov. 1971		Du 7 au 12 févr. 1972		Du 17 au 22 juil. 1972	
		Poids kg	Prix de vente FRW	Poids kg	Prix de vente FRW	Poids kg	Prix de vente FRW
LEGUMES :							
Choux	1 grosse pièce	2,9	8	2,8	10	3,3	10
	1 petite pièce	0,6	3	0,6	2	0,5	4
Imboga (lég. indig.)	1 tas	0,2	1	0,2	1	0,1	1
Echalottes	1 gros tas	-	-	0,25	5	-	-
	1 petit tas	0,05	5	0,2	5	0,2	5
Aubergines	1 tas	0,6	5	0,65	5	0,59	5
Tomates	1 tas de grosses t.	0,4	5	0,35	5	0,39	5
	1 tas de petites t.	0,2	5	0,3	5	-	-
Poireaux	-	-	-	0,3	5	0,28	5
Carottes	1 tas	0,04	5	0,2	5	-	-
Salades	-	-	-	0,1	1	-	-
Persil	-	-	-	0,1	2	-	-
Courge	1 pièce	1,5	5	-	-	-	-
FRUITS :							
Banane mûre	1 régime	4	30	5,6	40	6,6	45
	1 banane	-	1	2 ban.	1	2 ban.	1
	2 bananes	-	3	3 ban.	2	3 ban.	2
CEREALES :							
Mais sec	-	-	-	0,4	10	0,4	10
Mais cuit	-	-	-	1 épi	2	1 épi	2
				2 épis	3	2 épis	3
LEGUMINEUSES :							
Haricots	1 grosse mesure	1,4	20	1,9	20	1,8	20
	1 petite mesure	0,8	10	0,8	10	0,75	10
Petits pois secs	1 grosse mesure	0,8	20	1	20	0,9	20
	1 petite mesure	0,4	10	0,55	10	0,5	10
Petits pois verts	1 grosse mesure	0,5	20	-	-	-	-
	1 petite mesure	0,3	10	-	-	-	-
TUBERCULES :							
Patates douces	1 tas	2	5	1,5	5	2	5
Pommes de terre	1 tas	0,8	5	0,7	5	0,6	5
Colocase	-	-	-	0,7	5	0,65	6
Farine de manioc	1 mesure	1	10	0,85	10	0,85	10
Manioc non sec	1 tas	-	-	0,2	2	-	-
		1,4	5	1,2	5	-	-
TABAC :							
En feuilles	1 feuille	-	de 1 à 3	1 feu.	1	1 feu.	1
				2 feu.	3	2 feu.	3
En poudre	1 grosse casserole	2,6	300	3	300	3	300
	1 petite casserole	0,6	100	0,9	100	0,85	100
ARACHIDES :	1 tas	0,01	5	0,05	5	0,05	5
POISSONS :							
Inshonzi	1 tige	-	-	0,15	12	-	-
Ndagala	1 gros tas	0,1	10	0,1	10	-	-
	1 petit tas	0,08	5	0,05	5	-	-
CONDIMENTS :							
Pili-pili	1 grosse casserole	1,8	300	2,4	400	2,25	350
	1 petite casserole	1	160	0,12	60	0,1	80
Kinzari	1 casserole	1,6	200	2,2	250	2,2	270

COMMUNE	SECTEURS	Bière banane	Sorgho	Patate douce	Manioc	Hari- cot	Fruits	Lé- gumes	Café	Elevage	TOTAL FRW
Mbazi	tous	+ 8213	- 120	+ 2138	+ 771	- 550	+ 100	+ 500	+ 685	+ 7750	+ 19487
	Mwulire	+ 4106	- 120	+ 685	+ 771	- 550	+ 100	+ 500	+ 685	+ 7750	+ 13927
Shyanda	tous	+ 4106	- 120	- 108	+ 1308	- 1388	+ 100	+ 500	+ 541	+ 500	+ 5439
	Gatoke	+ 2500	- 1230	- 3250	+ 1308	- 2700	+ 100	+ 500	+ 541	+ 500	- 1731
	Buremera	+ 2500	- 1230	- 650	+ 1308	- 1388	+ 100	+ 500	+ 541	+ 500	+ 3787
	Gasharu	+ 2500	- 1230	- 650	+ 1308	- 2700	+ 100	+ 500	+ 541	+ 500	+ 2475
	Burashi	+ 2500	- 1230	- 650	+ 1308	- 2700	+ 100	+ 500	+ 541	+ 500	+ 2475
	Bweya	+ 2500	- 1230	- 650	+ 1308	- 2700	+ 100	+ 500	+ 541	+ 500	+ 2475
	Zivu	+ 4106	- 120	- 650	+ 1308	- 2700	+ 100	+ 500	+ 541	+ 500	+ 3585
	Kayenzi	+ 4106	- 120	- 650	+ 1308	- 1388	+ 100	+ 500	+ 541	+ 500	+ 4897
	Kamunda- hunga	+ 4106	- 120	- 650	+ 1308	- 1388	+ 100	+ 500	+ 541	+ 500	+ 4897
Ngoma (sauf Ngoma-Butare ville)	tous	+ 13500	+ 70	+ 770	+ 24	- 117	+ 100	+ 100	+ 129	+ 2900	+ 17276
	Nkubi	+ 13500	- 235	+ 770	+ 24	- 117	+ 100	+ 100	+ 129	+ 2900	+ 16981
Huye	tous	+ 15000	+ 12	+ 1716	+ 24	- 160	+ 100	+ 100	+ 129	+ 2900	+ 19821
Maraba	tous	+ 8213	+ 516	+ 2138	+ 468	+ 1375	+ 1000	+ 100	+ 1009	+ 5500	+ 20319
	Shanga	+ 4106	+ 516	+ 2138	+ 468	+ 1375	+ 1000	+ 100	+ 1009	+ 5500	+ 16212
	Tare	+ 4106	+ 516	+ 2138	+ 468	+ 1375	+ 1000	+ 100	+ 1009	+ 5500	+ 16212
	Rusagara	+ 4106	+ 516	+ 2138	+ 468	+ 1375	+ 1000	+ 100	+ 1009	+ 5500	+ 16212
	Simbi	+ 4106	+ 516	+ 2138	+ 468	+ 1375	+ 1000	+ 100	+ 1009	+ 5500	+ 16212
	Nyangazi	+ 4106	+ 516	+ 2138	+ 468	+ 1375	+ 1000	+ 100	+ 1009	+ 5500	+ 16212
	Maraba	+ 8213	+ 516	+ 1075	+ 468	- 550	+ 1000	+ 100	+ 1009	+ 5500	+ 17331

Moyenne du Revenu Monétaire Agricole Brut par Famille (par secteur ou commune) en 1973 (suite).

COMMUNE	SECTEUR	Bière banane	Sorgho	Patate douce	Manioc	Hari- cot	Fruits	Lé- gumes	Café	Elevage	TOTAL FRW
Muganza	tous	+ 13688	+ 1375	- 650	- 186	- 1388	+ 100	+ 100	+ 444	+ 5200	+ 18683
	Nyabitare	+ 13688	+ 1375	- 650	- 186	- 2700	+ 100	+ 100	+ 444	+ 5200	+ 17371
Ndora	tous	+ 8213	+ 156	- 650	+ 357	- 2700	+ 100	+ 100	+ 478	+ 2500	+ 8754
	tous	+ 8212	+ 2550	+ 3250	+ 2295	- 550	-	-	+ 302	+ 10460	+ 26519
Nyabisindu	Nyanza	+ 8212	- 1230	- 2035	+ 2295	- 3750	-	-	-	+ 10460	+ 13952
	tous	+ 13688	+ 1800	+ 1075	+ 3000	+ 1375	-	-	+ 988	+ 10520	+ 32446
Rusatira	Kinazi	+ 19163	+ 1800	+ 1075	+ 3000	+ 1375	-	-	+ 988	+ 10520	+ 37921
	tous	+ 24638	+ 1800	- 108	+ 2340	- 550	+ 50	+ 20	+ 860	+ 5700	+ 34750
Ruhashya	Gashoba	+ 19163	+ 1800	- 108	+ 2340	- 550	+ 50	+ 20	+ 860	+ 5700	+ 29275
	Sheke	+ 24638	+ 1800	+ 105	+ 2340	- 550	+ 50	+ 20	+ 860	+ 5700	+ 34963
	tous	+ 8213	+ 3300	+ 3250	+ 3900	+ 1375	-	-	+ 1140	+ 5200	+ 26378
Mugusa	Kibilizi	+ 4106	+ 3300	+ 2138	+ 3900	- 550	-	-	+ 1140	+ 5200	+ 19234
	Mugogwe	+ 4106	+ 2550	+ 2138	+ 3900	- 550	-	-	+ 1140	+ 5200	+ 18484
	tous	+ 13688	+ 516	+ 2138	+ 2049	+ 1375	+ 100	+ 100	+ 1041	+ 8220	+ 29227
Ntyazo	Bugali	+ 19163	+ 156	+ 3250	+ 8100	+ 3750	+ 100	+ 100	+ 6919	+ 8220	+ 49758
	Ntyazo	+ 19163	+ 156	+ 3250	+ 8100	+ 3750	+ 100	+ 100	+ 6919	+ 8220	+ 49758
	Mbuye	+ 13688	+ 156	+ 3250	+ 8100	+ 3750	+ 100	+ 100	+ 6919	+ 8220	+ 44283
	Kibilizi	+ 13688	+ 516	+ 3250	+ 2049	+ 1375	+ 100	+ 100	+ 1041	+ 8220	+ 30339
	Gisasa	+ 13688	+ 516	+ 3250	+ 2049	+ 1375	+ 100	+ 100	+ 1041	+ 8220	+ 30339
	tous	+ 13688	+ 516	+ 3250	+ 2049	+ 1375	+ 100	+ 100	+ 1041	+ 8220	+ 30339

Moyenne du Revenu Monétaire Agricole Brut par Famille (par secteur ou commune) en 1973 (suite).

COMMUNE	SECTEUR	Bière banane	Sorgho	Patate douce	Manioc	Hari- cot	Fruits	Lé- gumes	Café	Elevage	TOTAL FRW
Runyinya	tous	+ 2500	- 1230	- 2138	+ 177	- 2700	+ 100	+ 200	+ 900	+ 13700	+ 11509
	Karama	- 2500	- 1230	- 3250	+ 177	- 3750	+ 100	+ 200	+ 900	+ 13700	+ 4347
	Gikombe	+ 2500	- 1230	- 3250	+ 177	- 2700	+ 100	+ 200	+ 900	+ 13700	+ 10397
Nyakizu	tous	+ 8213	+ 156	+ 105	+ 384	- 2700	-	-	+ 304	+ 13400	+ 19862
	Yaramba	+ 8213	+ 156	+ 105	+ 384	- 3750	-	-	+ 304	+ 13400	+ 18812
Gishamvu	tous	+ 4106	+ 1375	+ 685	+ 927	- 550	-	+ 100	+ 328	+ 2750	+ 9721
	Nyaki- banda	+ 4106	+ 156	+ 156	+ 927	- 1388	-	+ 100	+ 328	+ 2750	+ 7135
	Buvumo	+ 4106	+ 156	+ 685	+ 927	- 1388	-	+ 100	+ 328	+ 2750	+ 7674
Kigembe	tous	+ 24638	+ 1375	- 2138	+ 390	- 550	-	-	+ 726	+ 10500	+ 34941
Nyaruhengeri	tous	+ 8213	- 120	- 2138	+ 780	- 1388	-	-	+ 442	+ 2750	+ 8539
	Kansi	+ 4106	- 1230	- 3250	+ 780	- 2700	-	-	+ 442	+ 2750	+ 898
	Rwimpyisi	+ 8213	- 120	- 3250	+ 780	- 1388	-	-	+ 442	+ 2750	+ 7427
	Gikore	+ 8213	- 120	- 3250	+ 780	- 1388	-	-	+ 442	+ 2750	+ 7427
	Nyange	+ 8213	- 120	- 2138	+ 780	- 2700	-	-	+ 442	+ 2750	+ 7227
	Nyaru- hengeri	+ 4106	- 120	- 2138	+ 780	- 1388	-	-	+ 442	+ 2750	+ 4432
Kibayi	tous	+ 19163	+ 900	+ 685	+ 1119	+ 550	-	-	+ 1170	+ 5200	+ 28787
	Saga	+ 19163	+ 660	+ 685	+ 1119	+ 550	-	-	+ 1170	+ 5200	+ 28547
	Mukoma- cara	+ 19163	+ 660	+ 685	+ 1119	+ 550	-	-	+ 1170	+ 5200	+ 28547
	Shyombo	+ 19163	+ 660	+ 685	+ 1119	+ 550	-	-	+ 1170	+ 5200	+ 28547

Moyenne du Revenu Monétaire Agricole Brut par Famille (par secteur ou commune) en 1973 (suite).

COMMUNE	SECTEUR	Bière banane	Sorgho	Patate douce	Manioc	Hari- cot	Fruits	Lé- gumes	Café	Elevage	TOTAL FRW
Muyaga	tous	+ 13688	+ 3300	+ 3250	+ 3000	+ 3750	+ 100	+ 100	+ 6919	+ 7900	+ 42007
	Musha	+ 4106	+ 516	+ 2138	+ 4500	- 550	+ 100	+ 100	+ 420	+ 7900	+ 19230
	Mamba	+ 19163	+ 3300	+ 3250	+ 3000	+ 3700	+ 100	+ 100	+ 6919	+ 7900	+ 47432
	Muduha	+ 13688	+ 3300	+ 3250	+ 3000	+ 2700	+ 100	+ 100	+ 6919	+ 7900	+ 40957
Muyira	hors- paysannat	+ 13688	+ 1800	+ 685	+ 1734	+ 1375	-	-	+ 462	+ 460	+ 20204
	Paysannat	+ 19163	+ 1800	+ 2138	+ 4200	+ 3750	-	-	+ 6919	+ 460	+ 38430
	Busoro	+ 19163	+ 1800	+ 2138	+ 4200	+ 1375	-	-	+ 6919	+ 460	+ 36055

SELON LES RENSEIGNEMENTS DONNES PAR LES VENDEURS AUX "OCTROIS"

COMMUNES	Banane- raie ares	Fécul- lents ares	Céré- ales ares	Légumi- neuses ares	Légumes ares	Bois ares	Fruits ares	Tabac ares	TOTAL	Vaches nombre	Café- iers nombre
<u>CARREFOUR DE KARUBANDA</u>			<u>EN DECEMBRE 1971</u>								
Huye	17	3,6	-	5,5	0,7	3	-	-	29,8 ares	-	-
Mbazi	17	3,1	4,76	4,2	1,88	-	0,09	-	31 ares	4	200
Maraba	14,4	2,7	4,5	-	1,7	-	-	-	23,3 ares	-	281
Shyanda	13	3,2	2,9	2,9	1,7	1,8	0,3	-	27,1 ares	-	250
			<u>EN FEVRIER 1972</u>								
Huye	20,2	4,7	-	8,5	1,8	-	-	-	35,2 ares	-	-
Mbazi	21,8	7	5,5	6,8	4,3	1,3	1,1	-	47,8 ares	3	-
Maraba	20	6,6	1,3	9	4	5,3	-	-	46,2 ares	-	-
Shyanda	19,5	4,4	7,6	7,3	2	-	-	3,5	44,3 ares	-	-
			<u>EN JUILLET 1972</u>								
Huye	9	4	3	6	1,6	2	0,2	-	25,8 ares	1	145
Mbazi	17	2,8	7	4	0,5	1,8	0,15	1	34,3 ares	2	94
Maraba	14,8	2,4	4,5	5	1	-	-	1	28,7 ares	1	130
Shyanda	16	4,6	4,5	3,8	0,45	2	-	-	31,4 ares	-	79
<u>ROUTE DE KINTEKO</u>			<u>EN DECEMBRE 1971</u>								
Shyanda	17,2	3,4	4,9	3,2	2,2	0,35	-	-	31,3 ares	-	-
Ndora	15,3	3	6	4	1,4	-	-	-	29,7 ares	-	-
Muganza	24	4	7	8	1	-	-	0,7	44,7 ares	-	-
Nyaruhengeri	16,5	4	5	2	-	-	-	-	27,5 ares	-	-

Types d'ingo standards des vendeurs - suite 1

COMMUNES	Banane- raie ares	Fécu- lents ares	Céré- ales ares	Légumi- neuse ares	Légumes ares	Bois ares	Fruits ares	Tabac ares	TOTAL	Vaches nombre	Café- iers nombre
				<u>EN FEVRIER 1972</u>							
Shyanda	22,2	4,4	5,5	7,5	0,7	-	-	-	40,3 ares	-	-
Ndora	23,2	5,3	7,4	8	1,7	-	-	3,5	49,1 ares	-	-
Muganza	24	5,3	4,4	7	-	-	-	1,4	42,1 ares	-	-
Nyaruhengeri	21	-	-	9,5	-	-	-	-	30,5 ares	-	-
				<u>EN JUILLET 1972</u>							
Shyanda	17,3	3	4	2,1	3,4	-	-	0,9	30,7 ares	-	70
Ndora	24,5	3,5	3,2	4,2	1	-	-	0,9	37,3 ares	-	64
Muganza	20	6,7	-	3,5	-	-	0,4	-	30,6 ares	-	98
Nyaruhengeri	9,7	-	4	4,6	-	-	-	-	18,3 ares	-	-
				<u>ROUTE DE NYAKIBANDA</u>							
				<u>EN DECEMBRE 1971</u>							
Huye	10	3	7	4,8	1,8	-	-	-	26,6 ares	-	-
Gishamvu	10,3	3,4	-	2,3	0,3	-	-	-	16,3 ares	-	-
Runyinya	17	3,2	1,1	3,8	1	-	-	1,6	27,7 ares	-	-
				<u>EN FEVRIER 1972</u>							
Huye	23,5	4	6	4,8	-	-	-	-	38,3 ares	1	-
Gishamvu	24,5	0,7	-	8,2	-	-	-	-	33,4 ares	-	-
Runyinya	22	1,7	-	7,3	1,3	-	-	-	32,3 ares	-	-
				<u>EN AOUT 1972</u>							
Huye	18	3,6	4	-	3,3	-	-	-	28,9 ares	1	102
Gishamvu	16,6	3,2	4,2	4,4	0,2	-	-	-	28,6 ares	-	102
Runyinya	20,2	4	3,4	5,5	2,1	0,5	-	0,7	36,4 ares	-	108

Types d'ingo standards des vendeurs - suite 2

COMMUNES	Banane- raie ares	Fécu- lents ares	Céré- ales ares	Légumi- neuse ares	Légumes ares	Bois ares	Fruits ares	Tabac ares	TOTAL	Vaches nombre	Café- iers nombre
<u>ROUTE DE MATYAZO</u>											
<u>EN DECEMBRE 1971</u>											
Huye	15,4	3	3,3	3	0,8	5,7	-	0,3	31,5 ares	-	-
Runyinya	14,8	3,5	4,9	5	0,7	9,8	-	-	38,7 ares	2	-
Maraba	13	3,7	-	-	0,3	-	-	-	17 ares	2	-
<u>EN FEVRIER 1972</u>											
Huye	26,3	10,3	-	6,5	-	7,5	-	-	50,6 ares	1	-
Runyinya	36,3	6,6	-	9,5	0,6	5,3	-	-	58,3 ares	2	-
Maraba	28,5	6,2	-	5	1,3	-	-	-	41 ares	16	-
<u>EN JUILLET - AOUT 1972</u>											
Huye	17,3	2,3	4	7,5	0,5	1,5	-	-	33,1 ares	-	114
Runyinya	18,3	3,4	3,2	3	-	2	-	-	30,9 ares	2	106
Maraba	17,7	3,7	-	-	1,1	-	-	-	22,5 ares	2	-
<u>CARREFOUR DE TUMBA</u>											
<u>EN DECEMBRE 1971</u>											
Ngoma	9,8	3,4	4,2	3	0,4	7,6	0,3	-	28,7 ares	-	-
Nyaruhengeri	15,6	4,7	8	19	-	-	5	-	52,3 ares	-	-
Gishamvu	15,8	4	-	9,5	-	12,4	-	-	41,7 ares	-	-
<u>EN FEVRIER 1972</u>											
Ngoma	21	5,2	18	12	0,2	5,6	-	-	62,3 ares	-	-
Nyaruhengeri	20,4	7,6	5	5,3	-	-	-	0,3	38,6 ares	-	-
Gishamvu	22,3	5,3	8	6,5	3	5,5	-	-	50,6 ares	-	-
<u>EN JUILLET 1972</u>											
Ngoma	17,6	2,9	3,9	4,3	1	1,7	-	1	32,4 ares	-	65
Nyaruhengeri	17,6	5,2	4,4	3,8	0,8	-	0,2	1,4	33,4 ares	-	70
Gishamvu	16,6	6	4,3	3,5	0,8	-	-	1,3	32,5 ares	-	84

Lieu d'achat : a. Sur le marché et les barzas
b. Chez les boutiquiers

EN DECEMBRE 1971

	Lieu d'achat	PREMIER ACHAT		DEUXIEME ACHAT		TROISIEME ACHAT	
		Produits	Nombre d'acheteurs	Produits	Nombre d'acheteurs	Produits	Nombre d'acheteurs
Route de Nyakibanda	a.	785 kg de sorgho	36	444 kg de patates douces	24	248 kg de manioc	14
	b.	20 kg de sorgho	1	7 kg de sucre	2	10 habits	9
Carrefour de Tumba	a.	1200kg de patates douces	60	741 kg de manioc	43	501 kg de pommes de terre	67
	b.	52 kg de pommes de terre	4	14 kg de sucre	4	12 kg de riz	9
Carrefour de Karubanda	a.	664 kg de patates douces	35	510 kg de manioc	26	470 feuilles de tabac	3
	b.	37 tôles	5	16 kg d'huile de palme	16	15 kg de sel	3
Route de Kinteko	a.	495 feuilles de tabac	31	16 kg de sucre	8		
	b.	12 habits	8	220 kg de manioc	11	110 produits d'artisanat	18
				10 kg de pommes de terre	1	7 objets de quincaillerie	7

Les principaux types de produits achetés - suite 1

EN DECEMBRE 1971 - suite

	Lieu d'achat	PREMIER ACHAT		DEUXIEME ACHAT		TROISIEME ACHAT	
		Produits	Nombre d'acheteurs	Produits	Nombre d'acheteurs	Produits	Nombre d'acheteurs
Route de Matyazo	a.	433 kg de sorgho	20	200 kg de patates douces	10	40 kg de manioc	2
	b.	46 pièces de bois de chauff. (Carrefour de Matyazo)	3	20 kg de patates douces (Marché de Ngoma)	1	11 kg de sucre	2

Les principaux types de produits achetés - suite 2

Lieu d'achat : a. Sur le marché et les barzas
b. Chez les boutiquiers

EN FEVRIER 1972

	Lieu d'achat	PREMIER ACHAT		DEUXIEME ACHAT		TROISIEME ACHAT	
		Produits	Nombre d'acheteurs	Produits	Nombre d'acheteurs	Produits	Nombre d'acheteurs
Route de Nyakibanda	a.	276 kg de haricots	13	140 kg de manioc	7	113 kg de sorgho	5
	b.	66 kg de haricots	2	10 objets de quincaillerie	9	9 kg de sel	5
Carrefour de Tumba	a.	720 kg de patates douces	31	411,5 kg de sorgho	20	295 feuilles de tabac	13
	b.	22 kg de sucre	13	21,5 litres de pétrole	11	17,5 kg de riz	8
Carrefour de Karubanda	a.	369 kg de sorgho	18	340 produits d'artisanat	17	311 kg de manioc	19
	b.	166 litres de pétrole	25	20 kg de sucre	11	15 tôles	2
Route de Matyazo	a.	200,5 kg de haricots	9	100 kg de patates douces	5	74 kg de sorgho	5
	b.	11 litres de pétrole	4	3 habits	1	2 objets de quincaillerie 2 couvertures	4

Les principaux types de produits achetés - suite 3

EN FEVRIER 1972 - suite

	Lieu d' achat	PREMIER ACHAT		DEUXIEME ACHAT		TROISIEME ACHAT	
		Produits	Nombre d' acheteurs	Produits	Nombre d' acheteurs	Produits	Nombre d' acheteurs
Route de Kinteko	a.	211 feuilles de tabac	10	100 kg de manioc	5	60 kg de pa- tates douces	3
	b.	22 litres de pétrole	7	18 objets de quincaillerie	16	16 kg de pom- mes de terre	4

Les principaux types de produits achetés - suite 4

Lieu d'achat : a. Sur le marché et les barzas
b. Chez les boutiquiers

EN JUILLET - DEBUT AOUT 1972

	Lieu d'achat	PREMIER ACHAT		DEUXIEME ACHAT		TROISIEME ACHAT	
		Produits	Nombre d'acheteurs	Produits	Nombre d'acheteurs	Produits	Nombre d'acheteurs
Route de Nyakibanda	a.	682 tas de fibres	5	655,5 kg de haricots	70	330 kg de manioc	20
	b.	129 kg de haricots	4	33 litres de pétrole	10	15 kg de sel	6
Carrefour de Tumba	a.	670 kg de patates douces	33	521 feuilles de tabac	23	493 kg de taro	27
	b.	50 objets de quincaillerie	26	41 tôles	4	38 étoffes	31
Carrefour de Karubanda	a.	423 kg de manioc	22	356 kg de sorgho	18	280 kg de haricots	32
	b.	58 tôles	9	39 litres de pétrole	8	24 kg de haricots	2
Route de Matyazo	a.	262 kg de haricots	28	185 kg de sorgho	7	140 kg de patates douces	7
	b.	144 kg de haricots	5	80 kg de patates douces (Marché de Ngoma)	4	50 kg de ciment	1

Les principaux types de produits achetés - suite 5

EN JUILLET - DEBUT AOUT 1972 - suite

	Lieu d' achat	PREMIER ACHAT		DEUXIEME ACHAT		TROISIEME ACHAT	
		Produits	Nombre d' acheteurs	Produits	Nombre d' acheteurs	Produits	Nombre d' acheteurs
Route de Kinteko	a.	135 feuilles de tabac	7	72,2 kg de taro	4	37 kg de haricots	9
	b.	24 tôles	3	10 objets de quincaillerie	7	8,5 kg d'huile de palme	11

Lieu d'achat : a. Sur le marché et les barzas
b. Chez les boutiquiers

EN DECEMBRE 1971

	Lieu d'achat	PREMIER ACHAT		DEUXIEME ACHAT		TROISIEME ACHAT	
		Produits	Nombre de revendeurs	Produits	Nombre de revendeurs	Produits	Nombre de revendeurs
Carrefour de Karubanda	a.	2855 feuilles de tabac	12	2250 kg de sorgho	82	100 kg de manioc	4
	b.	306 litres de pétrole	23	121 lots de pacotille	9	96 briques de savon	3
Carrefour de Tumba	a.	12 510 feuil. de tabac	58	1896 kg de sorgho	61	221 fripes	6
	b.	445 kg de farine de froment	10	430 briques de savon	8	216 planches	22
Route de Nyakibanda	a.	2400 feuilles de tabac	8	1966 kg de sorgho	63	39 fripes	1
	b.	100 boîtes d'allumettes	1	45 kg de sel	5	38 litres de pétrole	2
Route de Matyazo	a.	1366 kg de sorgho	47	600 feuilles de tabac	4	151 fripes	3
	b.	58 lots de pacotille	4	13 litres de pétrole	1	2 casiers de "Primus"	2

Trois premiers produits achetés par les revendeurs - suite 1

EN DECEMBRE 1971 - suite

	Lieu d' achat	PREMIER ACHAT		DEUXIEME ACHAT		TROISIEME ACHAT	
		Produits	Nombre de revendeurs	Produits	Nombre de revendeurs	Produits	Nombre de revendeurs
Route de Kinteko	a.	1100 feuilles de tabac	5	359 kg de sorgho	8	128 fripes	5
	b.	880 fripes	3	165 briques de savon	5	83 kg de sel	9

Trois premiers produits achetés par les revendeurs - suite 2

Lieu d'achat : a. Sur le marché et les barzas
b. Chez les boutiquiers

EN FEVRIER 1972

	Lieu d'achat	PREMIER ACHAT		DEUXIEME ACHAT		TROISIEME ACHAT	
		Produits	Nombre de revendeurs	Produits	Nombre de revendeurs	Produits	Nombre de revendeurs
Carrefour de Karubanda	a.	1305 feuilles de tabac	7	914 kg de sorgho	38	126 fripes	4
	b.	409 litres de pétrole	9	65 kg de sel	7	57 kg de farine de froment	5
Carrefour de Tumba	a.	1337 kg de sorgho	62	775 feuilles de tabac	6	18 kg de haricots	1
	b.	210 savons 3 caisses de savons	6	100 kg de sorgho	4	89 planches	5
Route de Nyakibanda	a.	1651 kg de sorgho	67	180 feuilles de tabac	2	20 kg de haricots et manioc	2
	b.	42 kg de sorgho	2	31 planches	2	11 kg d'arachides	2
Route de Matyazo	a.	648 kg de sorgho	29	500 feuilles de tabac	3	65 fripes	2
	b.	66 litres de pétrole	7	50 kg de sucre	1	13 kg de sel	3

Trois premiers produits achetés par les revendeurs - suite 3

EN FEVRIER 1972 - suite

	Lieu d' achat	PREMIER ACHAT		DEUXIEME ACHAT		TROISIEME ACHAT	
		Produits	Nombre de revendeurs	Produits	Nombre de revendeurs	Produits	Nombre de revendeurs
Route de Kinteko	a.	910 feuilles de tabac	5	471 kg de sorgho	26	3 objets d' artisanat	1
	b.	93 litres de pétrole	13	81,5 kg de farine de froment	4	55 kg de sorgho	3

Trois premiers produits achetés par les revendeurs - suite 4

Lieu d'achat : a. Sur le marché et les barzas
b. Chez les boutiquiers

EN JUILLET - DEBUT AOUT 1972

	Lieu d' achat	PREMIER ACHAT		DEUXIEME ACHAT		TROISIEME ACHAT	
		Produits	Nombre de revendeurs	Produits	Nombre de revendeurs	Produits	Nombre de revendeurs
Carrefour de Karubanda	a.	8415 feuilles de tabac	35	3027 kg de sorgho	129	270 kg de farine de manioc	15
	b.	838 litres de pétrole	87	348 kg de sel	33	104 kg de farine de froment	6
Carrefour de Tumba	a.	3220 feuilles de tabac	20	453 kg de sorgho	25	56 fripes	3
	b.	588 kg de sel	45	74 kg de farine de froment	3	63 litres de pétrole	8
Route de Nyakibanda	a.	2571 kg de sorgho	84	2569 feuilles de tabac	11	28 kg de haricots	1
	b.	196 litres de pétrole	32	38,5 kg de sel	8	33 kg d'huile palme	2
Route de Matyazo	a.	735 kg de sorgho	21	100 feuilles de tabac	1	-	-
	b.	157 litres de pétrole	21	30 briques de savon	1	23 kg de sel	3

Trois premiers produits achetés par les revendeurs - suite 5

EN JUILLET - DEBUT AOUT 1972 - suite

	Lieu d' achat	PREMIER ACHAT		DEUXIEME ACHAT		TROISIEME ACHAT	
		Produits	Nombre de revendeurs	Produits	Nombre de revendeurs	Produits	Nombre de revendeurs
Route de Kinteko	a.	1050 feuilles de tabac	7	3 kg de poissons séchés	1	-	-
	b.	441 kg de sel	59	66 litres de pétrole	12	50 kg de sucre	1

Annexe n° 6

GAIN MOYEN (par kilo, litre et unité) REALISE

PAR LES REVENDEURS

AUX "ENTREES" DE BUTARE-"VILLE"

1. ROUTE DE KINTEKO

PRODUITS	Gain en FRW	Gain en % par rapport au prix d'achat
<u>EN DECEMBRE 1971</u>		
Bière de bananes (litre)	2	20
Bananes-légumes	10	40
Tabac (feuille)	1	100
Volaille	20	51
Oeufs	1,5	60
Peau	20	25
Artisanat	48,5	76
Fruits	10	250
Sorgho	3	43
Savon	2	25
Sel	6	63
Pétrole	2	18
Primus (bière)	70	20
Allumettes (cartouche)	15	17
(paquet)	5	55,5
Cigarettes (cartouche)	45	14
(paquet)	1	7
Pacotille	10,5	37
Couverture	25	20
Farine de froment	21	105
Samouza (le kilo)	23	104
Friperie	6	25
<u>EN FEVRIER 1972</u>		
Bière de bananes (bouteille)	4	36
Bananes-légumes	8	47
Tabac (feuille)	1	100
Volaille	20	48
Oeufs	1	50
Peau	10	33
Artisanat	13,5	43,5
Poissons, ndagala	25	50

1. Route de Kinteko - suite

PRODUITS	Gain en FRW	Gain en % par rapport au prix d'achat
Fruits	7	230
Sorgho	7	100
Arachides	10	33
Haricots	2,5	50
Savon	2	25
Sel	6	67
Pétrole	2	18
Allumettes (cartouche)	12	20
(paquet)	2,5	25
Pacotille	10	28
Farine de froment	21	78
<u>EN JUILLET 1972</u>		
Bière de bananes (bouteilles)	5	50
Bananes-légumes	23,5	60
Tabac (feuille)	1	100
Volaille	23	55
Oeufs	1	67
Peau	37	46
Artisanat	15	136
Poissons, ndagala	10	10
Fruits	6	43
Sorgho	1,5	43
Arachides	3,5	12
Haricots	2,5	33
Sel	11,5	135
Pétrole	4	36
Primus (casier)	70	20
Allumettes (paquet)	2	20
Cigarettes (cartouche)	25	7
Sucre	4	14

2. CARREFOUR DE KARUBANDA

PRODUITS	Gain en FRW	Gain en % par rapport au prix d'achat
<u>EN DECEMBRE 1971</u>		
Charbon de bois	35	54
Tabac (feuille)	1	100
Volaille	21,5	44
Oeufs	1	33
Artisanat	7	20,5
Légumes	11	157
Fruits	2	88
Peau	17	36
Arachides	20	40
Haricots	1,5	11
Maïs (le kilo)	3	150
(1'unité)	1	50
Sorgho	5,5	85
Manioc	2	42
Patates douces	0,5	50
Pommes de terre	3	100
Pétrole	3	27
Sel	5	62,5
Savon	3	37,5
Friperie	7	27
Pacotille	31,5	77
Allumettes (cartouche)	20	25
Farine de froment	12	57
Primus (casier)	70	20
Sucre	6	26
Houe	6	6
Tissu (le mètre)	10	17
Couverture	20	17
Cochon	75	14
Ndagala (poisson)	24	31,5
<u>EN FEVRIER 1972</u>		
Tabac (feuille)	2	200
Volaille	18,5	44
Oeufs	1	50
Artisanat	5,5	39
Légumes (le kilo)	0,5	12,5
Fruits (unité)	3,5	350
Peau	7	17,5
Arachides	15,5	39
Haricots	3	60
Maïs (le kilo)	3	99
(1'unité)	1	33

2. Carrefour de Karubanda - suite

PRODUITS	Gain en FRW	Gain en % par rapport au prix d'achat
Sorgho	9	180
Manioc	2	50
Farine de manioc	10	45,5
Pétrole	3	27
Sel	7,5	79
Savon	1	11
Friperie	6,5	16
Pacotille	25	92,5
Allumettes (cartouche)	20	25
Cigarettes (cartouche)	45	14
($\frac{1}{2}$ cartouche)	18	11
Primus (casier)	70	20
<u>EN JUILLET 1972</u>		
Charbon de bois	190	63
Tabac (feuille)	1	100
Volaille	14	26
Oeufs	1	50
Artisanat	12,5	43
Légumes (le kilo)	5	45,5
Fruits (le kilo)	6	86
Peau	51	57
Café	17,5	50
Soja	35	54
Arachides	11,5	33
Petits pois	5	50
Haricots	4	57
Maïs (le kilo)	5	83
Sorgho	6	86
Manioc	2	50
Farine de manioc	2	50
Pétrole	2	18
Sel	4	44
Savon	2,5	25
Pacotille	40	33
Allumettes (cartouche)	65	59
Farine de froment	9	43
Farine de petits pois	21,5	102
Primus (casier)	70	20
Fanta (casier)	30	9

3. CARREFOUR DE TUMBA

PRODUITS	Gain en FRW	Gain en % par rapport au prix d'achat
<u>EN DECEMBRE 1971</u>		
Bière de bananes (bouteille)	4,5	47
Bananes-ruits	19	69
Légumes	1,5	37,5
Artisanat	8	23
Café	6	21
Ndagala et autres poissons	11	26
Huile de palme	4	8
Bière de sorgho (bouteille)	7,5	107
Sorgho	6	100
Haricots	4	50
Pétrole	2	18
Savon	2	25
Sel	3	30
Farine de froment	3	18
Primus (casier)	70	20
Pacotille	8	26
Allumettes (cartouche)	20	25
Tabac (feuille)	1,5	185
Cigarettes (cartouche)	45	11
Peau	13	28
Fripes	2	7
Pain (le kilo)	8	42
Fanta, Coca-Cola (casier)	60	20
Cigares (la pièce)	1	100
Couverture	10	8
Houe	7	7,5
Conserve	10	50
<u>EN FEVRIER 1972</u>		
Bière de bananes (bouteille)	1	10
Bananes-ruits (régime)	15	60
Charbon de bois (le sac de 20 kg)	22	78,5
Bois de chauffage (arbre)	81	50
Artisanat	7,5	39
Tabac (feuille)	1	100
Ndagala et autres poissons	21,5	40,5
Bière de sorgho	7	93
Sorgho	8	114
Haricots	3	60
Pétrole	2,5	23

Carrefour de Tumba - suite

PRODUITS	Gain en FRW	Gain en % par rapport au prix d'achat
Savon	2	25
Farine de froment	15,5	62
Primus (casier)	70	20
Pacotille	16	229
Allumettes (cartouche)	20	25
Cigarettes (cartouche)	45	14
<u>EN JUILLET 1972</u>		
Bière de bananes (bouteille)	5	83
Légumes	1	25
Artisanat	5	33
Tabac (feuille)	1	100
Peau	32	82
Ndagala et autres poissons	2,5	25
Huile d'arachides	100	42
Volaille	35	78
Oeufs	1	50
Sorgho	4	67
Maïs	1	100
Arachides	15	44
Haricots	3	60
Pétrole	3	27
Savon	2	25
Sel	9	100
Farine de froment	10	43,5
Primus (casier)	105	30
Pacotille	13	46
Allumettes (cartouche)	12,5	13,5
Cigarettes (cartouche)	45	14
(paquet)	35	17
Tissus (le mètre)	175	12
Fripes	14	39

4. ROUTE DE MATYAZO

PRODUITS	Gain en FRW	Gain en % par rapport au prix d'achat
<u>EN DECEMBRE 1971</u>		
Charbon de bois (du total vendu)	2 970	98
Bière de bananes (bouteille)	3	27
Bananes-légumes	1	50
Pommes de terre	2,5	62,5
Patates douces	0,5	17
Bière de sorgho	9,5	136
Sorgho	7,5	100
Artisanat	19,5	45
Fruits	2	33
Légumes	1,5	37,5
Volaille (lapin)	20	33
Oeufs	1	29
Tabac (feuille)	1	100
Cigarettes (cartouche)	40	12
Allumettes (cartouche)	20	25
Sel	8	100
Friperie	7,5	34
Pacotille	31	110
Primus (casier)	70	20
Pétrole	3	27
Savon	0,5	5
<u>EN FEVRIER 1972</u>		
Charbon de bois	307	112
Pommes de terre	1	17
Maïs	1	100
Bière de sorgho	8	100
Sorgho	8,5	113
Artisanat	306	443
Volaille (lapin)	15	35
Oeufs	1	50
Tabac (feuille)	1	100
Sel	2,5	28
Friperie	3	16
Pétrole	2	18
Sucre	4,5	18

4. Route de Matyazo - suite

PRODUITS	Gain en FRW	Gain en % par rapport au prix d'achat
<u>DE FIN JUILLET A DEBUT AOUT 1972</u>		
Charbon de bois (du total vendu)	5 350	89
Bois de chauffage (pièce)	1	100
Bière de bananes (bouteille)	3,5	30
Pommes de terre	3	43
Patates douces	0,5	2,5
Sorgho	3,5	58
Haricots	4	67
Artisanat	18	95
Fruits	4	73
Légumes	1,5	50
Volaille (lapin)	19,5	41
Oeufs	1	50
Tabac (feuille)	1	100
Sel	8	89
Primus (casier)	70	20
Pétrole	2,5	24
Savon	2	25
Peau	10	13
Fanta (casier)	75	31
Petits pois	5	50
Arachides	23	66
Farine de froment	10	50

5. ROUTE DE NYAKIBANDA

PRODUITS	Gain en FRW	Gain en % par rapport au prix d'achat
<u>EN DECEMBRE 1971</u>		
Tabac (feuille)	1	100
Ndagala	21	49
Artisanat	89	148
Peau	60	150
Volaille (lapin)	12	20
Charbon de bois	11	32
Bière de bananes (bouteille)	4,5	53
Arachides	7,5	18
Petits pois	5	33
Pommes de terre	2	50
Sorgho	6	67
Bière de sorgho (achat des graines sur le marché de Butare)	6,5	87
Primus (casier)	70	20
Allumettes (cartouche)	20	25
Pacotille	11	38,5
Sel	6	67
Pétrole	3	27
Friperie	3	18
Savon	1	12,5
Cigarettes	20	6
Farine de manioc	14	233
Pain (le kilo)	5	20
<u>EN FEVRIER 1972</u>		
Tabac (feuille)	1	100
Artisanat	12	86
Volaille (lapin)	12	31,5
Charbon de bois	100	100
Arachides	13,5	45
Maïs	1	100
Sorgho	7,5	100
Bière de sorgho (achat des graines sur le marché de Butare)	8	100
Pacotille	20	40
Haricots	1	12,5
Manioc	1,5	37,5

5. Route de Nyakibanda - suite

PRODUITS	Gain en FRW	Gain en % par rapport au prix d'achat
<u>EN AOUT 1972</u>		
Tabac (feuille)	1	100
Artisanat	16	36
Peau	1	8
Volaille (lapin)	8,5	16
Oeufs	1,5	75
Charbon de bois	100	100
Arachides	14	40
Petits pois	2	25
Sorgho	4,5	82
Primus (casier)	70	20
Sel	5	56
Pétrole	4	36
Savon	2	25
Sucre	27	90
Farine de froment	13	62
Farine de petits pois	13	59

Annexe n° 7

NOMBRE DE SALARIES, DE VENDEURS, DE REVENEURS ET D'ACHETEURS PAR

SECTEURS DE LA PREFECTURE, RECENSES LORS DES ENQUETES

COMMUNES ET SECTEURS	ACHE-TEURS	VEN-DEURS	REVEN-DEURS	SALARIES	TOTAL	% de la population totale du secteur
<u>MBAZI</u>						
Gihindamuyaga	47	217	53	40	357	14
Karama	6	67	9	9	91	3
Mutunda	8	117	6	11	142	5,5
Mbogo	13	160	7	-	180	9
Muhororo	1	9	2	-	12	0,5
Kabuga	92	96	43	34	265	11
Mwulire	42	190	9	22	263	9
Mbazi	57	255	10	40	362	11
<u>SHYANDA</u>						
Burashi	83	373	36	10	512	19
Bweya	1	3	-	-	4	0,2
Gasharu	27	142	30	34	244	9
Munanira	7	18	3	6	34	1
Kiziguro	30	170	35	10	245	9
Kayenzi	-	57	4	6	67	3
Zivu	10	116	46	6	178	6,5
Buremera	-	13	3	-	16	0,5
Gatoke	81	199	34	59	373	14
Kinteko	36	25	5	26	92	3
Bwinyambo	13	22	4	29	68	2,5
Kamudahunga	12	17	5	48	82	3
<u>NDORA</u>						
Kinazi	10	19	14	18	61	3
Ndora	15	105	38	13	171	5
Gisagara	5	84	34	6	129	3
Karama	22	139	75	-	236	8,5
Cyamukuza	9	66	21	-	96	3
Mukande	4	21	11	2	38	1
Muzenga	55	218	66	26	365	9
Kinyerere	48	188	60	19	315	12

Annexe n° 7 - suite 1

COMMUNES ET SECTEURS	ACHE-TEURS	VEN-DEURS	REVEN-DEURS	SALARIES	TOTAL	% de la population totale du secteur
<u>RUNYINYA</u>						
Vumbi	55	89	27	27	198	8
Gikombe	19	61	20	9	109	8
Kaburemera	21	62	27	15	125	2
Kibingo	23	165	25	15	228	6
Buhoro	13	67	16	1	97	3
Raranzige	8	33	21	-	62	3
Maliba	6	8	6	-	20	1
Mpanda	13	21	27	4	65	2
Ramba	5	13	2	-	20	1
Mbasa	5	16	14	2	37	1
Karama	32	190	54	-	276	5
Rukara	72	192	74	22	360	12,5
<u>GISHAMVU</u>						
Nyakibanda	61	46	17	21	145	4,5
Liba	39	5	3	-	47	2
Sholi	44	46	25	11	126	5
Gishamvu	38	23	26	6	93	8
Gikunzi	7	17	7	1	32	2
Sheke	11	6	6	4	27	1
Mukuge	20	4	9	6	39	2
Kibingo	23	11	4	7	55	1,5
Buvumo	91	250	53	18	412	10,5
Mubumbano	124	181	49	27	381	9
<u>NYARUHENGARI</u>						
Nyaruhengeri	454	50	38	11	553	9
Kansi	49	2	2	6	59	1
Rusagara	59	1	7	8	75	3
Bimba	48	2	4	-	54	3
Rwimpyisi	28	2	6	1	37	2
Nyange	66	7	4	-	77	2
Linganwe	140	10	4	11	165	5,5
Gikore	46	1	10	-	57	2
Kibilizi	43	219	36	8	306	5

Annexe n° 7 - suite 2

COMMUNES ET SECTEURS	ACHE-TEURS	VEN-DEURS	REVEN-DEURS	SALARIES	TOTAL	% de la population totale du secteur
<u>MARABA</u>						
Nyangazi	2	27	6	1	36	1,5
Tare	13	121	6	14	154	7
Rusagara	7	127	17	21	172	7,5
Kabusanza	5	99	7	5	116	4
Kibanda	7	73	7	-	87	2,5
Cyarumbo	12	70	7	-	89	3,5
Maraba	9	90	29	3	131	5
Shanga	4	18	4	-	26	1
Kabuye	-	16	14	-	30	1
Simbi	4	40	15	3	62	5
Bunzazi	8	66	10	5	89	4
Gisakura	4	60	10	2	76	3
<u>NGOMA</u>						
Ngoma	8	-	7	211	226	12
Matyazo	59	41	29	92	211	10
Sahera	43	110	26	32	211	5
Nkubi	134	300	33	79	546	9,5
Tumba	215	149	120	103	587	24
Cyarwa	359	538	164	168	1229	19
<u>HUYE</u>						
Musange	50	28	15	38	131	5,5
Mpungwe	45	187	101	21	354	6
Rukira	16	32	6	19	73	3,5
Kaburemera	71	63	88	33	255	5
Mpare	153	65	58	82	358	7
Nyanza	158	164	65	67	454	7
Sovu	36	184	31	35	286	5
<u>RUSATIRA</u>						
Kato	3	1	-	-	4	0,1
Rusatira	1	-	-	-	1	0,02
Kabona	-	1	-	-	1	0,03

Annexe n° 7 - suite 3

COMMUNES ET SECTEURS	ACHE-TEURS	VEN-DEURS	REVEN-DEURS	SALARIES	TOTAL	% de la population totale du secteur
<u>MUGUSA</u>						
Kibilizi	3	15	14	1	33	1,5
Mugogwe	-	3	7	1	11	0,5
Kimuna	-	1	2	-	3	0,2
Gafumba	-	1	2	1	4	0,2
Mugusa	5	14	3	-	22	1
Sanzu	1	4	2	-	7	0,5
Nyarubuye	2	4	-	-	6	0,5
Curusi	1	1	3	-	5	0,3
Gikonko	2	2	8	1	13	0,5
Cyayi	5	1	5	-	11	0,5
Jurwe	1	-	1	-	2	0,2
Nyarugenge	2	7	8	-	17	1
Munyegera	1	5	4	-	10	0,5
Buhoro	5	17	7	-	29	2
<u>MUGANZA</u>						
Dahwe	10	52	47	-	109	3
Gishubi	2	19	10	-	31	1
Muganza	7	30	31	2	70	4
Remera	5	33	25	-	63	3
Kivumo	3	12	3	-	16	0,5
Baziro	6	96	12	-	114	2,5
Mugombwa	4	20	6	1	31	2
Cyumba	1	15	4	-	20	0,5
Nyagahuru	-	1	-	-	1	0,05
Nyabitare	4	11	5	-	20	0,5
<u>KIBAYI</u>						
Kibayi	4	19	9	-	32	1
Saga	1	16	7	-	34	1
Rwamiko	-	1	10	-	11	0,3
Runyinya	3	9	5	-	17	0,4
Nyagahuru	-	18	4	-	22	0,5
Mukomacara	4	35	5	-	44	1
Mukindo	-	-	-	-	-	-
Joma	3	2	1	-	6	0,1
Shyombo	-	2	3	-	5	0,1

Annexe n° 7 - suite 4

COMMUNES ET SECTEURS	ACHE-TEURS	VEN-DEURS	REVEN-DEURS	SALARIES	TOTAL	% de la population totale du secteur
<u>RUHASHYA</u>						
Rugogwe	-	12	6	1	19	0,5
Gitovu	1	11	15	1	28	1,5
Mara	-	2	4	1	7	0,3
Ruhashya	3	3	4	-	10	0,3
Busheshi	-	7	1	1	9	0,4
Sheke	-	3	-	-	3	0,1
Kirwa	-	-	-	-	-	-
Kibika	-	-	-	-	-	-
Gashoba	-	-	-	-	-	-
Gikirambwa	-	1	1	-	2	0,05
<u>KIGEMBE</u>						
Ngera	-	6	-	-	6	0,3
Murama	2	8	2	-	12	1
Ngoma	5	3	3	-	11	0,2
Fugi	1	-	1	-	2	0,05
Kivuru	1	-	4	-	5	0,3
Kigali	1	1	-	-	2	0,06
Nyanza	1	1	2	-	4	0,1
Nyaruteja	1	1	1	-	3	0,1
Kigembe	-	10	4	-	14	0,5
Karama	6	5	1	-	12	0,4
Ngugu	6	2	4	-	12	0,5
Ruhororo	1	-	1	-	2	0,08
<u>NYAKIZU</u>						
Rusenge	11	25	7	-	43	1
Bunge	2	5	-	-	7	0,3
Yaramba	1	1	1	-	3	0,09
Gihango	-	1	-	-	1	0,04
Cyuna	3	2	4	-	9	0,3
Gasasa	-	1	1	-	2	0,08
Maraba	-	-	-	-	-	-
Nyagisozi	2	4	-	1	7	0,4
Cyahinda	-	-	-	-	-	-
Rutobwe	1	-	-	-	1	0,04
Muhambara	-	1	6	-	7	0,2
Kibangu	2	2	6	-	10	0,3
Mwoya	-	-	-	1	1	0,04

Annexe n° 7 - suite 5

COMMUNES ET SECTEURS	ACHE-TEURS	VEN-DEURS	REVEN-DEURS	SALARIES	TOTAL	% de la population totale du secteur
<u>NYABISINDU</u>						
Nyanza	-	1	-	2	3	0,1
Gahanda	-	-	-	3	3	0,1
<u>MUYIRA</u>						
Busoro	-	1	-	-	1	0,04
Mulinja	-	1	-	-	1	0,03
Munyinya	-	-	1	-	1	0,03
<u>MUYAGA</u>						
Mbogo	-	1	-	-	1	0,04
Musha	2	8	2	-	12	0,4
Nyeranzi	-	8	4	-	12	0,5
Gakoma	3	5	1	-	9	0,2
Mamba	-	1	-	-	1	0,05
Mabumbwe	-	1	-	-	1	0,05
Ramba	-	-	2	-	2	0,06
Muyaga	2	-	1	-	3	0,1
Muduha	-	-	-	-	-	-
<u>NTYAZO</u>						
Gisasa	-	1	-	-	1	0,04
Kagunga	1	-	-	-	1	0,03
Gatonde	-	-	-	1	1	0,05

Annexe n° 8ENQUETE MARCHÉ DE . . .

Date

Enquêteur

Nom du vendeur :

Sexe : M F

Age :

Préfecture : Commune :

Colline :

Moyens de locomotion :

à pied, bicyclette, auto, taxi

Frais de locomotion (FRW) :

Vendeur : Production personnelle Superficie :
 Autre membre de la famille
 Ouvrier agricole
 Coopérative

Revendeur : Lieu d'achat - Colline
 - Carrefour
 - Marché
 - Commerçant

Utilisation de l'argent : Impôt , ménage , boissons , maison , vêtements
 achat d'autres nourritures.

PRODUITS	Vente directe				Vente indirecte			REMARQUES
	Quant.	Prix de Vente	In-ven-dus	Prix d'achat	Quant.	Prix de Vente	In-ven-dus	
Fruits								
Légumes								
Féculents								
Oeufs - volaille								
Viandes								
Café								
Tabac								
Bières								
Artisanat								
Bois de chauffage								
Charbon de bois								
Grains								
Lait								

Fréquences :

Fréquentez-vous d'autres marchés :

Régistre de commerce n° :

ENQUETE COMMERCE DE BUTARE-"VILLE"

Nom	Qualité	Age	Sexe	Lieu de naissance			Etat Civil	Date d'installation à Butare	Etape précédente	Salaires Chiffres Affaires	Utilisation
				Pays	Préfecture	Commune					

Produits vendus	Stock	Renouvellement	Fournisseurs				Vente à détaillant					
			Nom	Ville	Pays	Transport moyen	Nom	Ville	Préfecture	Commune	Colline	Transport moyen

ENQUETE COMMERCANT DE . . . (Marché rural)

1. Nom : Age : Sexe :
 2. Lieu d'habitation : Secteur : Commune : Préfecture :
 3. Lieu de naissance : Secteur : Commune : Préfecture :
 4. Choix de l'implantation - Pourquoi :

5. Local : Type : Jours ouvrables :
 Achat : Combien :
 Location : Combien :
 Construction : Lieux d'achat des matériaux :

6. Nature des activités : a. Gros , $\frac{1}{2}$ Gros , Détaillant .

- b. Type : Produits de traite, Alimentation RWA, Importée, Cabaret, Restaurant, Traite café, autres produits agricoles exportés (lesquels :

c. <u>Stock</u> :	<u>Quantité</u>	<u>Lieu d'achat</u>	<u>A qui</u>	Moyen de locomotion pour se ravitailler
Habillement				
Quincaillerie				
Droguerie				
Alimentation				

- d. Capital initial :
 N° de Régistre de Commerce :

- f. Depuis quand commerçant :

7. TRAVAILLEURS

Nombre	Sur marchés (lesquels)	Dans magasin	Sur collines (lesquelles)	Pour quels produits

8. REVENTE A D'AUTRES COMMERCANTS

Type de produits	Quantité	Lieux	Nombre	Nationalité	Mois de l'année

9. ACHAT DE PRODUITS AGRICOLES RWANDAIS

Type	Quantité	Localisation du fournisseur	Moyen de transport	Fréquences

10. UTILISATION DE L'ARGENT

a. Elevage

Type	Nombre	Lieux pâturages	Utilisations

b. Possédez-vous 1 ou des rugo ? Oui, Non, Nombre

	Par héritage	Location	Achat	Don communal
Secteur				
Commune				
Préfecture				

c. Véhicule : Type :
Nombre :
Année d'achat :

Radio :

d. Fréquentation

	Bar	Cabaret	Marché	Cinéma	Mission	Hôpital	Dispensaire
Lieu							
Fré- quence							

e. (numérotez par ordre d'importance cette liste d'utilisation de l'argent)

Boissons traditionnelles, autres boissons, achats de nourriture, de bétail, de vêtements, objets de ménage, paye des salariés agricoles, des salariés commerçant, école, denier du culte, impôt, construction de maison, économie, renouvellement du stock.

11. Que pensez-vous de Butare ?

Qu'est-ce qu'une ville pour vous ?

COMMUNE DE :

COLLINE ADMINISTRATIVE :

Nombre de	Prénom et nom du propriétaire	Autre profession du propriétaire	Profession du conjoint	Véhicules				Etat de construc. Type	Année de construction	Localisation				
				V	C	Cte	A			Près école	Disp.	Trib.	B.C.	Carrefour routier
Boutiques														
Cabarets-boutiques														
Cabarets-restaurants														
Boulangeries														
Bars														
Cabarets														

ENQUETE SALARIE

1. Age (imyaka) Sexe (igitsina) Ethnie :
 Femme (umugore) Enfants (umwana)
 Femme 2 Enfant 1
 Enfant 2
 Enfants morts-nés (umwana avutse
 apfuye)

Pour les femmes salariées (umugore ukora)

- Age : Enfants (nombre et âge) :
 Profession du mari : Enfants morts-nés (nombre) :

2. Lieu d'habitation (aho atuye)

- Ville de Butare :
 Colline administrative (umusozi) :
 Nom (izina) :
 Commune :
 Préfecture :

Votre maison d'habitation (inzu atuyemo)

- En location (gupanga) : Taux (igiciro) :
 Logé par l'employeur : Nom de l'employeur :
 (abakwa shebuja) (izina rya shebuja)
 Ou autre personne : Qui (nde) : Taux (igiciro) :
 (indu muntu)

Propriété personnelle (inzu atuyemo)

- Par héritage (umunani) : Lignée (wo kwande) :
 Achat (yaguze) : Prix (igiciro) :
 Par construction personnelle (yanayiyubakiye) :
 Prix de revient (cyo byamutwaye) :
 Sur terrain acheté (mwi isambu yingurano) :
 Prix (igiciro) :
 Sur terrain hérité (umunani we) :
 Lignée (wo kwande) :
 Père :
 Don communal (yayihawena commune) :

3. Possédez-vous un ou plusieurs rugo ? (Hali rundi rugo ufite ?)

oui, non, nombre

	Par héritage (umunani)	Location (gukodesha)	Achat (kugura)	Don communal (yayihawena commune)
umusozi				
commune				
préfecture				

4. Emploi (akazi) : Salaire (umushahara) :
 Chez qui (kwa nde) :

5. Utilisation du salaire (icyo amaza umushahara we)

(numérotez par ordre d'importance : kubisobanura ukukikiye
 agaciro kabyo)

Boissons traditionnelles (inzoga kinyarwanda) ; autres boissons
 (inzoga za kizungu) ; achat de nourriture (guhara ibiryo) ;
 de bétail (amatungo) ; de vêtements (imyenda) ; d'objet pour
 le ménage (ibintu byo murugo) ; paye des salariés agricoles
 (guhamba umukozi) ; école (amafranga y'ishuli) ; denier du
 culte (ituro rya Kiliziya) ; impôt (umusoro) ; construction
 de maison (ukwubaka inzu) ; économie (kuzigama) ; autres
 motifs (izindi mpanvu) :
 lesquels (izine) :

6. Type de rugo (ubwoko bw'inzu)

Briques	+	tuiles	(amatafali + amategura)
Banco	+	"	(rukarakara + ")
Poto-poto	+	"	(ibiti + ")
Briques	+	Tôles	(amatafali + amabati)
Banco	+	"	(rukarakara + ")
Poto-poto	+	"	(ibiti + ")

Traditionnelle ronde (inzu ya kinyarwanda ya muvilingo)

Traditionnelle rectangulaire (inzu ya kinyarwanda mwamba
 isakaje ibyatsi)

7. Champs (imilima)

	Autour rugo (hafi y'urugo)	Marais (muka- bande)	Autre colline (kuyindi misozi) Commune
Par héritage (umunani)			
Par don (yarayihawe)			
Par achat (yarayiguze)			
Cultures pratiqués (imyaka ahinga)	Nom et superficie (ubwoko bw'imbutu) (ubuso bw'umulima)		
- simple (ubwoko bumwe)			
- associés (guhungika)			

8. Salariés agricole (abahinzi afite), nombre , salaire :

9. Coopérative agricole fréquentée
(ali muyihe cooperative y'ubuhinzi) :

10. Origine des matériaux de construction

(ibyoyubakishije yabikuye he)

Marais, lieu (mukabande, izina ryaho)	Commerçant, lieu, nationalité (umucuruzi, ubwoko bwe naho atuye)	Production personnelle (yarabyi- shakiye hehe)
Amategura Amatafali Amabati Ibiti (bois) Ubwatsi (chaume)		

11. Niveau de vie

Moyens de locomotion : vélo (igare), voiture (imodoka),

Radio,

Niveau d'études (amashuri yize).

Mobilier : traditionnel (bya kinyarwanda), style européen
(ibyomunzu) importé au Rwanda
(bya Kinzungu byavuye
mu mahanga, byakorewe
mu Rwanda)

Batterie de cuisine: traditionnel importé
(ibyobakoresha mu gikoni)

Sanitaire (ubuzima) : eau (amazi munzu), électricité, toilettes
(umusarane wo munzu), nombre de pièces dans la maison (ibyumba
bingahe).

Consommation (ibiryo)

	Quantité (uko bingana)	Fréquences (kangahe)	Type (ubwoko)
Viandes (inyama) Primus (byeri) Légumes (imboga) Fruits (imbuto) Conserves (ibintu yo mumakopo)			

Fréquentations (uko ajwa)

	Bar	Marché (mwisoko)	Cinéma	Mission (misiyoni)	Hôpital (ibitaro)	Dispens. (ivuliro)
Lieu (hehe) Umusozi Commune Kangahe						

12. Que pensez-vous de Butare ? Utekereziki kuli Butare (umuji) na
Ngoma ilimo

13. Pour vous, qu'est-ce qu'une ville ? Kubwawe umuji n'iki ?

GLOSSAIRE DES TERMES RWANDAIS ET SWAHILI

abacuruzi (sing. : umucuruzi)	: commerçants. Terme dérivé du verbe Kugura : troquer, vendre, acheter, fixer un prix.
abazungu (sing. : umusungu)	: étrangers, envahisseurs, hommes blancs.
agasharu	: pente convexe à la base d'une colline.
amafranga	: argent, papier monnaie.
amagazini, amaduka, akadukuru et butiki	: magasins, locaux de stockage, boutiques.
bu, ku ou ru-garama	: replat, versant concave et par extension : fossé, graben.
bakiga	: habitants des Hautes Terres rwandaises, montagnards.
banyarwanda	: habitants du Rwanda.
bari	: bar ou local où l'on consomme des boissons de type occidental (whisky, bière "Primus", cinzano).
butare	: minerai de fer, pisolithe, cuirasse ferrugineuse.
buye	: pierre, caillou, galet.
ibereshi	: cité ou circonscription.
ibikingi	: pâturages féodaux tutsi (1 des 3 ethnies rwandaises).
ibisi	: montagne.
igitebo	: corbeille tressée en fibres de plantes de marais (joncs, papyrus).
igunira	: sac. Terme dérivé du swahili "gunia", lui-même dérivé de l'hindi.
iguriro	: lieu de troc, et par extension sémantique récente : lieu d'achat et de vente.
ikibanza	: espace occupé par l'habitation et ses cours intimes.
ikibari	: cabaret ou local dans lequel on vend des "bières" indigènes.
ikibindi	: petite cruche.
ikigage	: bière de sorgho.

ikfubile	: type de panier.
imaraya	: prostituée.
imboga	: légumes indigènes, et par extension, légumes en général.
imilima	: champs.
imvuruwe	: personne évoluée.
incuro	: capacité
ingero	: mesure
inhete	: canari ou cruche en terre.
inkangara	: panier fait de lanières en bambou.
inyenzi	: cafards. Surnom donné aux revanchards batutsi entre 1962 et 1967 parce qu'ils opéraient surtout la nuit.
inzoga	: boisson ou bière traditionnelle.
isambu (pl. amasambu)	: parcelle de sol.
ishinge	: éragrostis boehmii
isoko	: souk ou marché rural épisodique. Un souk rural important s'appelle centre de négoce et le souk urbain, centre de commerce. Quand les "villes" sont trop éloignées les unes des autres, des centres de commerce ruraux sont créés comme à Kamembe (Cyangugu), à Rugabano (Kibuye), à Nyungwe ou Pindula (Cyangugu) et à Kirehe (Gikongoro).
isuka	: houe
Karubanda	: parloir, lieu d'attente avant l'audience d'un chef. La colline de Butare fut le siège d'une résidence temporaire du roi Rudahigwa détruite en 1934.
kinzari	: safran
makala	: charbon de bois
mamba	: crocodile en swahili. Les commerçants asiatiques venaient d'au-delà des rivières à crocodiles, l'Akanyaru et l'Akagera, et ils commercialisaient les peaux dont celles de crocodiles.
matabishi	: pot-de-vin
matyazo	: pierre à aiguiser et par extension, colline effilée.
mirenge	: riche

ndagala	: petits poissons du lac Tanganyka : stolothrissa tanganyikae et limnothrissa modon.
ngoma	: tambour. Cette "cité" de Butare-"ville" étant aussi la résidence des chefs et des sous-chefs démis de leurs fonctions administratives aux temps du Mandat et de la Tutelle belge (1919-1962).
poto-poto	: boue séchée remplissant un clayonnage de bois.
rugo (pl. : ingo)	: fermette, propriété familiale.
ruhande	: côté, flanc, bordure.
rukarakara	: brique d'argile séchée au soleil
rusisiro, mubuga	: concentration d'habitations ou de locaux commerciaux sur un espace plus ou moins plat.
sakasaka	: feuille de manioc, en swahili.
samouza	: beignet. Terme d'origine persane, "ishambusha" en kinyarwanda (langue du Rwanda).
takataka	: commerçant ambulant, tablier, en swahili.
ubugoro	: tabac en poudre, cannabis pour jeune fille.
ubukonde	: grande propriété foncière, ancien terri- toire féodal privé.
umudugudu	: agglomération d'habitations.
umugabo (pl. : abagabo)	: homme respecté.
umuganda	: travail collectif dans le cadre du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement (M.R.N.D.). Salongo au Zaire.
umugi	: lente et par extension : "ville" en kinyarwanda.
umusilimu	: personne civilisée
umusongarere	: chômeur, receleur, "homme à tout faire".
(u)muturage (pl. : (a)baturage)	: paysan, cultivateur, habitant de la colline.
urutete	: petit panier sans couvercle et fait en fibres végétales.
urutoke	: bananeraie.
urwagwa	: cidre de banane
zamu	: sentinelle, gardien, veilleur de nuit.

B I B L I O G R A P H I E

En dehors des enquêtes de

E. Gabriel publiées dans les notes de l'I.S.A.R. puis reproduites dans le Bulletin Agricole du Rwanda et effectuées en même temps que les nôtres et du rapport sur les "échanges intérieurs de produits agricoles au Rwanda, perspectives d'évolution" de René Teissonnière de la S.E.A.E. de Paris, publié en 1966, aucun document précis n'existe, au Rwanda, sur le commerce intérieur et sur la vie des divers marchés. Nous donnons, en référence, uniquement les ouvrages et cartes de base ayant servi d'éclaircissement théorique ou d'éléments comparatifs. De très bonnes bibliographies sur le Rwanda existent dans les ouvrages de :

- D. MUREGO : "La Révolution Rwandaise, 1959-1962", Essai d'interprétation. Publication de l'Institut des Sciences Politiques et Sociales de l'Université de Louvain, et, de
- B. PATERNOSTRE de la MAIRIEU : "Le Rwanda, son effort de Développement, antécédents historiques et conquêtes de la Révolution Rwandaise", Editions De Boeck, Bruxelles, 1972.

1. RECUEILS DE STATISTIQUES

- n° 1 Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage : rapports annuels
- n° 2 Ministère de l'Intérieur : rapport sur les cellules du M.R.N.D.
- n° 3 Bureau de l'Agronome de Préfecture : rapports annuels
- n° 4 Bureau des Statistiques Préfectorales :
- a. Relevés des prix mensuels sur les marchés et chez les commerçants.
- b. Population communale par secteur administratif dès 1975
- n° 5 Comptes annuels de la coopérative TRAFIPRO-RWANDA, B.P. 302, Kigali, Rwanda.
- n° 6 Ministère du Plan : les calendriers agricoles régionaux du Rwanda, 1977.

2. CARTES ET PHOTOS AERIENNES

- Carte générale du Rwanda au 1:250 000°. Ministère de l'Agriculture, Service des Terres, Kigali, Rwanda.
- Carte du Ruanda-Urundi au 1:100 000° : S-A-35, 4-R-IV et 4-R-II. Ministère des Colonies Belges, Service cartographie - Révisé déc. 1936.
- Carte murale du Rwanda : J.F. Gotanègre, C. Prioul, P. Sirven avec la participation technique de J. Anscombe, Editions M.D.I., St-Germain-en-Laye.
- Carte topographique de la préfecture de Butare : 1:100 000° Laboratoire de cartographie de l'Université Nationale du Rwanda.
- Maquette de la carte géologique de la préfecture de Butare au 1:100 000° de Gérard; Musée Royal de Tervuren - Bruxelles et I.N.R.S.-Butare.
- Carte administrative de la préfecture de Butare au 1:50 000°, I.S.A.R.-Rubona.
- Profil tectonique schématique suivant le parallèle 2°30' Sud par Frautschi pour les étudiants de l'U.N.R. en 1975.
- Carte des diocèses et paroisses du Rwanda au 1:500 000°, déc. 1971, Presses Lavigerie.
- Couverture photographique aérienne du Rwanda en 1974 par l'Institut Géographique National de France (Paris), 1974 RWA 71/5/7 CON 4-73
- Prise de vue du 23.8.1969 de la ville de Butare au 1:80 000°. En vente à la librairie universitaire de Butare.

3. ARCHIVES

Ministère des Colonies Belges - Bruxelles :
 Les rapports annuels de Tutelle et Plans Décennaux de 1951 et 1959 pour le développement économique et social du Ruanda-Urundi.

4. OUVRAGES GENERAUX

- n° 7 Brian J-L Berry : Géographie des marchés et du commerce de détail. Collection U2.
- n° 8 J. Beaujeu-Garnier : Géographie du commerce et A. Delobez Masson, 1977.
- n° 9 Paul Claval : Géographie générale des marchés. Annales littéraires de l'Université de Besançon. Les Belles Lettres, Paris, 1969, 2° édition.

5. DIVERS BONNES SUR LE RWANDA

- n° 10 J. Beauque : Inventaire Financier de la République Rwandaise, juin 1964, photocopié.
- n° 11 Bulletins Agricoles du Congo-belge et du Ruanda-Urundi (Bulletin d'information de l'INEAC) 7, place Royale, Brux.
- n° 12 Bulletins Agricoles du Rwanda, 1967 - 1977, B.P. 433, Kigali, Rwanda.
- n° 13 J. Champion : Notes sur la culture bananières au Rwanda, Mission d'étude IFAC, 1965.
- n° 14 CINAM : Etude du développement de la région du lac Kivu. 3 vol. Paris I, 3, place des Victoires. 1973.
- n° 15 G. Delepierre (I.S.A.R.) et B. Préfol (SEDES) : Disponibilité et utilisation des terres au Rwanda. Situation actuelle et perspectives. Nov. 1973, Institut des Sciences Agronomiques du Rwanda et Ministère du Plan et des Ressources Naturelles.
- n° 16 G. Delepierre : Les régions agricoles du Rwanda. I.S.A.R., note technique n° 13, 1974.
- n° 17 G. Deschuytneuer : Intensification des produits animales au Rwanda. I.S.A.R., note technique n° 23, 1972.
- n° 18 Les Etudes Rwandaises (l'Informateur) : Revue de l'Université Nationale du Rwanda, 3 vol. par an.
- n° 19 E. Gabriel : Les routes de commercialisation du bétail. I.S.A.R., note technique n° 9, 1972.
- n° 20 E. Gabriel : Inventaire des marchés du Rwanda. I.S.A.R., note technique n° 52, 1972
- n° 21 E. Gabriel : L'évolution des prix au Rwanda, 1974, inédit mais repris dans le Bulletin Agricole du Rwanda dès 1975.
- n° 22 Ph. Girardin : Cours d'arboriculture fruitière (le bananier), Groupe Scolaire de Butare, 1976.
- n° 23 J.F. Gotanègre : L'habitat rural au Rwanda. Etudes scientifiques, sept-oct. 1975. Editions et Publications des Pères Jésuites, 1, rue Boustan El Maksi Faggala - Le Caire.

- n° 24 J.F. Gotanègre : Commerce et habitat rural de fonction en préfecture de Butare. HARU n° 97. Séminaire sur l'environnement rural et l'habitat en Afrique intertropicale. Butare, 6-19 oct. 1975. IDEP-UNEP-SIDA (ENDA)-ORSTOM-UNR.
- n° 25 J.F. Gotanègre : Présentation des réalités régionales, exemple de la préfecture de Butare. Juin 1977, séminaire sur le développement rural intégré, organisé à Butare par le Ministère du Plan et l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD-CEA). Article repris dans le Bulletin Agricole du Rwanda, juillet 1977. B.P. 104, Kigali, Rwanda.
- n° 26 P. Gourou : La densité de la population au Ruanda-Urundi. Esquisse d'une étude géographique. Institut Royal Colonial belge, Section SC. Nat. et Méd., Coll. in-8°, XXI, 6, Bruxelles, 1953.
- n° 27 A. Kagame : Un abrégé de l'ethno-histoire du Rwanda. 1972, Editions Universitaires du Rwanda, Butare, Collection Muntu.
- n° 28 A. Kagame : Un abrégé de l'histoire du Rwanda de 1853 à 1972. 1975, Editions Universitaires du Rwanda, Butare, collection Muntu.
- n° 29 A. Kagame : Les organisations socio-familiales de l'ancien Rwanda. 1954, Académie Royale des Sciences Coloniales, classe des sc. morales et politiques. Mémoires, Collection in-8°, Tome 38, fasc. 3. 25, av. Marnix, Bruxelles.
- n° 30 F. Kamali : L'organisme du Bugesera-Mayaga; les paysannats du Mayaga-Sud. Rapport de stage d'agronomie, 1974. Groupe Scolaire de Butare.
- n° 31 J. Kanyabashi : Monographie de la commune urbaine de Ngoma, 1976.
- n° 32 Le Marchand : Problèmes particuliers posés par les cultures vivrières au Rwanda. I.S.A.R., 1969.
- n° 33 Lemercier : Cours photocopié sur les plantes vivrières au Rwanda. Groupe Scolaire de Butare.
- n° 34 Ph. Leurquin : Le niveau de vie des populations rurales du Ruanda-Urundi. Université de Lovanium, Kinshasa (Léopoldville), 1960.

- n° 35 Ph. Leurquin : L'évolution des prix des produits agricoles du Ruanda-Urundi, exemple de marché non-intégré. Bulletin de l'Institut de Recherches Economiques et sociales, Louvain, sept. 1957, 413/496.
- n° 36 Ph. Leurquin : La pénétration de l'économie au Ruanda-Urundi. Folia Scientifica Africae Centralis, Bukavu, 1960, 2-4, 14/16
- n° 37 B. Lugan : Echanges et routes commerciales au Rwanda, 1880 - 1914. Africa - Tervuren, XXII-1976-2/3/4.
- n° 38 D. Mukamana : La coopérative Konfigi. Rapport de stage n° 74, 1973-1974. Ecole Sociale de Karubanda, Butare.
- n° 39 L. Munyakazi : La femme serait-elle inférieure à l'homme ? Travaux de la Faculté des Lettres de l'Université Nationale du Rwanda. T. II, juillet 1976.
- n° 40 A. Ndungutse : Le centre commercial de Butare. Mémoire de Baccalauréat de Géographie à l'U.N.R., mai 1976 (sous la direction de J.F. Gotanègre).
- n° 41 L. Ngendanzi : L'économat général de Butare. Mémoire de Baccalauréat de Géographie à l'U.N.R., en mai 1977 (sous la direction de J.F. Gotanègre).
- n° 42 B. Pétillon : Etude monographique de Mukura-Gishamvu. Mars 1972, Association Française des Volontaires du Progrès, Ambassade de France, Kigali, Rwanda.
- n° 43 B. Pétillon et I. Gasangwa : Projet d'aménagement du marais pilote Migina. Etude socio-économique. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Association Française des Volontaires du Progrès, 1973.
- n° 44 L. Peeters : Traits généraux de la géomorphologie et de la genèse du bassin du lac Kivu. 1959, Bulletin de la Société Royale de Géographie, Anvers, Tome 83, p. 66-75.
- n° 45 Y. Pomerleau : Les banques populaires au 31.12.1976. Des chiffres qui parlent. Bureau d'orientation des banques populaires, B.P. 1348, Kigali, Rwanda.
- n° 46 Revue hebdomadaire : Rwanda, Carrefour d'Afrique. Publiée par le Service de l'Information Rwandaise, B.P. 83, Kigali.

- n° 47 E. Ruzindana : L'évolution du commerce au Rwanda, du dernier quart du XIX^e siècle à 1950. Mémoire d'histoire, Louvain, 1974.
- n° 48 J. Sauve : Economie rurale, 1975-1976. Groupe scolaire de Butare. Cours polycopié.
- n° 49 P. Sirven,
J.F. Gotanègre,
C. Prioul : Géographie du Rwanda. 1974, Editions De Boeck, Bruxelles; Editions Rwandaises, Kigali.
- n° 50 L. Stetkiewicz : Genèse et devenir d'un terroir surpeuplé, Kansérégé (Rwanda). 1973, Ecole Pratique des Hautes Etudes, II^e Section, Paris, Sorbonne. Thèse de doctorat de 3^e cycle.
- n° 51 V. Sylvestre : Masaka au Rwanda. Contribution à l'étude de la colonisation planifiée de terres neuves en Afrique. 1974, Ecole Pratique des Hautes Etudes, II^e Section, Paris, Sorbonne. Thèse de doctorat de 3^e cycle.
- n° 52 P. Twagiramutara : Rapport à l'espace, rapport social. Cas du Rwanda. Doctorat, Faculté des Sc. économiques, sociales et politiques de l'Université Catholique de Louvain, 1977.
- n° 53 O. Ubonabenshi : La participation de la femme rwandaise à l'effort de production d'après une analyse de l'emploi du temps à Gatovu. Juin 1977, Université Nationale, Faculté des Sciences, département d'Agromonie. Mémoire pour l'obtention du grade d'ingénieur agronome.
- n° 54 Vis, Yourassowsky,
Van der Borcht : Une enquête de consommation alimentaire en République Rwandaise. I.N.R.S., Butare, 1972.

6. OUVRAGES DE COMPARAISON

- n° 55 G. Ancey,
J. Chevassu,
J. Michotte : L'économie de l'espace rural de la région de Bouaké. Travaux et documents de l'ORSTOM, Paris, 1974.
- n° 56 P. Bohannan et
G. Dalton : Markets en Africa. Ouvrage collectif. Northwestern Univeristy Press. African Studies, n° 9, 1962, 762 p.

- n° 57 J. Brisseau-Loazia : Le rôle du camion dans les relations villes-campagne dans la région du Cuzco (Pérou). C.O.H., n° 97, janvier-mars 1972.
- n° 58 Dans "Etudes de Géographie Tropicale Offerte à Pierre GOUROU", Mouton, 1972, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Sorbonne VI° Section : Sciences Economiques et Sociales, Le monde d'Outre-Mer passé et présent, publié sous les auspices de la Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux :
Articles de P. VENNETIER sur le "Ravitaillement des villes d'Afrique tropicale" et de J. DUPUIS sur la "Circulation et le commerce dans les montagnes tropicales des pays himalayens"
- n° 59 A.B. Mukwya : The market of staple foods in Kampala Uganda. Dans "Markets in Africa", publié sous la direction de Bohannan Paul et Dalton Georges, Northwestern University Press, 1962, pp. 643-666
- n° 60 S.E.D.E.S. : Enquêtes statistiques sur l'alimentation et les budgets dans les régions de Ngozi et de Muyinga (Burundi) en 1970-1971, publiées en 1973.
- n° 61 J.F. Troin : Les souks marocains. Marchés ruraux et organisation de l'espace dans la moitié nord du Maroc.
2 tomes, Connaissance du Monde Méditerranéen, Edisud, 13100 Aix-en-Provence, 1975.
- n° 62 Van der Velpen : Géographie du Burundi.
Editions De Boeck, Bruxelles, 1970.
- n° 63 J. Western
(University of California,
Los Angeles) : Le développement du marché dans le Burundi centre et sud.
The East African Geographical Review, avril 1974, n° 12. Cet article donne aussi une très bonne bibliographie sur les marchés des pays africains anglophones et sur ceux d'Ethiopie.

LISTE DES TABLEAUX

<u>Tableau n°</u>		<u>Pages</u>
1	Types de réponses des salariés de Butare-"ville" (pour savoir si Butare est perçue comme une "ville")	11
2	Types de réponses des commerçants des marchés ruraux (pour savoir si Butare est perçue comme une "ville")	12
3	Variations des prix moyens de vivres sur quelques marchés de Butare (source : service agronomique préfectoral)	57/58
4	Exemples d'augmentation des prix entre 1972 et 1975 pour des produits de consommation de première nécessité	60
5	Evolution des prix de produits vivriers, entre 1972 et 1975, à Butare-"ville"	97
6	Liste des anciens centres de greniers à vivres dans l'actuelle préfecture de Butare	125/126
7	Exemples de pouvoir d'achat limité de paysans (en juillet 1972)	175
8	Pratique commerciale des revendeurs : exemples pris dans le secteur de Gahulizo, commune Kivu, préfecture de Gikongoro	190

LISTE DES FIGURES

<u>Figure n°</u>		<u>Pages</u>
1	Carte administrative de la préfecture de Butare	3
2	Plan de Butare-"ville" (d'après photos aériennes I.G.N. 1974)	7
3	Rapport population - marchés au 31.12.1971 au Rwanda	14
4	Le réseau des marchés en 1971 au Rwanda	14
5	Trafic et infrastructure routiers en 1973	18
6	Croquis géomorphologique de la préfecture de Butare	19
7	Etagement des régions et des cultures dans le Rwanda méridional	24
8	Topographie du Rwanda	26
9	Carte climatique du Rwanda	27
10	Besoins alimentaires, en 1972, de la population flottante de Butare	34
11	Commerçants ambulants	41
12	Les locaux commerciaux par secteur administratif en 1974	46
13 et 14	L'économie du café en 1974	50 et 51
15	L'élevage	56
16	Origine des salariés de Butare-"ville"	62
17	Population tertiaire par commune en 1973	65
18	Nombre de familles par secteurs au 31.12.1973	75
19	Superficie moyenne des exploitations rurales en 1973	77
20	Récoltes du haricot en 1973 (en tonnes, par secteur)	79
21	Disponibilités en haricot par famille en 1973	80

<u>Figure n°</u>		<u>Pages</u>
22	Récoltes du sorgho en 1973 (en tonnes, par secteur)	81
23	Disponibilités en sorgho par famille en 1973	82
24	Récoltes de la patate douce en 1973 (en tonnes, par secteur)	84
25	Disponibilités en patate douce par famille en 1973	85
26	Aire d'influence de la laiterie de Nyanza (Nyabisindu)	89
27	Revenu monétaire agricole brut par famille en 1973	92
28	Origine de l'essentiel du revenu monétaire agricole brut par famille en 1973	93
29	Prix des arachides sur le marché de Butare de 1971 à 1974	105
30	Prix des patates douces sur le marché de Butare de 1971 à 1974	106
31	Prix du sorgho sur le marché de Butare de 1971 à 1974	107
32	Prix des haricots sur le marché de Butare de 1971 à 1974	108
33	Prix des pommes de terre sur le marché de Butare de 1971 à 1974	109
34	Evolution des prix du sel de cuisine sur les marchés de Butare et de Rugogwe de 1972 à 1974	110
35	Prix d'une houe "chillington" à Butare et à Rugogwe de 1972 à 1974	111
36	Rythmes de fréquentation du centre commercial de Butare de la part des paysans des communes de Butare	118
37	Pyramides des âges et des sexes des paysans-vendeurs et revendeurs aux octrois de Butare-"ville"	de 120 à 123
38	Nombre de vélos par famille en 1974	129
39	Taxes mercuriales relevées sur les marchés de Butare-"ville" et de Rwanza	132
40	Origines des produits apportés à Butare par	144
41	les paysans et les revendeurs de la préfecture	145
42	lors des trois enquêtes	146

<u>Figure n°</u>		<u>Pages</u>
43	Achats et apports à Butare-"ville" par	147
44	les habitants des autres préfectures et	148
45	du Burundi	149
46	Ventilation des achats effectués à	166
47	Butare par les paysans et les revendeurs	167
48	de la préfecture	168
49	Nombre de radio par famille en 1974	197
50	L'habitat rural amélioré par communes en 1973	198
51	Densités des secteurs de Butare en 1973 et Répartition des locaux commerciaux par secteurs en 1974	200
52	Superficie agricole encore exploitable par famille et par secteur en 1973	201
53	Zones des mouvements pendulaires jour- nalières des salariés de Butare-"ville"	203
54	L'origine des personnes fréquentant le centre commercial de Butare-"ville"	204
55	Importance des jours de marché	209
56	Localisation des marchés de Butare-préfecture	214
57	La commune Kivu (Gikongoro)	216
58	Les zones d'influence de Butare-"ville"	219
59	Disponibilités en cidre de banane en 1973 en préfecture de Butare	222
60	La préfecture de Gikongoro	225
61	Les communes de départ des salariés agri- coles de Butare (mars - septembre 1975)	226
62	Les secteurs d'accueil des salariés agri- coles (mars - septembre 1975)	227
63	Secteurs résidentiels des salariés de l'I.S.A.R.-Rubona et des missions de Save et de Nyumba	229
64	Zones d'influence des marchés de et dans Butare	231
65	Evolution de la population et des marchés de la préfecture de Butare	232

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Avant-Propos	
Introduction : La "ville" de Butare	4
<u>I° PARTIE</u> : UN MARCHÉ DE COLLINES DENSES AGGLOMÉRÉES EN "VILLE"	14
Chapitre premier : Les conditions favorables au développement du marché	16
I. L'attraction de Butare	16
A. L'influence de la situation	16
B. La multiplicité des besoins à satisfaire	32
C. La concentration des moyens commerciaux	42
II. Butare stimule le marché	48
A. Un marché approvisionné	48
B. Une politique des prix légèrement favorable	57
C. Une source d'argent plus sûre	61
Chapitre deuxième : Les freins et les handicaps au développement du marché	68
I. De faibles fonctions urbaines	68
A. Une politique nationale puritaine	68
B. Des offres d'emplois limités	70
II. Un développement régional restreint	76
A. Les structures agraires et productions du milieu rural	76
B. Les revenus agricoles des paysans	94
III. Un appareil commercial pléthorique et spéculatif	99
A. Le commerce, activité longtemps déconsidérée	99
B. La mentalité commerciale	102
C. Vers une restructuration du commerce	112

Pages

<u>II° PARTIE</u> :	UN MARCHÉ DE MISÈRE	115
Chapitre premier :	Une offre extérieure rigide	116
I.	La faible fréquentation du centre commercial	116
	A. Le phénomène	116
	B. Les causes de l'ignorance du marché	124
II.	La fréquentation périodique du centre commercial	131
	A. Le phénomène	131
	B. L'explication : généralisation d'un même système agraire en climat équatorial d'altitude	134
III.	La rareté des salariés	138
Chapitre deuxième :	Une offre réciproque atomisée	140
I.	Une offre extérieure réduite	140
II.	Une offre extérieure apportée par des marginaux	143
	A. Les diverses catégories sociales des paysans-vendeurs	143
	B. Les "octrois", reflets d'une structure agraire déplorable	161
III.	Des achats minimes et de première nécessité	165
	A. La structure des achats	169
	B. Les lieux d'achat	170
	C. La destination des achats	172
Chapitre troisième :	Une rencontre de gagne-petit	173
I.	Le pouvoir d'achat misérable des paysans-vendeurs	173
II.	Des activités commerciales et artisanales modiques	176
III.	Le bas niveau de vie des salariés et des paysans-vendeurs	178
	A. Les salariés et l'utilisation de leur paye	178
	B. L'utilisation des revenus chez les artisans de Butare-"ville"	178
	C. L'emploi des bénéfices des ventes chez les paysans-vendeurs	179
IV.	Le micro-commerce de survie	181
	A. L'importance des revendeurs	181
	B. Le fonctionnement du système	186

<u>III° PARTIE</u> :	UNE ZONE D'INFLUENCE REDUITE	
Chapitre premier :	Les types d'espaces économiques de Butare-"ville"	196
I.	L'espace assujéti	199
A.	Une ponction directe	202
B.	Vers une évolution de la vie rurale	205
C.	Vers sa division en pays polarisés	210
II.	La marche commerciale	213
III.	L'espace à influence épisodique	215
Chapitre deuxième :	Les causes de l'étroitesse de l'espace économique de Butare-"ville"	220
I.	L'importance de la bananeraie	220
II.	La multiplication de nouvelles sources d'argent	224
A.	Les nouveaux fronts pionniers	224
B.	Les emplois créés par l'U.S.A.R. - Rubona (Ruhashya) et Les missions	228
C.	La nécessité des marchés ruraux	230
III.	L'influence grandissante de Kigali, la capitale nationale	233
 <u>CONCLUSION GENERALE</u>		
1.	Butare-préfecture est une région dense où le nombre des commerçants est pléthorique	235
2.	Butare-préfecture est une région dense sans véritable ville	238
3.	L'avenir du Rwanda	240

